



HAL
open science

Malaisie -Chine : une “précieuse” relation

D Delfolie, Nathalie Fau, E Lafaye de Micheaux

► **To cite this version:**

D Delfolie, Nathalie Fau, E Lafaye de Micheaux. Malaisie -Chine : une “précieuse” relation. 2016, 978-616-7571-30-0. hal-01673639

HAL Id: hal-01673639

<https://u-paris.hal.science/hal-01673639>

Submitted on 4 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Malaisie - Chine : une « précieuse » relation

D. Delfolie, N. Fau et E. Lafaye de Micheaux



Malaisie - Chine : une « précieuse » relation

D. Delfolie, N. Fau et E. Lafaye de Micheaux

Le cas de la Malaisie est particulièrement révélateur de l'influence politique et économique croissante de la Chine sur l'Asie du Sud-Est. Le rapprochement entre la Malaisie et la Chine, longtemps entravé par des divergences idéologiques, s'est renforcé au cours de cette dernière décennie. Dans un contexte d'intégration régionale de l'Asean sur fond de conflits territoriaux en mer de Chine méridionale, l'examen de leur relation prend ses distances avec l'idée d'une simple manœuvre hégémonique chinoise et révèle une alliance porteuse de nombreux bénéfices réciproques.

Trois spécialistes de la Malaisie – une économiste, une géographe et un sociologue – décryptent ici les multiples facettes de cette « précieuse » relation du point de vue malaisien. Leur enquête montre comment, au cours de la période 2008-2016, cette alliance a été méthodiquement construite sur la base de partenariats déployés dans des secteurs économiques clés et sur des territoires stratégiques. Elle interroge les rapports d'État à État, les dimensions socioculturelles des échanges bilatéraux et les enjeux liés aux gigantesques projets d'aménagement immobiliers et aux investissements industriels. Cette analyse éclaire les logiques du déploiement de l'activité chinoise en Malaisie autant que les efforts du parti conservateur malais pour en tirer bénéfice.



IRASEC

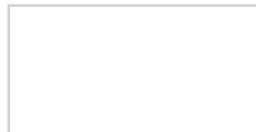
INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan, Bangkok 10330, Thailand

Tel (+66) 026 70 42 91 - Fax (+66) 026 70 42 90

www.irasec.com

ISBN 978-616-7571-30-0



**Malaisie–Chine :
une « précieuse » relation**

Les Carnets de l'Irasec, série Enquête

La série « Enquête » des Carnets de l'Irasec est ouverte à des contributeurs issus de divers horizons : chercheurs, journalistes, entrepreneurs, experts d'ONG, juristes, etc. Leurs analyses et témoignages apportent des données de première main sur des sujets d'actualité.

Ce sont en tant que tels des matériaux « pris sur le vif », « des instantanés », qui constituent autant de regards et de points de vue sur une situation présente. Ils contribuent sous cet angle à éclairer les évolutions contemporaines du sud-est asiatique.

Comme pour toutes les publications de l'Irasec, les manuscrits sont préalablement soumis à des évaluations scientifiques dont il est demandé aux auteurs de tenir compte avant publication. Les opinions émises dans cette série « Enquête » n'en engagent pas moins que leurs auteurs.

Publié en 2016 par :

Institut de recherche sur l'Asie du sud-est contemporaine (IRASEC)

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathumwan - Bangkok 10330, Thailand

E-mail : administration@irasec.com

Web site : <http://www.irasec.com>

Tel. : +66 (0) 2 670 42 91-2

Graphiques et photos : les auteurs, adaptés par Bertrand Bayet

Couverture et mise en page : Bertrand Bayet

ISBN 978-616-7571-30-0

© IRASEC, 2016

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Malaisie–Chine : une « précieuse » relation

**Par David Delfolie, Nathalie Fau
et Elsa Lafaye de Micheaux**

Carnet de l'Irasec n° 7 – Série Enquête



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

Basé à Bangkok, l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEDI) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Pluridisciplinaires et comparatives, les expertises de l'Irasec font appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques. L'Irasec privilégie les approches transversales et régionales.



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

Irasec

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan,
Bangkok 10330, Thailand

Tel (+66) 026 70 42 91 - Fax (+66) 026 70 42 90

www.irasec.com



**CCI FRANCE
MALAYSIA**

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier
de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Malaisie.

Sommaire

Note sur la conversion des monnaies.....	11
Auteurs	13

Introduction	15
Une relation hautement valorisée par les discours gouvernementaux	16
Une « précieuse » relation.....	17
Regards croisés.....	19

Première partie

Une relation diplomatique et stratégique accommodante

Construction historique de la relation bilatérale	25
La guerre froide.....	25
Le temps de la défiance (1949-1974).....	25
« De l’hostilité à la cordialité » (1974-1990).....	28
L’établissement progressif de la « précieuse » relation	31
Le temps du rapprochement (1990-2008).....	31
Le renforcement du partenariat privilégié (2009-2015).....	33

Enjeux maritimes	41
La Malaisie et le conflit en mer de Chine méridionale	41
Minimiser et apaiser les tensions	45
Les zones communes de développement Malaisie-Chine : une solution ?.....	48
La stratégie de « couverture » (<i>hedging</i>).....	52
Vers un raidissement des positions du gouvernement malaisien.....	54
Le détroit de Malacca.....	58
Un passage stratégique pour l’économie chinoise	58
Les projets chinois de contournement du détroit	62
Financer la sécurisation du détroit : coopérer pour contrôler ?	65

La route maritime de la soie.....	67
Une nouvelle forme de coopération maritime	67
Les ports malaisiens, des escales clés.....	69

Dynamiques socioculturelles et nouvelles opportunités économiques 75

La communauté sino-malaisienne, un catalyseur de la relation bilatérale ?	77
Origines du capitalisme chinois en Malaisie	78
Les limites de <i>l'ethnic business</i> comme facteur explicatif.....	81
L'islam, enjeux politiques et économiques	86
Des liens anciens	87
La coopération religieuse avec la Chine	91
Le traitement controversé des réfugiés chinois musulmans ouïghours.....	96
Le business halal	100
Le partenariat universitaire : entre volonté et réalité.....	102
Le cadre volontariste de la coopération universitaire avec la Chine.....	103
Les liens nombreux entre établissements universitaires.....	105
Une attractivité malaisienne encore limitée auprès des étudiants	108
Le tourisme	113

Deuxième partie

Les bénéfices du rapprochement économique

Du commerce à l'intégration monétaire et financière 123

Le commerce bilatéral : nouveau mantra des relations Malaisie-Chine	123
Une nouvelle relation commerciale significative pour la Malaisie.....	124
Pour quel équilibre commercial ?	131
Une relation inscrite dans des accords commerciaux pluriels.....	133
L'institutionnalisation récente d'une intégration monétaire et financière	135
Faciliter les échanges commerciaux et jouer le rôle d'interface avec l'Asean	135
L'intégration des places financières : des efforts malaisiens parfois à mauvais escient ?141	

Investissements chinois dans l'industrie et les transports 145

Des investissements directs étrangers encore limités146

- Faibles investissements directs de Malaisie vers la Chine.....146
- Une poussée récente des investissements directs chinois vers la Malaisie148
- Comparaisons avec les autres investissements chinois dans l'Asean.....151

Montants concentrés, localisations spécifiques des investissements industriels157

- Les données du MIDA mesurant les projets : une source rigoureuse d'analyse157
- Les grands traits de l'investissement industriel en Malaisie depuis 1987158
- Les projets chinois de 1987 à 2014 : poids de la métallurgie et du Pahang161
- Depuis 2013 : une forte accélération de l'implication chinoise.....168

Grands travaux d'infrastructures des Chinois en Malaisie.....173

- La diplomatie du rail : une semi-réussite chinoise en Malaisie173
- Le financement du deuxième pont de Penang et les réseaux impliqués.....178

Investissements stratégiques en des lieux périphériques : Kuantan et Sokor 183

L'implication politique de la Chine au Pahang : un port, un parc à Kuantan183

- Des incitations publiques exceptionnelles185
- MCKIP : le projet et les développements en cours depuis 2013187
- Problèmes et contradictions à Kuantan190
- Avec quels bénéfices ? Pour qui ?.....192

Un investissement stratégique pour le Kelantan : la mine d'or de Sokor194

- Le Kelantan, un État sous administration du Parti islamique de Malaisie (PAS)194
- Contexte et tenants du partenariat chinois197
- 2011-2014 : l'essor industriel sur fond de flambée du cours de l'or202

Les promoteurs chinois dans la production urbaine de la Malaisie 209

La Malaisie, sixième pays des investissements immobiliers chinois.....210

Iskandar Malaysia : pôle majeur213

- Une localisation concentrée et une préférence pour des projets visibles depuis Singapour218
- Deux types de promoteurs.....223

Le gigantisme des investissements chinois	225
Déstabilisation du marché de l'immobilier.....	226
Déséquilibre des pouvoirs entre les acteurs privés et publics	228
Déséquilibre dans l'aménagement de la région urbaine de Johor Bahru	230
Réaction d'hostilité des populations locales de Johor.....	231
Un Kuala Lumpur, Selangor et Sabah : pôles secondaires	233

Conclusion **237**

Un lien fort et désormais dominé par la relation intergouvernementale	238
Une relation précieuse : mais avec quelle durabilité ?	240
Pragmatisme et stratégie de couverture dans les relations internationales suffiront-ils à tenir la Chine à distance ?	243

Annexes **249**

Bibliographie **257**

Cartes

Carte 1 : Les enjeux maritimes : Coopérations et conflits entre la Malaisie et la Chine.....	42 - 43
Carte 2 : Le détroit de Malacca : un espace stratégique pour la Chine	59 – 60
Carte 3 : Les investissements industriels en Malaisie.....	170 - 171
Carte 4 : Les investissements chinois dans les infrastructures	181
Carte 5 : Le corridor et sa zone économique spéciale.....	187
Carte 6 : Carte de la zone d'exploitation de la mine de Sokor, Kelantan	198
Carte 7 : Les zones d'Iskandar et les lieux d'investissements chinois	215

Figures

Figure 1 : Essor du commerce bilatéral, 1990-2014	124
Figure 2 : Hong Kong versus Chine continentale : exportations et importations 2004-2011	126
Figure 3 : Part des importations chinoises au sein des importations Malaisiennes, 1990-2010.....	127
Figure 4 : Part des exportations vers la Chine au sein des exportations malaisiennes, 2004-2014.....	128
Figure 5 : Commerce bilatéral Malaisie-Chine et solde commercial pour la Malaisie, 2004-2014.....	130
Figure 6 : Évolution de la part de la Chine dans le commerce des principaux pays de l'ASEAN (1991-2009).....	132
Figure 7 : Taux de change du Ringgit malaisien par rapport au \$ US (2005-2015).....	136
Figure 8 : Taux de Change du Renminbi chinois par rapport au \$ US (2005-2015).....	137
Figure 9 : Taux de change entre le Ringgit et la monnaie chinoise depuis la fin de leur ancrage respectif au \$ US en juillet 2005	139
Figure 10 : Flux d'IDE malaisiens vers la Chine : en valeur absolue et en proportion..	147
Figure 11 : Stocks cumulés d'IDE malaisiens vers la Chine, 2008-2015 (3e trimestre)	148
Figure 12 : Flux d'IDE chinois vers la Malaisie : en valeur absolue et en proportion...	149
Figure 13 : Localisation des projets industriels étrangers autorisés, 2003-2014.....	159
Figure 14 : Variation du montant des projets d'investissements industriels à participation étrangère enregistrés par le MIDA.....	159
Figure 15 : Les premiers investisseurs industriels en 2014.....	160
Figure 16 : Chronologie des projets d'investissements chinois en Malaisie	162
Figure 17 : Projets industriels autorisés à participation chinoise, par secteur	163
Figure 18 : Projets industriels autorisés à participation chinoise , par Etat	167
Figure 19 : Les Etats privilégiés par les investissements chinois en 2013 et 2014	169
Figure 20 : La structure du groupe CNMC Goldmine Holding.....	201
Figure 21 : Synthèse des résultats (productifs et financiers) de la Mine de Sokor, 2008-2014.....	204
Figure 22 : Investissements immobiliers chinois à l'étranger entre janvier 2008 et juin 2014.....	211

Figure 23 : Répartition des investissements chinois selon la nature du projet entre 2008 et 2014	213
Figure 24 : Évolution du nombre d'étrangers optant pour le programme MM2H dans les trois principaux pays	221
Figure 25 : Nombre total de participant au programme MM2H sur la période 2002-2013	222

Tableaux

Tableau 1 : Évolution du nombre d'étudiants chinois inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur malaisien entre 2002 et 2011	110
Tableau 2 : Stocks d'IDE entrants en Malaisie, par origine, 2005, 2013 et 2015	150
Tableau 3 : Établissements régionaux chinois en Malaisie (2006-2014)	155
Tableau 4 : Investissements approuvés par le MIDA, par secteurs, 2014	158
Tableau 5 : Investissements industriels chinois approuvés au Sarawak 2010-2014	166
Tableau 6 : Recensement des incitations pour la zone ECER	185
Tableau 7 : Recensement des incitations spécifiques au parc de Kuantan	186
Tableau 8 : Résultats financiers et productifs de CNMC, 2008-2014	205
Tableau 9 : Les dix plus importantes transactions chinoises à l'étranger dans le secteur immobilier entre 2008 et 2014	212
Tableau 10 : Principaux investissements chinois dans la région d'Iskandar	217 - 218
Tableau 11 : Principaux investissements chinois dans les régions de Kuala Lumpur, Sabah et Sarawak	234

Note sur la conversion des monnaies

Sauf si cela est précisé dans le texte, les grandeurs citées dans l'ouvrage sont systématiquement exprimées en monnaie malaisienne, le ringgit (noté MYR) afin de rester le plus cohérent possible dans le temps en référence au cadre macroéconomique national.

Le tableau de conversion ci-joint permet d'opérer la conversion par rapport au dollar (noté \$ US) et de se repérer aussi dans la monnaie internationale.

Période	Taux de conversion moyen d'1 \$ US en MYR
1960 - 1970 (régime de conversion fixe à la livre sterling, elle-même liée au \$ US)	3,06
1973 - 1985	2,36
1986 - 1997	2,62
1998 - 2005 (juillet) (peg avec le \$ US)	3,8
2006 - 2014	3,31
2015	3,91

Les auteurs

David Delfolie est docteur en sociologie (Paris 1), chercheur rattaché à l'IDHES-CNRS et associé à l'Irased. Il est également chargé d'enseignement à Sciences Po Lille, en plus d'autres activités pédagogiques, et membre du bureau de rédaction de la revue *Dynamiques Internationales*. Ses travaux portent sur l'histoire sociopolitique contemporaine de la Malaisie et ses développements actuels. Il achève ou prépare plusieurs publications en lien avec cette thématique, notamment sur la « politisation sonore » de l'espace public, le processus de renouvellement des élites, l'islam local et les effets politiques et sociaux internes du rapprochement avec la Chine.

Nathalie FAU est docteur en géographie, maître de conférences à l'université Paris 7. Elle est chercheur au laboratoire CESSMA (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques) ainsi que chercheure associée à l'Irased et au Maritime Institute of Malaysia (MIMA). Ses travaux se focalisent sur les espaces maritimes et les processus d'intégration régionale en Asie du Sud-Est. Elle a coédité l'ouvrage *Transnational Dynamics in Southeast Asia : the Greater Mekong Subregion and Malacca Straits Economic Corridors* (avec Sirivanh Khonthapane et Christian Taillard), Singapour, ISEAS, 2014.

Elsa Lafaye de Micheaux est docteur en économie, maître de conférences à l'université Rennes 2. Elle a été chercheur en délégation à l'Irased (2014-2016) durant la durée de ce travail sur les relations Malaisie-Chine, alors affiliée à l'université de Malaya, Kuala Lumpur. Elle étudie la trajectoire de développement et les institutions du capitalisme malaisien en longue période après avoir fait une thèse sur le rôle de l'éducation dans la croissance malaisienne (2000). Elle a publié *Malaisie, un modèle de développement souverain ?* (Lyon, ENS Éditions, 2012), *Capitalismes asiatiques et puissance chinoise* (avec P. Alary, Paris, Presses de Science Po, 2015) et *The Development of Malaysian Capitalism, from British Rule to the Present Day* (Petaling Jaya, SIRD, 2017).

Les auteurs tiennent à remercier sincèrement l'ensemble des personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail en lui accordant un peu de leur temps et de leur attention :

- les différents interlocuteurs malaisiens, dont l'anonymat a été respecté pour la plupart d'entre eux, interrogés au fil des investigations et des rencontres sur le terrain ;

- Madame Choo Wai Meng, Directeur du département des statistiques d'investissement, Malaysian Investment Development Authority (MIDA), Kuala Lumpur ;

- les universitaires malaisiens avec qui les échanges ont été riches ;
- et Sophie Boisseau du Rocher pour sa relecture critique des premières épreuves du texte.

Des remerciements particuliers doivent également être adressés aux institutions suivantes pour leur bienveillance et leur soutien :

- la Bank Negara Malaysia ;
- la Revue de la Régulation ;
- l'ambassade de France en Malaisie ;
- et l'Irasec qui a accompagné avec rigueur les auteurs durant tout le processus d'édition.

Introduction

Comme on pouvait l'écrire en 2014¹, « il ne fait plus aucun doute, au début de la décennie 2010, que toute l'Asie du Sud-Est se trouve en position de dépendance accrue à l'économie chinoise : on y observe l'interpénétration des intérêts commerciaux, financiers et monétaires nationaux avec les intérêts chinois. Réciproquement sur le plan diplomatique, l'Asean est désormais un partenaire indispensable à la Chine, avec lequel elle adopte un ton clairement conciliant dans la négociation, ce qui tranche avec le Nord de l'Asie orientale (Boisseau du Rocher, 2014 : 6). Même si le Japon demeure un acteur de premier plan au sein de l'Asean (Chaponnière, 2014), l'accélération de la montée en puissance chinoise constitue sans aucun doute la nouvelle donne régionale des années 2000 » (Boisseau du Rocher, 2006 ; Lemoine, 2007 ; Saw, 2007 ; Tréglodé, 2014).

La Malaisie, à l'économie extravertie, est exemplaire de cette nouvelle donne structurelle qui, à la faveur de la crise financière de 2008, a vu se réorienter la Chine vers l'Asie. Précisément, en 2008, les exportations malaisiennes à destination de la Chine dépassaient les exportations vers les partenaires traditionnels que sont les États-Unis, le Japon et l'Europe. Derrière les flux

¹ Sur le sujet de la relation Malaisie-Chine, nous avons commencé par publier en 2014, dans la rubrique Opinions-débats de *La Revue de la régulation*, un premier état des lieux (Lafaye de Micheaux, 2014). Il s'agissait là des premiers résultats d'une recherche qui établissait notamment l'existence d'un consensus très large sur le caractère bénéfique de la relation du point de vue malaisien. Le présent Carnet approfondit les différentes pistes de recherche ouvertes par cet article, dont certains passages seront repris (et signalés) afin d'offrir un caractère d'exhaustivité à l'analyse. Remerciements au comité de rédaction de *La Revue de la régulation*.

d'échanges commerciaux, c'est un faisceau de liens économiques et politiques qui se sont affermis au fil des mois. Le rapprochement Malaisie-Chine s'opère à très grande vitesse et à plusieurs niveaux : individuels – liens familiaux, flux d'étudiants et de touristes – entreprises, chambres de commerce, États fédérés malaisiens et régions chinoises, États centraux.

Une relation hautement valorisée par les discours gouvernementaux

Lors de sa rencontre avec le Premier ministre malaisien Najib Razak à Manille en novembre 2015, en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie - Pacifique (APEC – Asia Pacific Economic Cooperation), le président chinois Xi Jinping a affirmé vouloir renforcer prioritairement, dans le cadre de sa diplomatie de voisinage, les liens bilatéraux entre la Malaisie et la Chine. Priorité justifiée selon lui par la « relation spéciale » qu'entretiennent les deux pays : « La Chine et la Malaisie sont de bons voisins et des amis qui se font confiance et se respectent mutuellement ». De son côté, Najib Razak a également déclaré que les relations bilatérales étaient au mieux entre les deux pays car fondées sur une confiance mutuelle et une coopération amicale. Jusqu'à 2014, « année de l'amitié Malaisie-Chine », il existait en Malaisie un très large consensus politique et populaire sur le caractère positif et bénéfique de la relation à la Chine que cette rhétorique amicale souligne. Mais cette bonne relation, depuis fin 2015, n'est plus totalement dénuée d'éléments de friction, suggérant l'émergence de tensions pour l'instant légères et limitées entre les deux partenaires. Elles se repèrent à l'endroit des incursions répétées de la marine et des garde-côtes chinois dans la zone économique exclusive malaisienne et des débuts de réactions de la Malaisie. Elles s'illustrent aussi dans l'intervention publique de l'ambassadeur chinois, Huang Huikang, au lendemain de la grande manifestation de la fierté malaise dite des « *Red Shirt* » (16 septembre 2015), qui affirmait, en plein quartier chinois, que Pékin ne tolérait aucune « discrimination raciale » et démonstration violente envers la communauté chinoise.

Ces frictions n'empêchent pas la poursuite de discours d'intentions toujours très positifs. Le 22 novembre 2015, lors de sa première visite officielle en Malaisie, le Premier ministre chinois Li Keqiang a axé ses propos sur les

excellentes relations économiques entre les deux pays et sur les bénéfices que la Malaisie pourra tirer de la poursuite de la croissance de la Chine, passant délibérément sous silence la question des tensions en mer de Chine méridionale. Pour attester des visées pacifiques de la Chine, il s'est même rendu à Malacca, symbole des excellentes relations entretenues entre la Chine et le monde malais au xv^e siècle. Zheng He, puissant amiral chinois dont les expéditions sont continuellement présentées comme preuves historiques des intentions pacifiques de la Chine, y avait fait escale. Lors de cette venue, Li Keqiang a annoncé que la Malaisie et la Chine entraient dans une nouvelle ère, et que leur étroite relation allait connaître un nouveau stade. Pour l'augurer, il a formulé trois annonces de taille : la première concerne la création d'une place offshore chinoise en Malaisie avec l'attribution de quotas d'investissements en yuan en direction du marché financier chinois (FQFII) ; la seconde a trait au rachat par le groupe national Nuclear Power d'une usine d'électricité figurant dans les actifs de 1MDB – un fonds d'investissement qui est depuis juillet 2015 au cœur d'un scandale national et international impliquant directement Najib Razak – et la troisième annonce a lancé officiellement Malacca Gateway, un mégaprojet d'investissements créant un nouveau port et un quartier résidentiel sur une île artificielle face à la ville de Malacca, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Ces trois projets sont autant de bouffées d'oxygène apportées au principal parti au pouvoir, l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO – United Malays National Organization), frappé par une grave crise de légitimité depuis les élections générales de 2013. Ils sont également typiques de la multiplicité des dimensions prises par une relation qui se décide et se dénoue de plus en plus au niveau intergouvernemental : dimension politique interne, dimension industrielle et dimension urbanistique.

Une « précieuse » relation

Nous utilisons l'adjectif « précieux » pour qualifier de manière générale la relation entre la Malaisie et la Chine dans la mesure où cette relation est porteuse de nombreux bénéfices mutuels, en particulier politiquement et économiquement pour la Malaisie, et qu'elle est donc à ce titre l'objet de toutes les attentions et de tous les soins de la part du gouvernement malaisien. En effet, l'intérêt

particulier porté récemment par la Chine à l'égard de la Malaisie constitue un soutien politique direct et important pour l'UMNO, en venant notamment conforter, à la faveur des gains économiques importants retirés du rapprochement bilatéral, son action et sa gouvernance oligarchique. Nous préférons ici le terme de « précieux » à celui, galvaudé, connoté et inapproprié, de « relation spéciale ». En effet, cette expression est très largement reprise aujourd'hui par les États pour mettre en valeur et justifier leurs choix politiques en faveur de la Chine. Néanmoins, elle relève surtout du langage diplomatique et se trouve trop souvent employée abusivement, perdant ainsi de son sens sur le plan géopolitique. Ensuite, elle ne recouvre pas nécessairement la dimension concrètement avantageuse du resserrement des liens bilatéraux en termes de bénéfices économiques conséquents. Par ailleurs, en histoire des relations internationales, l'expression est couramment utilisée pour désigner de manière générique les rapports singuliers entretenus par certains pays européens avec leurs anciennes colonies, et semble donc peu appropriée à mobiliser dans le cas de la relation Malaisie-Chine au regard de ce qu'elle pourrait sous-entendre (dépendance, etc.). De plus, elle sert à désigner aussi, en relations internationales, les liens historiques et diplomatiques particuliers qu'entretiennent les États-Unis et le Royaume-Uni, ce qui nous paraît là encore relever d'une situation qui ne peut pas être comparée. Ces éléments appellent donc un effort de reformulation.

Les bases qui fondent la singularité et l'importance particulière de la relation bilatérale entre les deux pays pourraient être explicitées brièvement comme suit :

1. La Malaisie fut le premier pays non communiste d'Asie du Sud-Est à établir des liens officiels avec la Chine populaire en 1974. Le second Premier ministre de la jeune nation malaisienne, Tun Abdul Razak, père de l'actuel Premier ministre Najib Razak, est à l'origine de ce rapprochement. Depuis, les relations de la Malaisie avec la Chine sont caractérisées par une certaine continuité et 2014 a été désignée par les deux gouvernements comme « l'année de l'amitié » entre les deux pays, afin de commémorer l'anniversaire des 40 ans de relations diplomatiques ;

2. La Malaisie est un pays d'Asie du Sud-Est à la démographie marquée par une importante minorité d'origine chinoise (25 % aujourd'hui, elle atteint

près de 40 % au milieu du XX^e siècle). Si les liens diplomatiques, économiques et culturels entre la Chine et le monde malais sont très anciens – on les fait remonter au système tributaire qui se mit en place deux siècles avant J.-C. et reliait la Chine avec les différents royaumes de la région – l’immigration la plus massive de Chinois en Malaisie est, pour sa part, relativement récente. Estimée à 4,7 millions d’individus, elle date du développement de l’industrie minière (étain) au cours du XIX^e siècle, en partie sous l’impact de la colonisation britannique et en rivalité avec le capitalisme européen. Au XX^e siècle, la construction nationale malaisienne s’est donc effectuée avec une forte population d’origine chinoise. Dans ce Carnet, nous réserverons d’ailleurs l’adjectif sino-malaisien pour désigner la population de Malaisie d’origine chinoise et, afin de ne pas créer de confusion, nous éviterons strictement l’usage de ce terme pour qualifier les relations bilatérales.

3. La Malaisie occupe une place prééminente et privilégiée dans les relations chinoises avec l’Asean. Elle a joué un rôle de médiateur et de soutien de la Chine dans les institutions régionales et leur recomposition récente (Boisseau du Rocher, 2014). Elle a également à plusieurs reprises temporisé les oppositions en présence afin de contribuer à réduire les tensions entre certains pays d’Asie du Sud-Est et Pékin. Ceci s’est observé encore au cours de 2015 alors qu’elle présidait l’Asean. De même, la Malaisie est considérée comme un pays modérateur dans les tensions récurrentes en mer de Chine méridionale, même si elle a montré récemment des signes (relatifs) de raidissement sur cette question sensible après les dernières incursions chinoises dans sa zone économique exclusive.

Regards croisés

Le présent travail de recherche porte sur l’état des relations actuelles entre la Malaisie et la Chine, telles qu’elles sont nouées, mises en scène et entretenues par les gouvernements en place. Mais il traite également des flux humains et économiques, en particulier des échanges commerciaux, qui unissent de manière de plus en plus imbriquée les deux pays. Nous montrerons que l’ensemble de ces flux connaissent dans la période récente une amplification et un approfondissement sans précédent. La relation de la Malaisie avec la Chine

prend donc, tout récemment, une autre signification, beaucoup plus géopolitique et stratégique. C'est donc ce rapprochement contemporain, ses modalités et ses différentes formes, que nous étudions. Pour être analysées dans la continuité et selon un cadre cohérent et significatif, les relations politiques et géopolitiques actuelles dont nous traitons remontent véritablement à 1974, date à laquelle Tun Abdul Razak reconnaît officiellement la Chine communiste. En réalité, les transformations essentielles étudiées ici, notamment dans le registre économique, sont celles qui se sont déroulées dans un présent très récent, sur moins d'une dizaine d'années, de 2008 à 2015 environ.

Afin d'appréhender la complexité de cette relation, nous avons décidé de travailler en trinôme en associant des chercheurs de trois disciplines scientifiques différentes, une économiste (Elsa Lafaye de Micheaux), un sociologue (David Delfolie) et une géographe (Nathalie Fau). Cette pluridisciplinarité permet de croiser et d'articuler plus étroitement les dimensions multiples du lien qui unit et actuellement rapproche les deux pays. Tous les trois spécialistes de la Malaisie et de l'Asie du Sud-Est, nous abordons les relations Malaisie-Chine *du point de vue de la Malaisie*. Pour autant, notre travail explore la relation bilatérale à distance de tout parti pris nationaliste.

Cette posture de recherche commune, adoptant une perspective unique sur un objet complexe, donne cohérence et originalité à l'ensemble de ce Carnet. Dans la littérature sur les effets régionaux de la montée en puissance chinoise, la relation prise dans ses multiples dimensions n'a jamais été abordée sous l'angle malaisien à proprement parler. Les études ont en revanche déjà porté sur la relation spécifique Chine-Asean (Saw, 2007 ; Boisseau du Rocher, 2014), Chine-Singapour (Saw et Wong, 2014) ou encore sur les migrations contemporaines chinoises au Cambodge et au Laos (Grillot et Tan, 2014). En Malaisie, les travaux sur ce thème sont sectoriels : aspects commerciaux (Lee, 2014b), relations d'affaires (Jakobsen, 2015), relations historiques (Lee et

Suryadinata, 2012), relations internationales (Baginda, 2015) ou, dans des analyses synthétiques, le plus souvent peu distanciées².

Cette étude privilégie deux échelles, celle des relations d'État à État, et de leurs effets, et celle des traductions concrètes en Malaisie du rapprochement bilatéral entre les deux pays. Elles recouvrent ainsi les liens entre la Chine et la Malaisie qui relèvent aussi bien des rapports entre les deux gouvernements, que des stratégies des entreprises chinoises en Malaisie et des flux de populations. À l'échelle locale, nous avons réalisé des études de cas très informées afin d'évaluer l'impact de la présence chinoise sur l'évolution du territoire malaisien. Les données sont le plus souvent de première main, faites d'enquêtes et d'entretiens sur place, avec lesquels certes, il convient sur le plan méthodologique de conserver une distance critique – au-delà des représentations en présence qu'ils permettent de saisir – ce que nous avons tenté de faire au mieux en multipliant les niveaux et les sources d'information. À cet égard, nous avons parfois délibérément fait le choix de présenter et d'analyser de manière très détaillée certains matériaux empiriques afin d'ouvrir des pistes pour des travaux ultérieurs. À l'inverse, l'échelle régionale, celle de l'Asean, n'a été prise en compte que lorsqu'elle éclairait la situation nationale ou locale (États fédérés), mais n'est pas traitée directement. De même, les comparaisons avec des pays voisins (Indonésie, Singapour, en particulier) n'ont pas été entreprises ici : elles pourront cependant commencer de manière fructueuse à partir des résultats de ce Carnet. Afin de compléter l'analyse encore très incomplète de l'intégration régionale asiatique sous influence chinoise, nous espérons que cette étude, en tant qu'exemple, comme en termes méthodologiques, permettra à d'autres travaux comparables de suivre.

La problématique générale retenue est de décrire, du point de vue malaisien, et à partir de matériaux multiples, les dynamiques structurantes qui se sont dessinées depuis une décennie entre la Malaisie et la Chine. L'analyse que

² Une note de Yu Leng Khor (2013), publiée par l'Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS) tranche dans le paysage d'une recherche malaisienne peu approfondie et peu critique. Elle porte cependant sur un sujet très spécifique : les parcs industriels binationaux jumeaux de Kuantan et Quinzhou.

nous avons choisie de développer porte plus précisément sur deux grands types de dimensions de cette « précieuse » relation : d'une part, les dimensions diplomatique, géopolitique – dont le volet stratégique et militaire est particulièrement crucial dans le domaine maritime – mais aussi sociopolitique (1^{re} partie) ; et d'autre part, la dimension des relations économiques, dans son approche à la fois commerciale, monétaire, financière et productive (2^e partie). Si ces deux types de dimensions sont développés séparément ici pour en faciliter le traitement, ils ne peuvent être appréhendés qu'ensemble car ils sont interdépendants et contribuent conjointement à s'alimenter. Le choix de la Malaisie d'avoir une diplomatie très accommodante vis-à-vis de la Chine lui confère, par exemple, une position régionale qui présente beaucoup d'avantages. Et la relation économique, caractérisée par un rapprochement accéléré sur tous les plans (commerce, monnaie, investissements), est excellente pour ces deux capitalismes extravertis très contrôlés par l'État. Ainsi, ces deux types de dimensions s'articulent de manière dialectique. Les bénéfices économiques sont tels pour les deux parties que la qualité positive de la relation bilatérale doit être absolument ménagée sur le court et moyen terme. Réciproquement, la confiance politique dans laquelle évoluent les deux gouvernements, et les partis au pouvoir, offre un cadre extrêmement porteur, parfois moteur, aux projets économiques d'envergure. Cette relation, complexe, impose donc une lecture fine, qui aille au-delà du constat de l'asymétrie entre la « petite » Malaisie et la « grande » Chine car elles y trouvent des intérêts convergents. Signe de son caractère précieux (politiquement et économiquement), les sujets de tensions ou les questions sensibles qui pourraient heurter la susceptibilité du partenaire – accident du vol MH 370, arrestation des Ouïghours en Malaisie, conflit en mer de Chine méridionale, etc. – font l'objet, comme le montrera cette étude, d'un contrôle politique et médiatique très fort, et symptomatique, dans les deux pays.

Une relation diplomatique et stratégique accommodante

En relations internationales le cas de la Malaisie représente une anomalie, un modèle hybride. Selon une perspective conventionnelle des relations internationales, un petit État situé à proximité d'un État fort opte généralement soit pour une politique de ralliement opportuniste (*bandwagoning*) afin d'en tirer des bénéfices ou pour se conformer à l'attitude adoptée par d'autres États, soit pour une stratégie de rééquilibrage (*balancing*), multipliant les alliances politiques afin de faire contrepoids au pouvoir dominant (Kuik, 2008 : 159 et suivantes ; Kuik, 2013). Or la Malaisie ne suit ni l'un, ni l'autre de ces modèles car elle refuse de s'aligner sur la Chine, tout en évitant de la provoquer en s'alliant de manière exclusive avec une puissance rivale. La position de la Malaisie vis-à-vis de la Chine est l'exemple même de la stratégie dite de couverture (*hedging*) : issu du monde de la finance, ce terme désigne en relations internationales une stratégie selon laquelle un pays cherche à minimiser les risques en prenant simultanément des positions opposées. Cette stratégie de couverture se traduit dans les faits par une relation ambiguë entre la Malaisie et la Chine.

Les relations diplomatiques bilatérales ont considérablement évolué entre les deux pays depuis la proclamation de la République populaire de Chine en 1949 : la défiance des premières années (1949 à 1974), qui s'est prolongée tant que le Parti communiste malaisien était actif (1989), a récemment laissé place à un partenariat privilégié (chapitre 1). Dans le contexte de montée en puissance de la Chine, la Malaisie a su s'accommoder des ambitions régionales de Pékin en y voyant, davantage qu'une menace, une réelle source de nouvelles opportunités économiques à ne pas compromettre. Le gouvernement malaisien a donc opté non pour la confrontation mais pour l'approfondissement d'une relation constructive. Néanmoins, comme le montrent les relations maritimes entre les deux pays (chapitre 2), la Malaisie demeure vigilante quant au respect de sa souveraineté nationale et elle incarne au sein de l'Asean une position ferme, mais toujours dans l'accommodement et le compromis. Néanmoins, les relations entre la Malaisie et la Chine ne relèvent pas uniquement du registre des relations bilatérales d'État à État et sont loin de devoir être retracées exclusivement sur le plan de la politique étrangère. Elles se dessinent aussi, au niveau individuel et collectif, sur un plan sociopolitique, à partir de ressorts socioculturels (chapitre 3). Les facteurs ethniques et religieux, de même que les nouvelles mobilités individuelles (touristes, étudiants) dépendent tout à la fois de l'état des liens diplomatiques bilatéraux et les nourrissent. Ils contribuent également à alimenter, à une échelle médiane, intersociétale (entreprises, associations, collectivités locales, etc.), le rapprochement économique entre les deux pays.

Construction historique de la relation bilatérale

La rupture des relations bilatérales établies entre la Chine et la Malaisie de 1949 à 1974, suite à la prise de pouvoir des communistes chinois, est une parenthèse relativement courte à l'échelle de l'histoire longue. En termes de temps, elle ne représente qu'un moment transitoire de distanciation marquée entre les deux entités sur plus de mille cinq cents ans d'échanges socioculturels, commerciaux et humains, au-delà des interactions d'ordre politique, d'importance variable en fonction des époques, qui existaient entre les empires chinois et les royaumes malais. Néanmoins, même si cette période fut brève, elle en a profondément changé la nature. Inscrites dans le cadre historique des conséquences des grands bouleversements de la seconde moitié du XX^e siècle (guerre froide, décolonisation, etc.), les relations intergouvernementales entre la Malaisie et la Chine relèvent désormais de rapports négociés, selon « le jeu du droit et de la puissance » (Lefebvre, 2000), entre deux États souverains.

La guerre froide

Le temps de la défiance (1949-1974)

Durant la période coloniale, la Chine avait noué des relations diplomatiques et consulaires permanentes avec les territoires administrés par les Britanniques en Asie du Sud-Est, faisant évoluer la pratique ancienne de l'envoi d'émissaires impériaux. Cette décision fut prise pour établir un lien fonctionnel et un relais

de communication entre le gouvernement chinois et ses citoyens émigrés en nombre pour travailler dans la Malaya britannique (British Malaya). Il s'agissait également pour la Chine de protéger les intérêts économiques de sa diaspora, ainsi que de s'assurer de la loyauté de ses sujets les plus fortunés en maintenant une proximité politique formelle avec eux. Ainsi, des consulats chinois furent ouverts à Singapour en 1877, à Penang en 1890 et à Kuala Lumpur en 1933 (avec une compétence pour l'ensemble des États malais fédérés, ou Federated Malay States). Cependant, la victoire des communistes en Chine en 1949 et la proclamation officielle de la République populaire le 1^{er} octobre interrompirent brutalement les relations diplomatiques, mais aussi l'essentiel des échanges commerciaux directs, avec les colonies asiatiques du Royaume-Uni. Ce dernier avait pourtant reconnu la légitimité de la RPC dès 1950, avant de nommer un chargé d'affaires à Pékin en 1954³.

Devenue indépendante le 31 août 1957, la fédération de Malaya est demeurée hostile au régime de Mao qu'elle n'a pas reconnu officiellement, et inversement. L'élargissement de la Malaya en 1963, qui devient alors la fédération de Malaisie, a ensuite confirmé ce *statu quo*. Sur le plan intérieur, le nouveau gouvernement malaisien a poursuivi la lutte engagée par les Britanniques contre la guérilla communiste commencée en 1948 qui menaçait la stabilité du pays, en particulier ses intérêts économiques, et alimentait les tensions intercommunautaires. La Chine apportant son aide et son soutien aux membres clandestins du parti communiste local interdit depuis 1948, qui étaient comme les sympathisants du mouvement en grande majorité des Sino-Malaisiens, elle suscita un profond rejet de la part des dirigeants malaisiens. L'alliance au pouvoir réunissait des nationalistes malais modérés, ainsi que des figures des bourgeoisies chinoise et indienne, tous résolument anticommunistes. Sur le plan extérieur, dans un contexte de défiance régionale qui contribuait à reléguer la Malaisie au statut de base avancée de « l'impérialisme occidental » dans le Sud-Est asiatique⁴, le gouvernement fut contraint de chercher des alliés

³ La nomination officielle d'un ambassadeur britannique à Pékin est intervenue en mars 1972.

⁴ Les Philippines souhaitaient annexer l'État du Sabah, la Thaïlande songeait à repousser ses limites méridionales, mais surtout l'Indonésie a mené entre 1963 et 1966 une guerre de position aux frontières malaisiennes de Bornéo pendant la période dite de la Konfrontasi. Outre divers motifs

plus lointains et en dehors du bloc communiste. Ne pouvant prétendre à une forme de neutralité sur la scène internationale en raison de son relatif alignement sur la diplomatie britannique, il concentra donc ses efforts de coopération en direction des pays du Commonwealth et du monde musulman. L'argument du facteur islamique lui permettait d'occulter en partie la dimension anticommuniste de ses positions. Le défi pour la Fédération était alors de s'accorder le soutien d'anciens États colonisés pour assurer la légitimité de son existence hors du camp occidental, tout en restant néanmoins de manière non ostensiblement revendiquée dans son sillage (Saravanamutu, 1983).

Deux éléments ont particulièrement contribué à affirmer l'hostilité de la Malaisie à l'endroit du monde communiste, et plus directement envers la Chine, avant 1974. Tout d'abord, le pays a officiellement établi des relations diplomatiques avec Taïwan en 1960, qui a ouvert un consulat à Kuala Lumpur en 1964, reconnaissant son existence et sa légitimité. Par ailleurs, comme le montre de manière éclairante François Joyaux dans un article rédigé en 1965, la Fédération fut à l'origine de la première initiative de coopération interétatique du Sud-Est asiatique, ce qui est souvent éludé dans l'historiographie de la région. En janvier 1959, Tunku Abdul Rahman, le Premier ministre malaisien, a proposé la signature d'un ambitieux « traité économique et d'amitié entre les pays d'Asie Sud-est » (SEAFET), avec l'idée sous-jacente d'en faire une alliance diplomatique et un instrument de développement pour contrecarrer la progression des idées communistes dans la zone (Joyaux, 1965). Toutefois, pour des raisons liées au contexte géopolitique de l'époque, le projet ne se concrétisa qu'en 1961 sous la forme d'une timide association intergouvernementale (Association of South East Asia ou ASA) réduite à trois États non communistes (Thaïlande, Philippines, Malaisie). Dès 1962, la rupture des relations consulaires – rétablies en 1964 – entre Kuala Lumpur et Manille a largement contribué à vider de sa substance l'association, qui fut cependant remplacée en 1967 par l'Asean, à laquelle elle a servi de base et de référence pour sa création. À l'époque, l'investissement développé par la Fédération pour promouvoir la coopération régionale était notamment guidé par la volonté de ses dirigeants de

conjoncturels, tous invoquaient des raisons historiques plus ou moins légitimes, fondées sur des constats remontant avant la colonisation européenne, pour justifier leurs prétentions territoriales.

rechercher dans une forme de légitimité extérieure un moyen supplémentaire de consolider la construction étatique « fragile » du pays.

« De l'hostilité à la cordialité » (1974-1990)

En 1974, deux ans après la visite historique de Richard Nixon à Pékin et le parachèvement de la normalisation des relations diplomatiques entre le Chine et le Royaume-Uni, la nature des rapports bilatéraux sino-malaisiens a connu un tournant. Outre un contexte international plus propice, cette situation a notamment été favorisée sur le plan domestique par la volonté de la Malaisie de ne plus dépendre de pays tiers, en particulier de Singapour, pour commercer directement avec la RPC. Cette dernière était, par exemple, devenue le premier importateur asiatique de caoutchouc en provenance de la Fédération, ce qui justifiait, compte tenu alors de l'importance de cette ressource pour les deux États, de trouver les moyens politiques de nouer des échanges commerciaux sans intermédiaire (Baginda, 2015). Un premier geste est venu en 1971 avec le soutien de la Malaisie à l'entrée de la RPC à l'ONU. Puis, plusieurs rencontres informelles entre des représentants des gouvernements chinois et malaisiens ont ponctuellement eu lieu à partir de 1972 pour préparer la normalisation de leurs liens bilatéraux. Elle fut officialisée à l'occasion de la visite en République populaire du Premier ministre Abdul Razak du 28 mai au 2 juin 1974, marquant ainsi la fin d'une période de vingt-cinq ans de défiance réciproque. Négocié secrètement pendant plusieurs mois, ce déplacement a fait l'objet d'un accord de reconnaissance mutuelle entre les deux pays, annoncé publiquement le 31 mai 1974 par Abdul Razak et son homologue chinois Zhou Enlai⁵. Sa première conséquence concrète a été l'établissement de relations diplomatiques et consulaires entre les deux États au sens des conventions de Vienne de 1961 et 1963, symbolisé par l'ouverture d'une ambassade dans leur capitale respective.

« Le Premier ministre Zhou Enlai, le vice-Premier ministre Li Hsien-nien et le Premier ministre Tun Abdul Razak ont eu de larges discussions sur divers sujets

⁵ Pour un retour détaillé sur cet événement (contexte, préparation, processus, etc.), voir Abdul Razak Baginda (2015).

bilatéraux, régionaux et internationaux. Ces discussions se sont déroulées dans une atmosphère franche et amicale. Les deux Premiers ministres sont tombés d'accord sur le constat que l'Asie fait l'objet de changements profonds favorables aux peuples de tous les pays. Il est conforme à l'intérêt des peuples de Chine et de Malaisie que les relations se normalisent entre les deux pays. À cette fin, les deux Premiers ministres ont décidé d'annoncer la normalisation des relations entre les deux pays en publiant un communiqué conjoint.» (Extrait du communiqué conjoint du 31 mai 1974 entre Zhou Enlai et Abdul Razak⁶).

Pour les Malaisiens, le point le plus important à régler pour envisager une reconnaissance du gouvernement de la République populaire était d'obtenir l'assurance qu'il s'abstiendrait de toute ingérence dans les affaires intérieures du pays à travers un soutien à la communauté sino-malaisienne, et notamment aux sympathisants communistes. Cela passait, en particulier, par le refus du principe de la double nationalité pour acter la distinction entre appartenance socio-culturelle et citoyenneté. Pour les Chinois, deux éléments étaient indispensables pour normaliser leurs relations avec la Malaisie. D'une part, ils attendaient du gouvernement malaisien qu'il se prononce explicitement sur la légitimité politique du régime communiste de Pékin et le droit de chacun des deux peuples à choisir son système politique. D'autre part, ils exigeaient qu'il accepte la légalité et le bien-fondé de la revendication de la souveraineté de la RPC sur le territoire de Taïwan. L'ensemble de ces questions, résolues dans le compromis établi entre les deux parties, a fait l'objet de mentions dans leur communiqué conjoint du 31 mai 1974.

«...Malgré la différence entre les systèmes sociaux de la République populaire de Chine et de la Malaisie, ceci ne doit pas constituer un obstacle pour les deux gouvernements et leur peuple à l'établissement et au développement de relations pacifiques et amicales entre les deux pays [...] Le gouvernement de la Malaisie reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul légal de la Chine et accepte la position du gouvernement chinois sur le fait que Taïwan est une partie inaliénable du territoire de la République populaire de Chine [...] Le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement de la Malaisie déclarent qu'ils ne reconnaissent pas la double nationalité. En vertu de ce principe, le gouvernement chinois considère que toute personne d'origine

⁶ (<http://my.chineseembassy.org/eng/zt/BilateralDocuments/t317712.htm>).

chinoise qui a pris de sa propre initiative la nationalité malaisienne, ou à qui elle a été octroyée, renonce automatiquement à la nationalité chinoise. Pour les résidents qui choisissent de conserver leur nationalité chinoise, le gouvernement chinois, agissant de manière cohérente, les enjoindra à se soumettre aux lois du gouvernement malaisien, à respecter les coutumes et les habitudes des peuples du pays et à vivre en bonne entente avec eux⁷. »

L'accord du 31 mai 1974 a représenté une étape décisive dans l'évolution des relations bilatérales entre la Malaisie et la Chine en levant les principaux obstacles à leur reconnaissance mutuelle. Cependant, il a davantage été un préalable à l'établissement d'une entente cordiale entre les deux gouvernements qu'une base leur permettant de concrétiser un éventuel souhait commun de coopération renforcée à court terme. À cet égard, Abdul Razak a commenté sa visite officielle en Chine en la décrivant comme « un séjour de bonne volonté et amical pour planter les graines d'une compréhension mutuelle », soulignant que le processus de rapprochement amorcé n'en était qu'à ses prémices. Comme le souligne Razak Baginda, cet événement a ouvert une longue période pendant laquelle les perceptions de la Chine par la Malaisie sont passées de « l'hostilité à la cordialité » (Baginda, 2002). Les divergences de positions sur une variété de sujets ne manquant pas entre les deux gouvernements, leurs rapports sont demeurés empreints d'ambivalences et de méfiance. L'accord du 31 mai 1974 a, par exemple, eu comme effet la suspension immédiate des relations officielles entre la Malaisie et Taïwan, mais leurs représentations consulaires respectives, bien que fermées au regard du droit international, ont été maintenues sous une autre forme, marquant leur volonté de conserver des liens politiques et économiques étroits. Le consulat taïwanais de Kuala Lumpur a ainsi été remplacé par le Taipei Economic and Cultural Office in Malaysia⁸ et une antenne locale du Taïwan Trade Center, tandis que le consulat malaisien de Taipei a été rebaptisé Malaysian Friendship and Trade Center.

Même si la Malaisie fut le premier État non communiste d'Asie du Sud-Est à établir des relations diplomatiques officielles avec la Chine, plusieurs facteurs

⁷ *Ibid.*

⁸ La mission de ce bureau de représentation, qui gère notamment les formalités consulaires entre les deux pays, est sans aucune équivoque sur sa vocation diplomatique comme le montre le nom de domaine de son site Internet : (www.taiwanembassy.org/MY/mp.asp?mp=297).

ont concouru à limiter *de facto* leur rapprochement jusqu'au début des années 1990. Sur le plan géopolitique, l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Mahathir Mohamad en 1981, plus distancé et critique à l'endroit des pays occidentaux que ses prédécesseurs, a permis un resserrement continu des liens entre la Malaisie et ses partenaires régionaux, y compris communistes, passant par une volonté de coopération accrue avec eux⁹. Ceci a d'ailleurs trouvé une traduction concrète au travers de son activisme, parfois polémique, dans les enceintes de l'Asean et de l'APEC. Malgré tout, la Fédération est demeurée fortement tournée vers d'autres zones géographiques, allant chercher de préférence en dehors du continent asiatique les ressorts de son rayonnement et de sa croissance. Elle a notamment beaucoup investi dans la poursuite de sa stratégie d'extraversion à l'égard du monde musulman, rentable en termes d'influence et de subsides commerciaux, en renforçant en interne la politique d'institutionnalisation de l'islam. Par ailleurs, les différends territoriaux en mer de Chine méridionale et la méfiance inspirée par le régime communiste de la RPC demeuraient pour les dirigeants malaisiens des obstacles importants à l'établissement d'un dialogue privilégié avec Pékin. Sur le plan économique, mais également humain, la relative fermeture de la Chine n'a pas contribué à développer des échanges commerciaux importants entre les deux États. Ainsi, durant les années 1980, contrairement au Japon et à la Corée du Sud vers qui était tournée l'emblématique Look East Policy de Mahathir Mohamad, la République populaire ne représentait pas une source d'opportunités suffisamment attractives pour la Malaisie.

L'établissement progressif de la « précieuse » relation

Le temps du rapprochement (1990-2008)

Au tournant des années 1990, la fin de la guerre froide et la reddition officielle des derniers insurgés de la guérilla communiste en Malaisie, qui était devenue

⁹ Sur les premiers changements imprimés par Mahathir Mohamad à la politique étrangère de la Fédération, confirmés par la suite, voir Murugesu Pathmanathan et David Lazarus (1984).

pratiquement inactive depuis une décennie, ont fait évoluer durablement l'appréhension du rapport à la Chine. Cette modification du contexte géopolitique a eu comme effet de lever la menace potentielle d'un soutien de la RPC à l'expansion des idées marxistes dans la Fédération, de manière clandestine ou à travers des canaux plus officiels, qui constituait pour de nombreux responsables du pays un obstacle majeur à un rapprochement significatif avec Pékin. Puis, en 1992, l'ouverture économique de la Chine, symbolisée par le lancement de la politique de socialisme de marché de Deng Xiaoping, a permis l'émergence d'opportunités commerciales mutuelles, vecteurs de liens divers. Dès lors, elle est devenue progressivement pour la Malaisie un nouvel acteur incontournable. L'ouverture vers l'extérieur de la République populaire a également ouvert la voie à l'établissement d'un début de coopération stratégique régionale entre les deux États. Ces changements se sont traduits par une évolution rapide des positions et des discours des dirigeants malaisiens à l'endroit du partenariat avec le gouvernement chinois. De ce point de vue, le discours prononcé par Mahathir Mohamad lors d'une grande conférence sur le commerce international et l'investissement organisée en 1995 à Kuala Lumpur est significatif à plus d'un titre ; non seulement le Premier ministre malaisien a consacré exclusivement son intervention aux relations entre la Malaisie et la Chine, mais il a tenu à cette occasion des propos très clairs sur le changement de perception de cette dernière :

«... Les temps ont beaucoup changé. Et la Malaisie est l'un des pays reconnaissant ces changements. Nous ne regardons plus la Chine comme une menace. Nous ne croyons plus à ce type de querelles. Nous ne pouvons pas laisser le passé déterminer pour toujours notre futur [...] Nous préférons voir la Chine comme une amie et un partenaire dans la recherche de la paix et de la prospérité pour nous-mêmes, ainsi que pour la région [...] Au niveau bilatéral, beaucoup peut-être fait et doit être fait [...] Il est toujours nécessaire de conserver de la sobriété, de garder de la mesure, d'être mature. Mais dans le même temps, je lance un appel aux Malaisiens pour qu'ils saisissent pleinement les avantages de l'excellente relation établie entre la Malaisie et la Chine¹⁰. »

¹⁰ « Malaysia and China in the 21st century : prosperity through cooperation », *International Trade and Investment Conference*, Kuala Lumpur, 23 janvier 1995.

L'évolution des positions du gouvernement malaisien à l'égard de la Chine est intervenue plus généralement dans un contexte de relative convergence idéologique des pays émergents quant à l'affirmation de certaines revendications politiques sur la scène internationale. Elles étaient liées à la période incertaine de recompositions géopolitiques et d'émergence d'une forme de multilatéralisme consécutive à la fin de la guerre froide. C'est, par exemple, à cette époque de reconversion du fonctionnement bipolaire de la diplomatie mondiale que Mahathir Mohamad s'est engagé dans la promotion du concept controversé de « valeurs asiatiques »¹¹ trouvant un écho bienveillant auprès des dirigeants de la République populaire. Le rapprochement avec la Chine entamé par Mahathir Mohamad s'est ensuite accéléré entre 2003 et 2009, se commuant en partenariat privilégié sous l'autorité du Premier ministre Abdullah Badawi. Ce dernier, par ailleurs artisan du règlement des contentieux avec Singapour et d'une meilleure coopération avec la cité-État, avait alors nommé le milliardaire sino-malaisien Vincent Tan, une figure de l'oligarchie politico-économique du pays, comme conseiller spécial pour la Chine, marquant ainsi sa volonté de consolider au plus haut niveau l'entente entre les deux États.

Le renforcement du partenariat privilégié (2009-2015)

L'accès au pouvoir du Premier ministre Najib Razak a ouvert une nouvelle période dans les relations entre la Malaisie et la Chine, marquée par un renforcement très net du partenariat privilégié établi entre les deux États. Le chef actuel du gouvernement malaisien est entré en fonction le 3 avril 2009 en remplacement d'Abdullah Badawi, fragilisé par la mauvaise performance de la

¹¹ En 1995, Mahathir Mohamad et un député nationaliste japonais (Shintaro Ishihara) ont publié un ouvrage dans lequel ils théorisaient notamment le concept de « valeurs asiatiques » (*The Voice of Asia. Two leaders discuss the coming century*). Dans ce manifeste critique envers les États occidentaux, jugés décadents, l'ancien Premier ministre exposait sa récusation de l'universalité des « valeurs européennes », dont la liberté d'expression, pour leur opposer le consensus, le primat du groupe sur l'individu ou encore la recherche de l'harmonie sociale, selon lui les véritables valeurs universelles. Il a défendu plusieurs fois cette idée publiquement, reprise également par d'autres dirigeants d'Asie, avant que les conséquences de la crise financière de 1997 ne viennent annihiler son expression. Sur ce point, voir, par exemple, Diane Mauzy (1997).

coalition dirigeante du Front National (*BN*) aux élections générales de 2008. Auparavant vice-Premier ministre (2003-2009), et aussi ancien ministre de l'Éducation (1995-2000) et de la Défense (1991-1995/2000-2008), il a donc participé au premier plan au rapprochement sino-malaisien des décennies précédentes. Ainsi, non seulement sa position par rapport à la Chine s'est-elle inscrite dans une certaine continuité, mais elle a, en plus, été confortée de manière opportune par des raisons économiques. Cumulant ses fonctions de Premier ministre avec le poste de ministre des Finances, qu'il occupe depuis 2008, Najib Razak a affiché dès son discours d'investiture sa volonté d'agir prioritairement pour accélérer la modernisation du pays et lutter contre les effets internes de la crise mondiale de 2008, dans une conjoncture déjà caractérisée par l'accentuation des faiblesses socio-économiques structurelles du pays. Et parmi d'autres moyens, il a misé sur le potentiel représenté par la Chine afin de soutenir les exportations de l'appareil productif domestique, de relancer les grands projets d'infrastructures et d'attirer de nouveaux investissements dans l'industrie et les services.

« Mahathir a dit il y a quelque temps que si les Chinois consommaient tous les jours l'équivalent d'une cuillère à café d'huile de palme, la Malaisie était certaine de devenir un pays très riche. C'est une manière ironique de résumer ce que pensent les dirigeants malais. [...] Ils ont compris que la Chine allait devenir très puissante et riche. C'est un fait et ils l'ont accepté. Ils veulent donc avoir une bonne relation avec les Chinois pour en retirer des bénéfices sans être leurs marionnettes. Ils sont simplement pragmatiques. La Malaisie n'a pas le choix de devenir un bon partenaire de la Chine si elle veut rester indépendante et profiter en même temps de la richesse des Chinois. Il y a aussi un autre point. Dans une certaine mesure, les dirigeants malais voient les bonnes relations avec la Chine comme la meilleure opportunité pour la Malaisie de réduire son écart de développement par rapport à Singapour. Ils ne le disent pas ouvertement, mais c'est un sujet important. » (Cadre consultant malais, ancien haut fonctionnaire proche de l'UMNO, désormais soutien de l'opposition, Kuala Lumpur, mai 2014).

D'autres facteurs relevant du positionnement politique et du profil de Najib Razak expliquent également son appétence pour un renforcement du partenariat avec la Chine. Tout d'abord, il se passionne pour les questions militaires, diplomatiques et stratégiques, ce dont témoigne sa longévité (volontaire) au poste de ministre de la Défense où son action reste vantée (Delfolie, 2007).

Habile négociateur, il a également été amené à gérer avec succès plusieurs dossiers importants relatifs à la politique extérieure du pays lorsque Mahathir Mohamad était Premier ministre. À cette époque, c'est souvent lui, et non le ministre des Affaires étrangères, qui supervisait les thématiques les plus sensibles ou complexes, et, notamment, sur le plan régional. Beaucoup moins tourné vers le monde musulman et les idées tiers-mondistes que ses prédécesseurs, son intérêt personnel pour la zone Asie-Pacifique et ses problématiques géopolitiques est profond, comme le soulignent les nombreuses allocutions et le livre de réflexions qu'il a consacré à ce sujet en 1998. Dans son ouvrage, apparaissent clairement les contours d'une coopération accrue et nécessaire avec la Chine, ainsi que sa volonté d'un recentrage à dessein de la Malaisie dans son environnement proche (Abdul Razak, 1998).

Ensuite, sur le plan personnel, Najib Razak est moins marqué par un « tropisme malais » que ses aînés et d'autres dirigeants nationalistes ou islamistes de sa génération. Ménageant à des fins opportunistes les segments les plus conservateurs de l'UMNO, ses convictions religieuses libérales et son appréhension dépassionnée des relations intercommunautaires sont pourtant notoires. Éduqué dans un environnement anglophone et occidentalisé, associé à la haute bourgeoisie locale, sa proximité avec les milieux d'affaires est constante depuis le début de sa carrière politique. Il est notamment très lié aux élites sino-malaisiennes du pays, parmi lesquelles figurent plusieurs de ses amis intimes. Le plus célèbre d'entre eux, Tan Kay Hock, partenaire de golf favori du Premier ministre qu'il côtoie assidûment depuis plus de vingt-cinq ans, a, par exemple, été son homme de confiance dans les négociations de plusieurs projets importants avec la Chine, retirant au passage des bénéfices pour son propre groupe. De même, l'envoyé spécial de Najib Razak auprès du gouvernement chinois, Ong Ka Ting, nommé en 2011, est un ancien président de l'Association des Chinois de Malaisie (MCA), la principale composante chinoise de la coalition gouvernementale (Barisan Nasional ou BN), connu pour être un ardent promoteur d'un partenariat renforcé avec la Chine en sa qualité de président du Malaysia-China Business Council.

La grande proximité de Najib Razak avec les sphères entrepreneuriales et politiques chinoises de la Fédération a contribué à limiter ses préventions, idéologiques et culturelles, envers la Chine. Signe de cette relative empathie, ses

enfants, ainsi que ceux du ministre des Affaires étrangères, Anifah Aman, originaire du Sabah, ont étudié le mandarin durant leur parcours scolaire. Contrairement à d'autres dirigeants de l'UMNO, Najib Razak est donc acquis sans résignation à un renforcement ambitieux de la coopération stratégique et des liens économiques avec la Chine ; ces derniers profitent beaucoup à son entourage sino-malaisien, créant parfois quelques crispations dans l'oligarchie malaise qui lui reproche sa trop grande sinophilie. En retour, les dirigeants chinois ménagent et soutiennent le Premier ministre malaisien, qui apparaît comme un partenaire fiable et utile. Fait rare, la Chine, qui se garde généralement de s'exprimer sur les affaires intérieures d'un État tiers, a apporté, par la voix de son président, un soutien public à Najib Razak avant les élections générales de mai 2013 et salué sa réélection. Cette prise de position était destinée à tenter d'influencer le vote de la communauté sino-malaisienne en faveur du BN, en position délicate à l'approche du scrutin. Même si cette démarche fut vaine – plus de 80 % des Sino-Malaisiens ont accordé leur suffrage à l'opposition – ce geste diplomatique peu courant illustre la qualité des rapports entre les dirigeants des deux pays et l'intérêt bien compris du gouvernement chinois de conserver un allié aussi bienveillant que Najib Razak.

Il est à noter que la campagne électorale de 2013 a révélé que la Malaisie pouvait se trouver prise malgré elle au centre de la rivalité entre la Chine et les États-Unis : pendant des mois et selon les moments, le discours officiel malaisien a oscillé entre l'un et l'autre camp, tout en se gardant bien de faire pencher la balance trop loin dans une seule direction. Inscrite dans la durée sans rupture nette depuis le début des années 2000 (très clairement mise en œuvre sous Badawi) cette position malaisienne a pu être caractérisée en relations internationales comme une stratégie de couverture (*hedging approach*), contrebalançant toujours une prise de position par une autre, symétrique et contradictoire, afin de ne s'aliéner aucun des soutiens des grandes puissances¹².

¹² La rivalité s'illustre, par exemple, dans la visite du président Xi Peng en octobre 2013, annoncée par la Chine en juillet immédiatement après l'annonce officielle de la venue de Barack Obama tout en le précédant dans le calendrier. Après avoir retiré le plus de bénéfices politiques possible sur le plan intérieur de la visite chinoise d'octobre (nombreux articles de presse, réaffirmation du lien privilégié), la Malaisie semblait à nouveau prêter une attention tout à fait soutenue au Trans-Pacific Partnership Agreement proposé par les États-Unis.

Jusqu'à maintenant, la Malaisie a su maîtriser cet exercice complexe exigé par les nécessités objectives en matière de sécurité de sa position régionale de carrefour, sur le passage de la circumnavigation des flux de containers le long du détroit de Malacca ; nécessités qui sont liées également à petite sa taille (29 millions d'habitants et 330 000 km²) et à son besoin impérieux de croissance économique pour protéger les délicats équilibres internes d'une société multiethnique très inégalitaire. Le partenariat stratégique global proposé par la Chine doit bien entendu se lire dans cette ambivalence des relations extérieures malaisiennes : ce petit pays situé sur le détroit de Malacca et ouvert sur la mer de Chine méridionale est contraint de se concilier un voisin dont les ambitions de puissance régionale semblent de plus en plus marquées au fur et à mesure de sa croissance économique. C'est sans aucun doute dans le domaine des relations maritimes que cette stratégie est la plus probante.

En conséquence, le renforcement du partenariat entre la Malaisie et la Chine s'est traduit sur le plan politique par une intensification des visites de ministres et de hauts responsables entre les deux pays. Najib Razak a, par exemple, effectué cinq séjours officiels en Chine depuis qu'il est Premier ministre. Le premier, dès avril 2009, soit quelques jours après sa prise de fonction, avait pour but protocolaire de célébrer les trente-cinq ans de l'accord de reconnaissance mutuelle entre Kuala Lumpur et Pékin. Néanmoins, il était pour lui une occasion de montrer aux dirigeants chinois l'importance qu'il accordait à la relation bilatérale avec la RPC en y effectuant son second déplacement à l'étranger comme chef du gouvernement malaisien après Singapour. Najib Razak a ensuite effectué deux autres séjours sur le territoire chinois en 2011 et 2012. Lors de ce dernier, le Premier ministre Wen Jiabao a notamment accepté, à la demande de son homologue, le principe de prêter deux pandas pour dix ans à la Malaisie (à partir de 2014). La Chine utilise ce vecteur pour témoigner de ses rapports privilégiés avec un État (« diplomatie du panda »). Le quatrième séjour de Najib Razak en Chine a eu lieu en 2014, désignée « année de l'amitié Malaisie-Chine », dans le cadre des festivités organisées pour marquer le quarantième anniversaire de la normalisation de leurs relations diplomatiques. Durant cette visite, les deux pays ont signé six nouveaux accords bilatéraux, actant, par exemple, l'ouverture d'un consulat

malaisien à Nanning et de deux consulats chinois à Kota Kinabalu et à Penang¹³. Enfin, le cinquième séjour officiel de Najib Razak en Chine, accompagné d'une importante délégation, a eu lieu à l'automne 2016. Il a marqué une nouvelle étape dans le rapprochement entre la Malaisie et la Chine, avec notamment la signature de quatorze accords impliquant un montant total record de 144 milliards de MYR, dont certains scellent des avancées de taille sur le plan des investissements stratégiques.

En matière de coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense, les relations entre la Malaisie et la Chine demeurent timides, mais se renforcent progressivement depuis quelques années¹⁴. En novembre 2010, les deux pays ont signé un premier accord pour lutter contre la criminalité transfrontalière. Destiné à faciliter les échanges d'informations et la collaboration entre les services concernés, il couvre des sujets comme le terrorisme, le trafic de drogue ou encore l'immigration illégale (migrants clandestins et traite des êtres humains). En août 2012, ils ont conclu un autre partenariat concernant la lutte contre les nouvelles formes de criminalité, dont les fraudes aux télécommunications. Sur le plan de la coopération militaire, la Malaisie et la Chine ont organisé leur première consultation bilatérale officielle sur les questions de défense en septembre 2012, réaffirmant leur volonté de renforcer leur dialogue, mais également leurs collaborations effectives, dans ce domaine. Cette volonté a trouvé en premier lieu une traduction concrète en 2013 avec l'annonce d'un Comprehensive Strategic Partnership entre les deux États, puis en mai 2014, durant la visite officielle de Najib Razak en Chine, sous la forme d'un accord permettant des coopérations industrielles bilatérales en matière de recherche et de développement technologique dans le secteur de la défense. Dès le mois suivant, la compagnie chinoise Aerospace Long March a ainsi officialisé, par exemple, son rapprochement avec la société malaisienne Aneka Bekal pour développer un programme commun de missiles sol-air autopropulsés.

Le 22 décembre 2014, une nouvelle étape a été franchie dans le domaine de la coopération en matière de défense entre la Malaisie et la Chine. En effet, les deux pays ont organisé sur le territoire malaisien leur premier exercice

¹³ « Najib, Li sign 6 agreements », *The Malaysian Insider*, 29 mai 2014.

¹⁴ Pour un retour sur les évolutions dans ce domaine depuis 1991, voir Chow Bing Ngeon (2015).

militaire conjoint, nommé Peace and Friendship 2014. Ils avaient signé un accord de partenariat en 2005, négocié du côté malaisien par Najib Razak alors ministre de la Défense, qui prévoyait entre autres dispositions un cadre pour la tenue de manœuvres communes. Néanmoins, faute de convergences quant à l'opportunité de le mettre en œuvre pleinement, il était jusqu'alors demeuré largement inopérant, à quelques exceptions près dans le secteur de l'armement. Certes, l'initiative de décembre 2014, étalée sur quatre jours, est demeurée assez limitée – elle a concerné respectivement vingt-deux et vingt et un membres malaisiens et chinois des forces aériennes – et circonscrite à des exercices de sauvetage, de recherche de disparus et d'assistance. Cependant, elle a constitué un précédent ouvrant la voie à d'autres manœuvres bilatérales, plus larges, dont l'organisation à l'avenir a été confirmée par les deux gouvernements¹⁵.

Si la relation bilatérale entre la Malaisie et la Chine, sur les plans politique et diplomatique, s'est fortement renforcée depuis la fin de la guerre froide, et singulièrement consolidée depuis 2009, elle reste par contraste relativement limitée d'un point de vue stratégique, en dépit de progrès notables et des bonnes intentions affichées. De ce point de vue, la question de la coopération en matière de défense et de sécurité est significative. Dans ce domaine, les deux pays n'ont pas des intérêts et des objectifs qui sont complètement convergents, ce qui explique largement la timidité des avancées en présence et la difficulté à trouver des terrains communs d'approfondissement des liens faiblement tissés. Tandis que la Chine affirme ses ambitions de puissance régionale, avec des enjeux géopolitiques à l'échelle internationale, la Malaisie, puissance moyenne en Asie, investit divers terrains d'extraversion (Asean, monde musulman, coopération Sud-Sud, partenariat avec les États-Unis, etc.) pour garantir son indépendance et maximiser ses canaux de développement. Par rapport à la Chine, au-delà du rapprochement offrant des avantages aux deux partenaires, elle est donc dans une « stratégie de couverture » pour conserver un certain équilibre politique dans leurs rapports, au risque de tomber dans une forme de satellisation de fait. Sur ce point, les relations maritimes entre les deux États, qui s'intègrent dans la complexité du contexte régional des rivalités et des tensions en mer de Chine méridionale, offrent une parfaite illustration des ambivalences qui émergent dès

¹⁵ « Hisham : Malaysia, China to enhance defense ties », *The Star*, 15 octobre 2015.

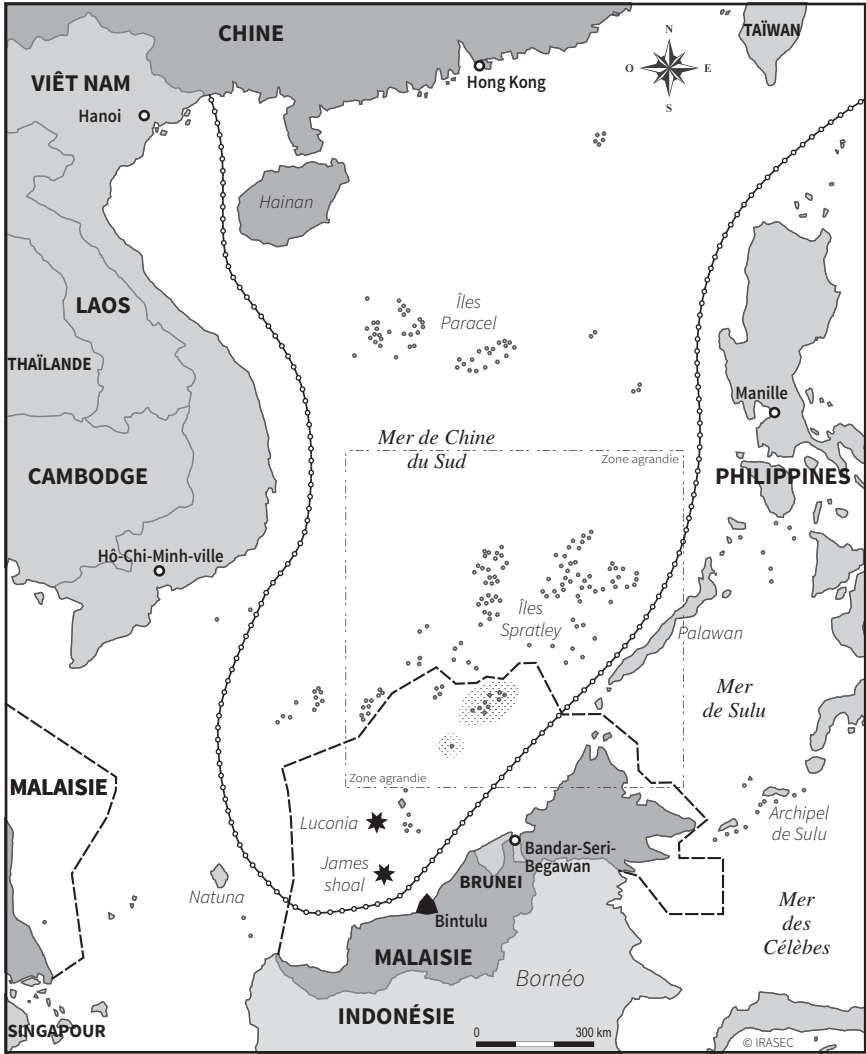
lors que des problématiques très directes de souveraineté nationale sont soulevées. Même si elles ont des logiques propres, elles permettent d'évaluer sous un angle complémentaire la réalité de la relation politique entre la Malaisie et la Chine dans sa globalité et d'éclairer ainsi la multiplicité de ses aspects constitutifs.

Enjeux maritimes

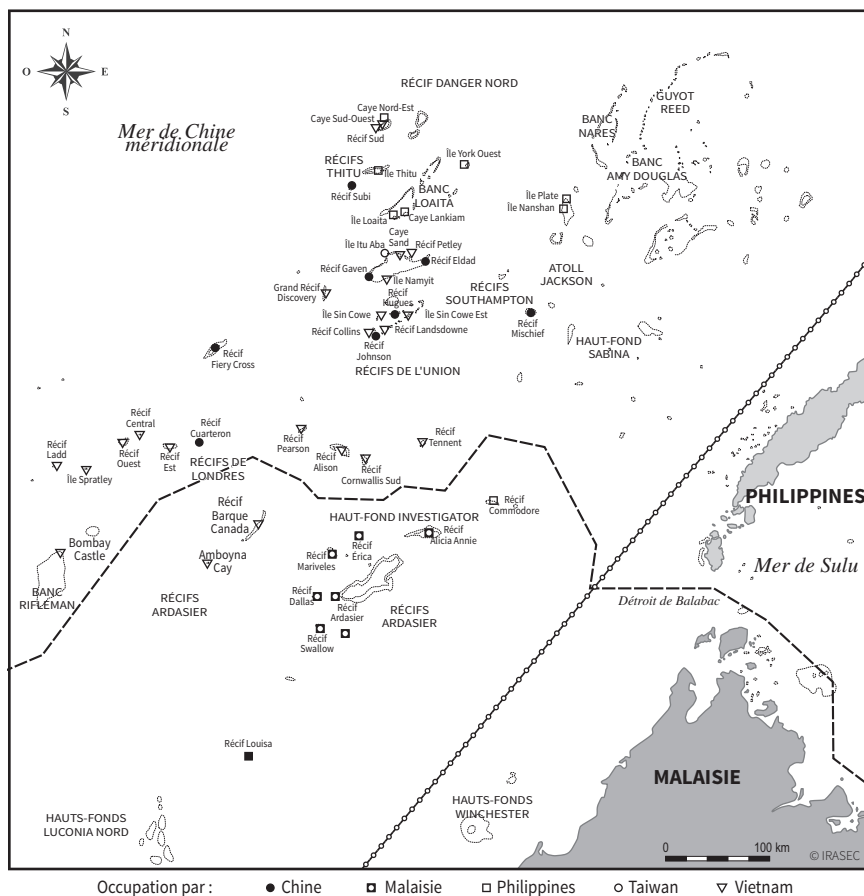
Que ce soit pour gérer les tensions en mer de Chine méridionale ou pour se préserver des ambitions de Pékin sur le détroit de Malacca, non seulement la Malaisie n'entre jamais en conflit direct avec la Chine, mais elle multiplie également les accords de coopération. Ces partenariats ne sont pas pour autant un renoncement à sa souveraineté. Et tout en adoptant systématiquement un profil très modéré, elle multiplie les alliances, au sein de l'Asean mais aussi avec les États-Unis et le Japon, et recherche continuellement des solutions alternatives pour sortir de l'emprise chinoise.

La Malaisie et le conflit en mer de Chine méridionale

Prolongement des revendications territoriales de plusieurs pays membres de l'Asean (Vietnam, Malaisie, Brunei et Philippines), la mer de Chine méridionale est un lieu de confrontations directes avec la Chine, et un des points chauds du monde, susceptible de voir se déclencher une guerre. À la période d'accalmie et d'apaisement des tensions des années 1990, ont succédé depuis 2008 une reprise des conflits et des actes agressifs. Les trois dernières années ont notamment été marquées par une recrudescence des conflits entre Pékin, les Philippines et le Vietnam. Même si les tensions entre la Malaisie et la Chine n'ont pas fait la une de l'actualité, elles sont pourtant bien réelles. Le différend entre la Malaisie et la Chine porte sur onze îlots, des récifs et des hauts-fonds découvrants de l'archipel des Spratley, situés au nord de Bornéo, c'est-à-dire à proximité des



-
- Chine
 Malaisie
 Principaux îlots et récifs conflictuels avec la Chine
 Nouvelle base navale
 Incursion de la marine chinoise depuis 2013



Carte 1- Les enjeux maritimes : Coopérations et conflits entre la Malaisie et la Chine

Conception : Nathalie Fau, Source : Benoit de Tréglodé, 2013, Presse.

États du Sabah et du Sarawak. Par ailleurs, la Malaisie occupe militairement les récifs de Mariveles Reef (Terumbu Mantanani), Swallow Reef (Layang-layang) et Ardasier Reef (Terumbu Ubi). Or, le nombre d'incursions chinoises dans la zone économique exclusive (ZEE) malaisienne se multiplie depuis 2008. Entre 2008 et 2012, on dénombre 35 incursions de la marine de l'Armée populaire de libération chinoise (PLAN) ou d'une des agences gouverne-

mentales chinoises impliquées dans la gestion de la mer de Chine méridionale¹⁶. Depuis 2013, le rythme de ses incursions s'est même accéléré. Le 19 mars 2013, lorsque la marine chinoise a mené des exercices militaires en condition réelle en mer de Chine méridionale, elle a sommé les marines étrangères de ne pas interférer durant ces manœuvres. Ces exercices avaient cependant lieu aussi dans la ZEE de la Malaisie. Le 26 mars 2013, une flottille de 4 navires de la PLAN a navigué près de James Shoal (que les Chinois dénomment Zengmu Reef et les Malaisiens, Betting Serupai), un haut-fond situé à 80 km du Sabah et à 1 800 km des côtes chinoises. L'équipage aurait même à cette occasion prêté un serment, celui « de défendre la mer de Chine méridionale, de maintenir la souveraineté nationale et de se battre pour le rêve d'une Chine forte » (Parameswaran, 2014). En avril 2013, un navire de l'agence de surveillance maritime chinoise est retourné à James Shoal et a laissé des marques attestant des revendications chinoises. De nouvelles incursions, toujours à James Shoal, ont eu lieu en janvier 2014 par 3 navires de la PLAN. Enfin, provocation ultime, un navire garde-côte aurait stationné de façon quasi continue, de septembre 2013 à novembre 2015, à proximité du haut-fond de Luconia, situé à 84 miles marins de la côte du Sarawak et donc au beau milieu de la zone économique spéciale de la Malaisie.

Pour définir le positionnement des différents États de l'Asean et souligner le manque d'unité et de consensus entre ses membres concernant la mer de Chine méridionale, les politologues les classent habituellement en quatre groupes (Ba, 2014 : 1)¹⁷ : les plaignants revendicatifs (Vietnam, Philippines), les plaignants passifs (Brunei et Malaisie), les inquiets n'ayant pas de revendications (Singapour et Indonésie) et les indifférents, voire les pro-Chinois n'ayant aucune revendication (Thaïlande, Cambodge, Birmanie et Laos). Face à ces intrusions répétées et de plus en plus fréquentes, la Malaisie est en train de sortir

¹⁶ Entretien de Nathalie Fau avec Sumathy Permal de l'Institut de marine de Malaisie (MIMA - Maritime Institute of Malaysia), à la suite de son article du 15 avril 2013, « The rising turbulence in South China sea », ([http://www.mima.gov.my/v2/data/pdf/sea_view/73.Turbulence%20in%20SCS\(5-2013\).pdf](http://www.mima.gov.my/v2/data/pdf/sea_view/73.Turbulence%20in%20SCS(5-2013).pdf)).

¹⁷ Entretien de Nathalie Fau avec Ralf Emmers, professeur associé à la Rajaratnam School of International Studies (Singapour), lors de la 3^e *MIMA South China Sea Conference*, Double Tree Hilton Hotel, Kuala Lumpur, 2-3 septembre 2014.

de sa « passivité » ou plus exactement de changer sa perception et son approche dans la gestion du conflit : son attitude longtemps bienveillante vis-à-vis de la Chine afin de conserver les dividendes d'une relation « précieuse » se mue en une attitude plus inquiète et de fait plus réactive.

Minimiser et apaiser les tensions

La gestion malaisienne des tensions en mer de Chine méridionale est, en effet, très différente de celle des Philippines et du Vietnam. Le gouvernement malaisien a ainsi toujours pris soin de ne pas faire de la question des frontières maritimes une cause nationale et de minimiser l'importance des conflits. Le discours officiel relayé dans tous les colloques de la région sur la mer de Chine méridionale, mais aussi lors des réunions multilatérales, est d'affirmer que la « menace chinoise » est surévaluée, notamment par les pays occidentaux¹⁸. B. A. Hamzah, professeur à l'université de la défense nationale de Malaisie, chercheur à l'université de Malaya et ancien directeur général de l'Institut de marine de Malaisie (Maritime Institute of Malaysia ou MIMA), affirme ainsi : « En dépit des prises de bec territoriales et de la perception généralement négative de l'Occident, la Chine ne pose aucune menace militaire tangible en Asie du Sud-Est. Une Chine riche et forte est un bien pour la région¹⁹ ». D'après lui, cette crainte de l'Occident, et notamment des États-Unis, est alimentée par le fait que la Chine dispose désormais de capacités militaires suffisantes pour remettre en question la liberté de circulation en mer de Chine méridionale. Cette peur serait cependant complètement infondée car l'économie de la Chine, désormais tournée vers l'extérieur et de plus en plus intégrée à l'économie des pays d'Asie du Sud-Est, serait elle-même pénalisée par des mesures de restriction de la liberté de circulation maritime. Cette position est également largement partagée par les

¹⁸ Notons que cette approche a toujours été la même depuis l'ère Mahathir qui soulignait déjà que Pékin n'avait jamais eu aucune ambition de colonisation et que la Chine était au contraire une chance pour le développement économique de la Malaisie ; Hebert Yee et Ian Storey (2002).

¹⁹ Entretien de Nathalie Fau avec B. A. Hamzah le 15 novembre 2011 lors du séminaire de recherche *NDUM-IHEDN First Joint Seminar on Malaysia-France Defence and Security Cooperation*. Voir aussi B. A. Hamzah (2010).

Sino-Malaisiens, dont les perceptions de la Chine comme puissance régionale, empreintes d'une certaine pensée confucéenne, sont assez pragmatiques.

Pour B. A. Hamzah, l'agressivité montante de la Chine en mer de Chine méridionale serait surtout alimentée, non par une volonté hégémonique, mais par la présence croissante de puissances extérieures à la région, notamment les États-Unis et l'Inde. Par ailleurs, il souligne également qu'aucun pays d'Asie du Sud-Est n'est en mesure de se confronter militairement avec la Chine et que les plaignants ayant des revendications en mer de Chine méridionale ne peuvent donc pas être considérés comme des adversaires militaires potentiels. La marine malaisienne (RMN ou Royal Malaysia Navy) ne compte, par exemple, que 39 navires de surface et 2 sous-marins pour couvrir l'ensemble de son territoire maritime, confronté certes aux incursions chinoises mais aussi aux menaces non traditionnelles comme la piraterie, la contrebande, le terrorisme ou encore la pêche illégale qui impliquent des États voisins.

Lors de son discours d'ouverture au *Shangri-La Dialogue* de 2011, Najib Razak s'est également voulu rassurant ; concernant la montée de la présence chinoise dans la région, il a ainsi affirmé : « Nous devons y voir une source d'optimisme plus que d'inquiétude »²⁰. Et de préciser, reprenant en cela le discours officiel du gouvernement chinois, que les ambitions chinoises n'ont jamais été impérialistes comme l'atteste l'histoire de ce pays : il y a 600 ans, les expéditions à Malacca de l'amiral Zheng, accompagné de pourtant 300 bateaux et de 35 000 hommes, ont été pacifiques tandis que les Portugais venus avec une douzaine de bateaux et 800 soldats ont conquis la ville. Au professeur S. Riffat Hussain de l'université de Quaidi-Azam soulignant que son approche « non alarmiste » n'était pas celle du Pentagone, Najib Razak a clarifié très explicitement la position de la Malaisie : « Notre point de vue est différent. Nous restons convaincus que la montée de la Chine aura une influence bénigne. Il serait une erreur de considérer la Chine comme un adversaire. Si nous traitons avec la Chine de façon constructive et positive, je suis convaincu que la Chine y

²⁰ Mohd Najib Abdul Razak, « Keynote address », *Shangri-La Dialogue*, 03 juin 2011, (<http://www.iiss.org/-/media/Silos/ShangriLa/2011/The-Shangri-La-Dialogue-2011/SLD11-04-Keynote-address/SLD11-04-Keynote-address.pdf>).

répondra de façon positive »²¹. Le gouvernement malaisien considère la Chine comme un problème de sécurité potentielle mais non comme une menace militaire et sa position au sein de l'Asean et des réunions multilatérales a toujours été de modérer les propositions les plus belliqueuses envers elle. Lors de sa rencontre en mai 2014 avec Xi Jinping, Najib Razak a réaffirmé, concernant les tensions en mer de Chine méridionale, que les conflits « doivent être résolus par le dialogue et traités de manière appropriée » et que l'Asean et la Chine « doivent travailler ensemble pour une prospérité et une paix commune ».

Dans cette logique d'apaisement des tensions, les incursions pourtant de plus en plus fréquentes depuis 2013 de la PLAN dans la ZEE malaisienne ne sont guère répercutées dans la presse locale ; elles sont parfois même niées. Ainsi, lorsqu'en janvier 2013, la marine chinoise a déployé 4 bâtiments de guerre dans le secteur du haut-fond de James Shoal, c'est-à-dire à moins de 80 km de Bintulu dans l'État du Sarawak, la réalité de cet exercice a été contredite le 29 janvier par l'amiral Abdul Aziz Jafar, le commandant en chef de la marine malaisienne : « Il n'y a eu aucun acte de provocation de la part des Chinois ou de menaces contre notre souveraineté puisqu'ils conduisaient leurs exercices en eaux internationales ». À la différence des gouvernements vietnamiens et philippins, le gouvernement malaisien prend soin de ne pas utiliser la Chine pour faire vibrer la corde nationaliste. Il préfère pour cela dénoncer de façon véhémement les litiges frontaliers avec l'Indonésie, les intrusions fréquentes des pêcheurs indonésiens dans les eaux malaisiennes ou encore les arrestations violentes et musclées des pêcheurs malaisiens par la marine indonésienne²². Sur le plan militaire, la Malaisie a opté pour une approche dite « un de moins » : lorsque la marine malaisienne notifie aux navires chinois de quitter sa ZEE, elle le fait toujours avec un navire de moins que ceux de la flotte chinoise afin de prévenir toute escalade (Parameswaran, 2015).

Cette politique, souvent critiquée et dénoncée comme une « stratégie de l'esquive », semble pourtant avoir longtemps porté ces fruits. La Chine sait gré à la Malaisie de cette attitude positive : en novembre 2014, le président Chinois Xi Jinping a explicitement salué l'approche diplomatique apaisante de la

²¹ *Ibid.*

²² International Crisis Group, 2012.

Malaisie concernant la mer de Chine méridionale²³. Contrairement à la situation avec les Philippines et le Vietnam, certes plus proches du territoire chinois, il n'y a jamais eu d'incidents notables, ni de confrontations directes, entre les marines malaisienne et chinoise. Par ailleurs, Pékin n'a encore jamais remis en cause les droits d'exploration et d'exploitation pétrolière de la Malaisie en mer de Chine méridionale, ni occupé des îles revendiquées par la Malaisie dans le sud des Spratley. Ainsi, lorsqu'en 1991, la Malaisie a développé l'écotourisme sur une île disputée, la réaction de la Chine a été très modérée. De même, tandis que le gouvernement chinois a immédiatement condamné les visites d'officiels vietnamiens dans les îles Spratley en 1989, il s'est montré très circonspect et silencieux après la visite de Layang-Layang en mai 1992 par le sultan et roi Azlan Shah. La réaction de la Chine a également été faible en 1999 lors de la construction par la Malaisie d'infrastructures en dur sur les îles de Terumbu Peninjau et Terumbu Sipat, ou lors de la création de la zone commune de développement entre la Malaisie et Brunei. Les plateformes pétrolières malaisiennes en mer de Chine méridionale n'ont jamais non plus été contraintes par la Chine d'arrêter leur production. En juillet 1996, la Chine a même signé un contrat de 25 milliards de \$ US avec Petronas, la compagnie pétrolière nationale malaisienne, pour la livraison annuelle pendant 25 ans de 3,03 millions de tonnes métriques de gaz naturel liquéfié ; or, la majorité de ces ressources proviennent de la mer de Chine méridionale.

Les zones communes de développement Malaisie-Chine : une solution ?

Dans cette stratégie d'apaisement des conflits en mer de Chine méridionale, Kuala Lumpur et Pékin semblent se retrouver dans la même volonté de créer des zones communes de développement (ZCD). Une ZCD (Joint Development Area ou JDA) est une forme de coopération qui permet aux États côtiers d'explorer et d'exploiter en commun des ressources maritimes vivantes et non vivantes qui, soit sont présentes des deux côtés de la frontière, soit se situent dans une zone

²³ « Chinese president praises Malaysia's quiet diplomacy on South China sea issues », *Bernama*, 11 novembre 2014.

de chevauchement de revendications territoriales ; dans ce dernier cas, elle permet de partager les ressources en attendant qu'une solution provisoire ou définitive soit trouvée au problème de la délimitation d'une frontière maritime (Ortolland et Lévy, 2010). Le concept de ZCD n'est pas nouveau en Asie orientale (Fau, 2016b). Dès la fin des années 1970, au début des relations diplomatiques entre la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est, Deng Xiaoping a lancé le principe « mettre de côté les conflits et favoriser le développement conjoint » (Beckman *et alii*, 2013). Depuis, tous les gouvernements chinois ont repris ce concept. L'ancien Premier ministre chinois Li Peng, en visite en Malaisie en 1990, a tenu des discours et des propositions très similaires, indiquant que les ressources naturelles en mer de Chine méridionale étaient suffisamment importantes pour être partagées entre tous les prétendants. Par ailleurs, la déclaration de conduite signée en 2002 entre la Chine et l'Asean mentionne la nécessité de « développement d'activités conjointes ». Enfin, le gouvernement de Xi Jinping affirme également que la généralisation des ZCD en mer de Chine méridionale serait une solution pour pacifier ses relations avec les États d'Asie du Sud-Est. Lors de leurs visites de 2013 en Asie du Sud-Est, le président Xi Jinping et le Premier ministre Li Keqiang ont systématiquement mis en avant la nécessité de développer la coopération maritime et le développement conjoint (Tréglodé, 2014).

Le gouvernement malaisien a toujours été un ardent défenseur des ZCD. Il en a ainsi ratifié avec trois pays d'Asie du Sud-Est (Brunei, Vietnam et Thaïlande). Sa stratégie est très claire et pragmatique : mieux vaut mettre de côté les querelles frontalières que d'être contraint d'importer du pétrole dans quelques années et de risquer de remettre en cause la sécurité énergétique. Pour inciter ses partenaires à la ratification de ces accords, il privilégie les accords commerciaux entre compagnies nationales et met en avant ses compétences technologiques. Ainsi, la mise en place de la ZCD entre la Malaisie et le Vietnam a été facilitée par le manque d'expertise de PetroVietnam et par la législation vietnamienne déficiente concernant les activités pétrolières. Petronas mène ainsi toutes les activités d'exploration et d'extraction au nom de PetroVietnam, en permettant un transfert de technologies et de connaissances.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que le gouvernement malaisien soutienne officiellement les appels du gouvernement chinois au développement

de ZCD²⁴. Les premières déclarations officielles entre les deux pays concernant la mer de Chine méridionale ont eu lieu en mai 1999 entre le ministre des Affaires étrangères malaisien Syed Hamid Albar et son homologue chinois Tang Jiaxuan : cette déclaration commune fixant un accord-cadre de la coopération précise ainsi que « les deux parties doivent maintenir la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale et résoudre les conflits par des consultations bilatérales amicales menées dans le cadre des lois internationales et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982 » (Storey, 2013 : 223). Depuis 2011, les officiels malaisiens multiplient leur soutien aux ZCD lors des réunions multilatérales et autres événements diplomatiques. Ils les présentent comme un moyen de résoudre de façon bilatérale les conflits. Lors du *Shangri-La Dialogue* de 2011, le ministre de la Défense malaisien Ahmad Zahid Hamidi propose ainsi de mettre en place des groupes de concertation pour mieux définir les ZCD. En juin 2013, le Premier ministre malaisien lui-même soutient officiellement les propositions de la Chine de développement de ZCD en mer de Chine méridionale. Son argumentaire est d'ailleurs très similaire à celui du gouvernement chinois : « Accepter de partager la prospérité plutôt que de la laisser nous diviser est infiniment préférable comme choix²⁵ », et d'ajouter que « le développement de coopération dans le cadre de ZCD permet d'écartier les puissances extrarégionales du conflit en mer de Chine méridionale et de régler entre pays asiatiques cette question ». Il conclut son intervention en déclarant : « Au lieu de laisser aux générations futures une mer agitée, nous devons nous efforcer de leur laisser une mer plus calme ». De même, selon B. A. Hamzah, la supériorité militaire et la puissance économique de la Chine inciteraient son gouvernement à faire des concessions et donc à participer à des ZCD.

En dépit de ses déclarations, la Malaisie n'envisage en aucune manière de développer elle-même une ZCD avec la Chine ; cette possibilité, annoncée en octobre 2013, lors de la visite officielle en Chine du ministre de la Défense malaisien Hishamuddin Hussein, n'a connu aucune suite. En coulisse, la

²⁴ Entretien de Nathalie Fau avec Vivian Forbes, professeur à l'University of Western Australia, géographe spécialiste de l'environnement maritime.

²⁵ « Najib echoes Beijing's call for joint development », *The South China Morning Post*, 5 mai 2013.

position de la Malaisie est plutôt d'envisager des ZCD avec tous les pays asiatiques, sauf avec la Chine, comme le remarque Kuik Cheng-Chwee de l'université nationale de Malaisie (UKM), spécialiste des relations entre l'Asean et la Chine. La raison est exactement la même que celle des autres pays : le flou de « la ligne des neuf traits » et les risques de remise en cause des droits malaisiens sur sa ZEE. Pour Kuala Lumpur, même si la formation de ZCD est en soi une bonne chose, elle doit s'appuyer sur les lois internationales et, en particulier, sur la CNUDM de 1982. La Malaisie n'entend nullement répondre aux pressions amicales chinoises qui cherchent à la contraindre de participer à la formation de ZCD sur le plateau continental malaisien.

La seule coopération qui existe réellement entre les deux pays est dans le domaine de la recherche marine. La Malaisie et la Chine sont conscientes que la fragilité de la mer de Chine méridionale nécessite une réponse commune. De même, elles n'ignorent pas que la CNUDM de 1982 fait obligation aux États riverains des mers fermées ou semi-fermées de coopérer afin de coordonner la gestion, la conservation, l'exploration et l'exploitation des ressources biologiques en mer. Ainsi, elles ont décidé en juin 2009 de ratifier un accord de coopération dans le domaine des sciences et technologies marines²⁶. Un comité conjoint de recherche a été créé avec du côté malaisien la Direction nationale océanographique (NOD) et le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MOSTI) et du côté chinois l'Administration océanique nationale (SOA). Des ateliers et des séminaires entre les chercheurs ont lieu régulièrement et l'Institut de sciences océanographique et terrestre de l'université de Malaya bénéficie d'importants fonds chinois pour mener des études en mer de Chine méridionale, notamment sur la distribution et l'évolution de la sédimentation, sur la biodiversité et sur la santé de l'écosystème. La Chine est actuellement le seul pays avec lequel la Malaisie a ratifié un accord de cette nature. Par ailleurs, un institut de recherche et de formation sur l'océan, le Collège océanographie Chine-Asean, devrait être créé à Kuala Lumpur au sein de l'antenne malaisienne de l'université chinoise Xiamen.

²⁶ Entretien de Nathalie Fau avec le professeur Nor Aeini de la Direction nationale océanographique (NO).

La stratégie de « couverture » (*hedging*)

Malgré sa « précieuse » relation avec la Chine, le gouvernement malaisien n'entend pas renoncer à sa souveraineté sur son espace maritime. Les incursions répétées en 2013 et 2014 de la marine chinoise au large de Bintulu commencent à agacer, si ce n'est inquiéter, les dirigeants malaisiens, d'autant qu'à la différence de la presse malaisienne, elles sont largement relayées et médiatisées dans la presse chinoise. Depuis, la Malaisie renforce ses capacités de contrôle en mer de Chine méridionale. En octobre 2013, le ministre malaisien de la Défense a annoncé la formation d'un nouveau corps de Marines, disposant de capacités amphibies, et la création d'une nouvelle base navale à Bintulu, à proximité de James Shoal²⁷. Par ailleurs, le budget de la défense de 2015 a été augmenté de 10 % et devrait être consacré prioritairement à la sécurisation des côtes du Sabah et de l'île de Labuan²⁸.

Par souci de ne pas froisser la Chine, ces nouvelles mesures sont présentées non comme un moyen de renforcer la présence de la Malaisie en mer de Chine méridionale, mais comme une réponse aux incursions armées de rebelles philippins au Sabah en février 2013. Par ailleurs, lors de sa visite officielle en Chine en octobre 2013, le ministre de la Défense malaisien a même proposé à son homologue chinois, le général Chang Wanquan, de visiter en 2014 la nouvelle base navale de Mawilla 2 afin de nouer des relations directes entre la marine malaisienne (Malaysia's Naval Region Command 2) et la marine chinoise (China's South Sea Fleet Command) ayant en responsabilité le contrôle des espaces maritimes autour des îles Spratley. Toujours dans ce même souci de maintenir de bonnes relations, la Malaisie a également ratifié en août 2012 un accord de coopération avec la Chine pour combattre conjointement les crimes transnationaux²⁹.

²⁷ Dzirhan Mahadzir, « Malaysia to establish Marine Corps, naval base close to James Shoal », *HIS Jane's Defense Weekly*, 15 octobre 2014.

²⁸ Carl Tayer, « The Philippines, Malaysia and Vietnam race to South China sea defense modernization », *The Diplomat*, 23 janvier 2015.

²⁹ Entretien de Nathalie Fau avec le capitaine Martin A. Sebastian de la Royal Malaysia Navy au MIMA.

Ces derniers rapprochements militaires avec la Chine n'empêchent pas la Malaisie de continuer à se rapprocher des États-Unis et de leur offrir toujours plus de possibilités de coopérer. Sur ce point, la stratégie de Najib Razak est similaire à celle des autres pays de l'Asean et elle est en continuité avec la politique extérieure mise en place tant par Mahathir Mohamad que par Abdullah Badawi, tout en étant beaucoup plus explicite (Kuik, 2012). Depuis 2011, les Malaisiens participent, par exemple, plus directement qu'auparavant aux exercices militaires Cobra Gold menés par les États-Unis dans le Pacifique ; ils sont passés du statut d'« observateurs » à celui d'« acteurs ». Parallèlement, les marines des deux pays continuent les exercices militaires communs CARAT (Cooperation Afloat Readiness and Training) mis en place en 1996 afin d'améliorer les capacités malaisiennes d'aides aux victimes de catastrophes et de sécurité maritime. Par ailleurs, les visites de l'US Navy dans les ports malaisiens sont de plus en plus nombreuses ces dernières années : elles sont passées d'à peine une dizaine par an avant 2009 à plus d'une trentaine depuis (Lee, 2014a). En 2013, on dénombre 75 échanges militaires et visites bilatérales entre la Malaisie et les États-Unis. Lors de sa visite en janvier 2014, le ministre de la Défense malaisien a annoncé un nouveau renforcement du partenariat militaire de la Malaisie avec les États-Unis³⁰. Ce rapprochement a été confirmé lors de la visite en Malaisie de Barack Obama en avril 2014 et par des exercices militaires maritimes conjoints en août 2014 au large de Lahad Datu, à l'est du Sabah. Dans les faits, les relations militaires et stratégiques entre la Malaisie et les États-Unis sont beaucoup plus développées que celles entre la Malaisie et la Chine. La stratégie de la Malaisie est de maintenir une égale distance entre ces deux grandes puissances. Comme le souligne John Lee, « si la continuité des engagements américains fournit la sécurité et la stabilité, les relations actuelles et à venir avec la Chine apportent de nouvelles possibilités et la prospérité » (Lee, 2014a : 3).

³⁰ « Malaysia, US to intensify joint military exercises, training », *The Malay Mail Online*, 19 janvier 2014.

Vers un raidissement des positions du gouvernement malaisien

Face à la pression croissante de la Chine en mer de Chine méridionale depuis 2008, la Malaisie serait-elle en train de changer de stratégie et de remettre en cause sa politique de couverture ? En juin 2015, après une nouvelle incursion ostentatoire à 150 km au large du Sarawak d'une unité des garde-côtes chinois, le gouvernement malaisien est sorti de sa traditionnelle réserve : au lieu de régler en direct et dans la plus grande discrétion le contentieux avec le gouvernement chinois, il a donné une conférence de presse dénonçant cette intrusion dans des eaux situées non dans une zone litigieuse mais dans les eaux territoriales malaisiennes. La publicité donnée à cet événement atteste d'un durcissement de la politique malaisienne, même si la protestation diplomatique n'est pas allée jusqu'à une condamnation explicite des agissements de Pékin³¹.

Kuik Cheng Chwee souligne aussi la plus grande compréhension dont fait preuve la Malaisie envers les protestations vietnamiennes et philippines émises à l'encontre de la Chine. Moins d'une semaine après les incidents du 26 janvier 2014 entre les Philippines et la Chine, le ministre des Affaires étrangères Anifah Amam effectue une visite non prévue à Manille et rencontre son homologue philippin. Le 18 février a eu lieu une rencontre entre la Malaisie, le Vietnam et les Philippines afin de discuter ensemble des politiques à mettre en œuvre dans le code de conduite. Les visites officielles entre ces trois pays se sont multipliées en 2014. La division classique des protagonistes en mer de Chine méridionale entre, d'un côté, les plus vindicatifs, le Vietnam et les Philippines, et de l'autre, les plus conciliants, la Malaisie et Brunei, n'est plus aussi explicite. En mai 2009, le Vietnam et la Malaisie avaient d'ailleurs déjà coopéré face à la Chine en soumettant de façon conjointe à l'ONU leurs revendications en termes de délimitation du prolongement de leur plateau continental en mer de Chine méridionale. En octobre 2013, les deux gouvernements ont décidé d'établir une ligne directe entre des unités de leurs marines respectives afin de prévenir les incidents en mer de Chine méridionale et de renforcer les coopérations maritimes.

³¹ Prashanth Parameswaran, « Malaysia responds to China's South China sea intrusion », *The Diplomat*, 9 juin 2015.

Parallèlement, le gouvernement malaisien privilégie un règlement des contentieux en mer de Chine méridionale qui passe par l'Asean et un respect de la législation internationale. Il œuvre pour le maintien d'une unité des membres de l'Asean sur cette question ainsi que pour l'émergence d'un front commun pour la mise en application du code de conduite³². Il défend cependant par ailleurs devant ses partenaires l'image d'une Chine désirant avant tout la poursuite de la paix dans la région et les rassure sur les intentions chinoises. Il veille également à ce que les États-Unis ne se servent pas de l'Asean pour promouvoir une politique multilatérale de « *containment* » de la Chine. Ainsi, à la proposition américaine en mars 2015 d'instaurer une patrouille Asean pour surveiller activement la mer de Chine méridionale³³, le ministre malaisien de la Défense, Hishammuddin Hussein, lui préfère une force de maintien de la paix de l'Asean capable de résoudre pacifiquement les conflits³⁴, et pas seulement ceux impliquant la Chine mais aussi ceux entre les partenaires de l'Asean, comme entre la Thaïlande et le Cambodge à propos du temple frontalier de Preah Vihear. Cette contre-proposition vise explicitement à ne pas concentrer l'attention de l'Asean sur les tensions en mer de Chine méridionale comme l'attestent les propos d'Hishammuddin Hussein : « Si nous continuons à nous focaliser uniquement sur la ligne des 9 traits et sur le chevauchement des revendications, l'avenir s'annonce très sombre³⁵ ». Par ailleurs, l'objectif du gouvernement malaisien est d'inciter la Chine et les partenaires de l'Asean à mettre en place un code de conduite en mer de Chine méridionale et de favoriser une résolution multilatérale des conflits (Lee, 2006).

Cette politique a néanmoins des limites. Si le gouvernement malaisien se montre solidaire avec ses autres partenaires de l'Asean, il n'entend pas cependant que les décisions prises viennent contrarier les relations bilatérales de la Malaisie avec la Chine. Ainsi, Kuala Lumpur ne cherche pas encore à

³² Entretien de Nathalie Fau avec Carlyle A. Thayer, professeur émérite à l'université de New South Wales, Australian Defence Force Academy (ADFA) à Canberra.

³³ Prashanth Parameswaran, « ASEAN patrols in the South China sea ? », *The Diplomat*, 19 mars 2015.

³⁴ Trefor Moss, « Malaysia proposes joint ASEAN peacekeeping force », *The Wall Street Journal*, 18 mars 2015.

³⁵ *Ibid.*

développer une coopération maritime avec les Philippines, trop engagées dans des conflits avec Pékin. Lors de la réunion des ministres de la Défense de l'Asean, Hishammuddin Hussein a ainsi affirmé devant ses homologues : « Le fait que vous ayez des ennemis ne signifie pas que vos ennemis sont mes ennemis ». Le gouvernement malaisien a en mémoire les sanctions économiques chinoises envers les Philippines à la suite des revendications portées par son gouvernement devant le tribunal maritime international.

Lors de sa présidence de l'Asean en 2015, la Malaisie a donc dû réussir l'exercice délicat de maintenir ses bonnes relations économiques avec la Chine en dépit de la récurrence des incursions de la marine chinoise, de son rapprochement avec les États-Unis et des risques de divergences des points de vue entre les pays « plaignants » sur la manière de résoudre les tensions en mer de Chine méridionale. Lors du sommet de l'Asean de 2012, année de présidence du Cambodge, proche de Pékin, les partenaires n'étaient pas parvenus, pour la première fois de l'existence de l'Asean, à formuler un communiqué commun sur la question de la mer de Chine méridionale. Le gouvernement malaisien voulait à tout prix éviter de réitérer cet échec lors de sa présidence de l'Asean. L'une des solutions qu'il a mise en œuvre afin de ne pas se montrer trop obséquieux envers la Chine a été de privilégier pendant sa mandature d'autres priorités de l'Asean et notamment la réalisation du projet de communauté économique.

Le 26^e sommet de l'Asean qui a eu lieu en avril 2015 à Kuala Lumpur a néanmoins été à nouveau dominé par le conflit en mer de Chine méridionale. Or pour la première fois, le ton s'est montré moins conciliant envers la Chine, même si les déclarations les plus virulentes des Philippines n'ont pas été reprises. Le communiqué commun prononcé à l'issue du sommet affirme explicitement que les opérations de remblaiement menées par la Chine dans un archipel revendiqué par d'autres pays pourraient « ébranler la paix, la sécurité et la stabilité » dans la région et fait part des « sérieuses préoccupations » des membres de l'Asean concernant les récifs coralliens dont la Chine voudrait prendre le contrôle. Il réaffirme, par ailleurs, « l'importance de maintenir la paix, la stabilité et la liberté de navigation et de survol en mer de Chine méridionale ». Ce ton plus ferme n'a guère plu au gouvernement chinois qui a réaffirmé son bon droit sur ses opérations menées en mer de Chine méridionale. L'optimisme et le pragmatisme malaisien ont fait de plus en plus place à une

réelle inquiétude. Lors du *Shangri-La Dialogue* de mai 2015, Hishammuddin Hussein a ainsi affirmé que le conflit en mer de Chine méridionale pourrait être le plus sanglant que le monde ait connu et d'ajouter : « Ce n'est pas parce qu'une région apparaît paisible et prospère que les risques de conflits n'augmentent pas [...] Il est peut-être trop optimiste de croire que nous pouvons prévenir un conflit et ses escalades en tout temps et à tout moment³⁶ ».

Ce changement de ton est lié aux impacts désormais déstabilisants des incursions chinoises sur la politique intérieure de la Malaisie³⁷. Ces dernières remettent en cause l'intégrité territoriale du pays en menaçant directement la fluidité des relations entre la partie péninsulaire et insulaire. Par ailleurs, les pêcheurs locaux du Sabah et du Sarawak sont empêchés de pratiquer leur activité par des garde-côtes chinois qui les évincent sans retenue des zones de pêche, notamment celles à proximité du haut-fond de Luconia (Beting Patinggi Ali), également riche en ressources pétrolières. Enfin, l'opposition n'hésite plus à dénoncer l'incompétence du gouvernement de Najib RAZak à sécuriser les eaux territoriales et la ZEE du pays, une stratégie politique qui pourrait lui permettre de récolter les dividendes d'un retournement politique du Sabah et du Sarawak, deux États jusqu'à présent complètement acquis à la majorité. La question de la mer de Chine méridionale semble échapper au contrôle du gouvernement au profit d'un débat de plus en plus vif dans l'espace public.

Est-ce que pour autant la Malaisie est en passe d'inaugurer une nouvelle phase de ses relations diplomatiques avec la Chine concernant la mer de Chine méridionale ? Certes, depuis 2013, la Malaisie ne peut plus être qualifiée « d'État plaignant passif » comme l'atteste sa présence militaire renforcée au large des côtes du Sabah et du Sarawak, sa plus grande prise en compte des griefs du Vietnam et des Philippines et son rapprochement ostensible avec les États-Unis. Le gouvernement malaisien s'est ainsi montré plutôt favorable aux opérations dites de « liberté de navigation » menées depuis octobre 2015 par la

³⁶ Jack Board, « South China sea could be “deadliest conflict of our time” : Malaysia defence chief », *Channel NewsAsia*, 30 mai 2015, (<http://www.channelnewsasia.com/news/singapore/south-china-sea-could-be/1881860.html>).

³⁷ Prashanth Parameswaran, « Malaysia slams China's South China sea encroachments », *The Diplomat*, 17 novembre 2015 et Prashanth Parameswaran, « How is Malaysia responding to China's South China sea intrusion ? », *The Diplomat*, 3 novembre 2015.

marine américaine en mer de Chine méridionale : des intrusions dans les limites des 12 milles entourant les îlots administrés par la Chine visant à réaffirmer que la Chine ne dispose au regard du droit international d'aucun droit sur les îles Spratley. La Malaisie n'est pas pour autant passée dans le groupe des « États plaignants revendicatifs ». Ainsi, elle n'est pas allée jusqu'à laisser publier une déclaration commune condamnant les activités maritimes de la Chine lors du Forum régional de défense d'Asie du Sud-Est³⁸. Et surtout, on peut se demander si le rachat d'actifs du fonds d'investissement public IMDB par des firmes chinoises, venant considérablement alléger la dette contractée, n'est pas un moyen d'acheter la souveraineté de la Malaisie, ou tout au moins à inciter le gouvernement de Najib Razak à poursuivre son attitude bienveillante vis-à-vis de la Chine.

Le détroit de Malacca

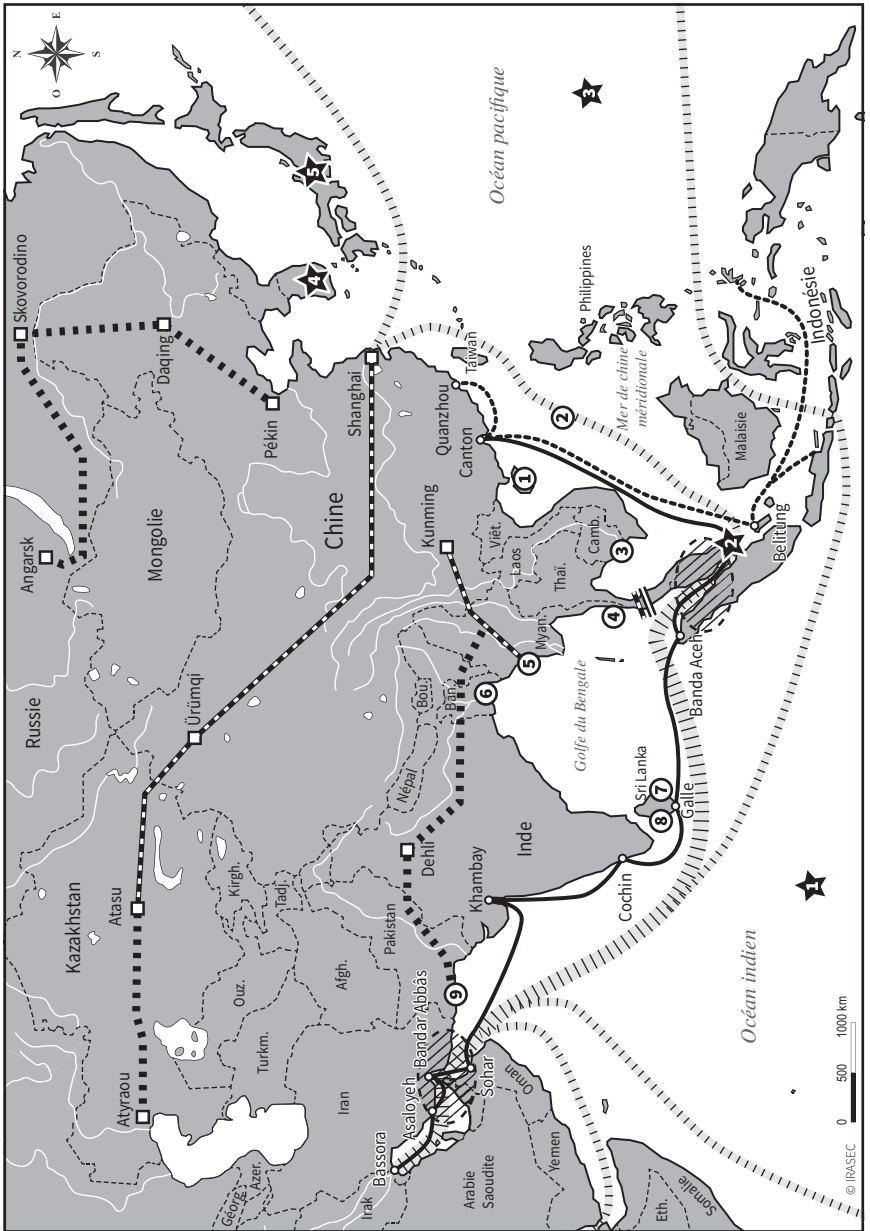
Les détroits de Malacca et de Singapour³⁹ sont particulièrement stratégiques car ils sont à l'articulation des lignes transocéaniques entre l'océan Indien et le Pacifique, des lignes intra-asiatiques et des routes maritimes circumterrestres est-ouest de marchandises. De ce fait, le détroit de Malacca, un passage maritime majeur du commerce international et de la circulation des flux énergétiques mondiaux, est un axe vital pour l'économie chinoise (Fau, 2013).

Un passage stratégique pour l'économie chinoise

Avec l'ouverture de la Chine et son insertion dans l'économie mondiale, la position du gouvernement chinois concernant le détroit de Malacca a radicalement changé depuis les années de la guerre froide (Fau, 2012). Lors de la

³⁸ « ASEAN Defense Forum scraps Japan-backed statement referencing South China sea concerns », *Reuters*, 4 novembre 2015.

³⁹ Par métonymie et afin de faciliter la lecture, le terme de « détroit de Malacca » renvoie tant au détroit de Malacca *stricto sensu* qu'à ce dernier associé à celui de Singapour.



Sécuriser les routes maritimes

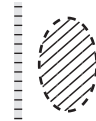
Bases militaires américaines

- ★ Diego Garcia
- ★ Singapour
- ★ Guam
- ★ Corée du Sud
- ★ Japon

Principales perles du collier de perles

- ① Île de Hainan
- ② Île de Woody (Paracel)
- ③ Sihanoukville (Cambodge)
- ④ Mergui (Myanmar)
- ⑤ Sittwe (Myanmar)
- ⑥ Chittagong (Bangladesh)
- ⑦ Hambantota (Sri Lanka)
- ⑧ Colombo
- ⑨ Gwadar (Pakistan)

Un détroit au cœur des échanges chinois



Principales routes maritimes des hydrocarbures et porte-conteneurs


Goulots d'étranglement : détroit d'Ormuz (17 millions de barils par jour)
 détroit de Malacca (15 millions de barils par jour)

Route maritime de la soie :  

Route principale
 Route secondaire

Les projets chinois de contournement du détroit

Océoducs :  réalisé
 en projet

Canal :  Canal de l'isthme de Kra

Le détroit de Malacca : un espace stratégique pour la Chine

Conception : Nathalie Fau Source : Emmanuel Veron, 2013, Piesse

3^e conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en 1974, la Chine était, en effet, le seul pays à soutenir les revendications des gouvernements indonésien et malaisien qui refusaient le concept de liberté de navigation et souhaitaient au contraire désinternationaliser le détroit afin d'en interdire sa traversée aux bâtiments de guerre et ainsi préserver leur sécurité nationale. En dépit des oppositions politiques, toutes les puissances maritimes s'étaient alors retrouvées sur le principe de la liberté de circulation et avaient dénoncé les tentatives de mainmise des États riverains sur les détroits. La position divergente chinoise s'expliquait en grande partie par une présence navale soviétique accrue en Extrême-Orient et dans l'océan Indien qui aurait pu menacer la Chine d'encerclement (Leifert, 1978 : 115-124).

La libéralisation de l'économie chinoise a entièrement changé la donne. Ayant opté pour une économie capitaliste privilégiant les exportations, la Chine dépend du détroit de Malacca pour exporter ses productions, en particulier, vers l'Europe, son premier partenaire commercial depuis 2005. De ce fait, la Chine pèse de plus en plus dans les flux transitant par le détroit de Malacca. La croissance du trafic dans le détroit, qui est passé de 60 064 navires en transit en 2002 à 77 973 en 2013⁴⁰, a ainsi été soutenue tant par l'essor du trafic régional intra-asiatique, représentant en 2012 près de 20 % du trafic maritime conteneurisé mondial, que par la forte croissance des échanges commerciaux entre la Chine et l'Europe. De ce fait, la route maritime mondiale Europe-Asie est désormais la plus importante en termes de volumes transportés. À titre d'exemple, sur cette ligne dans le sens Asie-Europe, la Chine représente 80 % du volume transporté par la compagnie CMA CGM.

Le détroit de Malacca joue également un rôle majeur dans l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures. Par ce corridor énergétique transite, en effet, un peu plus de deux tiers des flux de pétrole et de gaz, soit trois fois plus que par le canal de Suez et quinze fois plus que par le canal de Panama. Les estimations basses prévoient même un transit de 20 millions de barils en 2020. Pour les pétroliers, la route maritime empruntant le détroit de Malacca est la plus courte et la plus rapide entre le golfe Persique et l'Asie orientale et donc la

⁴⁰ Données du Système d'information du trafic des navires (VTIS) de Kuala Lumpur fourni par le Département maritime de Malaisie.

plus économique. Cette fonction de corridor énergétique du détroit s'est renforcée avec la croissance économique chinoise qui a eu pour corollaire une formidable augmentation de ses demandes d'hydrocarbures : devenue importateur net de pétrole en 1993, la Chine dépend désormais de 53 % de ses importations pour sa consommation. Selon l'Agence internationale de l'énergie, ses besoins pourraient atteindre 15 millions de barils par jour en 2035 contre 8,6 millions en 2010. Or, ces importations qui proviennent majoritairement du golfe Persique et d'Afrique transitent à 80 % par le détroit de Malacca (Zhao, 2008).

Cette double dépendance vis-à-vis du détroit de Malacca inquiète de plus en plus Pékin car la marine chinoise n'a guère les moyens de peser sur la situation dans le détroit et elle doit donc concéder *de facto* à des marines étrangères, notamment américaine, la sécurisation de son approvisionnement énergétique et de son commerce extérieur. En 2003, le président Hu Jintao exprime ses inquiétudes quant à la possibilité pour une puissance maritime de déstabiliser l'économie de la Chine en contrôlant et bloquant les détroits d'Asie du Sud-Est. En cas de conflit, les États-Unis pourraient priver la RPC d'hydrocarbures en fermant les détroits de Malacca et d'Ormuz, sans avoir besoin de frapper le territoire chinois lui-même. Cette inquiétude est largement reprise dans la presse chinoise sous l'expression de « dilemme de Malacca » (Amelot, 2010 ; Storey, 2006). Pékin perçoit, par ailleurs, la lutte contre le terrorisme international menée par le gouvernement américain comme un moyen de justifier la présence permanente de forces navales d'une puissance hostile à la RPC dans le détroit de Malacca (Shaofeng, 2010).

Les projets chinois de contournement du détroit

Cette situation explique l'intérêt de la Chine pour diversifier ses routes commerciales et d'approvisionnement énergétique : ouverture en mai 2006 d'un oléoduc de 3 000 km reliant le territoire kazakh et le Xinjiang et qui constitue la première phase d'un projet plus vaste devant permettre de transporter du pétrole de la mer Caspienne à la Chine, construction de deux autres oléoducs transnationaux - l'un entre le port birman de Sittwe et Kunming, la capitale du Yunnan, l'autre entre Taishet en Sibérie russe et Daqing en Chine - mais aussi la

construction du port de Gwadar au Pakistan donnant un accès aux eaux de la mer d'Oman et de l'océan Indien. Tous ces projets onéreux ne mettront cependant pas complètement fin à la dépendance de la Chine envers le détroit de Malacca. D'après l'étude de Chen Shaofeng, réalisée à partir des données statistiques chinoises disponibles, si toutes ces routes alternatives avaient été opérationnelles en 2007, elles n'auraient pu véhiculer qu'à peine 26 % des importations chinoises en pétrole. Or, depuis, la consommation énergétique de la Chine n'a cessé de croître.

La solution la plus radicale pour sortir du « dilemme de Malacca » serait de court-circuiter le détroit de Malacca en creusant un canal à hauteur de l'isthme de Kra au sud de la Thaïlande afin de relier la mer d'Andaman au golfe de Thaïlande. Cette idée n'est ni spécifiquement chinoise, ni novatrice, car le percement d'un canal à l'endroit où la Thaïlande se réduit à une largeur d'à peine 44 km est un projet récurrent depuis plus de 300 ans et a été imaginé dès le XVII^e siècle : le roi du Siam, Narai le Grand, avait ainsi demandé en 1677 à l'ingénieur français de Lamar d'effectuer une étude de faisabilité sur la construction d'un canal. Depuis lors, le projet revient régulièrement sur le devant de la scène puis est abandonné, faute de moyens financiers, de techniques suffisantes et face à l'ampleur de la tâche : pour éviter les reliefs, la longueur du canal envisagé n'est pas de 44 km mais d'un peu plus de 100 km.

Toutefois, le gouvernement chinois semble vouloir relancer ce projet de canal dans l'isthme de Kra. Il n'existe, pour l'instant, aucun projet officiel de coopération avec le gouvernement thaïlandais, mais la multiplication des manifestations d'intérêts, tant par les chercheurs que par les investisseurs privés chinois depuis le début des années 2010, sont autant d'éléments attestant de la position favorable du gouvernement chinois à la réalisation de ce projet⁴¹. En novembre 2013, Zhou Fangye, membre de l'Institut national de stratégie internationale, avait démontré dans le *Global Times* (organe de presse international du Parti communiste chinois) que la Chine avait tout intérêt à construire le canal de Kra et à le relier au projet de la ligne de chemin de fer à grande vitesse entre la Chine et le Myanmar. En mai 2015, des rumeurs se sont

⁴¹ Entretien de Nathalie Fau avec Ruth Banomyong, professeur de logistique à l'université Thammasat de Bangkok.

propagées sur la ratification à Guangzhou d'un accord de coopération entre les gouvernements thaïlandais et chinois sur le lancement de la construction de ce canal. Le journal hongkongais *Oriental Daily* donnait même des précisions : le canal serait de 102 km de long, 400 mètres de large permettant la création de deux voies, 25 mètres de profondeur afin d'être en mesure d'accueillir les superpétroliers (VLCC) et devrait être achevé en 10 ans pour un coût de 28 milliards de \$ US⁴². Les deux gouvernements ont cependant démenti cette annonce en expliquant qu'il y avait eu dans la presse une confusion avec des projets uniquement privés établis dans le cadre du Comité du canal de Kra⁴³. Il semblerait néanmoins que le gouvernement chinois pousse à la réalisation de ce canal tandis que le gouvernement thaïlandais y serait de moins en moins favorable pour des raisons de sécurité intérieure : non seulement la construction de ce canal risque d'isoler un peu plus les populations séparatistes thaïlandaises du sud de la Thaïlande, essentiellement des Malais musulmans regardant déjà davantage vers Kuala Lumpur que vers Bangkok, mais surtout le gouvernement thaïlandais serait contraint de céder aux investisseurs chinois le droit d'exploiter le canal en échange des investissements réalisés. Dans le cadre du projet du canal du Nicaragua, le consortium chinois HKDN Nicaragua Development a ainsi obtenu une concession pour une durée renouvelable de cinquante ans pour la construction, le développement et la gestion du canal. Cette perte de souveraineté volontaire n'est pas sans soulever de nombreuses inquiétudes, tant en Thaïlande que parmi les utilisateurs potentiels du canal. Par ailleurs, le projet répond, en fait, davantage à des logiques géopolitiques qu'économiques tant sa rentabilité est incertaine. L'intérêt de ce « canal de Panama asiatique » est, en effet, limité : certes, il permettrait de réduire la distance de parcours entre l'Europe et l'Asie du Nord-Est de 1 200 km, soit 2 à 3 jours pleins de navigation, mais le gain escompté est bien moindre que celui du canal de Panama (12 000 km) par rapport au trajet *via* l'Amérique du Sud ou de celui de Suez (10 000 km) pour un trajet Europe-Asie du Sud.

⁴² Shannon Tiezzi, « No, China isn't building a game-changing canal in Thailand (yet) », *The Diplomat*, 21 mai 2015.

⁴³ Teo Cheng Wee, « China not involved in Kra canal work », *The Straits Times*, 16 juin 2015.

Quant à la Malaisie, elle ne serait pas pénalisée par ce détournement du trafic. D'une part, pour attirer des flux maritimes importants, il faudrait aménager le canal avec des infrastructures portuaires et pétrolières d'une qualité similaire à celles qui existent déjà à Singapour et en Malaisie. Il n'est pas si certain que les armateurs, même de nationalité chinoise comme Cosco, déjà bien implantés respectivement à Port Klang et à Singapour (Fau, 2014b), décident de délocaliser leur hub de transbordement dans l'isthme de Kra et les pétroliers continueront de transiter par le détroit de Malacca pour alimenter les raffineries singapouriennes gigantesques d'ExxonMobil et de Shell. D'autre part, la Malaisie perçoit favorablement la recherche d'une route alternative au détroit de Malacca car elle permettrait de soulager son trafic et de diminuer ainsi les risques d'accidents pouvant avoir de graves répercussions environnementales et économiques sur les zones côtières malaisiennes. Ainsi, à la différence du gouvernement de Singapour, une Cité-État dont la croissance économique est directement liée à l'affluence du trafic dans le détroit de Malacca, le gouvernement malaisien ne perçoit absolument pas négativement les routes alternatives proposées par la Chine. Il redoute, en revanche, la volonté du gouvernement chinois de s'immiscer dans la gestion et la sécurisation du détroit.

Financer la sécurisation du détroit : coopérer pour contrôler ?

L'autre solution pour la Chine de sortir de ce « dilemme de Malacca » est de se rapprocher des États riverains du détroit en leur proposant de coopérer à sa gestion. Elle est désormais envisageable avec la création en 2005 par l'Organisation maritime internationale d'un système de coopération (*cooperative mechanism*) entre les États riverains et les États utilisateurs dont le but est de partager les coûts d'entretien et de sécurisation du détroit de Malacca ; jusqu'en 2007, ces coûts étaient uniquement supportés par les États riverains (Malaisie, Indonésie et Singapour). Les pays riverains proposent des projets concrets qui nécessiteraient une participation des utilisateurs du détroit (Ho, 2007) : enlèvement d'épaves, remplacement de systèmes d'aide à la navigation endommagés, mise en place d'un système de détection et d'identification des petits navires, centre de mesures des marées, des courants et du vent ou encore mise en place des capacités de réaction afin de faire face à des

incidents impliquant des substances nocives et potentiellement dangereuses (SND). Lors des réunions du système de coopération de Kuala Lumpur (2005) et de Singapour (2006), le gouvernement chinois s'est ainsi engagé à participer au financement du projet indonésien de remplacement des aides à la navigation détruite par le tsunami de 2004, du projet singapourien de centre de mesures et des projets malaisiens concernant les substances nocives et potentiellement dangereuses (SND). Il a également ratifié des accords de coopération maritime avec l'Indonésie le 25 avril 2005, avec la Malaisie le 25 août 2006 et avec Singapour fin 2006.

Pour les pays riverains, l'intérêt de ce système est de garder le contrôle de la sécurisation du détroit tout en bénéficiant d'investissements extérieurs. Bien qu'étant une réelle avancée dans le partage des coûts pour la sécurisation du détroit, ce nouveau mécanisme pourrait bien devenir un « cheval de Troie » pour les puissances maritimes étrangères et, notamment, pour la Chine. Régulièrement, des chercheurs chinois participant à des colloques sur les espaces maritimes en Asie du Sud-Est ou sur le détroit de Malacca s'élèvent contre la trop grande susceptibilité des gouvernements malaisien et indonésien à protéger leur souveraineté nationale au détriment de la communauté internationale. Ils dénoncent leurs politiques contradictoires qui rejettent toute implication directe des puissances extérieures au détroit tout en acceptant leur financement, leurs équipements et leurs formations⁴⁴. Aux yeux de la Chine, mais aussi de l'Inde ou des États-Unis, le système de coopération n'est qu'une première étape, amenée à évoluer vers une internationalisation de la gestion du détroit. Conscient de ce risque, le gouvernement malaisien résiste en refusant systématiquement les propositions de patrouilles par des garde-côtes étrangers et en se tournant vers le Japon : ce dernier est non seulement le seul pays de la région à participer directement depuis le milieu des années 1960 au financement de la sécurisation du détroit, ce qui lui donne une réelle légitimité, mais il est aussi un contrepoids idéal pour contrer les ambitions de la Chine.

⁴⁴ Entretien avec Sumathy Permal, chercheur au MIMA, Kuala Lumpur.

La route maritime de la soie

Depuis les années 1990, la Chine a lancé une politique de bon voisinage avec les pays d'Asie du Sud-Est. Durant la période 2000-2010, elle a utilisé le commerce, les investissements et les aides au développement pour s'affirmer comme un leader régional responsable. La ratification de l'accord de libre-échange entre l'Asean et la Chine en janvier 2010 a encore renforcé les liens entre les deux partenaires. Depuis le printemps 2013, la Chine a relancé une politique « de bon voisinage » et impulsé une nouvelle « diplomatie avec les pays de sa frontière méridionale ». Cette politique vise à faire comprendre aux dirigeants d'Asie du Sud-Est le bénéfice mutuel qu'ils retireraient d'un rapprochement économique avec la Chine à travers la signature d'investissements, de constructions d'infrastructures et d'accords de libre-échange.

Une nouvelle forme de coopération maritime

Afin de prouver cette volonté de coopération avec l'Asie du Sud-Est, la Chine a lancé en 2013 lors d'une visite officielle en Indonésie, puis lors du 16^e sommet Asean-Chine à Brunei, la « route maritime de la soie du XXI^e siècle » (RMS). D'après la carte publiée par la Xinhua News Agency, cette route part de Quanzhou dans la province du Fujian, effectue des arrêts à Guangzhou (province du Guangdong), Beihai (Guangxi) et Haikou (Hainan), avant de traverser la mer de Chine méridionale, puis le détroit de Malacca⁴⁵. Par ailleurs, depuis Kuala Lumpur, la route se prolonge vers l'Inde et l'océan Indien.

Cette « route maritime de la soie » fait référence aux expéditions maritimes du XV^e siècle menées par l'amiral Zheng He en Asie du Sud-Est et dans l'océan Indien jusqu'au golfe Persique. L'avantage de ce terme est d'avoir une connotation pacifique puisque ces voyages d'exploration ne débouchèrent pas sur une entreprise d'expansion outre-mer mais sur le développement d'échanges commerciaux. Il est aussi de remplacer le terme plus menaçant « de collier de

⁴⁵ Shannon Tiezzi, « China's new Silk Road revealed », *The Diplomat*, 9 mai 2014 et carte publiée par *Xinhuanet*, (<http://www.xinhuanet.com/world/newsilkway/index.htm>).

perles » utilisé par les États-Unis et l'Inde pour désigner le réseau de relais portuaires mis en place par la Chine en mer de Chine méridionale et dans l'océan Indien afin de sécuriser ses voies de navigation, mais qui, d'après ses détracteurs, pourrait se transformer un jour en bases navales et lui permettre d'avoir une présence militaire des deux côtés du détroit de Malacca, et donc, la possibilité d'en bloquer l'accès. Cette RMS est présentée comme le pendant maritime de la route terrestre de la soie qui a été lancée en septembre 2013 par la Chine lors d'une visite officielle au Kazakhstan et dont le but est de relier la Chine à l'Europe *via* l'Asie centrale. Ces deux routes forment ensemble ce que le gouvernement chinois dénomme « une ceinture, une route » (*One Belt, One Road*). La route maritime est moins innovante que la route terrestre car, même si elle implique de lourds investissements dans les infrastructures portuaires, son tracé se calque sur celui des grandes routes maritimes mondiales déjà existantes, notamment la route Europe-Asie. Elle pourrait néanmoins faire évoluer les hiérarchies portuaires en valorisant et en centralisant les investissements chinois sur quelques ports.

L'objectif annoncé de la RMS est aussi de renforcer la coopération maritime entre la Chine et les pays de l'Asean. L'année 2015 est même officiellement l'année de la coopération maritime Chine-Asean. Lors de son lancement le 28 mars 2015, Yang Jiechi, le chef de la diplomatie chinoise a clairement insisté, outre sur les intentions pacifiques de son pays, sur l'ouverture de la Chine à toutes formes de coopération : « Concernant les modalités de la mise en place de la route maritime de la soie du XXI^e siècle, la Chine est prête à considérer toute forme de suggestions et de propositions des autres pays, y compris celles de l'Asean⁴⁶ ». Les propositions d'investissements et de projets de coopération impliquant la Chine devront cependant prendre en compte trois mots clés : « la confiance mutuelle », aucun projet ne devant léser un des partenaires, l'amélioration de « la connectivité » (construction de ports, d'industries de transformation de produits halieutiques ou encore de zones industrialo-portuaires) dans le respect des plans formulés par l'Asean et « la

⁴⁶ Yang Jiechi, « Jointly build the 21st century maritime Silk Road by deepening mutual trust and enhancing connectivity », 28 mars 2015, (http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1249761.shtml).

récolte précoce », c'est-à-dire des dividendes et des améliorations rapides pour les pays impliqués. Le Fonds de coopération maritime Chine-Asean créé en 2011 devrait permettre de financer des projets d'infrastructures portuaires, mais aussi des programmes de recherche sur l'environnement maritime et sur la pêche, et des projets de collaboration dans la sécurisation de la mer de Chine méridionale et du détroit de Malacca. Ce fonds devrait être soutenu par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) que Pékin a lancé en octobre 2013 et qui bénéficiait déjà en avril 2015 du soutien de 42 pays. De plus, en novembre 2014, lors du sommet Asean-Chine qui a eu lieu en Birmanie, le Premier ministre chinois Li Keqiang a annoncé un nouveau prêt de 20 milliards de \$ US à l'Asean pour la construction des infrastructures⁴⁷.

En Malaisie, deux types d'investissements et de coopérations semblent être privilégiés par la Chine dans le cadre de la mise en place de cette RMS : ceux des infrastructures portuaires et de la coopération scientifique.

Les ports malaisiens, des escales clés

Dans le domaine portuaire, le projet régulièrement mis en avant est celui du port de Kuantan⁴⁸. Situé à 250 km de Kuala Lumpur sur la côte est de la Malaisie s'ouvrant sur la mer de Chine méridionale, le port de Kuantan bénéficie d'importants investissements pour la modernisation de ses infrastructures depuis qu'il a été désigné comme la porte de sortie de la zone industrielle du Malaysia-China Kuantan Industrial Park (MCKIP) financée en partenariat avec la Chine, et comme port « jumeau » de celui de Qinzhou dans la province du Guangxi en Chine. L'ambition des autorités portuaires de Kuantan est également de fournir une liaison directe et nettement plus courte que celle depuis les ports de la côte ouest de la péninsule entre la Malaisie et la Chine. Par ailleurs, Kuantan ayant été retenu parmi les ports prioritaires à développer dans le cadre du plan de connectivité maritime de l'Asean, il pourrait également être une porte d'entrée

⁴⁷ Shannon Tiezzi, « China offers \$20 billion in loans to ASEAN », *The Diplomat*, 15 novembre 2014, (<http://thediplomat.com/2014/11/china-offers-20-billion-in-loans-to-asean/>).

⁴⁸ Elaine Tan, « Reviving the maritime Silk Road », *China Daily*, 9 décembre 2013 ; Simon Khoo, « Kuantan port expansion to improve ties with China », *The Star*, 15 février 2015.

de la Chine vers les pays d'Asie du Sud-Est. Cependant, même si le port de Kuantan est régulièrement mis en avant dans le projet de la RMS, force est de constater qu'il n'est même pas intégré dans la carte proposée par l'agence de presse chinoise. En fait, sa situation à l'écart des grandes routes maritimes mondiales ne plaide pas en sa faveur pour devenir un port clé de la RMS ; en 2014, son trafic était, par exemple, de 131 244 équivalents vingt pieds (l'EVP est l'unité de mesure du volume d'un conteneur) contre un peu plus de 10 millions d'EVP pour Port Klang. Il bénéficie, en revanche, de sa proximité avec l'île de Redang, un haut lieu du tourisme balnéaire pour les Chinois, pour devenir une escale de la première croisière lancée par la Chine qui parcourt la RMS⁴⁹.

Le projet de coopération le plus prometteur est cependant celui de Port Klang, 1^{er} port à conteneurs en Malaisie et 12^e mondial. Les investissements chinois y sont déjà présents puisque le groupe hongkongais Hutchison Port Holding, le premier mondial de la manutention portuaire, détient 31,5 % des actions de Westport, le principal terminal à conteneurs de Port Klang, depuis septembre 2000. Cette alliance a permis à Port Klang de se moderniser, d'être en liaison directe avec les 52 autres ports détenus par le groupe et ainsi de capter davantage de flux de transbordement transitant par le détroit de Malacca. Westport a également réussi à attirer et à fidéliser l'armateur global chinois CSCL (China Shipping Container Lines). Avec 600 000 EVP manutentionnés, CSCL est le deuxième client de Westport après le français CMA-CGM (Fau, 2014b). Si la présence de CSCL est ancienne à Port Klang, ce n'est qu'en 2005 que la compagnie a décidé de faire de ce port son principal hub de transbordement au détriment de Singapour. À la fin des années 1990, Port Klang n'attirait que les tankers et les vraquiers de CSCL, tandis que ses porte-conteneurs faisaient uniquement escale à Singapour, Hong Kong et Pusan. En avril 2000, CSCL intègre Westport dans son service Asie-Méditerranée. Elle est intéressée par des tarifs concurrentiels et par la capacité de Westport à accueillir ses navires de plus en plus gros : y font escale le CSCL Europe (8 500 EVP) en 2004, le Xin La (9 600 EVP) en 2006 et le CSCL Venus (14 100 EVP) en 2011. En décembre 2010, CSCL et Westport ont ratifié un accord de coopération à

⁴⁹ « China launches first maritime Silk Road cruise liner », *Xinhua*, 09 février 2015.

long terme pour les services portuaires et CSCL a fait part de ses intentions de détenir des actifs dans la manutention du terminal.

Dans le cadre de la RMS, la coopération entre la Chine et la Malaisie prend une nouvelle ampleur avec l'ouverture d'une plateforme logistique de distribution et de transformation de produits halal⁵⁰ (Port Klang International Trade and Halal Industry Development Centre) directement construite au sein de la zone franche du port (PKFZ) mais gérée et administrée par une entreprise chinoise, SM International Wholesale. Ce centre halal bénéficie d'infrastructures spécifiques, comme une zone de stockage frigorifique dédiée au halal, et peut accueillir tous types d'entreprises halal. L'objectif de ce partenariat est de faire transiter par Port Klang les produits halal chinois afin qu'ils bénéficient de la certification halal mondialement reconnue de la Malaisie. Cette certification, très contraignante, est indispensable aux entreprises chinoises pour pénétrer les marchés asiatique et arabe. Avec moins de 5 % du commerce mondial de produits halal, la Chine est, en effet, encore peu présente sur ce marché. Depuis le lancement en juin 2014 de ce hub, les séminaires et forums se multiplient dans les provinces chinoises afin d'inciter les entrepreneurs chinois à venir s'y installer⁵¹. En septembre 2014, Xu Ningning, le directeur du Conseil des affaires commerciales Chine-Asean a ainsi déclaré que Port Klang sera un port clé sur la RMS⁵² et incitait les entrepreneurs chinois à se saisir de cette nouvelle opportunité. Pour faciliter les flux et les transactions, des partenariats portuaires sont même envisagés comme, par exemple, entre Port Klang et les ports chinois de Zhanjiang (Guangdong) ou encore ceux en eaux profondes du Guangxi qui ont été désignés par Pékin comme la porte d'entrée des relations entre la Chine et l'Asean. L'affirmation de Port Klang comme hub de produits halal est, par ailleurs, soutenue par la création en 2006 de Global Halal Express (GHX), une filiale de la compagnie maritime nationale MISC spécialisée dans le transport de

⁵⁰ Entretien de Nathalie Fau avec Nazery Khalid, chercheur au MIMA.

⁵¹ Voir, par exemple, « China, Malaysia promote chinese halal industry going global », *China Daily*, 05 août 2014, (http://europe.chinadaily.com.cn/china/2014-08/05/content_18250243.htm).

⁵² Jia Ning Tan, « Malaysia's Port Klang to become Southeast Asia's largest transit hub for islamic products », *Xinhuanet*, 02 février 2013 et « Xu Ningning : Port Klang to become key stop of 21st century maritime Silk Road », *Xinhuanet*, 11 septembre 2014, (http://news.xinhuanet.com/english/world/2014-09/11/c_133633458.htm).

produits halal. GHX dessert l'Asie du Sud, du Sud-Est et du Nord-Est, ainsi que le Moyen-Orient (Khalid, 2009).

D'autres projets émergent, mais leur justification économique est cependant peu compréhensible : parmi eux, le projet de construire un port international à Malacca soutenu par des financements chinois dans le cadre de la RMS⁵³. Certes, au xv^e siècle, la cité de Malacca dominait les échanges entre d'un côté l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est et de l'autre l'Inde et le Moyen-Orient ; elle était une vassale de la Chine des Ming et une escale importante sur la route des expéditions maritimes de l'amiral Zheng He. Cette justification nostalgique ne devrait toutefois pas être assez suffisante pour faire émerger le port de Malacca, d'autant que les projets de ports en eaux profondes capables de rivaliser avec ceux du détroit de Malacca se multiplient en Asie du Sud-Est (Fau, 2014b). En fait, la seule réalisation concrète ne pourrait qu'être la mise en place d'un tourisme de croisière entre la Chine et Malacca valorisant ce passé commun et s'appuyant sur le classement de Malacca sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le 7 février 2014, Najib Razak a inauguré le début du chantier *Malacca Gateway*, un mégaprojet financé à hauteur de 10 milliards de \$ US par des investisseurs chinois. Ce projet, présenté dans un premier temps comme un nouveau port de transbordement, devrait en fait être une immense marina, la plus imposante d'Asie du Sud-Est, et un arrêt pour les navires de croisière. Il est associé à un projet urbanistique d'envergure remodelant entièrement le front de mer à la suite de remblaiements afin de créer un nouveau quartier intégrant un espace résidentiel de luxe à des centres commerciaux et de loisirs. Les seuls ports qui devraient attirer de nouveaux investissements chinois sont les zones franches portuaires qui attirent toujours plus des flux de réexportation, les entreprises chinoises recherchant des pays tiers à partir desquels elles pourraient réexporter leur production sur les marchés où elles ont déjà atteint leur quota. Il leur suffit d'y effectuer des opérations de transformation et de conditionnement afin que 40 % de la valeur de la marchandise soit

⁵³ R.S.N. Murali, « Global port in the work for Malacca », *The Star*, 21 février 2015, (<http://www.thestar.com.my/News/Nation/2015/02/21/Global-port-in-the-works-for-Malacca-Liow-Silk-route-status-will-open-up-fresh-opportunities-for-his/>).

produite en Malaisie, seuil indispensable pour obtenir un certificat d'origine et obtenir ainsi le label « Made in Malaysia ».

Les apports de la RMS sur la croissance et le développement portuaire malaisien devraient ainsi être négligeables car la Malaisie, à la différence d'autres pays d'Asie du Sud-Est comme la Birmanie ou le Cambodge, possède déjà des infrastructures de qualité : ses deux premiers ports, Port Klang et Tanjung Pelapas, font partie du classement des vingt premiers ports mondiaux pour les flux de conteneurs et attirent déjà les plus grands armements, y compris chinois. Dans ce contexte, la RMS apparaît surtout comme un signe de bonne volonté, un moyen de rassurer le gouvernement malaisien sur les ambitions chinoises tant en mer de Chine méridionale que dans le détroit de Malacca. La Chine, dépendante du détroit pour ses approvisionnements et ses exportations, n'a, par ailleurs, rien à gagner d'une escalade des tensions avec la Malaisie car menacée, elle pourrait alors se rapprocher encore davantage des États-Unis, déjà bien implantés à Singapour.

Dynamiques socioculturelles et nouvelles opportunités économiques

Si l'étude des rapports d'État à État, sur les plans diplomatique et stratégique, est importante pour évaluer la qualité et la profondeur d'une relation bilatérale, elle n'est en rien exclusive. D'autres éléments contribuent à apprécier la teneur des connexions politiques unissant deux pays. En ce qui concerne la Malaisie et la Chine, au-delà du resserrement significatif de leurs liens intergouvernementaux, plusieurs dimensions sociopolitiques contribuent à renforcer la relation bilatérale dans son ensemble, de même que réciproquement leur développement est facilité par sa configuration permettant de multiplier les coopérations.

Ces dimensions sont plurielles et se dessinent principalement – mais pas exclusivement – au niveau sociétal. Elles font surtout intervenir des acteurs divers, institutionnels ou non, qui interagissent à des échelles variées. La liste n'est pas exhaustive, mais on peut citer, entre autres, les entreprises, les associations, les groupes d'intérêts, les collectivités locales ou encore les établissements universitaires. De même, elles se nouent aussi au travers des liens interpersonnels et de la mobilité des individus. Compte tenu de l'importance, à plus d'un titre, de la communauté sino-malaisienne, ces dimensions sont fondées essentiellement sur des dynamiques socioculturelles. Néanmoins, il convient d'emblée d'apporter une clarification importante. La communauté sino-malaisienne n'est pas un levier d'entrisme politique pour la RPC en Malaisie. Elle trouve des avantages – réels ou escomptés – au rapprochement entre les deux pays, mais elle n'agit pas comme un relais volontaire et objectif des intérêts de Pékin dans la Fédération. Un dirigeant associatif sino-malaisien

résume d’ailleurs de manière assez éclairante le sentiment qui anime la plupart des membres de sa communauté :

« Les Chinois [Sino-Malaisiens] sont très contents de la bonne relation entre la Malaisie et la Chine [...] En fait, ils sont contents de voir que la Chine est devenue importante pour la Malaisie [...] Bien entendu, ils n’ont pas envie que la Malaisie devienne une province chinoise, la Chine n’est pas leur pays [...] mais ils sont rassurés. En cas de problèmes ou de tensions avec les musulmans, ils se disent que le gouvernement n’osera pas prendre des mesures antichinoises et qu’il sera obligé de les protéger car la Chine a tous les moyens de faire pression sur lui. Certains membres de l’élite chinoise pensent cela aussi, mais de manière plus pragmatique pour le business. » (Dirigeant associatif sino-malaisien, avril 2014).

Dans ce chapitre, nous avons choisi d’aborder les quatre principales dimensions de la relation sociopolitique nourries par des dynamiques socio-culturelles. Leur grande richesse mérite un examen approfondi. Elles impliquent notamment des mobilités croissantes, des échanges de natures diversifiées et surtout de nouvelles opportunités économiques, venant conforter les flux commerciaux, financiers ou productifs plus classiques, qui concourent à leur niveau à renforcer le caractère devenu « précieux » de la relation bilatérale entre les deux pays.

Nous reviendrons, tout d’abord, sur le facteur ethnique pour une requalification nécessaire de ses conséquences, notamment dans le domaine économique. Aujourd’hui, la situation a considérablement évolué et il apparaît davantage comme un raccourci explicatif facile à mobiliser qu’une variable d’analyse réellement pertinente. De plus, les Sino-Malaisiens se sentent, d’abord et avant tout, ce qu’ils sont sur le plan politique : des citoyens malaisiens. On montrera ainsi que les ressorts ethniques du business ont été largement surévalués et que les affaires avec la Chine ne sont pas toujours aussi lucratives que ne veulent bien le dire certains acteurs institutionnels. Puis, nous verrons que le facteur religieux (islam) est devenu en quelques années un levier pour des relations plus inattendues entre la Malaisie et la Chine, d’un point de vue politique comme économique (business halal). Enfin, nous aborderons successivement deux types de mobilités, en termes de flux de populations – les étudiants et les touristes – dont la hausse a accompagné de nouvelles pistes de coopération et de croissance, en plus de créer des liens interpersonnels nombreux.

La communauté sino-malaisienne, un catalyseur de la relation bilatérale ?

Beaucoup d'observateurs de l'essor économique de la Chine ont pensé qu'il y avait un lien direct entre la Chine et les « Chinois d'outre-mer », vaste population dont 80 % des ressortissants résident en Asie du Sud-Est. Réciproquement, un très grand nombre de travaux sur le développement asiatique dans les années 1990 ont mentionné le facteur chinois dans les raisons de la dynamique économique exceptionnelle de l'Asie : ce facteur favorisant est parfois étudié sous le nom d'*ethnic business*⁵⁴.

De fait, la population malaisienne a compté, au cours de son histoire jusqu'à 47 % de minorités chinoises⁵⁵ et elle en compte encore un quart aujourd'hui. Dans l'histoire économique du pays, l'immigration chinoise (estimée à 2,6 millions de personnes à la date de 1947) a joué un rôle clé aux côtés de l'accumulation du capital productif qu'elle a très directement accompagné, notamment dans le secteur minier. En particulier dans l'histoire des villes malaisiennes où elle était souvent la population majoritaire, cette communauté chinoise occupe en Malaisie une place de tout premier plan.

Mais derrière le concept d'*ethnic business*, se tient un lien théorique bien particulier : on suppose que les relations ethniques ont pu être un facteur important, voire déterminant, des relations d'investissements et des relations commerciales entre la Chine et la Malaisie d'aujourd'hui. On verra plus loin que certains milieux d'affaire malaisiens, comme les chambres de commerce, reprennent à leur compte cette vulgate de la culture partagée médiatrice et facilitatrice des relations d'affaires (langue, réseaux, traditions, etc.). Cependant, il faut faire l'effort de mettre à distance ce rapprochement trop facile pour comprendre la situation actuelle. Il est nécessaire, en particulier pour pouvoir expliquer la coupure politique claire et radicale entre les rapports de force interethniques, en fait largement sociopolitiques, internes à la Malaisie et les

⁵⁴ Cette section est très directement tirée de Lafaye de Micheaux (2014).

⁵⁵ Population de la Malaya britannique au recensement de 1947, comprenant donc Singapour (port chinois à 75 % en 1931) ; Tai (2013 : 48).

liens économiques étroits entre les deux pays, ces derniers étant orchestrés et orientés au plus haut niveau dans l'intérêt bien compris des gouvernements conservateurs chinois et malaisien⁵⁶.

Origines du capitalisme chinois en Malaisie

Sur un plan historique, le capitalisme chinois en Malaisie tire une partie de ses origines des enclaves proto-capitalistes issues de l'établissement de populations et de marchands chinois localisés en divers endroits de la péninsule malaise et de Bornéo avant même la colonisation européenne. Ces enclaves se sont ensuite développées entre les XVII^e et XIX^e siècles en lien avec l'accroissement du commerce régional et du commerce chinois sous l'effet du mercantilisme occidental. Elles ont été encloses par les Européens à l'intérieur des frontières des territoires qu'ils s'approprièrent. L'ouverture au capitalisme mondial que ces transformations ont opérée a fourni le cadre propice à leur développement ultérieur (Tai, 2013 : 70).

Dans sa phase industrielle, au début du XX^e siècle, le capitalisme chinois en Malaisie a ses propres logiques contextuelles locales et ses déterminations, en partie individuelles. Il comprend un circuit d'approvisionnement en main-d'œuvre (estimé à 4,7 millions entre 1900 et 1930), de financement, de distribution et de réinvestissement des profits, associant l'accumulation du capital dans les mines ou les plantations au développement de nouveaux secteurs industriels (métallurgie, industrie d'embouteillage et de mise en conserve, agroalimentaire, chaussures, cinéma) et des services (sociétés de commerce, compagnies de navigation, banques et sociétés financières). Ce circuit, dont les comptoirs du détroit (Straits Settlements) de Penang et Singapour occupent le centre, est en grande partie local, contribuant à créer et à structurer l'économie malaisienne dans sa première phase d'industrialisation.

Mais sauf à entrer dans une lecture coupée de la réalité historique, le capitalisme chinois de Malaisie, partie prenante de l'histoire économique et du développement du pays, ne peut être considéré comme l'effet d'une influence,

⁵⁶ Nous avons démontré ailleurs que politiquement c'est l'UMNO qui bénéficie le plus de cette « précieuse » relation ; Lafaye de Micheaux (2014).

encore moins comme celui d'une emprise de la Chine dans et sur l'économie locale. Ainsi, comme le note William Y. Tai :

« Le capitalisme chinois en Malaya n'est ni une transplantation de la Chine, ni un développement endogène de la péninsule malaise mais plutôt une incrustation et partie de l'économie coloniale, elle-même produit de l'expansion mondiale du capitalisme occidental. Il s'est développé en tandem avec les secteurs européens et indigènes, le plus souvent en symbiose et en contradiction avec ces derniers. En tant que partie d'une économie coloniale ouverte, le capitalisme chinois [malaisien] a été sensible aux fluctuations des marchés mondiaux et aux errements des relations internationales. » (Tai, 2013 : 9).

Les historiens et géographes qui étudient les populations chinoises d'Asie du Sud-Est de la période contemporaine et leurs liens avec la Chine remettent, par ailleurs, en cause les termes de « diaspora chinoise » ou même de « Chinois d'outre-mer » (Suryadinata, 1997 ; Gomez, 1999 ; Folk et Jomo, 2005). En effet, en Malaisie notamment, l'idée que les Sino-Malaisiens envisageraient de retourner dans leur pays et d'y rapatrier leurs avoirs, leurs entreprises établies en Malaisie a clairement déserté les esprits, et ce depuis au moins un demi-siècle. Au XIX^e, on distinguait d'ailleurs déjà deux types d'émigration chinoise, ceux qui s'établissaient dans les pays d'accueil et ceux qui étaient des marchands mobiles aux circulations réversibles (Chinese sojourners, Huaqiao). Seuls ces derniers avaient l'intention de retourner éventuellement en Chine au cours de leur existence.

Les « Chinois de Malaisie » ne sont au demeurant plus Chinois de Chine depuis très longtemps : en 1957, déjà 75 % d'entre eux étaient nés en Malaisie (Hirschman, 1972 : 48-49). Et les jeunes adultes d'aujourd'hui sont le plus souvent de la troisième ou de la quatrième génération : la RPC n'est donc plus un point de référence identitaire, et il n'y a plus de sentiment d'appartenance nationale depuis longtemps. Le professeur Danny Wong, historien de l'université de Malaya, spécialiste des Chinois de Malaisie et des relations Malaisie-Chine, souligne du reste que « les Chinois aujourd'hui en Malaisie ne sont plus capables de s'identifier à la Chine⁵⁷ ». Les jeunes générations, dont la

⁵⁷ Entretien d'Elsa Lafaye de Micheaux avec le professeur Danny Wong Tze Ken, Université de Malaya, Pentaling Jaya, 6 septembre 2013.

présence aux élections générales de 2013 a pesé très lourd car ils ont voté massivement pour l'opposition (et ont fait voter leurs parents contre le BN pour la première fois), ne connaissent plus forcément le nom du village ou même de la province chinoise d'où leur famille est originaire⁵⁸. Si les premières décennies de l'ouverture de la Chine au reste du monde (1980-1990) ont donné lieu à des retrouvailles familiales entre Malaisie et Chine et des voyages à forte tonalité affective, la décennie 2000 prolonge cette tendance mais elle est aussi et surtout marquée par la normalisation du tourisme vers la Chine, que l'on visite pour ses beautés géographiques ou ses villes et non plus tant pour y rechercher des racines culturelles et familiales. « C'est la terre des ancêtres et on y a de lointains cousins, mais de là à s'en sentir proche...⁵⁹ ». Pour la plupart des Chinois de Malaisie, il n'y a plus de liens familiaux réels et entretenus avec la Chine. Si, exceptionnellement, certaines familles sont parvenues sur plusieurs générations à maintenir les liens, y compris en entrant clandestinement en Chine par bateau dans les années 1980, la plupart n'en ont plus : la coupure de la révolution maoïste a été assez radicale sur ce plan. Ainsi, la Chine est vue désormais comme un gisement d'opportunités pour les affaires, un lieu où voyager et faire du tourisme, mais certainement pas une mère patrie ou encore moins une référence politique. « Les JO de Pékin nous ont fait plaisir parce qu'ils mettaient à l'honneur la culture chinoise que nous partageons, mais pas parce que c'était la Chine : d'ailleurs, pour les Chinois, quand nous voyageons là-bas, nous sommes des étrangers et, comme tels, pas forcément traités sur un pied d'égalité ! C'est aussi le cas de nos étudiants qui n'y sont pas considérés comme des Chinois mais comme des étudiants étrangers » selon Danny Wong⁶⁰.

⁵⁸ Cette origine est cruciale dans la culture chinoise où on va se faire enterrer dans le village d'origine, même des centaines d'années après la migration (à l'intérieur de la Chine).

⁵⁹ Entretien d'Elsa Lafaye de Micheaux avec le professeur Danny Wong Tze Ken, Université de Malaya, Pentaling Jaya, 6 septembre 2013.

⁶⁰ Entretien d'Elsa Lafaye de Micheaux avec le professeur Danny Wong Tze Ken, Université de Malaya, Pentaling Jaya, 6 septembre 2013.

Les limites de l'*ethnic business* comme facteur explicatif

Les travaux sérieux sur l'*ethnic business*, autrement dit sur la composante ethnique des investissements de l'Asie du Sud-Est en Chine, confirment la surévaluation de cette dimension dans les investissements financiers, quelle que soit la période étudiée. L'analyse des flux d'argent depuis un siècle montre qu'ils ont longtemps contribué à améliorer le sort des familles restées sur place tandis que les investissements qui les accompagnaient parfois (de l'ordre de 5 % des flux d'aide personnelle) avaient pour but de financer des journaux et des activités culturelles, très rarement des projets économiques et industriels (Gungwu Wang, 1997). Avant la seconde guerre mondiale, on estime à 3,5 milliards de dollars les investissements des Chinois d'outre-mer en Chine, dont 60 % vers le Guangdong, le reste se répartissant pour moitié dans le Fujian et dans la région de Shanghai. D'autre part, les années 1950 (indépendances) sont caractérisées par l'investissement des Chinois d'Asie du Sud-Est dans leurs pays d'accueil, où ils ont participé à la construction nationale des nouveaux États auxquels ils témoignent leur loyauté. La décennie 1966-1976 du Grand Bond en avant a opéré la coupure temporelle et symbolique certainement la plus forte et la plus définitive entre la Chine et les Chinois d'Asie du Sud-Est dont les familles restées sur place sont menacées. Les années suivantes, jusqu'en 1989 au moins, étaient marquées par la réticence et la plus grande prudence à investir en Chine, malgré l'ouverture de Deng Xiaoping : même si l'ouverture de la Chine est saluée et les transferts de revenus encouragés, très peu d'investissements productifs sont engagés. Les envois d'argent ont pour but d'améliorer les revenus des familles, d'acheter du terrain et des maisons dans les villages d'origine, d'aider dans une perspective philanthropique les régions frappées par les catastrophes naturelles ou, politiquement, de soutenir la Chine dans les moments de salut national (guerres impérialistes occidentales et japonaises). Mais jusqu'à la fin des années 1980, le profit n'a jamais été la cause première des projets d'investissement et des envois d'argent, ce qui était parfaitement rationnel : la Chine étant continuellement sous la menace d'ennemis intérieurs ou extérieurs, voire en grand péril d'effondrement ou de chaos, elle n'offrait, sur une longue période, que trop peu de garanties pour des investissements mus par le profit.

Ensuite, il est vrai que le gouvernement chinois, après 1978, a cherché à tirer parti de cette proximité culturelle pour favoriser les entrées d'investissements dans le pays. En effet, la réussite économique plus marquée des entrepreneurs d'origine chinoise au sein des économies sud-est asiatiques incitait la Chine à jouer à son tour sur la dimension ethnique. Mais bien qu'elles aient accredité la thèse de la domination économique chinoise de l'Asie du Sud-Est (que certains groupes ont payé par des pogromes, comme en Indonésie), ces réussites sont tout sauf généralisées : les conditions socio-économiques des Chinois d'Asie du Sud-Est sont très hétérogènes selon les pays, leurs soubassements économiques sont divers et d'inégale pérennité. En réalité, comme toutes populations d'entrepreneurs, elles dépendent de leurs liens avec le gouvernement et en subissent les aléas : si certains gouvernements de l'Asean ont encouragé leur développement (Philippines, Thaïlande), la Malaisie les a clairement freinées depuis la Nouvelle Politique économique de 1971 (Lee et Tan, 2000).

Les anticipations que l'on peut faire sur ces liens portent sur trois points au moins en suivant l'analyse que l'historien Gungwu Wang en faisait en 1997 : les entrepreneurs sino-malaisiens vont poursuivre leur dynamique d'investissement en Chine si les profits restent supérieurs à ceux que l'on peut obtenir dans d'autres régions, sans pour autant que cela s'inscrive dans un quelconque projet nationaliste pro-chinois. Les entreprises sino-malaisiennes – le plus souvent des PME – qui investissent en Chine en retirent des bénéfices qui profitent à la Malaisie d'origine d'autant plus facilement que la question de la convertibilité du yuan s'améliore, comme c'est le cas actuellement. À noter que cette situation d'investissements sino-malaisiens massifs et mue par les seuls motifs financiers est historiquement sans précédent. Mais dès lors que les investissements en Chine perdront leurs avantages en termes de profitabilité, la participation des Chinois de Malaisie à leur financement diminuera rapidement.

On peut s'attendre aussi à ce que si la situation intérieure de la Chine se transformait, si la croissance se ralentissait fortement et le climat politique se chargeait d'incertitudes et d'instabilité, les capitaux malaisiens seraient retirés sans délai pour se réinvestir en Malaisie ou dans d'autres pays. Dans cette hypothèse, on peut imaginer que les liens familiaux des Malaisiens vis-à-vis de la Chine n'engendreraient pas leur remplacement par des flux monétaires

affectifs et familiaux (transferts de revenus) car ces liens ont été distendus par le temps : le retour aux pratiques solidaires du passé serait possible mais elles seraient réduites.

Enfin, s'il est devenu évident dès le début des années 1990 que les minorités chinoises d'Asie du Sud-Est n'ont pas le monopole de l'investissement en Chine, à l'inverse, la Chine n'a pas l'exclusivité de leur intérêt : au fur et à mesure de son développement, elle perdra progressivement de son attractivité, et ce autant (sinon plus vite) aux yeux des capitalistes d'origine chinoise nés et établis dans les pays de l'Asean que vis-à-vis du reste du monde (Gungwu Wang, 1997 : 27-28).

Contrairement au discours convenu de l'Association des chambres de commerce et d'industrie chinoises de Malaisie (ACCCIM) ou de l'administration chargée de la promotion des investissements étrangers en Malaisie (Malaysian Investment Development Authority ou MIDA), qui mettent en avant les liens culturels et le réseau – ou « *guangxi* » – pour la conduite des affaires entre la Chine et la Malaisie⁶¹, ces soi-disant liens privilégiés entre les Chinois de Malaisie et les Chinois de Chine apparaissent parfois assez factices. En aparté, un conseiller en relations d'affaires et placements d'une trentaine d'années (B. T., représentant d'une holding sino-malaisienne) nous dit que les affaires avec la Chine sont extrêmement difficiles et hasardeuses, que les Malaisiens peuvent perdre beaucoup dans des négociations qui achoppent à mi-parcours, après avoir engagé des sommes importantes, sur des autorisations officielles nécessaires à plusieurs niveaux : il se peut qu'elles ne soient pas accordées malgré tous les liens culturels (langue, culture chinoise, etc.) mis en avant par la Chambre de commerce et d'industrie sino-malaisienne. « Les Chinois, anciens communistes, sont des gens sans religion, à la différence de nous en Malaisie : comment peuvent-ils avoir une moralité ? À côté du faux lait pour bébé, du faux riz, il y a les comptes d'entreprises truqués, les fausses usines : quand je conseille des investisseurs, je leur dis toujours d'aller voir sur place si l'usine existe vraiment ». Ceci semble d'ailleurs assez bien rejoindre les

⁶¹ Entretiens d'Elsa Lafaye de Micheaux à Kuala Lumpur avec Keo Kok, représentant de l'ACCCIM, le 4 septembre 2013 et avec M. Vassu du Département des investissements industriels, MIDA, le 5 septembre 2013.

interrogations soulevées dans les journaux par les entreprises chinoises introduites en bourse à KLSE. Ce discours désabusé d'un intermédiaire financier souligne le fait que, bien loin d'un *ethnic business* enchanté, les relations d'affaires des Chinois de Malaisie avec la Chine restent très dures, et sont loin d'être toujours couronnées de succès : « Finalement bien peu de Malaisiens font beaucoup d'argent en Chine parce qu'en général ils sont lâchés par les Chinois au bout de 2-3 ans. Cela peut venir du côté de l'attribution des licences, des permis de travail, parce qu'ils exigent plus d'argent, etc. ». Notre interlocuteur relativise fortement la rhétorique autour de la proximité culturelle et linguistique : il faut s'entourer des bons partenaires et être très prudents car la réussite en Chine exige de trouver les bons réseaux au niveau des autorités locales, des banques locales, du gouvernement, ce qui n'est jamais garanti.

Un célèbre dirigeant d'entreprise sino-malaisien de Penang, influent auprès des milieux politiques, témoigne également, à partir de son expérience personnelle, de la relative difficulté pour les Malaisiens de faire des affaires en Chine, y compris pour ceux d'origine chinoise :

« Quand j'ai commencé à travailler avec des Chinois de la République populaire, je pensais qu'être de culture chinoise allait faciliter les choses. Je m'imaginai que c'était comme parler avec des gens éloignés de sa famille [...] Mais j'ai réalisé rapidement que je m'étais en partie trompé. J'ai compris cela à Canton. Je suis allé plusieurs fois à la foire de Canton pour mes affaires et j'ai compris que les choses étaient plus compliquées. Je ne dis pas le contraire, c'est plus facile de négocier quand on partage la même culture [...] Les Chinois préfèrent faire du business avec d'autres Chinois, c'est comme ça. Mais si le business est plus intéressant avec des non-Chinois, alors cela ne vous apporte rien de partager la même culture. La Malaisie est un petit pays, donc si vous avez des produits à acheter à la foire de Canton, la plupart du temps les volumes dont vous avez besoin sont moins importants que ceux des acheteurs de grands pays [...] Par exemple, vous essayez de négocier un bon prix pour acheter mille produits, mais si un Américain arrive et dit : "Moi, j'en achète dix mille.", et bien c'est lui qui aura le meilleur prix et toutes les attentions du vendeur chinois. Et n'oubliez pas que le vendeur chinois, parce que vous parlez la même langue que lui, vous accordera le même prix [...] Je me suis rendu compte que c'était difficile pour les Chinois de Malaisie de faire du business en Chine. Je connais plusieurs exemples de gens qui ont perdu beaucoup d'argent en essayant de faire du business en Chine. Sur ce plan,

nous sommes des étrangers comme les autres, Chinois ou pas. » (Homme d'affaires sino-malaisien, Penang, avril 2014).

En Malaisie, les leviers relationnels les plus efficaces pour établir des affaires avec la Chine sont à chercher du côté de l'ACCCIM et du Conseil d'affaires Malaisie-Chine (MCBC) : la première est considérée comme proche des réseaux du parti chinois historique de Malaisie, l'Association des Chinois de Malaisie (MCA), puissant relais, autant que lobby, pour favoriser les liens politiques et économiques entre la Malaisie et la Chine⁶². Le président de l'ACCCIM, Lim Kok Cheong, est connu pour sa proximité avec la sphère politique et réputé favorable aux milieux d'affaires chinois. Il était précédemment le numéro deux de l'association et s'occupait prioritairement de ses relations extérieures et de ses réseaux. Inquiète des effets éventuels sur la relation bilatérale sino-malaisienne de la signature par la Malaisie du Trans-Pacific Partnership Agreement (proposé par les États-Unis et signé à l'automne 2015), l'association s'en est émue publiquement et s'est prononcée pour une participation de la Chine à l'accord, appelant le gouvernement à peser pour faire en sorte que le pays y soit associé. L'ACCCIM bénéficie du reste de liens très suivis et étroits avec l'ambassade de Chine en Malaisie⁶³, surtout à l'initiative de cette dernière. On peut mentionner un autre réseau informel qui s'apparente à un lobby liant le monde des affaires malaisien à la Chine : la puissante Fédération des associations chinoises de Malaisie (Huazong).

Il ne s'agit donc pas ici de chercher à démontrer que les origines chinoises des Sino-Malaisiens n'ont joué aucun rôle dans le rapprochement en cours et dans la qualité de la relation bilatérale Malaisie-Chine, ce dont attestent les travaux des historiens et sociologues malaisiens contemporains (dont Lee et Tan, 2000 ; Lee Hock Guan et Suryadinata, 2012) et dont témoigne l'activité

⁶² La question des liens entre pouvoir et économie a été longuement étudiée au moment de l'accélération de la croissance économique malaisienne dans le contexte des privatisations entre 1986 et la crise de 1997. Sur ce sujet, voir Jomo et Gomez, 1999. Pour une présentation synthétique en français, voir Lafaye de Micheaux (2012, chapitre 5).

⁶³ Source : Teoh Kok Lin, président adjoint des recherches économiques et fiscales de l'ACCCIM ; à ce titre, il entretient aussi des liens très étroits avec le gouvernement. Par ailleurs, il est directeur de la société de conseil en placements financiers Singular Asset Management. L'entretien a été réalisé au siège de l'entreprise à Kuala Lumpur, le 4 septembre 2013.

ournée vers la Chine de l'importante chambre de commerce des Chinois de Malaisie, ACCCIM. Mais il s'agit pour nous bien plutôt de lever les stéréotypes et de s'apprêter à considérer d'autres (très riches et nombreux) facteurs explicatifs.

Nous poursuivons ce travail de déconstruction des liens faciles avec la mise en évidence, à l'inverse, d'une dimension socioculturelle largement ignorée des relations Malaisie-Chine, mais pourtant bien active dans le rapprochement actuel entre la Chine et la Malaisie : la dimension religieuse (islam). Cette dimension, comme nous allons le souligner dans la section suivante, est très fortement relayée par les pouvoirs politiques de part et d'autre.

L'islam, enjeux politiques et économiques

Pour des raisons qui puisent essentiellement leur explication dans la défense des intérêts de la population malaise face aux autres composantes nationales, et notamment des Chinois de Malaisie, les questions religieuses sont intimement liées en Malaisie aux dimensions ethnique, politique et économique de la société. Ainsi, l'appartenance exclusive des croyants malais à l'islam est une donnée qui a largement contribué à forger, y compris constitutionnellement, l'unité d'un groupe traversé pourtant par de nombreuses différences ethno-régionales. À cet égard, dans l'inconscient collectif populaire, ce qui relève de la religion coranique a progressivement été assimilé de manière presque systématique aux Malais. Les non-musulmans utilisent d'ailleurs couramment le vocable « the Muslims » pour désigner les Malais, ou inversement.

Ainsi, compte tenu de la place consécutive de l'islam dans le champ public en Malaisie, renforcée par une politique d'institutionnalisation à grande échelle à partir de 1981, et de la sensibilité de ce qui relève des questions ethno-religieuses dans le pays, le facteur religieux peut *a priori* être considéré comme un obstacle aux relations privilégiées entre les dirigeants malais et les autorités communistes chinoises. Ceci est d'autant plus légitime à mentionner que la politique extérieure malaisienne est en partie marquée depuis l'indépendance par une forme d'extraversion renouvelée à l'endroit de la *ummah* et que la

situation complexe des musulmans en Chine éprouve à plus d'un titre la solidarité panislamique – certes à géométrie variable dans certaines configurations – revendiquée par la Malaisie. Pourtant, dans les faits, les points de controverse potentiels liés à l'islam ne sont pas un frein au développement des liens entre les deux pays, faisant l'objet d'un *modus vivendi* informel entre les partenaires. Et sur le plan économique, l'islam est devenu un levier de nouvelles potentialités économiques bilatérales (business halal).

Des liens anciens

La présence de Sino-musulmans dans la péninsule malaise est très ancienne, fournissant une autre illustration à l'échelle du temps long des échanges culturels et humains dans l'espace de la « Méditerranée asiatique », au sens de Fernand Braudel, que représente la mer de Chine méridionale. L'expansion de l'islam hors du Moyen-Orient est principalement le fait de marchands arabes qui l'ont exporté dans le sillage de leurs conquêtes commerciales. Dès le VIII^e siècle, ces derniers ont procédé dans la province du Guangdong, au sud de la Chine, aux premières conversions de navigateurs locaux qui fréquentaient déjà les ports du Sud-Est asiatique. Bien qu'étant des preuves plus tardives, la tombe d'une croyante décédée en 1042 a ainsi été identifiée au sultanat du Brunei, de même qu'y ont été retrouvées sur une autre sépulture datée de 1264 des inscriptions en caractères chinois prouvant la foi islamique du défunt (Lombard, 1990 : 34). Pourtant, la propagation massive de la religion musulmane en Asie du Sud-Est à partir du XIV^e siècle est essentiellement le fait de négociants indiens et, de manière plus marginale, arabes, qui l'ont introduite à la faveur de l'essor de leurs échanges avec la zone (Hooker, 1983).

Les preuves tangibles pointant l'ancienneté du lien entre la Chine et l'islam malaisien ont longtemps été oubliées, puis volontairement éludées, et ne subsistaient que sous la forme de récits mystifiés. Pourtant, les musulmans sino-malaisiens revendiquent désormais cet héritage pour mieux affirmer la légitimité de leur existence dans un État où les évolutions sociopolitiques ont conduit à lier intimement la foi islamique à l'appartenance à la population malaise majoritaire. Loin d'être une anomalie sociale, ils forment un groupe, à la croisée des chemins culturels et religieux du pays, qui revendique sa singularité et s'organise

malgré les difficultés de sa condition symbole des ambivalences communautaires nationales.

Contrairement à une idée reçue, les musulmans sino-malaisiens ne sont pas tous des convertis car il demeure des descendants de l'immigration Hui, ancienne ou plus récente, implantée dans la Fédération. Bien qu'antérieurs, les premiers contacts d'influence entre les croyants de Chine et l'Asie du Sud-Est sont datés du XV^e siècle à la suite des sept expéditions dans le monde malais de l'amiral musulman Zheng He (Cheng Ho). Il est avéré que certains de ses compagnons, dont des Hui, se sont alors établis dans les ports de la péninsule malaise. Durant la période coloniale, des migrants Hui ont continué à s'installer dans la Malaya britannique ; en 1901, ils étaient estimés à près de dix-huit mille dans les comptoirs du détroit et les quatre États malais fédérés (Ma, 2002). Même s'ils étaient minoritaires parmi l'ensemble des Chinois, ils formaient la principale composante chinoise islamisée de la zone. Néanmoins, l'abandon progressif de la pratique du mandarin et d'autres idiomes (cantonnais, hokkien), de l'usage de patronymes sinisants, d'habitudes culturelles diverses ou encore de la transmission de l'histoire des ancêtres sont autant de signes témoignant de l'assimilation d'une partie de leurs descendants à des Malais. D'autres ont renoncé à la pratique de l'islam pour mieux s'intégrer à la communauté sino-malaisienne.

À l'inverse de la situation prévalant au début du XX^e siècle, les Hui occupent aujourd'hui une part résiduelle parmi la population des musulmans chinois de Malaisie. L'immigration Hui, bien que conservant d'anciennes racines d'implantation en Malaisie, a été presque totalement assimilée à d'autres populations au fil des générations. Ainsi, une majorité de ses descendants est devenue *de facto* malaise à la faveur de mariages mixtes. En effet, en dépit de relations harmonieuses avec leurs coreligionnaires, certaines difficultés d'intégration ont poussé beaucoup de ces migrants à s'unir avec des Malais. D'autres ont fait la démarche inverse en épousant des Chinois non musulmans, surtout là où ces derniers étaient en nombre, privilégiant leur culture d'origine à leur religion⁶⁴. Seule une infime partie d'entre eux est restée diversement attachée à ses attributs et continue à vivre en conscience son appartenance à un

⁶⁴ Le cas du clan Kuok de Penang est, par exemple, représentatif de cette configuration ; Ma (2002).

groupe qui tend toujours à se restreindre. Plus tardivement, quelques Hui de Chine, souvent fortunés, se sont installés dans la Fédération pour fuir le régime communiste, créant alors un réseau comparable à celui des Russes blancs établis en Europe occidentale après l'arrivée au pouvoir des partisans bolcheviques en 1917. Néanmoins, la plupart de leurs héritiers ont depuis également été assimilés à l'une des grandes composantes nationales.

L'autre partie de la communauté chinoise musulmane de Malaisie est composée de convertis. Parmi eux, se trouvent tout d'abord les convertis volontaires. Au début des années 1960, le Premier ministre malaisien Tunku Abdul Rahman a impulsé un mouvement pour favoriser la pratique de l'islam par les Chinois. Ainsi, des émissions radiodiffusées en mandarin, des tournées de missionnaires, des livres ou encore une revue bimestrielle rédigée en caractères chinois et en anglais – *Nur Islam* (La Lumière de l'islam) – ont, par exemple, été mis en place pour faciliter le choix de la foi islamique par les Sino-Malaisiens. C'est à cette époque que leurs conversions sont passées de quelques cas isolés à un nombre plus élevé et ont été largement médiatisées. Cependant, il convient de noter que des incitations financières ou matérielles conséquentes étaient données aux nouveaux croyants et beaucoup d'entre eux ont été tentés de saisir cette opportunité pour accroître leurs biens, jetant un discrédit qui persiste encore sur la démarche sincère des autres. Aujourd'hui, les convertis volontaires sont des personnes ayant un soudain appel de la foi (*hidayah*) ou plus généralement des Chinois plongés dans un contexte social à dominante malaise qui, pour de multiples raisons, choisissent d'embrasser la religion musulmane.

Enfin, par opposition aux convertis volontaires, il en existe aussi des résignés. Ces derniers, qui forment dorénavant la plus importante part des Chinois pratiquant l'islam dans le pays, sont principalement des individus décidés à épouser des musulmans, en très grande majorité donc des Malais⁶⁵.

⁶⁵ Conformément aux dispositions appliquées dans la plupart des pays où la législation du mariage est fondée sur les règles coraniques, un homme non musulman désireux d'épouser une fidèle est obligé de se convertir à l'islam. Même si la réciproque est souvent encouragée, elle n'obéit pas en théorie à une prescription impérative. Pour favoriser la hausse du nombre de croyants et garantir l'octroi automatique de la religion musulmane aux enfants issus des mariages mixtes, le droit islamique malaisien a cependant étendu aux femmes la norme contraignant à la conversion lors des unions célébrées selon les recommandations de la *syariah*.

Pour eux, la démarche est souvent rendue difficile car la procédure malaisienne de conversion est contraignante sur le plan administratif et n'insiste que peu sur la dimension spirituelle qu'elle recouvre. Par exemple, les actes écrits qu'elle entraîne sont souvent longs à obtenir et, jusqu'en 1994, aucune facilité n'était accordée pour conserver une consonance sinisante dans l'attribution du nouveau patronyme islamisé. Face à cette situation, la communauté chinoise musulmane est depuis longtemps assez active pour aider ses membres novices à vivre au mieux leur nouvelle religion et leur faire comprendre qu'elle est compatible avec leur identité ethnoculturelle. De nombreux efforts sont donc effectués pour informer, éduquer et soutenir dans leur démarche ces croyants de la raison. Et cette solidarité manifestée par les plus anciens auprès de leurs coreligionnaires récents est une des explications avancées à l'endroit de leur forte conscience d'appartenance communautaire.

Les musulmans sino-malaisiens ont une position très ambivalente puisqu'ils sont à la fois en minorité sur le plan ethnique parmi leurs coreligionnaires et au regard de leur foi dans leur communauté. Leur propre projection identitaire fait donc souvent l'objet d'un tiraillement permanent entre le souhait de perpétuer les éléments de leur culture chinoise et la volonté de ne pas être considérés comme des fidèles illégitimes. Dans ce contexte, leur situation n'est pas sans poser de multiples problèmes qui soulignent les limites des critères d'identification communautaire acceptés par le plus grand nombre pour l'efficacité des mobilisations politiques et sociales qu'elles engendrent. À cet égard, la controverse récurrente sur la mesure de leur nombre exact en est une illustration. Selon les autorités, un peu plus de 1 % de la communauté sino-malaisienne est de confession musulmane. L'Association des musulmans sino-malaisiens (Malaysia Chinese Muslim Association ou MACMA) utilise cette statistique officielle, mais elle en conteste la pertinence, estimant qu'elle est minimaliste du fait de la nature des critères d'évaluation utilisés. En effet, les descendants d'unions mixtes avec un parent malais (homme ou femme) sont, par exemple, systématiquement considérés au regard de la loi comme des Malais. Cette situation tend donc à assimiler artificiellement à la communauté malaise les enfants des convertis, alors que beaucoup d'entre eux sont en réalité élevés dans un environnement culturellement chinois. Toutefois, même en prenant en

considération les estimations statistiques les plus larges (environ 3 % des Sino-Malaisiens)⁶⁶, le poids démographique du groupe demeure très faible.

La coopération religieuse avec la Chine

Durant les années 2000, sous l'impulsion des musulmans sino-malaisiens, la Malaisie a eu quelques velléités d'utiliser son statut d'État islamisé pour offrir à la Chine la possibilité de « sous-traiter » de manière très encadrée une partie des problèmes liés à la pratique de l'islam de ses citoyens. Les autorités malaisiennes voyaient dans cette posture une opportunité de montrer des gages de leur bonne volonté envers leurs homologues chinoises tout en montrant à leur électorat malais, à des fins politiques diverses, qu'elles se préoccupaient de la situation des musulmans de la RPC. Malgré des réserves, les dirigeants chinois ont alors témoigné quelques signes d'ouverture à l'endroit de cette proposition de coopération un peu inattendue. Ils préféraient, en effet, des initiatives négociées à des tentatives potentielles d'ingérence dans un contexte international marqué par la montée de l'islamisme radical, et ceci d'autant plus que la gestion de l'islam local, hétérogène, relève en partie d'enjeux sécuritaires.

Les musulmans de Chine sont de manière schématique à distinguer en deux catégories, dont la situation est assez différente. La première est constituée de populations originaires d'Asie centrale, en particulier les Ouïghours turcophones, notamment présents dans le Xinjiang. Ces derniers, en conflit avec le pouvoir central chinois, sont sujets à une politique de soumission forcée et de marginalisation. Régulièrement en proie à des troubles, les zones peuplées en nombre par les Ouïghours sont également le théâtre d'un contrôle policier renforcé et de phénomènes de répression très durs. La seconde catégorie est formée par les Hui, un groupe d'environ 11 millions de personnes qui bénéfi-

⁶⁶ Le nombre des musulmans chinois malaisiens était évalué de manière raisonnable par les dirigeants de la MACMA, mais également par d'autres organisations locales, à environ 200 000 personnes en 2004, soit plus de trois fois le chiffre indiqué par le recensement national de 2000. Cette estimation était avancée à partir des résultats d'un décompte officieux effectué par les autorités islamiques fédérales. Ce dernier, qui utilisait des critères de répartition différents de ceux de la statistique publique, n'a ensuite plus été conduit, privant l'association de nouvelles projections relativement fiables.

cient depuis 1953 du statut officiel de minorité. Près de 15 % d'entre eux vivent dans la province autonome Hui du Ningxia, spécialement créée à leur attention par le gouvernement central. Ils sont la seule composante musulmane du pays à être considérée comme ethniquement chinoise et se trouvent globalement mieux intégrés que leurs autres coreligionnaires. Lointains héritiers de marchands, émissaires ou encore savants arabes, ottomans et persans établis en Chine dès le VII^e siècle le long de la Route de la soie, fondus lentement dans la population souche locale à partir du X^e siècle à la faveur du métissage, les Hui se distinguent surtout des Han par leur appartenance à l'islam. Ainsi, à la différence des autres musulmans de la République populaire, ils parlent des langues autochtones chinoises et maintiennent un mode de vie proche de la majorité de leurs compatriotes. Seules quelques spécificités culturelles, liées à leur pratique religieuse, les discriminent de la majorité de la population car même leurs patronymes ont été sinisés⁶⁷.

La coopération en matière religieuse entre la Malaisie et la Chine, très encadrée, n'a concerné officiellement que les Hui, le gouvernement chinois restant vigilant à ce que les Ouïghours ne puissent bénéficier d'aucun soutien extérieur. Elle s'est traduite par quelques initiatives bilatérales. Entre 2004 et 2006, la Fédération a ainsi contribué à la formation de trente imams venus de Chine en les accueillant à l'université internationale islamique de Malaisie. De même, les deux gouvernements se sont entendus sur un accord autorisant le Fonds des pèlerins (Tabung Haji) – caisse d'épargne, fonds d'investissement parapublic et principal prestataire malaisien pour l'organisation du *haj* – à prendre en charge des citoyens chinois pour leur pèlerinage à La Mecque. Comme les croyants de la Fédération, les Chinois versent leurs cotisations sur un compte d'épargne, qui bénéficie d'un bonus d'investissement, jusqu'au cumul de la somme nécessaire couvrant le coût du séjour en Terre Sainte. Le fonds s'occupe ensuite de leurs visas et de leur enregistrement auprès des autorités saoudiennes. La Malaysian Airlines a également obtenu les droits d'atterrissage pour assurer des vols spéciaux *via* Pékin, Shanghai et Canton afin d'acheminer les fidèles chinois en Arabie Saoudite.

⁶⁷ Pour en savoir plus sur les musulmans en Chine, voir notamment Allès (2000).

Au niveau des individus, c'est essentiellement au travers de la MACMA que la coopération avec les musulmans chinois s'est développée. Seule association islamique communautaire non malaise percevant des financements publics constants, elle est reconnue *de facto* par les autorités religieuses étatiques comme un partenaire institutionnel régulier. Sur le plan légal, c'est une entité autonome intégrée à la PERKIM (Pertubuhan Kebajikan Islam Malaysia ou Muslim Welfare Organization Malaysia), le plus ancien relais parapublic de la politique gouvernementale en faveur de l'islam. Cette affiliation lui permet de bénéficier de son réseau d'action et de son soutien, tout en conservant une relative indépendance dans la poursuite de ses activités. La PERKIM est enregistrée légalement sous statut privé, mais la nature de ses missions, assimilées à des activités relevant de l'intérêt général, et son étroite collaboration avec l'État, lui assurent des subventions élevées. Fondée en 1960 sur décision du Premier ministre Tunku Abdul Rahman, et financée en partie à l'origine par des subsides saoudiens, elle fut notamment développée par Ibrahim Ma, célèbre diplomate chinois musulman émigré dans la Malaya britannique. Même si sa vocation socio-éducative apparaissait comme une priorité de son projet de création, la PERKIM était aussi destinée à servir d'instrument missionnaire public pour favoriser la conversion à l'islam des populations non musulmanes, et notamment des Chinois. Elle est d'ailleurs un des rares organismes islamiques domestiques à proposer une version accessible en mandarin de son site Internet⁶⁸. Les évolutions politiques ultérieures amenant à la structuration communautaire de la société ont relégué au second plan son objectif missionnaire. Il en reste toutefois sous d'autres formes une survivance dans ses activités contemporaines (institution de référence pour les convertis à l'islam).

S'agissant de ses rapports avec la Chine, la MACMA n'a pas de liens institutionnalisés avec l'Association islamique de Chine (IAC) malgré l'intermédiation systématique de cette dernière dans les échanges formels des musulmans chinois avec l'étranger. L'association a parfaitement connaissance de la nature politiquement subordonnée aux autorités chinoises de l'organisation et n'entretient pas de relations permanentes avec elle, essentiellement du fait de cette dernière. En effet, en ce qui concerne la Malaisie, elle se refuse à traiter

⁶⁸ (<http://www.perkim.net.my/>).

directement avec des entités associatives et privilégie des rapports bilatéraux de niveau gouvernemental. À cet égard, l'Administration fédérale en charge des affaires islamiques (Jabatan Kemajuan Islam Malaysia ou JAKIM) invite, par exemple, de manière renouvelée et officielle une délégation de l'IAC à participer au concours international de lecture psalmodiée du Coran que la Malaisie organise annuellement ; la Chine n'y envoie cependant pas chaque année une délégation. Dans le cadre de cette manifestation, le JAKIM a organisé à plusieurs reprises des rencontres officieuses entre les dirigeants de la MACMA et la délégation de l'IAC. Ces réunions sont présentées comme des entrevues cordiales ayant surtout un but informatif car l'organisation chinoise n'a jamais sollicité de demande de coopération formelle. Cette position est au demeurant conforme à celle de l'ambassade de Chine en Malaisie qui suit de près la situation des musulmans sino-malaisiens et de son principal relais, mais s'est toujours abstenue, selon ses responsables, d'intervenir dans ses activités. Quant à l'association, elle n'a jamais été conviée par le gouvernement chinois à effectuer officiellement un déplacement sur son territoire.

Par ailleurs, la MACMA entretient des contacts avec des Chinois musulmans étrangers à travers deux canaux principaux. Le premier ne dépend pas uniquement de son action et relève de l'existence de liens interpersonnels noués par ses membres avec des coreligionnaires d'autres pays, dont la République populaire de Chine. L'ouverture extérieure progressive de cette dernière, bien que sous surveillance, a néanmoins favorisé la multiplication d'échanges longtemps demeurés très difficiles à établir. L'association possède également des relais avec les réseaux académiques islamiques chinois. Ainsi, elle a donné un large écho en 2002 à la remise de l'UNESCO Sharjah Prize pour la culture arabe à l'universitaire Abdul Rahman Na Zhong. Le second canal est plus politiquement sensible puisque la MACMA apporte son concours à des croyants de Chine qui viennent étudier en Malaisie, hors des circuits gérés par leur gouvernement. La majorité d'entre eux sont des étudiants inscrits à l'université internationale islamique de Malaisie. Outre le fait de leur proposer des activités récréatives, elle les guide dans leurs démarches administratives et leur fournit des soutiens divers (aide pour trouver un logement, lettres de recommandation en malais, traductions de papiers officiels, etc.). Bien que délicate, cette mission est néanmoins assumée par les dirigeants de l'association

au titre de la solidarité avec des fidèles partageant leur culture. Dans le même esprit, la MACMA a, par exemple, organisé – officieusement – début 2009 un cycle de formations missionnaires et théologiques pour des imams de Chine. Venus de manière officielle en Malaisie à l’invitation des autorités islamiques pour suivre des cours d’arabe et découvrir *in situ* quelques-unes des réussites technologiques malaisiennes, leur séjour, couvert par la presse locale, était en réalité une initiative de l’association. S’agissant du Xinjiang, la MACMA n’a officiellement pas de relations suivies avec les musulmans de la province. Les entrées et les sorties de ce territoire étant particulièrement contrôlées, l’association n’entend pas prendre de risques, même limités, avec une problématique qu’elle déplore, mais qui déborde sa vocation. De plus, l’immigration chinoise en Malaisie n’est pas originaire de cette région, rendant peu propice l’établissement de liens solides avec elle.

Plus généralement, en raison des trajectoires historiques nationales différentes des deux États, les pratiques relatives à la foi des croyants chinois ont évolué de manière distincte en Chine et en Malaisie. De plus, leurs configurations sociétales sont marquées par des déterminants qui ont peu de convergences communes. Ainsi, les membres de la MACMA concèdent volontiers qu’ils ont davantage d’affinités ou de repères cognitifs avec leurs autres concitoyens qu’avec leurs coreligionnaires de la RPC. Ceci est d’ailleurs renforcé par un décalage de la position sociale moyenne de chacune des communautés dans son pays respectif. À l’inverse de leur situation en Malaisie, les musulmans de Chine forment globalement une catégorie plus défavorisée sur le plan socio-économique que la majorité de la population. Et même si certains musulmans sino-malaisiens restent demandeurs de liens accrus avec leurs coreligionnaires chinois, leur volonté est souvent découragée en pratique par les effets de l’image de bailleur de fonds potentiel qu’ils représentent pour eux. C’est la raison pour laquelle leurs relations sont plus simples à établir, et donc mieux développées, avec les fidèles de Taïwan, qui, d’un point de vue matériel, sont dans une situation qui leur est comparable.

Le traitement controversé des réfugiés chinois musulmans ouïghours

Cependant, toutes ces initiatives apparaissent rétrospectivement plus ou moins circonscrites face au changement d'attitude récent du gouvernement malaisien, passé d'une tentative de coopération sur le plan religieux avec la Chine, à une politique de subordination, reléguant au second plan ses discours idéologiques sur la solidarité panislamique au nom d'un principe de réalité. Auparavant, tout en ménageant les susceptibilités de Pékin, il appelait à un règlement pacifique du conflit et témoignait, certes timidement, de sa préoccupation pour la situation de la minorité musulmane. Parallèlement, même si cela restait marginal, la Malaisie accueillait des migrants ouïghours, selon des procédures au cas par cas, qui trouvaient assistance auprès de relais associatifs islamiques. Invoquant la règle de non-ingérence dans les affaires internes d'un État souverain, les autorités malaisiennes affichent désormais une position ferme de neutralité concernant les troubles au Xinjiang et s'abstiennent d'apporter un quelconque signe de soutien aux Ouïghours, en dépit des critiques de plusieurs organisations islamiques locales dénonçant l'injustice de leur traitement.

L'évolution significative de la position de la Malaisie remonte à 2011 et s'est traduite par un acte inédit, l'expulsion vers la Chine d'un groupe de musulmans ouïghours⁶⁹. En effet, arrivés clandestinement sur le territoire malaisien, 16 Ouïghours qui demandaient l'asile politique ont été arrêtés par la police et placés en détention. Alors que 5 d'entre eux sont parvenus à déposer un dossier de demande de statut de réfugié auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et ont été placés sous sa protection, les autres ont été renvoyés dans leur pays. Cette décision a suscité la réprobation de nombreuses associations, locales ou internationales, notamment de la branche asiatique de l'ONG Human Rights Watch qui s'est préoccupée par la suite du sort des expulsés. En décembre 2013, le gouvernement malaisien a réitéré la même procédure pour 6 demandeurs d'asile ouïghours, les exposant à des peines pouvant aller potentiellement jusqu'à la prison à vie ou une condamnation à

⁶⁹ Quelques cas de retours contraints de réfugiés ouïghours avaient cependant déjà eu lieu, faisant de cette question une problématique régionale. Le Cambodge avait ainsi pris une décision similaire en 2009, créant alors une vive polémique ; *idem* en 2015 en Thaïlande.

mort. Vivement dénoncée encore une fois par Human Rights Watch, cette décision a provoqué un tollé bien plus médiatisé que la précédente car les expulsés avaient déposé une demande d'obtention du statut de réfugié politique auprès du HCR, qui était donc en cours d'instruction, rendant en théorie leur expulsion illégale au regard du droit international. De plus, la police malaisienne avait remis sur son sol les détenus à des forces de l'ordre chinoises pour les escorter durant leur vol retour en Chine, ne s'embarassant d'aucune prévention pour minimiser la violation caractérisée des principes normalement appliqués. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a déploré dans un communiqué officiel l'attitude du ministère malaisien de l'Intérieur, qui s'est contenté de préciser en réponse qu'il ne souhaitait pas commenter les motivations de sa décision.

« Avec Badawi, qui est un homme religieux, le gouvernement essayait au moins de se montrer concerné par la situation des musulmans chinois, même si ça n'avait pas d'effets concrets [...] Avec Najib, les choses sont plus simples [...] Ce qui est important pour lui, c'est de maintenir des liens étroits avec le gouvernement chinois parce que c'est utile pour le business et sa politique. C'est cynique, mais on peut penser que Najib utilise les expulsions de réfugiés ouïghours pour prouver aux Chinois qu'il est un bon partenaire. Si c'est vrai, c'est une stratégie stupide car cela n'apporte rien de plus au pays et un éventuel retour en arrière sera considéré comme une provocation. Si c'est une demande de la Chine, c'est encore une stratégie stupide d'avoir accepté [...] Les Chinois cherchent toujours à tester leurs ennemis, mais aussi leurs amis. Ils respectent plus ceux qui savent être forts. Et la Malaisie a été faible avec les expulsions des Ouïghours. Les Chinois essaieront toujours d'obtenir plus et maintenant ce sera difficile de leur dire non. » (Universitaire malais, politologue, mai 2014).

Bien que n'étant pas au centre du débat public, ces expulsions ont suscité un certain malaise, voire des réactions d'hostilité, parmi les musulmans et les organisations islamiques du pays, y compris dans les cercles proches du pouvoir. Même si le sort de réfugiés ouïghours n'est pas de nature à dégrader les relations entre la Malaisie et la Chine, le gouvernement chinois a pris au sérieux le risque d'un développement d'une forme de sentiment de défiance d'une partie de la population malaise à son égard, dans un contexte domestique marqué par un regain de tensions communautaires latentes depuis les dernières élections générales. Cette situation, qui aurait potentiellement de graves conséquences à

plus d'un titre, a notamment justifié au début du mois de juillet 2014 la prise d'une décision assez rare, soulignant la préoccupation des autorités chinoises. En effet, plusieurs médias malaisiens ont relayé au début du Ramadan des informations affirmant que le gouvernement local du Xinjiang avait interdit à ses personnels musulmans, ainsi qu'aux membres du Parti communiste, aux enseignants et aux élèves de confession musulmane de la province, de pratiquer le jeûne rituel et de participer à toute activité à caractère religieux pendant la période sainte. Percevant les possibles répercussions de cette campagne délibérée d'activistes malais, l'ambassadeur de Chine en Malaisie a été contraint de s'expliquer publiquement pour tenter de désamorcer la polémique, en assurant qu'elle était fondée sur des rumeurs et que les ministres concernés en Chine allaient s'employer à dissiper le malentendu, et le cas échéant, à prendre les dispositions nécessaires.

Pourtant, en dépit des controverses qu'elles suscitent, au-delà de l'apparente inquiétude des autorités chinoises quant à leurs perceptions par les Malais, le gouvernement malaisien n'a pas cessé sa politique de traque des réfugiés ouïghours. En octobre 2014, les services de l'immigration malaisiens ont organisé à Kuala Lumpur une double opération coordonnée qui a conduit à l'arrestation de 155 Ouïghours, dont plus de la moitié étaient des mineurs. Les forces de l'ordre ont perquisitionné simultanément deux appartements de la capitale dans lesquels s'étaient respectivement entassées 90 et 65 personnes. Retrouvés dans des conditions sanitaires déplorables, les migrants, soupçonnés d'être entrés illégalement sur le territoire malaisien avec de faux passeports turcs, ont alors été placés en détention. Ce nouveau cas, que le ministère des Affaires étrangères chinois a refusé de commenter dans un premier temps, a encore déclenché des réactions partagées en Malaisie. L'attitude punitive de la police malaisienne à l'égard de coreligionnaires dans le dénuement est apparue d'autant plus choquante pour beaucoup de musulmans locaux qu'elle faisait suite quelques mois plus tôt au démantèlement par la police thaïlandaise d'un camp de fortune de réfugiés ouïghours, amassés près de la frontière avec la Malaisie et abandonnés à leur sort par des passeurs peu scrupuleux. Face aux pressions, nationales et internationales, le gouvernement malaisien a adopté une attitude ambivalente dans la gestion de cette nouvelle affaire, témoignant de son embarras et d'un certain tiraillement entre des logiques opposées (loyauté *versus*

souveraineté et solidarité panislamique). Les clandestins ouïghours, détenus dans un centre de rétention administrative, ont été discrètement expulsés de la Fédération sous le contrôle du Haut-commissariat aux réfugiés, mais pas vers la Chine. S'abstenant de communiquer de manière générale sur le sort des Ouïghours pour ne pas créer de tensions avec leurs homologues chinoises, les autorités malaisiennes n'ont pas rendu publique la destination d'accueil des 155 expulsés. Bien que restée loyale envers Pékin en refusant de leur accorder l'asile politique sur son territoire, la Malaisie a toutefois dérogé en partie à ses attentes. Elle a fait preuve pour l'occasion d'une forme d'indépendance sous contrainte qui pourrait perdurer dans l'avenir.

Tandis que le gouvernement malaisien confirme sa fermeté à l'égard de l'immigration des Ouïghours, comme un gage de loyauté envers Pékin pour qui le dossier du Xinjiang est sensible, notamment au regard du risque terroriste, les autorités chinoises poursuivent dans le même temps leur action d'apaisement et de « témoignages de considération », savamment dosée en fonction des événements, à l'attention de la population malaise afin de prévenir une éventuelle montée de sa défiance contre la coopération renforcée entre les deux pays. Ainsi, pendant les inondations dévastatrices qui ont touché la côte orientale de la péninsule malaise en décembre 2014, créant une vive émotion au regard du nombre de victimes et de la somme des dégâts matériels, l'ambassade de Chine n'a pas manqué de médiatiser le témoignage de solidarité manifesté par la République populaire. Elle a pris la forme d'une donation de 100 000 \$ US de la Croix-Rouge chinoise au Croissant-Rouge malaisien pour venir en aide aux sinistrés. Rappelant que la Malaisie avait été l'un des premiers États à proposer son assistance à la Chine lors du tremblement de terre de 2008 dans le Wenchuan, et que, parmi les dons étrangers, ceux venus de la Fédération avaient été les plus élevés, l'ambassadeur chinois a logiquement insisté lors de la cérémonie officielle de remise du chèque de la donation sur l'amitié entre les deux nations : « Maintenant, les Chinois se tiennent fermement aux côtés des Malaisiens pour leur apporter aide et assistance. Nous partageons l'amitié dans la difficulté ». Cependant, cet élan de générosité était également un acte de charité bien ordonnée. Les inondations ont touché principalement le Pahang, l'État du Premier ministre, et celui du Kelantan, dirigé par le parti islamique d'opposition, deux régions encore largement rurales peuplées très

majoritairement par des Malais musulmans. Cette configuration rendait donc plus qu'opportune l'aide apportée à dessein par les autorités chinoises.

Le business halal

Enfin, au-delà des aspects diplomatiques et politiques, l'islam est également devenu un levier pour de nouvelles opportunités économiques entre le Malaisie et la Chine. En effet, les autorités malaisiennes mettent en avant le savoir-faire et la réputation de l'industrie halal du pays pour en accroître les débouchés commerciaux en RPC, qui représente un marché potentiel conséquent de près de 25 millions de musulmans, plus important que son propre marché domestique (environ 18 millions). Lors de sa visite officielle en Chine pour célébrer l'anniversaire des quarante ans du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, Najib Razak a visité la Grande Mosquée de Xian (province du Shaanxi), l'ancienne capitale impériale. Le monument est un symbole de l'islam chinois – sa construction a débuté en 742 sous la dynastie Tang – visité par de nombreux touristes malais (Mahathir Mohamad y était également venu lors d'une visite officielle en Chine). Le Premier ministre a fait une donation au nom du gouvernement malaisien de 10 000 \$ US pour participer à sa rénovation et a pris l'engagement d'aider à récolter d'autres fonds. Il a annoncé à cette occasion que la Malaisie allait soumettre une demande officielle au gouvernement chinois pour ouvrir un consulat à Xian, ce qui en ferait le cinquième après ceux de Shanghai, Kunming, Canton et Nanning. Néanmoins, cette séquence, dans une ville qui a la caractéristique de se situer stratégiquement au centre d'une vaste région de 12 millions de musulmans (répartis entre plusieurs provinces), avait surtout un intérêt économique. En effet, Najib Razak a profité de sa visite pour inaugurer le *Malaysia-Xian Halal Food Festival*, qui présentait 35 stands de produits halal de la Fédération, organisé opportunément par le ministère de l'Agriculture malaisien. Et pour prolonger cette action, la Malaisie a financé sur place quelques mois plus tard un séminaire sur ses biens halal, ouverts en particulier aux religieux et aux entrepreneurs locaux. Par ailleurs, en juillet 2015, le pays a œuvré à la tenue à Pékin d'un forum bilatéral sur le business halal (China-Malaysia Halal Food and Muslim Commodities Certification and Industrial Cooperation). Selon le ministre de l'Agriculture

malaisien, qui s'exprimait en juin 2014 devant un parterre d'entrepreneurs du Pahang (Pahang Entrepreneur Information Tour), le nombre de références de produits halal malaisiens commercialisés en Chine, qui étaient de 1 000 en 2014, allait être multiplié par trois en 2015 à la faveur de toutes ces initiatives.

Parallèlement, la Chine utilise « l'avantage comparatif » de l'identité islamique de la Malaisie pour en faire un hub d'exportation de certains de ses produits vers le monde musulman, les deux pays retirant chacun des bénéfices économiques de cette configuration singulière. Ce circuit de coopération commerciale commun s'inscrit dans la politique du gouvernement malaisien visant à faire de la Fédération un hub halal international, à l'image de son investissement antérieur pour le développement de la finance islamique (Delfolie, 2015). Toutefois, il n'est pas sans susciter quelques réserves sur le plan moral, même si elles ne sont pas médiatisées et que les intérêts en présence pèsent peu face aux considérations d'ordre éthique.

« Les Chinois ont compris qu'ils pouvaient se servir de l'image de pays musulman de la Malaisie pour faire plus de commerce avec le Moyen-Orient. Et c'est ce qu'ils font. Ils envoient leurs produits en Malaisie, ils sont un peu transformés, reconditionnés et réexpédiés au Moyen-Orient avec le certificat halal malaisien. On croit que ces produits sont fabriqués en Malaisie, mais, en fait, c'est des produits chinois. Il y a des gens ici qui se font beaucoup d'argent avec ce business. Ils créent des entreprises avec des noms musulmans pour faire croire qu'elles sont dirigées par des Malais, mais c'est des entreprises contrôlées par des Chinois locaux. Ce n'est pas honnête par rapport à l'islam, mais le gouvernement ne fait rien pour changer cette situation. Tout le monde trouve son intérêt avec ce business. » (Haut fonctionnaire malais en charge de dossiers économiques dans l'administration locale d'un État fédéré, mai 2014).

Le système décrit dans la citation – celui d'entreprises officiellement détenues par un ou plusieurs dirigeants Malais, mais, dans les faits, financées et gérées par des Sino-Malaisiens, ou plus rarement par des Indiens malaisiens, contre le paiement d'une rente à leurs propriétaires légaux – n'est pas propre au business halal. On le retrouve dans presque tous les secteurs de l'économie malaisienne. C'est une pratique, couramment dénommée « business Ali Baba »,

qui permet à ces sociétés de bénéficier des divers avantages (fiscaux, quotas de marchés publics, etc.) accordés aux entrepreneurs malais.

Plus secondairement, le facteur religieux crée aussi d'autres possibilités d'échanges entre la Malaisie et la Chine, avec un impact économique, certes moins conséquent que le business halal, mais notable. C'est, en particulier, le cas dans le secteur touristique. En août 2011, l'Association malaisienne des agents touristiques et de voyage (MATTA) et l'Association des voyagistes musulmans de Chine ont, par exemple, signé un accord pour renforcer leur collaboration afin de faciliter les échanges touristiques entre les musulmans des deux pays⁷⁰. Cela faisait suite à un phénomène croissant constaté depuis plusieurs années. En effet, un tourisme « culturel » a été développé par des voyagistes, avec l'assentiment des autorités chinoises, sous la forme de circuits organisés destinés de manière spécifique aux musulmans malaisiens pour découvrir la « Chine islamisée », et réciproquement pour les touristes musulmans chinois en Malaisie. Les flux touristiques, comme ceux représentés par les étudiants, sont d'ailleurs parmi les nouvelles formes de mobilités qui ouvrent de nouvelles potentialités économiques et de rapprochement entre les deux pays.

Le partenariat universitaire : entre volonté et réalité

Depuis le début des années 2000, dans un contexte de mutation structurelle de son système d'enseignement supérieur⁷¹, la Malaisie a initié un mouvement pour attirer en nombre les étudiants étrangers, avec une priorité centrée vers ceux issus du monde musulman. Passant d'environ 31 000 en 2003 à un peu moins de 48 000 en 2007, ils étaient près de 87 000 en 2010 et un peu plus de 103 000

⁷⁰ « Beijing-KL tourism pact inked », *The Star*, 14 août 2011, (<http://www.thestar.com.my/news/nation/2011/08/14/beijingkl-tourism-pact-inked/>).

⁷¹ Engagement financier important, réforme des *university colleges*, réforme du schéma général des universités publiques, renforcement des écoles supérieures de formation technique et professionnelle (*politeknik*), création en 2004 de filières courtes d'apprentissage de niveau supérieur pour les élèves sortis du secondaire sans diplôme (*kolej komuniti*), développement de dispositifs socio-éducatifs pour les étudiants, hausse et sophistication de l'offre de formation.

en 2013 selon les statistiques du ministère de l'Enseignement supérieur malaisien. Cette hausse rapide est le produit d'une conjonction de facteurs. Le gouvernement a fortement augmenté ses quotas d'attribution de visas d'études pour répondre à des demandes qu'il a contribué à faire croître. En effet, en s'appuyant sur l'image du pays de nation islamisée ouverte à la modernité capitaliste, il a utilisé différents leviers (publicité, relais universitaires, etc.) afin de la promouvoir comme une destination privilégiée de formation pour les élites musulmanes. Plus généralement, la bonne réputation (relative) acquise en matière éducative par la Fédération, l'existence de frais de scolarité abordables et la promesse de nombreuses facilités pratiques, voire financières, offertes par les universités locales ont été habilement mobilisées pour renforcer leur attractivité internationale. C'est dans ce contexte particulier que s'est inscrit le développement de la coopération universitaire avec la Chine.

Le cadre volontariste de la coopération universitaire avec la Chine

L'évolution significative des relations entre la Malaisie et la Chine sur le plan universitaire remonte à 1997. Avant cela, les deux pays n'avaient pas de partenariat institutionnel dans ce domaine et les échanges mutuels d'étudiants étaient limités. Jusqu'à la fin de la guerre froide, à l'exception de Hong Kong sous statut britannique, peu de Malaisiens obtenaient un visa pour fréquenter une université chinoise. Après 1990, la levée progressive des restrictions à la circulation des personnes entre les deux États a permis d'amorcer un changement, dont la tendance s'est trouvée confortée en 1997. Tout d'abord, les autorités malaisiennes et chinoises ont signé un accord bilatéral pour faciliter la mobilité étudiante entre leurs universités, réglant notamment la question sensible de l'octroi réciproque à leurs ressortissants de visas de long séjour pour études. Ensuite, la crise financière asiatique de 1997 a indirectement contribué à accroître le nombre des étudiants chinois en Malaisie. La dépréciation du ringgit ayant eu un effet prohibitif pour de nombreux candidats à des études dans des universités occidentales, les établissements d'enseignement supérieur de la Fédération ont alors développé avec beaucoup d'entre elles des programmes de *twinning* ou de cursus partagés qui leur permettaient de délivrer des diplômes conjoints. Cette alternative à l'expatriation, très appréciée des entités privées

dont les étudiants ne sont pas éligibles aux bourses de mobilité publiques, a suscité une forte attractivité auprès des étudiants chinois issus des classes moyennes car elle leur offrait la possibilité d'obtenir des diplômes d'universités britanniques, américaines ou encore australiennes à un coût accessible⁷².

En 2010, une nouvelle étape a été franchie dans la coopération universitaire entre la Chine et la Malaisie avec la reconnaissance automatique par cette dernière des diplômes de master des universités chinoises. Sur le plan domestique, cette décision répondait à une forte attente de la communauté sino-malaisienne pour pouvoir valoriser des études de troisième cycle effectuées en Chine et lever un obstacle important à l'augmentation du nombre de candidats malaisiens à ces parcours. Mais elle était également destinée sur le plan diplomatique à envoyer un signe de bonne volonté aux autorités chinoises dans le cadre des négociations alors en cours pour un nouvel accord bilatéral. Ce dernier, annoncé publiquement en septembre 2010, a été signé en avril 2011. Dénommé *Malaysia-China Mutual Recognition Agreement*, il a ouvert une voie décisive à une coopération renforcée entre les systèmes universitaires des deux pays en actant la reconnaissance mutuelle de leurs institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Avant cet accord, la Chine ne reconnaissait officiellement que six universités malaisiennes, ce qui constituait un frein majeur au développement de coopérations privilégiées puisque seuls les établissements reconnus avaient la possibilité légale de nouer des partenariats concrets avec leurs homologues chinois (doubles cursus, programmes subventionnés d'échanges, etc.). Il a donc permis de modifier en profondeur le cadre de la relation bilatérale dans le domaine universitaire. Dans le détail, une liste des établissements concernés par l'accord a été dressée. La Malaisie reconnaît ainsi

⁷² Ces divers programmes proposés par les universités malaisiennes sont une source d'attractivité qui s'est renforcée au fil des années. Beaucoup d'étudiants utilisent l'opportunité de pouvoir obtenir sans expatriation un *bachelor degree* d'une université occidentale, ou pleinement reconnu comme une équivalence, afin de le faire valoir ensuite pour effectuer un troisième cycle dans le pays de cette institution. Cette stratégie de contournement est bien connue des établissements occidentaux concernés, qui l'envisagent parfois à leur avantage sous la forme d'un processus de sélection pour recruter dans leurs cursus sélectifs des profils motivés et prometteurs issus de nations en voie de développement.

820 institutions chinoises, de statuts divers, et la Chine 71 entités malaisiennes⁷³.

Plus récemment, la coopération universitaire entre la Malaisie et la Chine s'est enrichie d'un nouvel accord concernant spécifiquement Hong Kong, dont le statut d'autonomie implique en partie des règles de partenariat différenciées par rapport au reste du pays. L'idée de cet accord est née d'une rencontre en janvier 2014 entre Muhyiddin Yassin⁷⁴, qui était alors le vice-Premier ministre malaisien, également ministre de l'Éducation, et le secrétaire du gouvernement de Hong Kong en charge de l'éducation, en marge d'un sommet mondial sur les questions éducatives organisé au Royaume-Uni. Une visite de travail en Malaisie de ce dernier en janvier 2015 a permis de préciser certains termes de l'accord en discussion, signé en mars à Hong Kong par Muhyiddin Yassin, qui effectuait sur place une visite retour de courtoisie à l'invitation de son homologue. Décrit comme une « preuve de l'engagement réciproque des deux administrations pour renforcer l'excellence de leurs systèmes éducatifs, leur internationalisation et la formation continue », l'accord pose concrètement un cadre de développement à un partenariat universitaire renforcé entre la Malaisie et Hong Kong. Il prévoit notamment des dispositions facilitant les échanges d'étudiants et de personnels, les transferts de savoirs sur des sujets d'intérêts communs et le développement de programmes scientifiques conjoints.

Les liens nombreux entre établissements universitaires

Dans le sillage du cadre bilatéral de coopération universitaire établi entre la Malaisie et la Chine, des initiatives se développent à l'échelle des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Tout d'abord, les accords directs entre les entités malaisiennes et chinoises se sont multipliés depuis quelques années. Dans la plupart des cas, ils relèvent de conventions, plus ou

⁷³ 20 universités publiques, 26 universités privées, 23 collèges universitaires, un institut de formation des enseignants, la National Academy of Arts, Culture and Heritage. Dans cette liste, on peut noter la présence de la Limkokwing University of Creative Technology, université privé qui possède une branche en Chine, et le campus délocalisé en Malaisie de l'University of Nottingham.

⁷⁴ Il a été évincé du gouvernement en juillet 2015 et remplacé par Ahmad Zahid Hamidi au poste de vice-Premier ministre.

moins ambitieuses, pour faciliter l'accueil des étudiants, les échanges temporaires d'enseignants et/ou de chercheurs, et plus ponctuellement des projets conjoints de recherche. Néanmoins, la signature de partenariats plus avancés (cursus partagés, délivrance de diplômes communs, etc.) reste difficile à mettre en place. En effet, les établissements des deux pays sont dans une dynamique de concurrence au sein de ce qui constitue désormais un marché de la formation supérieure pour renforcer leur position dans les classements académiques régionaux et internationaux, limitant les velléités de partage des savoirs et des compétences. De plus, l'ascendant politiquement sensible des Malais sur la gouvernance des établissements publics malaisiens, dans lesquels ils sont surreprésentés parmi les étudiants et les personnels, demeure un obstacle à la création de liens renforcés avec leurs homologues chinois. Ces derniers sont peu enclins à coopérer de manière privilégiée, notamment sur le plan scientifique, avec des musulmans, et réciproquement. Ainsi, il est significatif que le partenariat actuellement le plus abouti entre une université chinoise et une entité implantée en Malaisie soit celui liant l'université du Guangdong (Canton) avec le campus délocalisé dans l'État du Sarawak, où la population malaise est minoritaire, de l'université australienne Curtin.

Cependant, les initiatives les plus remarquables sont les projets d'implantation en Malaisie de campus délocalisés de deux universités chinoises. Le premier, au Sarawak, concerne l'université Jio Tong de Shanghai. Fondée en 1896, elle est considérée comme la meilleure université d'ingénierie de Chine, lui valant le surnom de « MIT oriental » (en référence à l'Institut de technologie du Massachusetts). Du côté malaisien, l'initiative a été portée par le Parti des peuples unis du Sarawak (SUPP), membre de la coalition gouvernementale⁷⁵, et

⁷⁵ Le SUPP a été créé en 1959 par des militants de gauche sino-malaisiens du Sarawak. Proches du mouvement communiste, beaucoup de ses membres ont été arrêtés pendant sa première décennie d'existence. Opposé à l'intégration du Sarawak à la fédération de Malaisie en 1963, le parti a néanmoins rejoint la coalition gouvernementale en 1970, à la suite des incidents interethniques de 1969, abandonnant alors ses références au marxisme. Principale composante de la majorité représentant l'électorat sino-malaisien du Sarawak, le SUPP est confronté à un net déclin de son audience depuis le début de la présente décennie. Il n'est parvenu à conserver que deux sièges à l'assemblée législative du Sarawak à l'issue des dernières élections locales de l'État (2011) et un seul siège à la chambre basse du parlement fédéral (Dewan Rakyat) lors des élections générales de 2013. Malgré ces revers historiques, le parti dispose toujours d'un poste ministériel au gouvernement.

notamment par son ancien trésorier David Teng, vétéran sino-malaisien de la vie politique de l'État. Pour piloter le projet, une entité parapublique, relevant du droit des sociétés malaisien, a été créée (SJT-UNI Malaysia). Un accord initial de partenariat a été signé en avril 2012. Puis, un autre, actant et précisant les modalités futures d'implantation du campus au Sarawak, a été scellé en avril 2013 en présence du vice-Premier ministre malaisien. Il prévoit une inauguration du campus à l'horizon 2018 et vise l'objectif d'accueillir à terme 5 000 étudiants, dont une partie originaire des pays de l'Asean. Dans l'attente de sa construction, l'ouverture d'une branche temporaire dans des locaux appartenant à un lycée privé chinois de Kuching, la capitale de l'État du Sarawak, avait été annoncée pour septembre 2014, mais elle a été repoussée. Sur le fond, le partenariat établi offre des perspectives intéressantes de transferts de savoirs pour la Malaisie, en particulier dans le domaine des technologies de pointe. Les centres de recherche de l'université Jao Tong sont à l'origine d'innovations industrielles chinoises dans plusieurs secteurs stratégiques, comme l'armement, le nucléaire, l'aéronautique ou encore la construction de satellites, laissant ainsi espérer aux Malaisiens que le campus délocalisé de l'université permettra de former des ingénieurs locaux hautement qualifiés. À cet égard, le gouvernement du Sarawak attend beaucoup, par exemple, de la future coopération avec l'université Jao Tong pour renforcer sur les plans technique et humain son projet SCORE (Sarawak Corridor of Renewable Energy), visant à optimiser la gestion des ressources naturelles de l'État et à développer une filière industrielle éco-responsable à l'aide des nouvelles technologies.

Le second projet de campus délocalisé d'une université chinoise sur le territoire malaisien est celui de l'université Xiamen dans le district de Sepang (État du Selangor), où se situent l'aéroport international de Kuala Lumpur et la ville nouvelle de Cyberjaya, deux des sites constitutifs de la zone économique spéciale du Multimedia Super Corridor Malaysia. Le choix de cette université pour conforter la coopération en matière universitaire entre la Malaisie et la Chine est symbolique puisqu'elle a été fondée au début des années 1920 dans la province du Fujian par Tan Kah Kee, une figure historique de la diaspora chinoise de la Malaya britannique. Le projet de construction du campus, négocié sous la responsabilité directe de Najib Razak qui a présidé la cérémonie de lancement des travaux en juillet 2014, fait l'objet d'une vaste opération

immobilière. Cette dernière implique notamment au premier plan deux entreprises malaisiennes liées à l'oligarchie au pouvoir, le conglomérat Sime Darby et le groupe Sunsuria dirigé par le président de la Chambre de commerce chinoise de Kuala Lumpur et du Selangor (il est aussi le président adjoint de l'ACCCIM). Les détails du projet de campus, dont le coût total est estimé à 1,3 milliard de MYR, ont été dévoilés en janvier 2015 par Ong Ka Ting, l'envoyé spécial du Premier ministre auprès de la Chine. À terme, le campus malaisien de l'université Xiamen, dont le début des activités est annoncé pour la fin de l'année 2015, est prévu pour accueillir environ 10 000 étudiants. S'agissant de son offre de formation, elle s'organisera autour de cinq facultés⁷⁶ et les cours seront dispensés en anglais. Quant aux diplômés délivrés, allant du premier cycle au doctorat, ils seront reconnus dans les deux pays. Résumant l'opinion partagée par les dirigeants malaisiens, Najib Razak a déclaré à propos de l'ouverture prochaine du campus qu'elle allait contribuer à faire de la Malaisie « un hub éducatif » en Asie du Sud-Est. Elle s'inscrit, en effet, pleinement dans la stratégie d'ouverture extérieure du système universitaire de la Fédération promue par l'État à des fins politiques et économiques.

Une attractivité malaisienne encore limitée auprès des étudiants

À la faveur du renforcement de la coopération universitaire entre la Malaisie et la Chine, le nombre d'étudiants chinois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur de la Fédération s'est avéré relativement important depuis le début des années 2000. En moins d'une décennie, le pays est devenu une destination privilégiée de formation des étudiants issus de la classe moyenne supérieure chinoise. La République populaire est confrontée à une demande intérieure et des besoins en hausse dans le domaine des études universitaires pour soutenir son développement. Tandis qu'elle accueille un nombre croissant d'étudiants étrangers (377 000 en 2014⁷⁷), elle encourage l'expatriation scolaire de ses ressortissants pour accroître « par l'extérieur » les compétences de sa

⁷⁶ Bio-ingénierie électrique et ingénierie chimique, médecine, information et communication, business et économie, langues et littérature chinoises.

⁷⁷ Source : China Scholarship Council.

main-d'œuvre qualifiée. Offrant des avantages intéressants (proximité géographique, frais de scolarité assez abordables, infrastructures de qualité, etc.), la Malaisie est parvenue à capter durablement une partie des flux migratoires d'étudiants chinois. Ils y sont principalement inscrits dans des cursus d'études commerciales, d'ingénierie, d'anglais, d'administration publique et de finance islamique. Cependant, la Fédération reste loin derrière d'autres États en termes d'attractivité (prestige des diplômes délivrés, savoirs dispensés). Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et Singapour constituent par ordre décroissant les cinq principaux pays d'accueil des étudiants originaires de Chine.

Parmi les étudiants étrangers présents en Malaisie, une très grande majorité est de confession musulmane, illustrant les résultats de la stratégie d'extraversion développée par les dirigeants malais à l'endroit particulier de la *ummah*. Même si la plupart d'entre eux ne sont pas inscrits dans des filières à caractère religieux, l'image de piété véhiculée par la Fédération participe grandement de son attractivité. En effet, ces élites scolaires originaires d'États en voie de développement, souvent dévotes, trouvent dans les établissements supérieurs malaisiens un substitut de choix aux universités occidentales. Leur sélectivité et leurs coûts élevés de scolarité sont largement prohibitifs pour ces étudiants, dont beaucoup sont issus des classes moyennes, au-delà de l'hostilité morale qu'elles suscitent parfois chez eux. C'est dans cette perspective que l'université internationale islamique de Malaisie a été amenée, par exemple, à jouer pour le pays un rôle singulier de vitrine pour le monde musulman. Néanmoins, les Chinois constituent une exception notable dans la distribution totale des effectifs d'étudiants internationaux présents en Malaisie⁷⁸. Ils sont devenus, en moyenne sur la période des 15 dernières années, la seconde population étudiante étrangère du pays et surtout la première non musulmane⁷⁹. À la fin de la précédente

⁷⁸ En 2010, sur les dix premiers contingents d'étudiants étrangers en termes d'effectifs inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur malaisiens, seuls les Chinois et les Botswanaïses n'étaient pas originaires d'un pays à majorité musulmane ; source : ministère malaisien de l'Enseignement supérieur.

⁷⁹ Parmi les étudiants chinois présents en Malaisie, la part de ceux de confession musulmane est marginale. Les chiffres plus récents ne sont pas connus, mais, à titre d'exemple, ils n'étaient que 62 en 2002 et 94 en 2004 à être inscrits à l'université internationale islamique de Malaisie.

décennie, ils ont même dépassé le contingent des Indonésiens, qui ont longtemps été les plus nombreux⁸⁰.

En 2010, les étudiants chinois étaient 10 214 en Malaisie, soit 11,8 % du nombre total d'étrangers inscrits dans un établissement supérieur de la Fédération (86 923)⁸¹. Ce chiffre les classait en seconde position en termes d'effectifs derrière les Iraniens (11 823), mais devant les Indonésiens (9 889). Environ 75 % de ces étudiants chinois poursuivaient des études dans une institution privée (72 % pour l'ensemble des étudiants étrangers), comme de nombreux étudiants sino-malaisiens, surreprésentés dans le secteur académique privé. Cette configuration, qui perdure toujours, constitue un vecteur de liens informels à grande échelle très important dans le temps pour la relation bilatérale entre la Malaisie et la Chine.

Année	Établissements publics	Établissements privés	Total
2002	118	10 731	10 849
2003	119	10 230	10 349
2004	175	9 075	9 250
2005	282	9 035	9 317
2006	373	6 937	7 310
2007	1 160	5 308	6 468
2008	2 385	7 970	10 355
2009	NR	NR	9 177
2010	NR	NR	10 214
2011	NR	NR	7 394

Tableau 1 : Évolution du nombre d'étudiants chinois inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur malaisien entre 2002 et 2011

Source : Ministère de l'éducation supérieur de Malaisie

⁸⁰ En 2009, les Chinois constituaient le troisième contingent d'étudiants étrangers inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur publics malaisiens et le second dans leurs équivalents privés ; source : ministère malaisien de l'Enseignement supérieur.

⁸¹ En 2010, selon les statistiques officielles chinoises, les Chinois inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur malaisien représentaient environ 6 % de l'ensemble des étudiants chinois expatriés.

Depuis 2009, les statistiques rendues publiques par les autorités malaisiennes sur les étudiants étrangers présents dans la Fédération sont partielles, et notamment s'agissant de la distribution des effectifs par nationalité. En ce qui concerne plus précisément les étudiants chinois, le gouvernement malaisien, comme l'ambassade de Chine en Malaisie, ne communique que des tendances générales. Néanmoins, malgré l'imprécision des chiffres, un élément est avancé de manière officielle et confirmé par les différents acteurs informés sur le sujet. La signature du Malaysia-China Mutual Recognition Agreement en avril 2011 a permis de faire croître à nouveau, puis de stabiliser, le nombre d'étudiants chinois présents en Malaisie à environ 10 000, alors qu'il était fluctuant durant la décennie précédente. Cette tendance est intervenue dans un contexte plus général de croissance de la population étudiante étrangère dans la Fédération. En 2014, elle était de 135 502 individus, en augmentation de 16,5 % par rapport à 2013, dont 32 842 dans les universités publiques selon le ministère malaisien de l'Enseignement supérieur. En 2013, en marge d'une déclaration à la presse, le second ministre de l'Éducation, en charge de l'enseignement supérieur, avait indiqué que les étudiants chinois demeuraient le second contingent étranger dans les établissements du pays, derrière les Nigériens. Les conséquences de la disparition du vol MH 370 pouvaient laisser craindre un impact négatif sur le nombre des Chinois étudiant en Malaisie, mais Link Tek Soon, chercheur à l'Institut d'études chinoises de l'université de Malaya, estimait en mai 2014 qu'il ne serait, dans tous les cas, que temporaire et circonscrit aux établissements privés⁸². Sans communiquer le chiffre précis, le bureau malaisien de l'Éducation à Pékin a d'ailleurs confirmé à l'automne 2015 que le nombre d'étudiants chinois inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur malaisien durant l'année universitaire 2014-2015 était resté supérieur à 10 000 ; il prévoyait également une hausse probable de leurs effectifs pour l'année suivante⁸³. Cependant, si la tendance en valeur absolue demeure stable, la Malaisie n'a pas profité proportionnellement ces dernières années de l'accroissement du nombre total des étudiants chinois expatriés, qui demeurent très majoritairement attirés par les universités occidentales. Ils ont augmenté de près

⁸² Propos recueillis par *The Malaysian Insider*, 31 mai 2014.

⁸³ « Attracting China middle class », *The Star*, 9 octobre 2015.

d'un quart en trois ans, passant d'environ 340 000 en 2011 à 459 800 en 2014 – dont moins de 5 % de boursiers – selon le ministère de l'Éducation de la RPC. L'attractivité de la Malaisie pour les étudiants chinois reste donc à amplifier pour franchir un nouveau cap sur le plan quantitatif. Pour cela, le gouvernement malaisien compte sur l'ouverture à venir des deux campus délocalisés d'établissements chinois sur le territoire de la Fédération. Au-delà de créer de nouvelles opportunités d'accueil *in situ*, il espère qu'ils permettront indirectement de conférer un intérêt supplémentaire en termes de destination de migration universitaire pour le pays.

L'ouverture du système d'enseignement supérieur malaisien à de nombreux étudiants étrangers est apparue comme une aubaine financière pour remédier partiellement au problème de la contrainte représentée par des moyens budgétaires domestiques non extensibles. Et le pays compte poursuivre dans cette voie puisqu'il s'est fixé l'objectif d'accueillir 200 000 étudiants étrangers à l'horizon de l'année 2020. Toutefois, cette ouverture relève avant tout d'une stratégie politique d'utilisation raisonnée des avantages de la forte libéralisation de l'économie du savoir, s'inscrivant ainsi pleinement dans certains traits de la mondialisation. Elle a pris la forme d'une multitude de dispositifs qui souligne la complexité des agencements socio-éducatifs entre les sphères locales, nationale et globale. En effet, des outils comme les accords interétatiques bilatéraux ou les campus délocalisés de facultés étrangères participent à l'internationalisation de l'éducation supérieure en Malaisie. Mais, ils sont largement complétés par des programmes interuniversitaires (*twinning, credit transfers, external degrees, distance learning*⁸⁴) qui permettent à de nombreux étudiants des universités malaisiennes de bénéficier de compétences ou de titres d'établissements partenaires sans nécessairement faire l'objet d'une expatriation. Selon le ministère malaisien de l'Enseignement supérieur, ces éléments sont aussi un moyen de lutter contre la fuite des talents à l'étranger en offrant des opportunités locales très encadrées. Par ailleurs, en plus d'avoir encouragé la multiplication des programmes interuniversitaires de partenariat, l'État a initié l'élaboration de plusieurs outils destinés à favoriser concrètement la

⁸⁴ Pour aller plus loin sur ces questions et leurs enjeux, voir Sarjit Kaur, Morshidi Sirat et Norzaini Azman (2008).

mobilité internationale de ses propres étudiants, parmi lesquels un système performant de soutien financier. Il regroupe des dispositifs d'allocations d'études octroyées par une pluralité d'acteurs publics, auxquels s'ajoutent secondairement des bourses étrangères et des parrainages privés. Néanmoins, comme pour d'autres aides, il bénéficie très majoritairement aux Malais. Cette raison explique en grande partie pourquoi le nombre d'étudiants malaisiens présents en Chine reste relativement limité, malgré une hausse significative depuis 2011⁸⁵. Ces derniers, pour la plupart des Sino-Malaisiens issus des classes moyennes, n'obtiennent que rarement un concours financier, ce qui limite leur potentiel d'expatriation. Quant à ceux qui ont les moyens d'assumer une scolarité coûteuse à l'étranger, ils préfèrent souvent effectuer des études aux États-Unis ou en Australie. Et jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas particulièrement incité les étudiants malais à choisir la Chine comme destination privilégiée pour y suivre un parcours universitaire.

Dans un autre domaine aux potentiels économiques importants, celui du tourisme, les flux migratoires entre les deux pays sont plus équilibrés, à la faveur de la mise en avant par leurs dirigeants respectifs des liens politiques renforcés.

Le tourisme

Les bonnes relations bilatérales entre la Malaisie et la Chine ont trouvé une traduction très concrète à travers l'augmentation continue du nombre de touristes malaisiens en Chine, et réciproquement, à l'exception notable de l'année 2014. Cela s'est traduit notamment par la multiplication des ouvertures de liaisons aériennes entre les deux pays et la hausse des rotations existantes. Les professionnels du tourisme en Malaisie constatent d'ailleurs, et soulignent, l'importance acquise récemment par la clientèle chinoise pour le développement du secteur.

⁸⁵ En 2010, selon le ministère malaisien de l'Enseignement supérieur, ils étaient 2 792.

« Le nombre de touristes chinois qui viennent en Malaisie a beaucoup augmenté ces dernières années et je pense que c'est le principal changement récent à retenir dans le secteur du tourisme. Les touristes chinois dépensent moins et sont moins visibles que d'autres touristes, comme les Occidentaux et les Arabes, mais ils sont devenus très importants parce qu'ils sont nombreux. Et cette tendance n'est qu'un début. » (Gérant sino-malaisien d'une agence de voyages à Kuala Lumpur, mai 2014).

Depuis le début de la présente décennie, le nombre de touristes chinois visitant la Malaisie a dépassé un million pour s'établir à 1,25 million en 2011 et à 1,56 million en 2012⁸⁶. En 2012, les touristes chinois ont représenté 6,23 % de l'ensemble des touristes ayant voyagé en Malaisie (25,03 millions), soit le troisième contingent de visiteurs par nationalité. Ils sont essentiellement issus des nouvelles classes moyennes urbaines du pays et se concentrent pour beaucoup sur un nombre limité de destinations locales dans le cadre de voyages organisés.

« Les Chinois voyagent beaucoup en groupe avec des packages tout inclus. Leurs séjours sont organisés par des opérateurs qui négocient durement les prix et planifient tout pour eux. C'est pour ça, par exemple, qu'ils aiment bien des lieux comme Batu Ferringhi à Penang. Ici [dans le Terengganu], ils sont nombreux à venir à Redang, mais moins ailleurs. Ils se méfient des musulmans et ils préfèrent rester entre eux [...] Par exemple, ils veulent manger chinois et vont donc dans des restaurants tenus par des Chinois locaux. C'est un bon business pour eux. Mais c'est mieux comme ça car les Malais ne sont pas à l'aise avec les Chinois [...] même si c'est bon pour le pays qu'ils prennent des vacances ici. » (Gérant malais d'une agence de voyages à Kuala Terengganu, mai 2014).

Si les touristes chinois séjournant en Malaisie forment désormais un contingent plus conséquent que n'importe lequel des contingents de visiteurs

⁸⁶ Toutes les statistiques mentionnées dans les paragraphes ci-après proviennent des décomptes annuels publiés par l'Organisation mondiale du tourisme. Fondées pour beaucoup sur la déclaration des motifs de leur visite que font les voyageurs lors des passages aux frontières, ou le cas échéant lors de leur demande de visa, il est donc à noter que ces statistiques comportent une part difficile à évaluer de personnes dont le but du voyage n'est pas, au moins pour partie, à proprement parler « touristique » (immigration illégale, visites de concubins ou de conjoints, séjours à caractère économique de businessmen souhaitant demeurer discrets, chercheurs sans visa dédié, etc.).

issus de pays occidentaux⁸⁷, et ont dépassé le nombre de touristes provenant de la Thaïlande voisine (5,05 % en 2012), cet élément est toutefois à relativiser. En effet, en termes de poids dans le tourisme local, les Chinois restent loin derrière les Indonésiens (9,52 % en 2012) et surtout les Singapouriens. Ces derniers, pour une série de raisons bien connues (proximité, liens familiaux, shopping frontalier, nombre élevé de courts séjours) ont représenté plus de la moitié des visiteurs étrangers en Malaisie en 2012 (51,9 %). De plus, même si le tourisme chinois en Malaisie est dans une forte dynamique de croissance, laissant augurer de meilleures perspectives à moyen terme, le pays ne se situait en 2012 qu'au septième rang (hors Hong Kong et Macau) des destinations des visiteurs chinois en Asie, derrière – par ordre décroissant – la Corée du Sud, la Thaïlande, Taïwan, Singapour, le Japon et le Vietnam. Ainsi, la marge de progression de la Malaisie pour attirer les touristes chinois reste donc conséquente.

11^e destination touristique du monde en 2013 selon l'Organisation mondiale du tourisme avec 25,715 millions de visiteurs – le pays a perdu deux places, notamment au profit de la Thaïlande, par rapport à son meilleur classement au début de la décennie en cours – la Malaisie a bien compris l'importance de l'enjeu économique de la manne touristique pour son développement. À cet égard, elle a beaucoup investi depuis plus de 15 ans dans ce secteur pour en soutenir la croissance et consolider autant que possible sa position à travers toute une série d'initiatives :

- construction d'infrastructures (aéroport international de KLIA pour accompagner la hausse du trafic aérien, rénovation complète du site de la gare centrale de Kuala Lumpur, etc.) ;
- campagnes publicitaires internationales adaptées selon les publics (tourisme halal au Moyen-Orient, etc.) ;
- mise en place de mesures d'attractivité tarifaires (*Arab rates* dans certains hôtels, dispositifs promotionnels, etc.) ;

⁸⁷ Les Australiens constituent la première population touristique non asiatique à visiter la Malaisie, représentant, par exemple, 4,03 % de l'ensemble des touristes étrangers ayant séjourné dans le pays en 2012 (8^e position).

- organisation d'événements sponsorisés à caractère folklorique à l'étranger pour promouvoir la diversité de la culture locale ;
- encouragement des investissements privés dans l'hôtellerie ;
- efforts, certes parfois relatifs, pour protéger et mettre en valeur les sites naturels du pays (création de sanctuaires marins, renforcement du statut protégé des parcs nationaux, classement au patrimoine de certaines zones, etc.) ;
- ou encore, soutien au développement d'une filière éco-touristique, en particulier dans les États de Bornéo (Luquiau, 2011).

Cette politique se poursuit désormais dans un environnement où l'Asie du Sud-Est est la région du monde qui connaît la plus forte croissance du tourisme, accentuant d'autant plus la concurrence entre les États pour profiter de ses retombées multiples (apport de devises, déploiement des services, effets sur l'emploi). Le dynamisme touristique actuel du Sud-Est asiatique s'explique notamment par la hausse continue et soutenue du nombre de touristes chinois, à la faveur de l'élévation du pouvoir d'achat des classes moyennes du pays.

Dans ce contexte, la disparition du vol MH 370 et dans une moindre mesure celle du vol MH 17 ont occasionné par effet d'accumulation un impact négatif en termes d'image pour la Malaisie, notamment auprès du public chinois, qui s'est traduit par un repli de la fréquentation touristique du pays en 2014. Et le kidnapping très médiatisé d'un ressortissant chinois à Bornéo n'a fait que renforcer cette tendance. Dans une déclaration publique, le ministre malaisien du Tourisme et de la Culture, Nazri Aziz, a ainsi estimé que cette série d'événements avait directement induit pour le pays « la perte » de 540 000 touristes chinois en 2014. Néanmoins, ce chiffre a été avancé par rapport aux prévisions de croissance très optimistes qui avaient été établies avant les deux tragédies aériennes. Selon l'agence fédérale en charge de la promotion du tourisme (Tourism Malaysia), le nombre de touristes chinois qui ont séjourné en Malaisie en 2014 s'est établi à 1,6 million, retrouvant un niveau comparable à celui de 2012, soit au final une baisse d'environ 100 000 visiteurs par rapport à 2013 (1,7 million)⁸⁸.

⁸⁸ Singapour, le Vietnam et la Thaïlande ont également connu une légère baisse de fréquentation des touristes chinois en 2014.

Toutefois, pour remédier à cette situation, le gouvernement malaisien a pris des mesures à la hauteur du poids que représente désormais l'incidence économique du tourisme chinois pour la Fédération. Plus généralement, le Premier ministre a annoncé lors de la présentation publique du budget 2015 des dispositions afin de soutenir le redémarrage du secteur touristique national avec le double objectif – ambitieux au regard des dommages durables affectant l'image internationale du pays – d'attirer 29,4 millions de visiteurs étrangers dans l'année, pour un total de dépenses directes et indirectes évalué à 89 milliards de MYR. Néanmoins, dans les faits, la plupart des décisions arrêtées ont été clairement motivées par la volonté d'inverser la tendance à la baisse des touristes chinois en Malaisie⁸⁹, qui constituent le principal potentiel de croissance de l'industrie touristique locale à court et moyen termes.

Tout d'abord, le gouvernement a décidé de lancer un grand programme de manifestations culturelles et d'événements de promotions du pays sous la bannière de Tourism Malaysia. Ce programme dénommé *Malaysia Year of Festivals 2015 (MyFest 2015)* avait une visée globale, mais il était destiné singulièrement à redorer le blason de la Malaisie auprès des touristes potentiels en Chine, où il fait l'objet d'une importante campagne de communication. Le Premier ministre malaisien a également indiqué qu'à titre exceptionnel les visas touristiques d'entrée en Malaisie pour les citoyens de certains pays, dont ceux de la RPC, seraient gratuits pendant la période du Nouvel an chinois 2015. De plus, le ministre malaisien de la Culture et du Tourisme a confirmé l'entrée en vigueur d'une baisse du tarif des visas touristiques appliqué aux touristes chinois, jusqu'alors nettement plus élevé à cause des frais intermédiaires (229 MYR) que celui imposée par la Chine aux ressortissants malaisiens (85 MYR). Enfin, Ng Yen Yen, l'ancienne ministre sino-malaisienne du Tourisme, membre de la MCA, directrice de Tourism Malaysia, a annoncé de son côté une mesure phare, de grande portée symbolique sur le plan politique, soit la facilité qui allait être accordée aux touristes chinois de pouvoir obtenir un visa touristique d'entrée en Malaisie directement au passage de la frontière avec

⁸⁹ Il est à noter que si l'on décompte à part ceux de Macau et de Hong Kong, le nombre de touristes chinois visitant la Malaisie avait dans les faits commencé à baisser légèrement en 2013 par rapport à 2012.

Singapour, donc sans qu'ils aient été contraints d'en faire préalablement la demande auprès des services consulaires malaisiens en Chine. L'objectif clairement affiché de cette mesure est de capter une partie des touristes chinois qui viennent en nombre à Singapour, en leur offrant la possibilité d'associer aisément à leur visite de la ville-État un séjour en Malaisie. L'attractivité du hub aéroportuaire de Singapour amène logiquement quantité de touristes, notamment occidentaux, à organiser leur séjour en Asie du Sud-Est entre les deux pays – plusieurs guides de voyage célèbres leur sont d'ailleurs consacrés conjointement – modalité de voyage que les autorités malaisiennes espèrent ainsi étendre aux touristes venus de Chine, dont beaucoup sont désormais réfractaires à voyager avec une compagnie aérienne malaisienne.

Au premier trimestre 2015, la Malaisie a connu une chute de 8,6 % de sa fréquentation touristique par rapport à la même période en 2014, avant un rebond durant le second semestre de l'année. Ce chiffre global, rendu public par Tourism Malaysia, montrait toutefois une situation contrastée. Si le nombre de touristes chinois, mais aussi singapouriens, australiens ou encore japonais, a continué de décroître dans le prolongement de la situation des mois précédents, en revanche, le pays a observé une hausse significative de la fréquentation des touristes en provenance d'autres États, comme la Corée du Sud, par exemple (plus 11, 2 % sur le premier trimestre 2015). Par ailleurs, favorisée par la baisse du ringgit, la Fédération a enregistré une augmentation des dépenses directes et du nombre moyen de nuitées par visiteur en 2015, compensant en partie, en termes de recettes touristiques cumulées, la baisse du nombre de voyageurs. Pour regagner plus particulièrement la confiance des touristes chinois (moins 27 % pour les quatre premiers mois de 2015 par rapport à la même période en 2014), le gouvernement malaisien a mis en place une suppression temporaire des visas pour les personnes voyageant en groupe. Avec cette nouvelle mesure, prévue pour être effective entre octobre 2015 et mars 2016, son objectif était d'atteindre le plus rapidement possible la barre symbolique des 2 millions de touristes chinois afin de retrouver le chemin d'une dynamique de croissance soutenue à moyen terme. La mesure a été proposée et défendue par Wee Choo Keong, nommé à la direction de Tourism Malaysia en juin 2015. Ancien parlementaire de l'opposition, il est devenu indépendant en 2010, tout en se rapprochant de la majorité. Spécialiste des questions de tourisme – il a été l'élu

du quartier commerçant de Bukit Bintang au centre de Kuala Lumpur, très fréquenté par les touristes – et connu pour ses positions très tranchées en faveur du développement du tourisme de masse, il est un militant de la gratuité des visas touristiques pour les Chinois, dont il ne cesse de vanter l'intérêt en termes de retombées économiques. Sa nomination à la direction de Tourism Malaysia, en plus d'être symbolique sur le plan politique au regard de son parcours, a donc été un signal important, affichant clairement les priorités du gouvernement en matière de développement de l'industrie touristique. Cependant, pour ne pas dépendre démesurément à l'avenir de la manne touristique représentée par les Chinois, les autorités en charge du tourisme domestique ont organisé en parallèle – plus discrètement, mais avec des premiers résultats encourageants – une opération de promotion ciblée de la Fédération pour attirer davantage les touristes indiens, qui représentent un immense marché potentiel. Elles ont aussi renforcé les campagnes de communication et de publicité dans les pays occidentaux, poursuivant ainsi une stratégie globale dont la Chine n'est qu'un acteur, certes devenu important, parmi d'autres.

Il est également à noter que contrairement à ce qui est observable pour la Malaisie, où le tourisme chinois relève d'une tendance plutôt homogène, tant en termes de populations – essentiellement issues des classes moyennes urbaines – que de la nature des visites (sites, motifs, etc.), le tourisme malaisien en Chine est davantage hétérogène dans sa structuration. Il se répartit en trois dimensions plus ou moins distinctes : un tourisme de découverte (grands centres urbains, sites patrimoniaux et plus secondairement naturels), un tourisme d'agrément concentré sur deux destinations très particulières que sont Hong Kong et Macau⁹⁰ et un tourisme culturel concernant les musulmans.

Comme les flux touristiques, les liens culturels, le facteur religieux ou les mobilités étudiantes sont autant de vecteurs qui nourrissent le rapprochement entre la Malaisie et la Chine. Ils s'inscrivent dans le cadre des rapports

⁹⁰ Sur le plan statistique, les autorités chinoises et l'Organisation mondiale du tourisme les distinguent d'ailleurs du reste de la République populaire de Chine, comptabilisant donc spécifiquement leur nombre de visiteurs, y compris les non-résidents de nationalité chinoise. Cela explique pourquoi Hong Kong et Macau apparaissent dans les relevés statistiques officiels comme les deux principales destinations d'accueil des touristes originaires de la RPC.

bilatéraux établis à l'échelle intergouvernementale, sur les plans diplomatique et stratégique, mais ils contribuent également à le renforcer en démultipliant les dimensions dans lesquelles se développe la « précieuse relation » entre les deux pays. Ils lui fournissent des traductions concrètes, impliquant une multitude d'acteurs, qui sont autant de sources d'interactions et de coopérations réciproques entre les partenaires, renforçant leurs intérêts communs. Dans cette perspective, ils concourent également au développement de nouvelles opportunités d'échanges, qui viennent compléter l'intégration – l'interdépendance – économique croissante qui constitue en termes d'effets la conséquence la plus remarquable du resserrement politique entre les deux États.

Les bénéfices du rapprochement économique

Les relations économiques entre la Malaisie et la Chine depuis dix ans peuvent être considérées comme excellentes. Pour la Malaisie qui trouve, avec l'essor de son commerce avec la Chine, une opportunité de diversification de partenaires et donc, au moment de la crise financière globale (2008-2009), un soutien à sa demande externe tout à fait opportun, elles sont incontestablement bénéfiques. Pour la Chine, l'extension des débouchés commerciaux, l'accès durable aux ressources primaires, notamment métallurgiques, et les projets immobiliers de grande envergure en Malaisie sont profitables. Afin de décrire de manière extensive ces relations économiques, on distinguera ici, d'abord, le volet des échanges commerciaux, d'où découle l'institutionnalisation d'une coopération monétaire (chapitre 4). Ensuite, l'étude portera sur les données globales des investissements directs étrangers avant d'affiner la lecture en abordant les projets industriels et d'infrastructures (chapitre 5), ce qui sera complété par deux cas très significatifs d'investissements industriels localisés (chapitre 6) et par les investissements immobiliers (chapitre 7). On montrera comment, dans certains domaines, le rapprochement qui s'intensifie depuis moins de dix ans avec la

Chine et l'influence, que l'État fédéral et certains gouvernements locaux (Kelantan, Johor, Penang, Sarawak) lui concèdent sur le tissu économique national, apparaissent largement structurants. Ces investissements chinois contribuent, nous semble-t-il à dessiner en partie le paysage économique et urbain malaisien de demain.

Réciproquement, et dans la perspective d'un ralentissement durable de l'économie chinoise, les canaux d'interdépendance que l'on met en relief et les ordres de grandeur que l'on indique permettent de prendre précisément la mesure des effets de ce ralentissement sur l'économie malaisienne. En connaissant précisément les tenants et les aboutissants de leurs liens économiques, on est en mesure d'éviter d'en dramatiser l'impact pour la Malaisie.

Du commerce à l'intégration monétaire et financière

Le commerce bilatéral : nouveau mantra des relations Malaisie-Chine

Dans les médias et dans la presse en Chine ou en Malaisie, la référence à l'autre pays mentionne très souvent l'étendue et les progrès de leurs échanges commerciaux : le commerce bilatéral semble être devenu la pierre de touche de l'engagement mutuel.

«... “La Chine espère que le commerce bilatéral avec la Malaisie continuera d'augmenter” a rapporté ce jour le Premier ministre Najib, “le commerce bilatéral s'est accru de 8 % cette année et le Président chinois Xi Jinping espère que ce chiffre pourra encore croître” a-t-il ajouté au sortir de leur rencontre bilatérale aujourd'hui, la quatrième entre les deux dirigeants. »⁹¹

Selon E. Devadason, dans la mesure où les relations Malaisie-Chine se sont placées sous le signe du pragmatisme économique depuis les années 1980, il est logique et normal que les échanges commerciaux deviennent le socle de leur collaboration (Devadason, 2015 : 46). Nous montrerons que ces échanges bénéficient, en effet, d'une attention très particulière.

⁹¹ Cité par l'agence malaisienne *Bernama* à l'occasion du Boao Forum for Asia, 27 mars 2015.

Une nouvelle relation commerciale significative pour la Malaisie

La Malaisie s'avère être devenue le premier partenaire de l'Asean de la Chine à la fin des années 2000 et elle entretient l'idée d'une relation commerciale privilégiée. Réciproquement, la Chine est son premier fournisseur et parmi ses tout premiers clients. Toutes deux se trouvent impliquées dans une trajectoire d'approfondissement des relations commerciales ininterrompue depuis plus de vingt ans. La Malaisie peut espérer, grâce à ce nouveau partenaire dont elle est largement complémentaire, sortir de sa dépendance commerciale historique vis-à-vis de la triade USA/Japon/Europe.

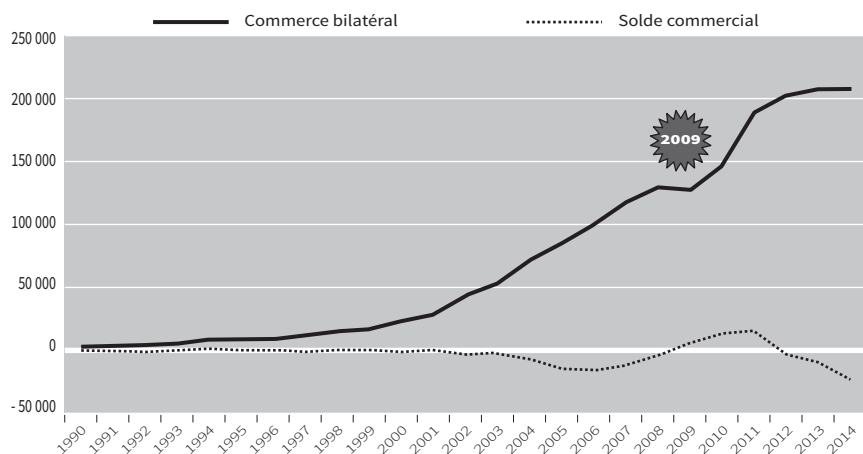


Figure 1 – Essor du commerce bilatéral, 1990-2014

Sources : Département des statistiques, Matrade

La crise financière de 2009 pourrait bien être ainsi la dernière manifestation de la vulnérabilité économique d'un système productif extraverti (le commerce extérieur malaisien représente alors près de 200 % de son PIB) dépendant de la demande occidentale. Cette dépendance l'a, en effet, frappée à plusieurs reprises par le passé : 1930 (Grande Dépression), 1986 (suite à la réévaluation du yen lors des accords du Plaza) et 2001 (crise sectorielle de l'électronique) (Lafaye de Micheaux, 2012). Au lieu de cela, l'implication croissante dans le commerce avec la Chine et l'approfondissement de l'intégration

régionale de la Malaisie apparaissent porteuses des transformations favorables à ses intérêts et à une plus grande résilience aux chocs de demande. L'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad, en apportant son soutien à l'UMNO pendant la dernière campagne électorale, a mis explicitement en relief le basculement du centre de gravité commercial du pays grâce aux échanges avec la Chine : il le présente comme un progrès en termes de prise de distance aux États-Unis et donc, d'autodétermination. Dans toutes les représentations graphiques, le point de bascule où la Chine passe au rang de premier partenaire de la Malaisie est très clairement 2008-2009, soit le moment où éclate la crise financière globale, opérant une rapide redistribution des cartes en Asie à la faveur de la Chine.

Les progrès enregistrés par la Chine dans ses échanges avec la Malaisie se lisent aussi bien au niveau des importations que des exportations dont la part dans les échanges totaux s'est fortement accrue. Ce mouvement d'amplification des échanges s'opère après les dix ans d'extrême accélération au cours des années 1990 puis surtout à la charnière du XXI^e siècle. Partant de très bas, le commerce bilatéral Malaisie-Chine a décuplé en 1992 et 2001. Au tournant du millénaire, il progressait de 20 à 40 % par an (voir la série complète des données 1990-2014 en annexe de cette partie). Le commerce bilatéral a doublé depuis 2004, il atteint 212 milliards de MYR en 2014.

Si l'on décompose le commerce chinois pour se situer à une échelle plus fine, il apparaît que sur cette période de transition, c'est la Chine continentale qui voit sa part s'affirmer rapidement vis-à-vis de Hong Kong. Celui-ci, de son côté, se maintient sans progresser.

Le rapprochement commercial Malaisie-Chine s'explique notamment par l'intégration de la chaîne de valeur dans le secteur électronique qui représente en 2014 environ 45 % de leurs échanges, processus qui s'effectue en particulier en lien avec les usines de smartphones et d'appareils portatifs en Chine continentale : le secteur électronique représente 47 % des exportations malaisiennes vers la Chine et 42 % de ses importations en 2014⁹². Les exportations malaisiennes concernées sont essentiellement les circuits intégrés électroniques, mais

⁹² MATRADE, 2015, *Malaysia External Trade Statistics 2014*.

aussi les équipements scientifiques et optiques (oscilloscopes, oscillographes et appareils de télécommunication). À cela s'ajoutent les exportations de produits pétroliers, de gaz naturel, de métal, de caoutchouc et d'huile de palme.

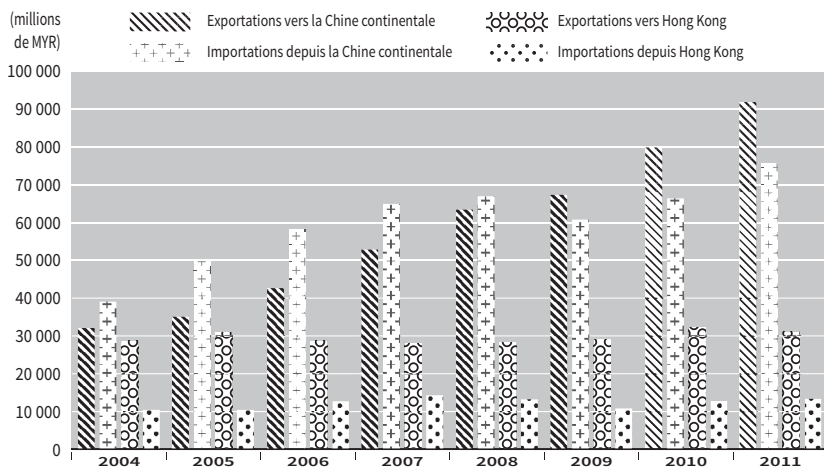


Figure 2 – Hong Kong versus Chine continentale :
exportations et importations 2004-2011

Source : banque Negara, 2015

À noter que tous ces secteurs ont à leur tour subi le ralentissement de l'activité manufacturière chinoise en 2014, contribuant, par exemple, à un recul de 16 % des exportations d'huile de palme vers la Chine au cours de l'année 2014. Mais pour l'ensemble des exportations et importations réciproques, dont le cœur est constitué par les produits semi-conducteurs dominés par les commandes japonaises, 2014 et 2015 montrent la poursuite d'une tendance à la hausse.

Les importations en provenance de Chine se situaient à un niveau faible et un rythme de progression lente au début des années 1990 : elles pesaient entre 2 et 3 % des importations malaisiennes, loin derrière l'Asean dominée par Singapour, les États-Unis et surtout le Japon, premier fournisseur à l'époque avec 25 % des parts du commerce extérieur malaisien côté importations. C'est

après la crise asiatique (1997-1998) que les importations originaires de Chine vont se mettre à croître : en 1999, elles atteignent presque 4 %, en 2001, 5 %, en 2004, 10 % et vont continuer à gagner des parts de marché jusqu'au ralentissement de 2009. Après s'être stabilisées quelques années autour de 13-14 %, elles remontent en 2012-2013 où la Chine confirme sa place de premier fournisseur de la Malaisie : en 2014, elles représentent 17 % des importations malaisiennes avec un total de 115 milliards de MYR, en progrès de 9 % par rapport à l'année précédente. Comme on l'a dit, l'essentiel de ces importations est constitué de biens intermédiaires : en 2014, la branche industrielle « Machinery and Transport Equipments » qui inclut les composants électroniques compte pour 63 % en 2014. Le reste des importations chinoises se compose essentiellement des biens manufacturés (22 %) et de produits chimiques (7,3 %).

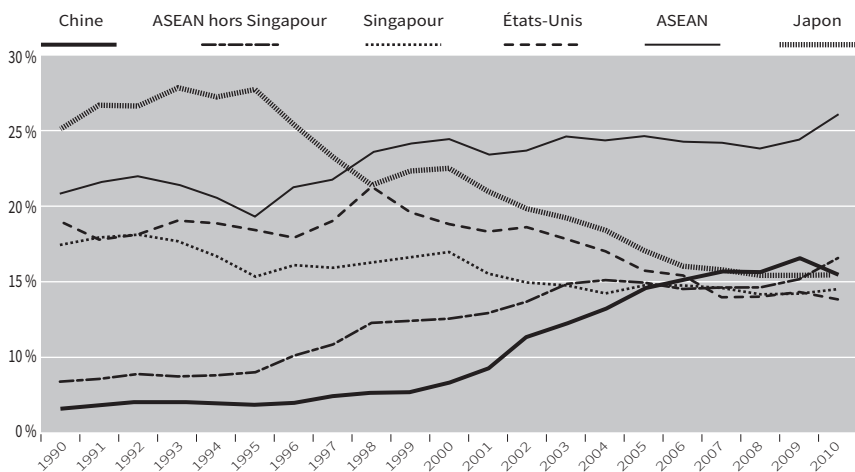


Figure 3 – Part des importations chinoises
au sein des importations malaisiennes, 1990-2010

Source : DoSM, 2010

La Chine se tient désormais loin devant Singapour ou le Japon. La place des voisins de l'Asean hors Singapour a été elle-même en progrès entre 2000 et 2010, augmentant de 9 % à 14 %. L'Union européenne se maintient autour de 10 % pour les importations (avec l'Allemagne en premier partenaire). Quant

à la part des États-Unis, elle est tombée de la deuxième place derrière le Japon (16 % à 20 % durant toute la décennie 1990) à la quatrième place (à 11 %) au début des années 2010.

Au cours de la décennie 2000 s'opère le basculement des fournisseurs, reléguant au deuxième plan les pays de la triade (Japon, USA, Europe) au profit de l'Asie orientale dominée par la Chine. En termes de dynamique des flux et de polarisation, il semble manifeste que le sens de l'histoire économique a alors changé⁹³ et que le gouvernement malaisien accompagne ce mouvement pour en tirer des bénéfices politiques, notamment en profitant du soutien officiel de la Chine au moment des élections de 2013.

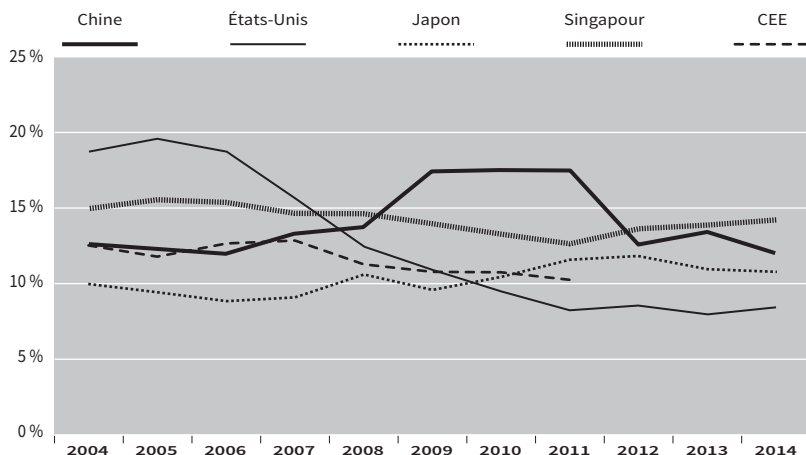


Figure 4 – Part des exportations vers la Chine au sein des exportations malaisiennes, 2004-2014

Source : Bank Negara, 2015

⁹³ Il est singulier de noter que l'évolution du commerce des États malais s'était effectuée en sens inverse un siècle et demi plus tôt : sous l'effet de l'expansion du commerce colonial et alors même que le commerce des produits du détroit avec la Chine continuait de progresser, sa part s'érodait en 20 ans. Entre 1848 et 1868, les échanges *via* Singapour vers l'Europe passaient de 16 à 25 % du total tandis qu'avec la Chine leur proportion se réduisait de 19 à 12 % (Andaya et Andaya, 1982 : 133-134).

En termes d'exportations, la Chine a aussi accédé aux premières places durant la décennie écoulée. En 2014, les exportations malaisiennes vers la Chine s'élevèrent à 108 milliards de MYR, sur un total de 766 milliards de MYR, soit 12,1 %.

Ainsi, avec le recul pris par rapport à la crise des *subprimes* qui a opéré une bascule des hiérarchies dans le domaine commercial, on observe que ce sont bien plutôt les pays occidentaux (États-Unis, Union européenne) qui ont reculé dans les exportations malaisiennes – car leur recul se stabilise avec le temps – qu'une simple et franche montée en puissance chinoise. En effet, celle-ci n'est pas sans heurts puisque dès 2012, c'est Singapour qui occupe la position de premier rang au niveau des exportations malaisiennes.

Après des années de croissance fulgurante, qui l'ont amenée à occuper la première place dans les années post-crise financière globale (2008-2011), la Chine est repassée au second rang derrière Singapour (14,2 %) depuis l'année 2012. Début 2015, du fait de son propre ralentissement économique, elle n'est plus que le troisième destinataire des exportations de la Malaisie derrière Singapour et le Japon.

En termes de produits, les exportations relèvent pour la moitié de la branche « Machinery and Transport Equipments ». Mais les biens liés aux ressources naturelles sont en forte croissance et pèsent lourd dans la balance commerciale, que ce soit sur les huiles animales et végétales (15 %) ou le caoutchouc⁹⁴.

La part de la Chine dans les exportations malaisiennes est passée d'environ 12,5 % dans les années 2004-2008 à 17,5 % au moment de la crise des *subprimes* (2009-2010) puis est redescendue au fur et à mesure que reprenait la demande mondiale. Depuis 2011, elle a oscillé entre de 12,7-13,5 %.

Le ralentissement de la croissance économique chinoise explique la hiérarchie provisoire en faveur de Singapour. Cette structure devrait se prolonger quelque peu au cours des années à venir au regard des perspectives macroéco-

⁹⁴ Source : CIMB. En 2013, 60 % des importations d'huile de palme chinoises sont d'origine malaisienne. En 2014, près de la moitié des exportations de caoutchouc de la Malaisie (46 %) sont à destination de la Chine, *Malaysia National Rubber Statistics 2014*, p. 10.

nomiques régionales et locales. En 2014, c’est encore Singapour qui est en tête pour ce qui est de la progression des échanges bilatéraux (+ 8 %), loin devant la Chine qui enregistrerait en réalité seulement 2,2 % de progrès (représentant une hausse de 4,54 milliards de MYR). On est assez loin du rythme de 8 % de croissance annuelle annoncé lors de la visite en Malaisie du président chinois en 2013⁹⁵.

À noter pour finir que la Chine occupe bien le premier rang au titre des importations (115 milliards de MYR), loin devant Singapour (85 milliards de MYR), justifiant donc son titre de premier partenaire commercial de la Malaisie avec, en 2014, 212 milliards de MYR d’échanges bilatéraux, contre 193 milliards de MYR avec Singapour.

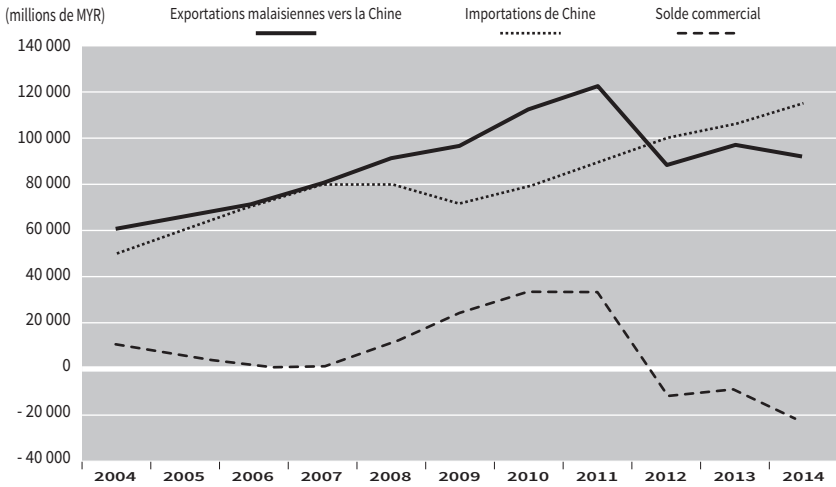


Figure 5 – Commerce bilatéral Malaisie-Chine et solde commercial pour la Malaisie, 2004-2014

Source : banque Negara, 2015

⁹⁵ MATRADE, *Malaysia Trade Performance 2014*, p. 1.

Pour quel équilibre commercial ?

Pays dont l'économie est tirée par les exportations, la Malaisie est structurellement excédentaire dans ses échanges avec le reste du monde. En 2014, elle l'est encore pour la dix-septième année consécutive ; l'excédent global est d'ailleurs en hausse de 17 % par rapport à 2013.

Dans ce contexte très positif, la balance commerciale avec la Chine offre un profil plus complexe car il a évolué au cours du temps et au fil de l'approfondissement de leurs échanges. Comme l'indique la figure 6, le déficit commercial relativement important dont a souffert le pays dans ses échanges avec la Chine au milieu des années 2000 s'est rapidement réduit autour de 2008 et s'est même inversé : le solde commercial de la Malaisie vis-à-vis de la Chine devient excédentaire de 2009 à 2011 (+ 15 milliards de MYR en 2011) : la relation commerciale avait toutes les raisons d'être jugée positivement alors d'autant que le pays, comparativement à ses voisins de l'Asean, engrangeait les plus forts bénéfices directs de cette relation commerciale⁹⁶. Mais depuis 2012, les choses ont changé là aussi : les exportations vers la Chine ralentissent en raison d'une baisse de sa demande, mais les importations se maintiennent, stimulées par la bonne dynamique de l'activité économique malaisienne, et poursuivent leur progression. Ainsi, le déséquilibre commercial semble être devenu structurel entre les deux pays (- 23 milliards de MYR en 2014).

À l'échelle de l'Asean fortement concernée par cette recomposition régionale, la montée en puissance de l'influence économique et commerciale chinoise est parfaitement avérée (Boisseau du Rocher, 2006 ; Chaponnière, 2014 ; Alary et Lafaye de Micheaux, 2015).

Au sein de l'Asean, la part de la Chine dans les échanges nationaux s'est, en effet, accrue considérablement au cours des 25 dernières années, et le profil de progression est très similaire pour chacun des principaux pays de la région. À partir de la crise de 2008, c'est la Malaisie qui passe au premier rang pour l'importance qu'y tient le commerce chinois.

⁹⁶ En 2011, le solde bilatéral avec la Chine représente 9,2 % de son PIB, contre, par exemple, 1,7 % pour la Thaïlande ou 1 % pour les Philippines, tandis que le Vietnam est de son côté fortement déficitaire (- 13 %) ; (Chaponnière, 2014 : 24).

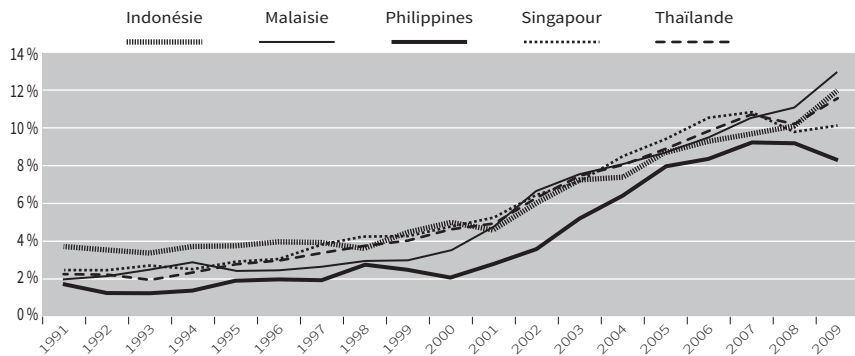


Figure 6 – Évolution de la part de la Chine dans le commerce des principaux pays de l'Asean (1991-2009)

Source : Yong, et alii, 2015, p. 32.

Le sentiment malaisien d'une relation commerciale privilégiée se justifie dans la mesure où, à la fin des années 2000, elle apparaît comme le premier partenaire de la Chine au sein de l'Asean : alors qu'elle pesait 16 % des échanges commerciaux réalisés par la Chine avec l'Asean en 1992, la Malaisie en concentre le quart en 2014 (18 % des exportations ; 30 % des importations) (Devadason, 2015 : 48). À titre illustratif, au cours de la deuxième moitié des années 2000, la Malaisie exporte en moyenne 1,5 fois plus que la Thaïlande n'exporte vers la Chine, 2 fois plus que l'Inde et Singapour, 3 fois plus que les Philippines et 5 fois plus que le Vietnam. En 2011, sa part dans les importations chinoises (3,6 %) est considérable compte tenu de sa taille et comparativement à celle de ses voisins (Inde : 1,5 % ; Singapour : 1,7 %) ⁹⁷.

Les mois passant, l'étroitesse du lien commercial à la Chine ne se dément pas. On l'a dit, en 2014, le commerce bilatéral a encore progressé et semble bien être devenu le ciment le plus fort des relations entre les deux pays. Ainsi, au lendemain de la cinquième visite officielle de Najib Razak en Chine et à la

⁹⁷ Cette part relative de la Malaisie dans les importations chinoises a ainsi progressé de 20 % de 2005 à 2011. C'est le taux de progression le plus élevé au sein de l'Asean après le Vietnam passé de 0,4 à 0,6 % (+ 30 %) sur la même période ; Asian Bank of Development, 2012, *Asian Development Outlook 2011, Update*.

quatrième rencontre bilatérale entre le Premier ministre malaisien et le président chinois Xi Jinping (26 et 27 mars 2015), lors du Boao Forum for Asia (du nom d'une ville proche de Qionghai, Hainan) qui se veut l'équivalent chinois du Forum économique mondial de Davos, le premier et principal écho de leur rencontre porte sur le souhait mutuel d'approfondir plus encore le développement des échanges commerciaux : les deux pays ont rappelé leur objectif commun d'atteindre les 160 milliards de \$ US d'échanges bilatéraux en 2017 (contre 102 milliards de \$ US en 2014⁹⁸). Notons que la référence au commerce bilatéral permet d'harmoniser les intérêts des deux parties, à l'inverse d'un accent mis sur le solde commercial, forcément antagonique. Ce chiffre de 160 milliards de \$ US en 2017, énoncé par le président Xi Jinping lors de sa visite en Malaisie en octobre 2013, semble en passe de devenir le nouveau mantra des relations Malaisie-Chine.

Une relation inscrite dans des accords commerciaux pluriels

On s'attend à ce que la mise en place de la zone de libre-échange entre la Chine et l'Asean (China-ASEAN Free Trade Agreement ou CAFTA), signée en 2010, accélère encore le processus d'intégration commerciale entre la région et la Chine d'une part, et l'intégration commerciale bilatérale entre Malaisie et Chine, d'autre part. Mais le périmètre de l'intégration commerciale régionale est déjà en train de se restructurer avec la mise en place du Partenariat économique régional complet (Regional Comprehensive Cooperation Economic Partnership ou RCEP) (Devadason, 2015 : 44). Créé en 2012 à l'initiative de la Chine, il associe l'Asean et tous ses partenaires d'accords de libre-échange bilatéraux dans la région : la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, concernant dès lors la moitié de la population, le tiers du PIB et le quart des exportations de la planète. Prévu pour entrer en vigueur en 2015 (ce

⁹⁸ Les données du ministère du Commerce indiquent 212 milliards de MYR, équivalent à 56 milliards de \$ US en 2014. Cela vient du fait que ce chiffre répété en boucle sur le commerce bilatéral Malaisie-Chine additionne, en réalité, exportations et importations enregistrées en Chine et en Malaisie. Mais côté malaisien, par exemple, le commerce bilatéral (X + M) ne représentera donc que la moitié de ce chiffre officiel.

qui n'a pas été le cas), ce partenariat à 26 membres offre un cadre élargi au sein duquel se déploieront à l'avenir les relations commerciales Malaisie-Chine.

Mais selon E. Devadason, ce cadre du RCEP n'est pas du tout neutre pour leur relation bilatérale. En effet, elle démontre que si l'on compare les échanges au sein du CAFTA et ceux entre les pays du périmètre RCEP (plus large), les potentiels de commerce avec la Chine se sont considérablement accrus au cours des dix dernières années, mais ceux générés au sein de l'Asean sont plus élevés pour la Malaisie lorsqu'on intègre ensemble l'Asie orientale, l'Australie et la Nouvelle Zélande⁹⁹. En effet, et notamment pour les deux secteurs qui représentent à eux seuls plus de la moitié de ces échanges bilatéraux (composants électroniques, appareils électriques, appareils d'enregistrement sonores ; les chaudières, équipements mécaniques et machines), elle montre que leur potentiel de commerce s'érode avec le temps, voire, est déjà épuisé, ce qui signifie, compte tenu de l'asymétrie de puissance économique entre les deux pays, que la Chine commerce actuellement avec la Malaisie au-delà des volumes théoriques pour ces types de biens. Par conséquent, la Chine aurait désormais plus intérêt à quitter ces échanges qu'à y rester : l'élargissement de sa sphère de libre-échange va lui permettre de diversifier ses partenaires et d'abandonner des relations commerciales moins favorables avec la Malaisie. Avec le RCEP, l'extension régionale de la matrice des échanges de la Chine devrait donc se faire au détriment de la qualité de sa relation actuelle à la Malaisie. Ainsi, selon E. Devadason, le commerce qui est l'actuel fer de lance de la coopération bilatérale Malaisie-Chine se doit d'être complété, voire remplacé, dans les priorités gouvernementales par d'autres modalités de partenariat innovantes.

Ce sont ces modalités, dont on montre qu'elles sont déjà largement à l'œuvre, que nous explorons maintenant, en commençant par un nouveau ciment institutionnel puissant entre les deux pays : la monnaie.

⁹⁹ Sa méthodologie consiste à mesurer, *via* un modèle de gravité, les différences en matière de potentiel de commerce Malaisie-Chine entre les deux cadres (le cadre actuel Asean + Chine et le cadre RCEP).

L'institutionnalisation récente d'une intégration monétaire et financière

Faciliter les échanges commerciaux et jouer le rôle d'interface avec l'Asean

Accompagnant l'implication commerciale croissante, l'intégration monétaire de la Malaisie à la Chine s'approfondit à grande vitesse à partir d'innovations institutionnelles en Malaisie qui accompagnent la libéralisation progressive du secteur monétaire et financier chinois. Cette intégration monétaire résulte d'un choix politique extrêmement significatif. Elle a été soulignée à plusieurs reprises par Najib Razak, en particulier lors de la visite du président chinois en octobre 2013 à Kuala Lumpur, lorsqu'il souligne que 2,3 % des échanges commerciaux en yuan dans le monde se font avec la Malaisie. Cependant, si Najib Razak annonce que la Malaisie est le seul pays en dehors de la Chine à pouvoir utiliser la monnaie chinoise et sa Banque centrale (Bank Negara), la seule à détenir des réserves en yuan, en réalité, elle n'est pas seule concernée par le phénomène d'internationalisation monétaire du yuan dans l'Asie du Sud-Est (Chaponnière, 2014 : 36-37). Toutefois, elle en a été pionnière, avec Singapour, et c'est elle qui bénéficie d'accords monétaires portant sur les masses de devise les plus importantes (swaps) après Singapour. Ces accords visent à faciliter les échanges et à donner des moyens à la stabilité monétaire régionale. Les autorités malaisiennes et chinoises souhaitaient que cette coopération monétaire, qu'ils présentent comme exceptionnelle, soit promue et approfondie à l'avenir. C'est ce qui s'est effectivement produit en très peu de temps. En effet, l'intégration monétaire reposant sur une ouverture réciproque accompagne directement l'extension rapide des échanges commerciaux, dont le taux de croissance aura été de 20 % par an en moyenne sur les deux dernières décennies.

MYR par 1 USD

8 Juin 2005 00:00 UTC - 5 Juin 2015 02:55 UTC
USD/MYR close:3.71116 low:2.93700 high:3.83565



Figure 7 – Taux de change du ringgit malaisien par rapport au dollar (2005-2015)

Source : banque Negara, 2015

Rappelons que pour favoriser leurs régimes de croissance respectifs tirés dans les deux cas par les exportations, la Malaisie et la Chine partageaient depuis 1999 l’ancrage (*peg*) au dollar, ce qui fixait *de facto* la parité de leurs monnaies respectives. Ils l’ont suspendu au même moment, en juillet 2005. Depuis lors, les deux monnaies fluctuent l’une par rapport à l’autre et les échanges commerciaux engendrent des conversions impliquant systématiquement une troisième devise, le dollar. Les analystes financiers soulignent tous l’étroit entrelacement des échanges commerciaux entre les deux pays et la nécessité de sortir les transactions Chine-Malaisie de l’incertitude liée aux variations respectives de leurs taux de change du dollar.

CNY par 1 USD

8 Juin 2005 00:00 UTC - 5 Juin 2015 02:57 UTC
 USD/CNY close:6.20565 low:6.04370 high:8.27836



Figure 8 – Taux de change du renminbi chinois par rapport au dollar (2005-2015)

Source : banque Negara, 2015

Un swap de devises totalement inédit dans le domaine bilatéral a été mis en place entre la Bank Negara et la Banque centrale de Chine depuis début 2009. Il a été renouvelé ensuite à une plus large échelle afin de répondre aux besoins en devises du marché malaisien. Un système de swaps de devises bilatéraux avait déjà été initié dans le cadre de l'initiative de Chiang Mai (2000) entre l'Asean et les grands pays d'Asie orientale (Chine, Japon, Corée du Sud) ; il est aussi à l'œuvre entre l'Union européenne et la Chine depuis fin 2013. Mais dès 2010, le marché interbancaire extérieur chinois réalisait des cotations directes entre le ringgit malaisien et le yuan.

En 2012, 1 % seulement du total des échanges malaisiens était libellé en yuan, c'est cette part que la Banque centrale malaisienne a souhaité voir augmenter pour qu'elle se rapproche de la part des échanges réels avec la Chine (12-15 % à l'exportation comme à l'importation). Dans ce but, le système des

règlements malaisien a été élargi en janvier 2012 pour pouvoir effectuer les règlements et compensations en yuan afin d'accompagner les opérations financières et commerciales de la Malaisie dans la monnaie chinoise. Les effets ont été rapidement lisibles : sur les 7 premiers mois de 2012, les dépôts bancaires en yuan dans les banques malaisiennes ont triplé.

En théorie, l'amélioration de la liquidité du yuan en Malaisie devrait non seulement favoriser les échanges commerciaux et les investissements financiers avec la Chine, mais aussi permettre un meilleur rapatriement des bénéfices générés par les investissements directs étrangers (IDE) croissants en direction de la Chine selon le gouverneur de la Banque centrale malaisienne, Zeti Akhtar Aziz¹⁰⁰. À noter que les prises de parole régulières du gouverneur de la Banque centrale malaisienne dans les médias pour expliquer la teneur et les bienfaits attendus du swap de devises témoignent du niveau politique (le plus haut) de la construction de la relation entre les deux États : l'intégration économique entre les deux pays passe par un rapprochement approfondi des systèmes monétaires qui engage directement la souveraineté de chaque État¹⁰¹.

Les grands conglomérats malaisiens devraient, en effet, pouvoir rapidement tirer avantage de l'internationalisation de la monnaie chinoise qui passera par la labellisation d'un nombre croissant de transactions commerciales Malaisie-Chine dans la monnaie chinoise. Mais faciliter les conversions favoriserait aussi le développement des exportations des PME malaisiennes, jusque-là peu incitées à opérer avec la Chine.

La Chine a encore abaissé les restrictions sur l'usage du yuan en Malaisie en 2013. Les plus grands acteurs financiers du pays n'ont pas tardé à en profiter car, à côté de l'avantage en termes de réduction de la source d'incertitude du change, les coûts de transaction (temps, intermédiaires, doubles commissions) liés à la conversion du ringgit *via* le dollar en monnaie chinoise diminuent. Avec l'assouplissement des restrictions monétaires, la transparence des prix s'améliore

¹⁰⁰ China Daily, « Malaysia optimistic on RMB transaction », 27 septembre 2012, (http://www.chinadaily.com.cn/business/2012-09/27/content_15788688.htm).

¹⁰¹ Voir notamment le discours du gouverneur de la Banque centrale malaisienne (Bank Negara) le 22 novembre 2013 à l'occasion de l'ouverture d'un bureau de représentation à Pékin ; site de la Banque des règlements internationaux, (<http://www.bis.org/review/r131122i.htm>).

et la comparaison s'en trouve facilitée. Il est apparu aussi que des fournisseurs chinois proposaient d'être réglés en yuan (contre ristournes), les coûts de production en Chine étant libellés en monnaie locale.

CNY par 1 MYR

8 Juin 2005 00:00 UTC - 5 Juin 2015 02:51 UTC

MYR/CNY close:1.67272 low:1.66363 high:2.30586



Figure 9 – Taux de change entre le ringgit et la monnaie chinoise depuis la fin de leur ancrage respectif au dollar en juillet 2005

Source : banque Negara, 2015

Une enquête de Standard Chartered conduite début 2013 a montré que 50 % des compagnies malaisiennes interrogées s'apprêtaient à opérer en yuan au cours de l'année ou le faisaient déjà, bien que toutes les restrictions monétaires et financières ne soient pas levées et que la Chine maintienne un contrôle des changes qui empêche la convertibilité complète du yuan et l'accès aux marchés des capitaux. En effet, à ce moment-là, les analystes financiers malaisiens s'attendent à une poursuite de la politique chinoise de libéralisation finan-

cière¹⁰². Celle-ci va être confirmée par les ouvertures des mois suivants. En termes de monnaie de règlement des échanges commerciaux, le yuan est passé de la vingtième place (en janvier 2012) à la septième place mondiale en septembre 2014 : son internationalisation est effectivement en cours¹⁰³.

Comme c'est le cas pour chacune des étapes institutionnelles de l'intégration monétaire entre la Chine et la Malaisie, elle s'est faite sur la base d'accords officiels et de mesures validées au plus haut niveau.

En effet, après son annonce lors de la visite de Najib Razak en Chine en mai 2014, la création en avril 2015 de la banque de compensation du yuan sur le territoire malaisien marque une nouvelle étape dans la progression de l'intégration monétaire entre les deux pays. La Bank of China, l'une des plus grandes banques commerciales de Chine, établie en Malaisie et à Singapour depuis les années 1930, s'est vue attribuer par les autorités chinoises cette fonction de compensation, c'est-à-dire pour les acteurs économiques, de conversion directe de la monnaie malaisienne en monnaie chinoise. L'institution de compensation offre aux banques locales un accès direct (donc une source centralisée et stable) à la monnaie chinoise. Cela a pour effet immédiat de baisser les coûts de transaction à l'échelle microéconomique pour tous les échanges impliquant les deux monnaies, y compris les transactions financières. Celles-ci, *via* la création de nouveaux produits et services, devraient s'en trouver fortement dynamisées. Réciproquement, les banques malaisiennes auront le droit d'accepter des dépôts en monnaie chinoise, qu'elles pourront placer ensuite directement dans des titres en Chine.

Enfin, en partageant avec la Malaisie l'exclusivité que Singapour avait reçue un an auparavant (février 2013) de la fonction de compensation offshore à l'échelle de l'Asean¹⁰⁴, la Chine la désigne comme un partenaire économique

¹⁰² Chan Quan Min, « Malaysia opens the door to Chinese companies », *Kinibiz*, 8 juillet 2013, (<http://www.kinibiz.com/story/issues/34918/malaysia-opens-the-door-to-chinese-companies.html>).

¹⁰³ Ce processus s'illustre également dans l'ambition de devenir monnaie de réserve et les négociations en cours en 2015 avec le Fonds monétaire international (FMI).

¹⁰⁴ Les précédents sont tous récents : Taïwan (décembre 2012), Singapour (février 2013), Royaume-Uni et Allemagne (juin 2014), Corée du Sud (juillet 2014) France et Luxembourg (septembre 2014), Qatar, Canada et Australie (novembre 2014) ; J. Ma, Ji, « Malaysia to be a RMB hub », *CIMB Economic Update, Malaysia*, 19 novembre 2014.

stable et privilégié. Les conséquences de ce choix sont aussi à considérer sur le plan macroéconomique et stratégique : la Malaisie est confirmée là dans un rôle à la fois singulier et très favorable d'interface régionale des échanges de l'Asean avec la Chine.

Sans oublier de rappeler que son pays est le premier partenaire commercial de la Chine au sein de l'Asean, Najib Razak a cependant pris soin de présenter la création de la banque de compensation entre le ringgit et le yuan comme une manière d'accélérer les investissements et les échanges commerciaux entre la Chine et l'Asean dans son ensemble (et non pas au seul bénéfice de la Malaisie), à l'heure de l'établissement de la communauté Asean¹⁰⁵.

L'intégration des places financières : des efforts malaisiens parfois à mauvais escient ?¹⁰⁶

La pénétration du marché chinois des assurances par les titres d'assurance-vie issus de la finance islamique, dont la Malaisie est devenue un pôle mondial (Delfolie, 2015), est aussi orchestrée par l'État et la Banque centrale. Le gouverneur de cette dernière affirmait en 2012 : « La montée en puissance chinoise dans l'économie mondiale réclame des réponses politiques dynamiques afin d'optimiser la stabilité du système financier mondial ». Ainsi, les titres obligataires islamiques (*sukuk*) introduits en 2012 à destination des musulmans chinois est-elle une opération politiquement suivie de près. Le gouverneur de la Banque centrale de Malaisie vante dans la presse « la possibilité de détenir des obligations ou des *sukuk* en yuan ainsi que d'autres produits financiers destinés aux investissements de portefeuille : ceci va non seulement favoriser les comptes clients en yuan dans les banques malaisiennes, mais aussi, plus globalement, contribuer à approfondir le marché malaisien, tiré par les échanges commerciaux en yuan qui deviendra aussi de plus en plus liquide ».

Moins convaincantes sont les introductions à la bourse malaisienne (Bursa Malaysia) d'entreprises chinoises : autorisées depuis 2006 par la Commission

¹⁰⁵ « Najib launches Bank of China as renminbi clearing bank », *Bernama*, 14 avril 2015.

¹⁰⁶ Cette section est issue de Elsa Lafaye de Micheaux, 2014, avec l'aimable autorisation de reproduction de *La Revue de la régulation* et de *Revue.org*, (<http://regulation.revues.org/10760>).

des opérations de Bourse, la cotation transfrontalière (c'est-à-dire la cotation en Malaisie d'entreprises chinoises : *cross-border listing*) devait théoriquement s'ouvrir aux entreprises multinationales étrangères ayant des intérêts en Malaisie. Elle devait aussi permettre d'améliorer les relations financières avec des pays partenaires et élargir l'éventail des titres de haute qualité. Dans les faits, il a fallu des mois d'efforts gouvernementaux pour promouvoir cette innovation financière et attendre les suites de la visite d'État de Najib Razak en Chine en 2009 pour qu'une entreprise chinoise se présente : XingQuan International Sports Holding, industrie de semelles en caoutchouc et d'articles de sport basée en Chine et enregistrée aux Bermudes ; son enregistrement n'a été effectif qu'en juillet 2012. Depuis l'offensive diplomatique de 2009 pour attirer ces entreprises, un petit nombre seulement de demandes a suivi : en 2013, on comptait 11 entreprises chinoises cotées à la bourse de Kuala Lumpur (selon le décompte du magazine spécialisé *Kinibiz*). Ainsi l'ouverture de la bourse nationale aux entreprises chinoises visait-elle à relier le pays et ses investisseurs à « l'économie la plus dynamique du monde », mais l'offre réelle s'avère bien maigre et sa qualité, tout à fait douteuse. En fait, selon le journaliste Chan Quan Min (*Kinibiz*), « personne ne pourrait être plus enthousiaste de l'accroissement de la libéralisation des marchés des capitaux à l'échelle mondiale que les Chinois eux-mêmes »¹⁰⁷ : ce sont les entreprises chinoises qui, selon les estimations de PricewaterhouseCoopers, jouent le plus ce jeu de la double cotation (la Chine représente 30 % des opérations de double enregistrement depuis qu'elles sont autorisées sur les places boursières dans le monde), en raison des difficultés considérables pour être cotées en Bourse en Chine et de la concurrence extrême qui règne sur les places de Shanghai ou Shenzhen. Mais si les entrées en bourse vont toujours être favorables à l'entreprise chinoise qui peut accéder ainsi à de nouveaux fonds prêtables, il se peut que par la suite, les autorités boursières se trouvent face à une société en holding dont le capital ne peut être saisi, qui ne distribue aucun dividende et dont les actionnaires locaux sont totalement floués. Les journalistes malaisiens ont en tête la référence américaine : pas moins de 493 compagnies chinoises ont déjà été délistées de la

¹⁰⁷ Interview, par Elsa Lafaye de Micheaux, de Chan Quan Min, journaliste du magazine économique en ligne *Kinibiz*, PWTC, Kuala Lumpur, 31 août 2013.

bourse de New York (NYSE) depuis l'ouverture de cette dernière aux cotations transfrontalières¹⁰⁸ ; des scandales ont aussi éclaté à Singapour dans le cadre d'entreprises du même genre. Selon le représentant d'une entreprise chinoise implantée en Malaisie¹⁰⁹, les 11 entreprises chinoises inscrites à la Bursa Malaysia, le plus souvent dans le secteur des biens de consommation, ne sont en aucun cas des fleurons industriels et le doute est permis sur l'apport qualitatif économique et financier de ces nouvelles interdépendances.

Enfin, on peut s'interroger sur les conditions concrètes, les modalités du développement et les effets de la coopération monétaire qui s'est approfondie si rapidement en 2015. Après l'instauration en avril 2015 de la banque de compensation (Bank of China) chargée d'assurer la conversion au fil de l'eau des devises pour accompagner l'essor commercial et financier, le Premier ministre chinois a annoncé en novembre suivant l'introduction d'un marché offshore permettant d'investir depuis la Malaisie dans les actifs chinois en yuan¹¹⁰. En ouvrant son marché financier aux investisseurs institutionnels malaisiens à travers le Renminbi Qualified Foreign Institutional Investors, un dispositif de quotas octroyés en yuan (50 milliards de yuans, soit 33 milliards de MYR) pour accéder aux marchés de Shanghai et Shenzhen et acquérir notamment des bons du Trésor chinois¹¹¹, la Chine inscrit donc la Malaisie dans sa politique de progressive internationalisation de la monnaie et d'ouverture du compte de capital.

Cette annonce intervient à quelques jours de la reconnaissance officielle par le FMI du rôle de réserve internationale du yuan. Celui-ci intègre les DTS, panier de monnaies internationales, aux côtés du dollar, de l'euro, de la livre

¹⁰⁸ Chan Quan Min, « Malaysia opens the door to chinese companies », *Kinibiz*, 8 juillet 2013, (<http://www.kinibiz.com/story/issues/34918/malaysia-opens-the-door-to-chinese-companies.html>).

¹⁰⁹ Interview par Elsa Lafaye de Micheaux de Monsieur B. T., représentant de l'entreprise souhaitant garder l'anonymat, Kuala Lumpur, 5 septembre 2013.

¹¹⁰ « China to grant 50-Bln. Yuan RQFII quota to Malaysia », *Xinhua*, 23 novembre 2015.

¹¹¹ ACCCIM – Bank of China, conférence de présentation du dispositif RQFII, Kuala Lumpur, 2 décembre 2015, (<http://www.nst.com.my/news/2015/11/113322/china-grants-malaysia-rm335bil-rqfii-quota>).

sterling et du yen¹¹². Il s'agit là d'une reconnaissance internationale très attendue par la Chine et décisive pour la poursuite de la politique d'internationalisation de la devise chinoise.

Pour le moment, la création du cadre institutionnel conjointement par la Bank Negara et la Banque populaire de Chine semble néanmoins précéder de très loin les besoins qu'elles anticipent : les divers instruments monétaires institués à partir de décisions politiques conjointes n'ont pour certains jamais été utilisés (swaps de devise) ou ne le sont qu'à peine (compensation monétaire en yuan). La politique de change de la Malaisie qui consiste en une régulation souple de la valeur de la monnaie nationale (laissée aux fluctuations du marché à partir de l'été 2015) se passe jusqu'à présent de l'aide de la Chine. Les réserves de change malaisiennes sont amplement suffisantes et la Banque centrale n'a pas eu la nécessité de recourir aux devises mises à disposition par la Chine. Sur un autre plan, les transactions commerciales ne recourent que très marginalement à la banque de compensation (c'était le cas encore fin 2015, six mois après son établissement) car les canaux de paiement entre partenaires commerciaux malaisiens et chinois ont été établis et rodés de longue date. Ainsi, l'innovation institutionnelle dans le domaine monétaire n'a pas encore changé les habitudes. La coopération monétaire Malaisie-Chine apparaît ainsi offrir un cadre favorable, symbolique politiquement, et largement médiatisé, mais qui n'était pas impatientement attendu par les acteurs économiques¹¹³.

¹¹² « DTS : le FMI intègre le yuan chinois comme monnaie de réserve », *Challenge*, 30 novembre 2015.

¹¹³ Bref entretien d'Elsa Lafaye de Micheaux avec Madame Tan Sri Zeti Akhtar Aziz, gouverneur de la Banque centrale de Malaisie, Hôtel Méridien, Kuala Lumpur, 25 novembre 2015 ; réunion avec les administrateurs de la Bank Negara concernés par la coopération monétaire Malaisie-Chine, Bank Negara, Kuala Lumpur, 15 décembre 2015.

Investissements chinois dans l'industrie et les transports

Dans ce chapitre, on s'efforce de quantifier le phénomène des investissements directs étrangers chinois en Malaisie, qu'ils soient industriels ou touchant aux infrastructures de transport. Ces investissements, du moins jusqu'en 2103, restaient dans des proportions modestes, mais leur répartition sectorielle et spatiale a été très singulière par rapport aux pays investisseurs traditionnels en Malaisie, témoignant de logiques industrielles bien particulières. De ce fait, et bien que demeurés relativement limités au cours de la période récente, ils ont joué un rôle structurant à la fois sur le territoire et dans les secteurs industriels concernés par ces flux. L'accélération récente, dont témoigne le fait qu'en 2015 la Chine se trouve au premier rang des investisseurs en Malaisie, ne laisse pas d'interroger.

Aborder la présence chinoise en Malaisie sous l'angle des investissements s'avère un exercice difficile, en particulier du fait de la nature des données disponibles, du nombre et de la complexité des acteurs impliqués. On s'appuiera ici sur les données des investissements directs étrangers du Département de statistiques et de la Banque centrale d'une part (qui sont ceux qui sont transmis à la CNUCED pour les comparaisons internationales) pour fixer les ordres de grandeur des investissements directs étrangers (IDE) et de la place de la Chine dans ces investissements (flux et stocks).

Pour qualifier les investissements, on s'appuiera sur d'autres séries, non homogènes avec celles des précédents services, qui sont celles de l'administration en charge des investissements en Malaisie, le MIDA : on pourra alors

préciser les secteurs et les États malaisiens qui ont polarisé les projets d'investissements industriels chinois en Malaisie au cours des dernières années.

Pour compléter la description du caractère structurant (dans certains secteurs spécifiques) des investissements, nous ferons le point sur leur présence dans les infrastructures et les transports.

Des investissements directs étrangers encore limités

On présentera ici d'abord les flux d'IDE, ainsi que les stocks, de la Malaisie vers la Chine, car ils sont plus importants et plus anciens. Certes croissants (en volume), les investissements malaisiens en Chine présentent cependant entre 2010 et 2014 une tendance à la réduction en part relative, n'illustrant donc pas l'idée d'une implication malaisienne accentuée vers la Chine. Dans le sens inverse, on soulignera que la Chine n'est qu'un investisseur marginal au sein des montants d'investissements étrangers reçus par la Malaisie, mais que cette place subalterne pourrait tendre à se transformer très rapidement.

Faibles investissements directs de Malaisie vers la Chine

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer à partir de l'extraordinaire rapprochement commercial et monétaire entre les deux pays, et à partir des discours soulignant leur proximité croissante, les investissements directs malaisiens à l'étranger ne se concentrent pas vers la Chine (la ville de Hong Kong comprise) au cours des dernières années. Pourtant, les grandes multinationales malaisiennes, en particulier les entreprises publiques (GLCs) multinationales sont des acteurs émergents de plus en plus présents sur la scène internationale, mais leur domaine de développement (services, pétrole, plantations) s'applique peu à la réalité chinoise¹¹⁴. Mais, que ce soit en comparaison des autres investissements malaisiens à l'étranger, comme en évolution, on établit clairement que

¹¹⁴ Pour sa part, l'Asean représentait en 2014 13 % des IDE malaisiens, loin derrière le Canada (20 %) et l'Europe (16 %) ; Bank Negara, 2015, *Table 3.6.9a*.

si la Malaisie investit davantage en Chine, proportionnellement à ses autres investissements, cette destination n'augmente pas, voire, diminue sur les deux dernières années.

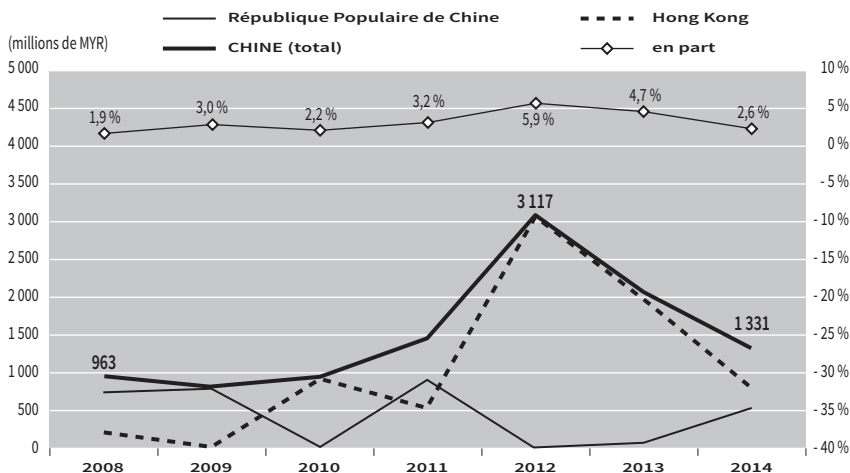


Figure 10 – Flux d'IDE malaisiens vers la Chine : en valeur absolue et en proportion

Source : banque Negara, 2015

Autrement dit, l'économie malaisienne continue son extraversion et sa recherche de nouveaux investissements productifs à l'étranger, mais la Chine ne joue pas de rôle particulier dans cette dynamique, comme l'indique la figure 9. Après un pic observé en 2012 (6 %), les IDE malaisiens vers la Chine en 2014 ne représentent qu'1,3 milliard de MYR (sur un total de 52) soit 2,6 % des IDE malaisiens.

L'observation des stocks cumulés d'investissements sortants confirme cette vue nuancée.

Sur un total de 601 milliards de MYR d'IDE malaisiens (en stock), le montant fin 2015, selon les données de la Bank Negara, de ceux qui sont investis en Chine (incluant Hong Kong) est de 24 milliards de MYR ; ce chiffre était de 14 en 2013. Pour autant, la part reste à peu près la même, la Chine compte pour 4 % des IDE sortants malaisiens (en stock). Ainsi, la Chine ne

représente-t-elle *in fine* qu'une très faible fraction des investissements directs étrangers sortants totaux, que ce soit en flux (2,6 % en 2014) ou en stock (4,1 % en 2015).

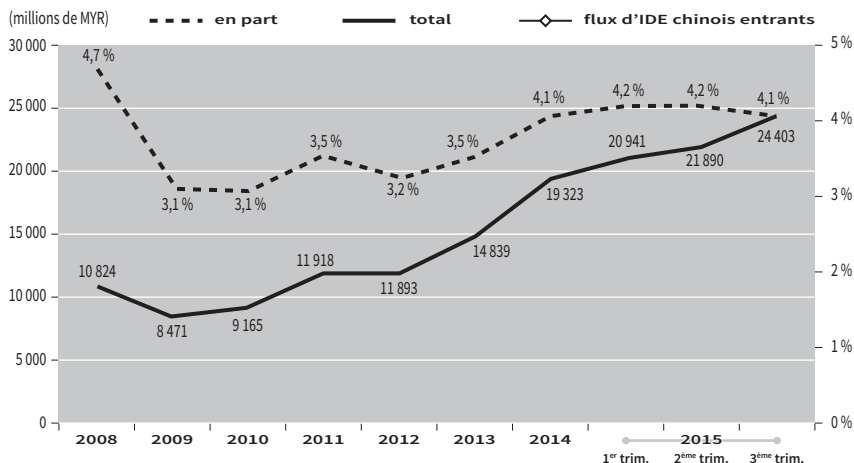


Figure 11 – Stocks cumulés d'IDE malaisiens vers la Chine, 2008-2015 (3^e trimestre)

Source : banque Negara, 2016

Une poussée récente des investissements directs chinois vers la Malaisie

Les flux d'IDE chinois vers la Malaisie, tels qu'ils sont enregistrés par la Bank Negara sont, pour la Chine continentale, de 0,7 milliard de MYR, et pour Hong Kong, de 3,5 milliards de MYR, soit un total de 4,2 milliards de MYR en 2014. Il existe une logique selon laquelle, au sein du monde en développement, les IDE se déplacent largement des pays les plus riches vers ceux qui le sont le moins (à rebours des gradients de niveau de vie et des salaires), mais on observe que les flux d'IDE entre la Malaisie et la Chine, après avoir longtemps respecté cette logique, présentent depuis 2013 la direction inverse. En effet, les flux d'IDE chinois vers la Malaisie sont en 2014 trois fois plus importants que les flux inverses : ils étaient deux fois plus importants en 2013, mais c'était le contraire en 2012 et, sauf en 2009, année de la crise financière mondiale, les

investissements malaisiens vers la Chine dépassaient largement les flux symétriques. L'année 2013 représente à ce titre une rupture, et on montrera qu'elle s'explique par l'irruption d'une forte composante politique dans les IDE chinois en Malaisie cette année-là.

Le total des flux d'IDE en Malaisie en 2014 s'élèverait à 35 milliards de MYR (Bank Negara, avril 2015), au sein desquels la Chine (incluant Hong Kong) pèse 12 %, comme en 2013. Mais c'est à un véritable bond qu'on assiste en 2013, qui fut confirmé en 2014.

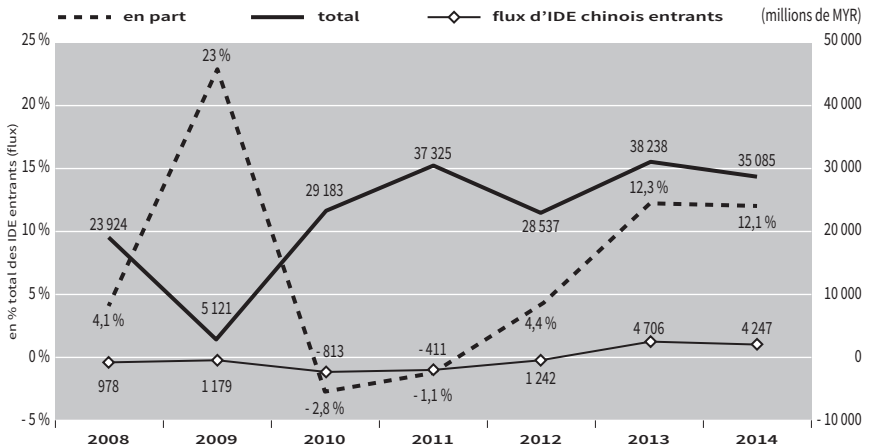


Figure 12 – Flux d'IDE chinois vers la Malaisie : en valeur absolue et en proportion

Source : banque Negara, 2015

Jusqu'à cette date, les investissements industriels chinois sont restés réduits comparés aux flux en provenance d'Europe, de Singapour et des États-Unis, ou encore du Japon. De plus, la forte volatilité, qui est une caractéristique de ces flux d'IDE, oblige à ne pas considérer le phénomène sur une seule année isolée du reste. En perspective longue, l'Europe s'impose comme de loin la première source d'IDE en Malaisie à l'heure actuelle.

Sur ce point, la donnée de stock d'IDE devient là encore intéressante car elle montre à quel point l'Europe¹¹⁵, Singapour, le Japon et les États-Unis continuent à représenter les influences industrielles les plus anciennes, profondes et durables sur le tissu économique malaisien. Ainsi, dans les données de stock, en 2013 comme fin 2015, la Chine n'apparaît encore que comme un investisseur de second rang, loin derrière l'Union européenne, Singapour et le Japon.

IDE (stocks)	2005		2013		2015 (3 ^{ème} trimestre)	
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part
Union Européenne	46 095	27 %	89 939	20 %	106 351	21 %
Singapour	25 898	15 %	80 724	18 %	101 483	21 %
Japon	31 522	19 %	65 357	15 %	70 031	14 %
USA	41 647	25 %	38 218	9 %	35 365	7 %
Chine & Hong Kong	2 986	2 %	20 388	5 %	28 806	6 %
TOTAL	168 057	100 %	445 096	100 %	500 167	100 %

Tableau 2 – Stocks d'IDE entrants en Malaisie, par origine, 2005, 2013 et 2015

Source : banque Negara, 2015

La part des États-Unis a très fortement décliné, perdant près de 20 points au cours des dix dernières années, mais pour les autres partenaires traditionnels, passés par un moment de repli, les positions relatives restent élevées, entre 15 et 20 % du total. Sur ce plan, la présence chinoise (en réalité essentiellement Hong Kong) ne représentait que 2 % en 2005 ; elle s'élève à 5 % en 2013 et 6 % fin 2015. À noter cependant que ces chiffres sont à prendre avec précaution car 11 % des stocks d'IDE en 2013 provenaient de paradis fiscaux (Bermudes, îles Caïmans, îles Vierges) dont une partie (difficile à évaluer) correspond à des capitaux chinois et singapouriens, comme l'illustre le cas de la mine d'or de Sokor.

La modeste part chinoise au sein des stocks d'IDE amène ainsi à relativiser l'empreinte industrielle de ce nouveau partenaire par rapport à celle de l'Europe (qui reste numéro un) et du Japon, mais aussi des États-Unis dont les

¹¹⁵ Si l'Union européenne devance tous les autres partenaires avec 21 % des stocks d'IDE en Malaisie, l'Europe pèse nettement plus lourd encore avec près d'un tiers des stocks (32 % en 2015) ; Bank Negara (2016).

investissements productifs massifs depuis les années 1970, en particulier les délocalisations d'activité dans l'électronique, ont historiquement structuré l'industrie malaisienne sur la durée (Lafaye de Micheaux, 2012 : 296-300).

Comparaisons avec les autres investissements chinois dans l'Asean

Enfin, on peut compléter l'analyse en resituant l'investissement chinois en Malaisie au sein des flux d'investissements chinois reçus par l'Asean¹¹⁶. Au cours de la décennie 2003-2012, les deux tiers des investissements directs chinois se sont effectués en Asie, dont la première place est tenue par Hong Kong. Dans l'Asean, et comme les autres investisseurs étrangers qui favorisent Singapour, la Chine a largement privilégié cette destination¹¹⁷. Sur la période 2003-2012, Singapour a polarisé 41 % des IDE chinois, suivi par l'Indonésie (12 %) et la Birmanie (9 %), contre seulement 3 % pour la Malaisie (Lim, 2015 : 12-13). À noter que, comparée aux autres puissances industrielles en présence, la Chine représente pour les pays de l'Asean un investisseur de plus petit gabarit avec, fin 2012, seulement 3,8 % du stock d'IDE de la zone. Mais en 2013, elle cible aussi fortement l'Indonésie : ainsi, la compilation par l'ambassade de France des projets majeurs de la Chine dans l'Asean met-elle en avant l'Indonésie (15 milliards de \$ US), Singapour (8,5 milliards de \$ US) et la Malaisie (6 milliards de \$ US) sur un total qui atteindrait 41,4 milliards de \$ US fin 2013.

Enfin, c'est moins les montants en jeu que la vitesse des transformations qu'il faut retenir : le mouvement d'investissements chinois en Asean est très récent puisque plus des trois quarts du stock ont été accumulés depuis 2010. Le mouvement aurait commencé en 2008 à Singapour (rachat de Tuas Power puis de Singapore Petroleum), donnant très nettement la priorité à l'énergie

¹¹⁶ H. Testard, *Investissements chinois en Asean : une vague récente qui prend de l'ampleur*, Note, Service économique régional, Ambassade de France à Singapour, 16 mai 2014.

¹¹⁷ Au niveau de l'Asean, toutes origines confondues, c'est Singapour qui polarise les IDE. En 2013, par exemple, Singapour occupe de très loin la première place en concentrant 50 % des flux d'IDE reçus par l'Asean (total estimé : 122 milliards de \$ US). La Malaisie est le quatrième pays destinataire d'IDE au sein de l'Asean (10 %) ; Communiqué de presse du Département des statistiques de Malaisie : *ASEAN Community in Figures, Special Edition 2014*, octobre 2014.

(raffineries, barrages) et aux ressources minières. L'accès au nickel, au cuivre et à l'aluminium a donné lieu à des prises de participations dans la région, y compris à travers de nouvelles usines de traitement des minerais et de production métallique, dont en Malaisie. Ressources naturelles et énergie polariseraient 70 % des montants promis. Comme on le montrera plus loin pour la Malaisie en particulier, l'investissement chinois en Asean commence aussi à s'orienter vers l'industrie (en particulier en direction de l'industrie automobile en Thaïlande et en Malaisie). Le domaine des transports et des infrastructures (ponts, liaisons ferroviaires, ports) est également en cours de développement rapide, ainsi que l'aménagement territorial et l'immobilier, dont plusieurs projets d'îles artificielles. Enfin, les investissements dans la finance, pour l'instant relativement réduits, se concentreraient sur Singapour.

En approfondissant les données sur l'investissement chinois en Malaisie, on montrera que ces tendances lourdes à l'échelle régionale se retrouvent largement à l'échelle nationale, comme décalquées de préoccupations stratégiques et économiques globales cohérentes. Les modalités d'implantation et les effets sur l'industrie et le territoire malaisien seront décrits en s'attachant à des projets spécifiques localisés.

Les données des administrations de promotion de l'investissement en Malaisie

La Malaisie a une longue histoire en matière de politique d'aide aux entreprises, qu'elle soit sectorielle, régionale ou pour favoriser les *Bumiputra* du pays (majoritairement des Malais). L'agence phare, la première à avoir été créée à la fin des années soixante, est l'Autorité malaisienne du développement industriel (Malaysian Industrial Development Authority ou MIDA), chargée pour le ministère du Commerce et de l'Industrie (MITI) de délivrer les autorisations d'investissements industriels locaux et étrangers et de mobiliser les incitations financières légales associées à ces investissements. Mais l'éparpillement des incitations entre les différents ministères et la multiplication des agences en charge de la promotion de l'investissement et des relations aux investisseurs étrangers ont fortement marqué le paysage administratif entourant l'activité des entreprises depuis une dizaine d'années. On assiste, en effet, à la prolifération de ces agences relevant de différents ministères (MITI, ministère du Tourisme, ministère des Transports (infrastruc-

tures), ministère de l'Agriculture). Elles relèvent aussi de différents niveaux – fédéral, d'État, voire, couvrant une région s'étendant entre plusieurs États comme c'est le cas du corridor de la côte est (East Coast Economic Region ou ECER) ou de la zone métropolitaine du Grand Kuala Lumpur – ou sont sectorielles (tournées vers la promotion des nouvelles technologies avec la MTDC, les économies d'énergie avec la MIGHT, les hôtels 4 ou 5 étoiles, le caoutchouc, etc.) – et cumulent parfois les deux critères (Multimedia Development Corporation, couvrant le Malaysia Multimedia Super-Corridor et ses compagnies d'électronique). Cette multiplicité des agences, une trentaine environ actuellement – le MIDA étant à la fois l'agence d'origine, le modèle et la coordinatrice des autres – traduit tout autant qu'elle alimente une vive compétition pour la captation des investisseurs, en particulier, des investisseurs étrangers. Celle-ci se traduit également dans une compétition entre les territoires et une rivalité particulièrement accusée entre les États et le gouvernement central dans le cas d'États gouvernés par l'opposition (Penang, Kelantan et Selangor, mais aussi durant une période, Terengganu et Perak).

Les entreprises chinoises investissant en Malaisie sont face à ces diverses agences publiques – fédérales ou dépendantes des administrations locales – aux discours marketing de plus en plus calqués sur les mêmes schémas d'incitation. Cette complexité a donné lieu à son tour à la création d'entreprises privées de conseil aux investisseurs comme InvestMalaysia (située à Kuala Lumpur) dont le nom est construit sur le modèle de celui d'agences publiques comme InvestKL, InvestPenang, etc.¹¹⁸. Chercher à connaître la présence des entreprises chinoises sur le territoire *via* leur biais reste extrêmement délicat en raison de la dispersion des informations, des types d'activité et des localisations.

Les « établissements régionaux » chinois, un indicateur significatif ?

On peut faire le point de manière plus rigoureuse sur un aspect de l'investissement chinois dans les services en Malaisie, à travers le nombre de leurs bureaux régionaux sur le territoire, parce que dans leur cas les données sont collectées de manière homogène et systématique. Les chiffres sont, de fait, aisés à établir, délimités par les bornes étroites de la définition des services aux entreprises, saisis sous la forme des bureaux et représentations à l'étranger. La création de sièges sociaux, de bureaux régionaux (pour mener *in situ* des études de marché et de la prospection) ou de représentations régionales (pour opérer commercialement) apparaît comme le signe d'une localisation attrayante et d'un exemple devant être suivi. Cette définition correspond au critère d'attractivité du

¹¹⁸ La directrice de Invest Malaysia n'a pas souhaité que nous ayons un rendez-vous avec son conseiller Jeremy Ng pourtant apparemment disposé à nous rencontrer.

d'un exemple devant être suivi. Cette définition correspond au critère d'attractivité du Global Services Location Index (GSLI) qui a été développé par l'entreprise américaine AT Kearney : la société de consultance développe des critères jugeant de la pertinence et de la qualité des services aux entreprises pour un territoire donné. À l'échelle mondiale, la Malaisie est, en 2016 comme en 2015, troisième du classement de cet indice, après l'Inde et la Chine¹¹⁹.

Le GSLI a été repris par InvestKL pour promouvoir vigoureusement (appuyé en cela par un rapport de l'agence Deloitte) une position de hub régional de Kuala Lumpur et du Selangor à l'échelle de l'Asean¹²⁰. Cet indice est également repris dans le rapport 2014 du MIDA qui a la charge de répertorier ces données depuis 2006, à côté de son périmètre traditionnel de l'investissement industriel. D'après ces données, la Malaisie a fait l'objet de l'implantation d'un certain nombre de bureaux régionaux au cours des dernières années. Les statistiques comptabilisant ces arrivées (désormais retenues comme des indicateurs d'attractivités des pays par le GSLI de AT Kearney) existent en Malaisie depuis 2006.

Ainsi, sous ce point de vue, la Chine n'est qu'à peine visible dans l'économie malaisienne : en 2013, 3 170 bureaux régionaux de compagnies multinationales (essentiellement américaines, japonaises ou européennes) étaient ouverts sur le territoire malaisien¹²¹. Parmi eux, la présence chinoise reste extrêmement faible : depuis 2006, elle a ouvert 54 établissements régionaux en Malaisie, dominés par les représentations régionales (45 au total sur 54) ; ils comptent aussi 8 bureaux régionaux (dont 5 depuis 2013)¹²². Il apparaît que le recours à ces bureaux s'est intensifié pendant au cours des années les plus récentes : elle en a ouvert 20, soit plus des deux tiers, sur les seules années 2013 et 2014.

¹¹⁹ (<https://www.atkearney.com/strategic-it/global-services-location-index>)

¹²⁰ *Greater KL, The Regional Headquarters for multinational companies in Asia, Performance Report 2013*. En 2014, l'agence Deloitte, citant le même indice, publie à son tour *Greater KL, ASEAN's Rising Hub for talent and innovation*, préfacé par le maire de Kuala Lumpur.

¹²¹ À telle enseigne que la Chine n'apparaît pas dans la brochure de présentation des incitations financières offertes pour de tels établissements qui a été publiée par le MIDA en 2013, (http://www.mida.gov.my/home/administrator/system_files/modules/photo/uploads/2014021414340_6_Msia%20RSE_Final.pdf).

¹²² Données fournies par la division des statistiques du MIDA, dirigée par M^{lle} Choo, avec l'aide de M^{lle} Zamzarina. Qu'elles soient ici remerciées de leur aimable et précieuse coopération à cette recherche ; entretiens du 6 septembre 2013 et du 7 avril 2015.

Type d'établissement	Nb	Emploi total	Investissement (MYR)
Siège <i>(Operation Head Quarters - OHQ)</i>	1	33	18 174 760
Représentation <i>(Representative Office - RE)</i>	45	189	38 172 160
Bureau régional <i>(Regional Office - RO)</i>	8	34	6 077 412
TOTAL	54	256	62 424 332

Tableau 3 – Établissements régionaux chinois en Malaisie (2006-2014)

Source : MIDA

InvestKL, aux côtés du MIDA, et pour des domaines moins spécifiques, joue aussi un rôle d'agence publique en charge de la promotion des investissements. Depuis sa création en 2011, l'agence intergouvernementale stratégique (MITI, ministère des Territoires fédéraux dont fait partie Kuala Lumpur et Pemandu, sous l'autorité du Premier ministre) a, en effet, pour objectif d'attirer les bureaux commerciaux et sièges régionaux des multinationales dans la zone du Grand Kuala Lumpur afin d'alimenter et de faire exister le rôle de plateforme régionale – commerciale, logistique, financière, etc. – que souhaite jouer la Malaisie en Asie du Sud-Est. Cependant, et malgré ses moyens, on constate qu'InvestKL n'a enregistré que deux investisseurs chinois (entrés respectivement en 2013 et 2014) dans son portefeuille de clients¹²³ : Naton Medical Group, la première société orthopédique de Chine, pour un investissement total dans le Grand Kuala Lumpur de 7,7 millions de MYR et Toprich Sources International, l'une des plus grandes sociétés de commerce de produits métallurgiques de Chine, arrivant *via* InvestKL en bénéficiant des incitations de l'autorité financière offshore de Labuan.

Pour autant, et malgré le peu de clients chinois, le directeur d'InvestKL, M. Mah, ancien ingénieur d'Alcatel, a des connexions personnelles nombreuses et très bien ciblées : selon lui, plusieurs associations ont une bonne vision *bottom-up* des entreprises chinoises en Malaisie et offrent une autre vue de l'investissement chinois en Malaisie. Celles-ci comptent, tout d'abord, la Chambre de commerce des Chinois d'origine malaisienne (ACCIM), très ancienne dans le pays et qui a joué le rôle d'intermédiaire au début de l'ouverture de la Chine aux capitaux étrangers au début des années 1980. Mais d'autres associations ou institutions se sont créées en fonction des besoins particuliers : la Chambre de commerce chinoise en Malaisie (CINAM), très fermée car réservée aux entreprises de nationalité chinoise ou encore le Conseil d'affaires Malaisie-Chine (MCBC – Malaysian Chinese Business Council), agence officielle créée par la Malaisie

¹²³ Mah Chun Wai, membre du bureau des directeurs, est chargé des relations investisseurs de InvestKL pour l'Asie du Nord-Est ; entretien, MIDA, Kuala Lumpur, 2 avril 2015.

et destinée à permettre au gouvernement de connaître l'activité des entreprises chinoises établies localement. Cette dernière est présidée par Ong Ka King, envoyé spécial du Premier ministre en Chine et ancien ministre malaisien du Commerce. Par son entremise, l'association a joué un rôle relativement important dans les négociations entre le Pahang et la Chine pour la création des parcs jumeaux dont le MCKIP (Kuantan)¹²⁴. On compte aussi l'Association d'amitié sino-malaisienne (PPMC)¹²⁵, à vocation de *networking* et dirigée par Abdul Majid Ahmad Khan, un ancien ambassadeur de Malaisie en Chine, lui-même membre du conseil exécutif du Malaysian Chinese Business Council.

C'est à partir de ces sources associatives intimement liées à l'activité économique de terrain, et en comptant les PME, que M. Mah estime ainsi à 2 500 les entreprises chinoises en Malaisie. Ce chiffre tranche à son tour fortement avec l'indication fournie par la Commission des sociétés en Malaisie (SSM), l'administration en charge de l'enregistrement légal des sociétés. Notre tentative de mesurer le niveau de la création d'entreprise au cas par cas, et au ras des enregistrements, se heurte au faible nombre d'entreprises enregistrées en tant qu'entreprises étrangères : 72 sur 46 000 en 2013¹²⁶.

Au-delà des données globales portant sur l'investissement direct étranger, l'état des lieux de la présence chinoise en Malaisie sous l'angle des investissements est donc difficile à réaliser. Non seulement en raison de la multiplicité des niveaux où se situent la négociation et des formes d'officialisation de l'entrée dans le pays, mais aussi parce que l'activité chinoise en Malaisie est diversifiée dans ses formes et échappe à une mesure simple et synthétique. Elle ne se quantifie pas de la même manière selon l'ampleur du projet mais aussi selon le secteur, l'étroitesse des liens avec les pouvoirs publics ou la localisation en dehors de la Malaisie pour des activités menées à l'intérieur.

¹²⁴ (<http://www.mcbs.com.my/en/council-update/2314>).

¹²⁵ http://ppmc.com.my/en/?page_id=94).

¹²⁶ SSM, *Annual Report 2013*, p. 177, (http://www.ssm.com.my/sites/default/files/annual_report/SSM%20ANNUAL%20REPORT%202013.pdf). Parmi elles, il nous a été impossible d'obtenir de M. Haniff, du bureau marketing de la SSM, le nombre d'entreprises chinoises, ni au sein du stock.

Montants concentrés, localisations spécifiques des investissements industriels

Les données du MIDA mesurant les projets : une source rigoureuse d'analyse

Le détail des investissements par secteur et par État n'est disponible qu'au niveau des données du MIDA portant sur les projets d'investissements acceptés. Nous allons exploiter dans cette section les données complètes que l'administration a accepté de nous communiquer, mais certaines précisions sur leur périmètre et leur définition doivent être mentionnées pour que les résultats puissent être appréciés correctement.

Les statistiques fournies par le MIDA, aussi rigoureuses et systématiques soient-elles, ne collectent que :

1. Les investissements industriels, à l'exclusion donc des secteurs miniers, agricoles, des plantations, mais aussi des transports et des infrastructures ;
2. Les projets autorisés et non les réalisations (l'équipe chargée du suivi des investissements peine à obtenir les réponses à ses enquêtes 6 mois après l'autorisation ; depuis l'origine, le MIDA rend compte des autorisations qu'elle accorde). À noter que, selon M. Mah de InvestKL, le MIDA répertorierait avec une plus grande fiabilité les projets requérant des autorisations administratives spéciales ou les projets désireux de bénéficier des incitations faites aux entreprises étrangères s'implantant en Malaisie. Les autres peuvent échapper à son enregistrement.
3. Les projets industriels autorisés d'un montant supérieur à 2,5 millions de MYR et/ou employant plus de 75 personnes.

Ceci explique en partie, sur un plan purement méthodologique, l'écart entre les IDE enregistrés par la Bank Negara et le Département des statistiques et les investissements approuvés par le MIDA. Ainsi, en 2014, le MIDA approuvait 64 milliards de MYR d'investissements alors que la Bank Negara en enregistrait 35.

Cet écart est donc conséquent, mais ne tient pas seulement à la question du périmètre de la mesure : il dépend aussi du temps et du degré de réalisation des

investissements annoncés. Notre interlocutrice du MIDA, directrice de la division des statistiques depuis plus de vingt-cinq ans, n'est pas en mesure de nous répondre sur l'écart entre les investissements financés et les projets enregistrés, ni sur le pourcentage d'investissements effectivement réalisés suite à la délivrance de ces autorisations, ni sur le rapport entre les montants annoncés et les montants effectivement engagés. Les pratiques peuvent d'ailleurs varier selon la nature des interlocuteurs (gouvernements, entreprises publiques, secteur privé) comme selon la nationalité des investisseurs. Le caractère parfois très politique – comme c'est le cas d'une large partie des investissements chinois en Malaisie – rend moins prévisible encore le lien entre ces annonces (validées par l'autorité d'accueil des investissements étrangers) et la réalité car, en la matière, l'histoire est encore trop récente.

2014	MIDA : investissements approuvés	Part
Agriculture Mines	7 300	11,3 %
Construction Industries manufacturières	39 600	61,3 %
Services	17 700	27,4 %
TOTAL	64 600	100 %

Tableau 4 - Investissements approuvés par le MIDA, par secteur, 2014

Source : MIDA, 2015.

Les grands traits de l'investissement industriel en Malaisie depuis 1987

Au cours de l'histoire du pays, les investissements industriels étrangers se sont concentrés sur la façade ouest de la péninsule malaise (Lafaye de Micheaux, 2012). Les données du MIDA depuis 1987 montrent à quel point 5 États (sur 13) concentrent l'essentiel des montants d'investissements industriels en Malaisie (70 %). Les trois premiers en polarisent la moitié : ce sont les États de Johore, bordant Singapour, au sud, du Selangor au sein de la Klang Valley reliant Kuala Lumpur à la mer, et, plus au nord, Penang dont l'électronique a été le plus fort moteur de l'industrialisation. Le Sarawak à Bornéo et le Kedah, où s'est localisée l'industrie automobile malaisienne en partenariat avec le Japon, suivent.

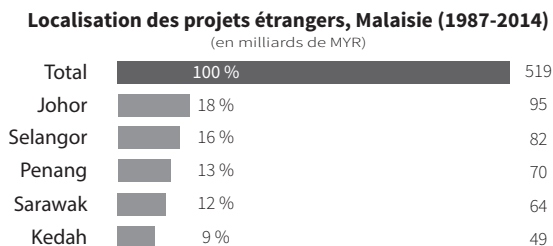


Figure 13 – Localisation des projets industriels étrangers autorisés, 2003-2014

Source : MIDA

Soulignons enfin qu'indépendamment de tendances lourdes (succession de vagues de projets), cette mesure présente une variabilité annuelle importante, indiquant le caractère quelque peu *ad hoc* et circonstanciel des décisions d'investissements de chaque pays d'une année sur l'autre. On retrouvera cette variabilité à l'œuvre dans les projets d'investissements de la Chine, dont le profil temporel est particulièrement heurté.

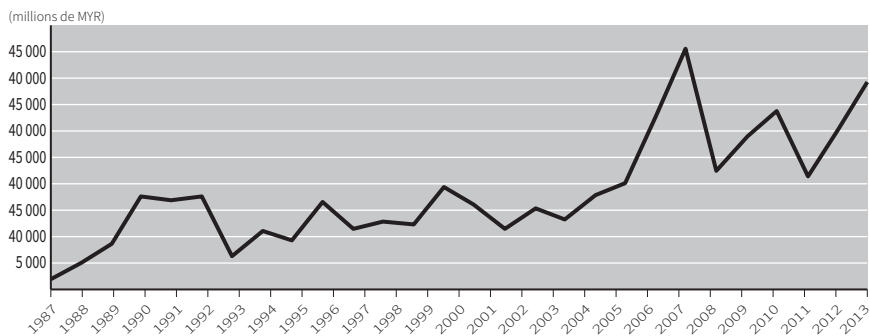


Figure 14 – Variation du montant des projets d'investissements industriels à participation étrangère enregistrés par le MIDA

Source : MIDA

En 2014, la Malaisie a autorisé à travers ses différentes administrations 64,6 milliards de MYR en matière de projets d'investissement, pour tous

domaines confondus¹²⁷. On en décompte 39,6 milliards (60 %) dans le secteur industriel sous responsabilité du MIDA : 11 milliards du Japon (27 %), 8,4 milliards de l'Union européenne (21 %), 7,8 milliards de Singapour (20 %) et 4,8 milliards de la Chine (12 %). Les États-Unis et la Corée du Sud complètent ces investissements avec 1,4 milliard et 1,6 milliard respectivement¹²⁸. Selon le rapport, l'Asie est à l'origine de trois quarts (73 %) des investissements industriels étrangers en 2014.

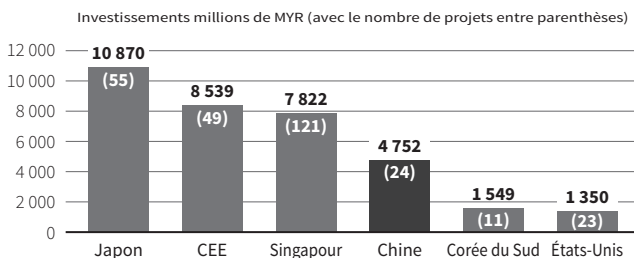


Figure 15 – Les premiers investisseurs industriels en 2014

Source : MIDA

On a vu en première section, à partir des statistiques d'IDE reçus par la Malaisie, que les investisseurs traditionnels en Malaisie (Japon, États-Unis, Europe) continuent à occuper les premières places en termes de stocks mais aussi de flux d'investissements. On a montré déjà que cette tendance s'est maintenue au début du XXI^e siècle dans un contexte de montée fulgurante de l'influence chinoise en Asie du Sud-Est. Sous l'angle des investissements productifs, la Chine n'est donc qu'un partenaire de quatrième ou cinquième rang

¹²⁷ MIDA, *Annual report 2014*, p.28. On peut mesurer ici l'écart quantitatif entre les données de projets autorisés (64,6 milliards de RM) et les statistiques des flux effectivement enregistrés et publiés par la Banque centrale indiquant un total des IDE de 116 milliards de MYR en 2014 ; Bank Negara, 2015, *Table 3.6.12a*.

¹²⁸ L'Inde, avec 790 millions de RM, ne représente que 3 % de ces montants ; MIDA, *Annual report 2014*, p. 28. À noter que les projets enregistrés par le MIDA surreprésentent l'industrie manufacturière : les projets industriels représentent 60 % des projets approuvés en 2014 (statistiques du MIDA), alors que les IDE dans l'industrie ne sont que 50 % des IDE totaux (statistiques de la Banque centrale).

pour l'économie malaisienne et les données du MIDA, limitées à l'industrie, ne décrivent pas autre chose.

Les projets chinois de 1987 à 2014 : poids de la métallurgie et du Pahang

Les investissements industriels chinois tels que le MIDA les a systématiquement enregistrés depuis 1987 présentent une spécialisation sectorielle et une géographie particulière au regard des autres pays partenaires. À partir des données agrégées globales du MIDA, on peut dégager les grands secteurs et les grands lieux d'accueil des investissements en Malaisie. Nous allons ici démontrer que, comparé à ces tendances lourdes, il apparaît que l'implication industrielle chinoise dans le pays est à la fois :

- *très sélective sectoriellement* : l'industrie lourde en est le premier domaine et de loin (70 %) en matière d'investissements sur la décennie écoulée, alors que ce secteur n'accueille que 13 % des projets d'investissement industriel étrangers (contre 35 % pour le premier secteur, l'électronique) ;

- *très sélective spatialement* : le Pahang et le Terengganu, États de la côte est, sont en tête, alors que les IDE en Malaisie se concentrent généralement sur la façade ouest.

Afin de renseigner la chronologie de ces investissements, on peut commencer par se reporter aux séries détaillées complètes du MIDA (disponibles à partir de 1987, voir annexe) pour articuler les données spatiales et les données sectorielles en longue période.

Grâce à ses statistiques détaillées, l'administration du MIDA nous donne la possibilité d'approfondir l'analyse de la stratégie chinoise en termes de secteurs industriels et de localisation géographique, les statistiques précisant les domaines d'activité et les États de la Fédération accueillant ces projets. Comme c'est le cas à l'échelle de l'Asean, les projets d'investissement chinois en Malaisie sont extraordinairement sélectifs en termes de secteurs d'investissement : en raison de la prédominance des secteurs de l'industrie lourde et des mines, la localisation spatiale suit des logiques très différentes de celles qui, lorsqu'il s'agissait, par exemple, de l'électronique, se concentraient dans des *clusters*

situés au cœur des zones les plus développées et les plus denses du pays (Selangor et Kuala Lumpur, Penang). À l'inverse, la prédominance au sein des choix d'investissements directs chinois de (quelques gros) projets métallurgiques ou miniers amène à dessiner spatialement une influence chinoise très spécifique sur le paysage industriel malaisien.

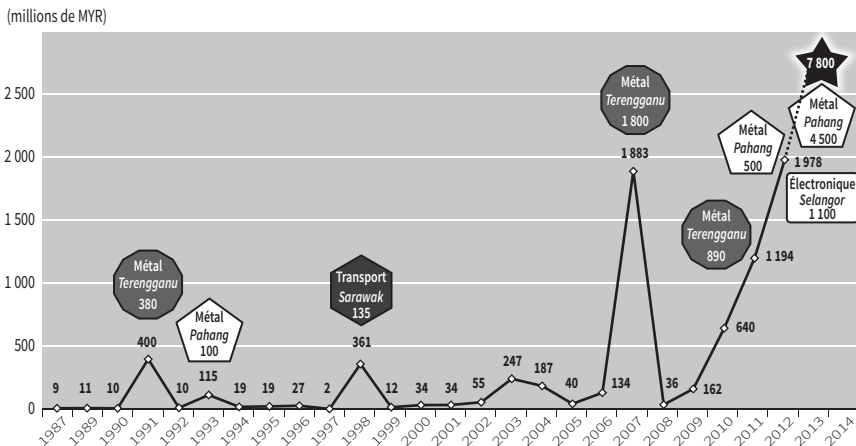


Figure 16 – Chronologie des projets d'investissements chinois en Malaisie 1987-2014

Source : données MIDA, 2014

À partir des données du MIDA détaillées en annexe, qui laissent de côté le secteur minier¹²⁹, on observe en effet la prédominance écrasante du secteur métallurgique dans les investissements chinois. Sur la décennie écoulée (2003-2014), en termes d'investissements cumulés (données transmises par le MIDA, vraisemblablement issues d'une addition simple et sans actualisation des projets d'investissements successifs) ce sont près de 70 % des projets d'investissements chinois qui se sont dirigés vers ce secteur, le second étant constitué de l'électronique.

¹²⁹ Ce secteur n'est enregistré que marginalement dans les données MIDA : il agrège les investissements dans le pétrole et gaz (transmis par Petronas) et ceux des mines, dont les données lui sont transmises par le Département de minéralogie et géosciences (JMG) du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement.

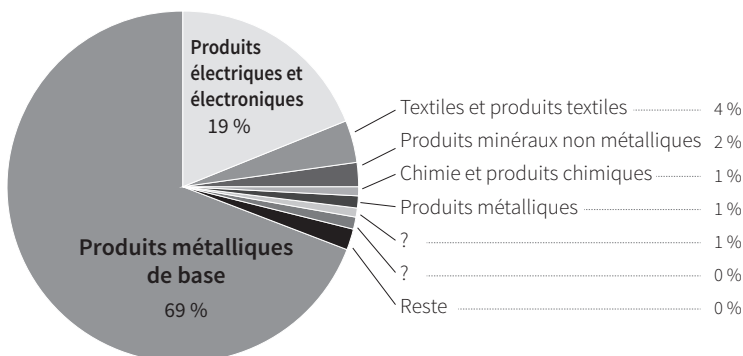


Figure 17 – Projets industriels autorisés
à participation chinoise, par secteur, 2003-2014

Source ; données MIDA

Il semblerait que le premier investissement chinois approuvé par le MIDA remonte à 1987, avec près de 9 millions de MYR dans l'industrie du caoutchouc à Johore (200 salariés), qui a été augmenté en 1989 de 2,5 millions de MYR et 132 salariés supplémentaires, auquel s'est ajouté, la même année, un autre projet dans le caoutchouc à Malacca. L'année 1988 est aussi celle d'un projet de production métallique dans le Selangor (3 millions de MYR, 252 employés). En 1990, l'investissement dans le caoutchouc s'est poursuivi par un troisième projet, dans le Pahang cette fois (7 millions de MYR, 208 ouvriers), tandis que Johore accueillait deux nouveaux projets (industrie agroalimentaire et « divers ») pour presque 3 millions de MYR.

Mais le premier investissement d'importance a eu lieu en 1991, dans le secteur de la production métallurgique, localisé au Terengganu. Il s'agit alors d'un projet d'usine d'acier pour 380 millions de MYR. Aucun autre investissement dans cet État (bien qu'un autre projet dans la métallurgie ait été lancé au Pahang en 1993) n'est ensuite enregistré jusqu'en 2007 où un gigantesque projet d'investissement, de plus de 1,8 milliard de MYR (et 1 500 emplois), est alors annoncé. Il est suivi par des investissements complémentaires de 20 millions de MYR en 2009 puis d'une nouvelle autorisation du MIDA de près d'un milliard de MYR

(890 millions) en 2011, année où une licence d'exploitation de mine de fer est accordée à Eastern Steel.

Ceci explique que sur 25 ans d'investissements chinois en Malaisie, de 1987 à 2012, le Terengganu où se déploie Eastern Steel est de loin le premier État avec 3,1 milliards de MYR (41 % du total de 7,6 milliards de MYR). Le Pahang n'est alors que le troisième État (13 %, un tiers de montants en moins), derrière le Selangor qui a enregistré en 2012 le seul gros projet de son histoire (1,2 milliard de MYR) dans le domaine de l'électronique. Si l'on arrête les compteurs en 2011, on constate que le Terengganu et son usine d'acier ont concentré 55 % des projets chinois en Malaisie depuis 1987.

Eastern Steel : un géant de l'acier malaisien-chinois au Terengganu

La compagnie d'acier malaisienne-chinoise dans le Terengganu illustre non seulement un trait des investissements chinois qui consiste à sécuriser les approvisionnements en matière première, mais aussi le caractère de long terme des actions engagées. Le projet d'Eastern Steel prend ses racines très tôt dans l'histoire du renouveau des investissements chinois en Malaisie (enregistrés par le MIDA à partir de 1987) : le premier jalon est posé deux ans seulement après les accords de cessez-le-feu du Parti communiste malaisien (1989) avec, en 1991, un investissement de plusieurs centaines de millions de MYR, là où tous les projets précédents valaient moins de dix millions. Née en 1991, la joint-venture malaisiano-chinoise associe Hiap Teck Venture (60 %) et l'entreprise d'État chinoise Shougang Group (40 %) à Kemaman dans le Terengganu.

Eastern Steel opère alors, aux côtés de l'entreprise publique malaisienne Perwaja Steel, dans un contexte de surcapacité durable ; en 2004, on savait, par exemple, que les capacités utilisées étaient de 60 % du total depuis plusieurs années en raison de la hausse du cours de l'acier brut, trop cher à l'achat. Mais son développement plutôt lent a pris un nouveau tour en 2007 lorsque le projet d'Eastern Steel change brutalement d'échelle, avec un projet de 1,8 milliard de MYR (1 400 ouvriers), suivi en 2011 de 900 millions de MYR (1 600 ouvriers), investis par la compagnie publique chinoise Shougang Group. La nouvelle capacité de production (une cokerie de 300 000 tonnes par an et un haut-fourneau de 600 m³) atteindrait 1,5 million de tonnes par an, dont 40 % seraient exportées vers l'Asean, prioritairement à l'Indonésie et à la Thaïlande. En 2010, le CAFTA a ouvert la voie à des importations considérables d'acier chinois à bas coût : un rapport de

2011 du Boston Consulting Group suggère alors aux industriels malaisiens l'extension et l'amélioration qualitative des capacités de production d'acier local. La seconde phase du projet d'extension d'Eastern Steel, débutée en 2013, répond-elle ainsi à ce rapport et devrait porter à 5 millions de tonnes par an la capacité du site grâce à près d'un milliard de \$ US d'investissements¹³⁰.

À noter que le site d'implantation industrielle chinoise au Terengganu (parc industriel de Kemaman) comprend aussi une activité de production de minerais de fer pré-réduit (éponge de fer) nécessaire à l'alimentation des hauts-fourneaux. Jusque-là, l'usine produisant l'éponge de fer était exploitée par l'entreprise publique malaisienne Perwaja Steel aux capacités de production de 1,2 million de tonnes par an. Les deux productions (fer et acier) vont dorénavant répondre aux besoins en approvisionnement chinois comme à la demande du marché de l'Asean. Ainsi, par exemple, des investissements en direction d'une amélioration de la teneur en fer ont eu lieu au milieu des années 2000 : la production de haute qualité a été entièrement exportée vers la Chine (5,7 millions de tonnes en 2011).

En 2011, une licence d'exploitation de mine de fer est délivrée à Hiap Teck, le partenaire malaisien d'Eastern Steel, par le Département de minéralogie et géosciences tandis que l'État du Terengganu accorde à Eastern Steel et à Perwaja une licence dans la zone de Butait Besi où les géologues estiment à 50 millions de tonnes les réserves en minerais (d'une teneur en fer de 70 %)¹³¹. L'activité malaisiano-chinoise d'Eastern Steel au Terengganu va donc devenir un complexe intégré, visant à combiner une activité d'extraction minière (fer), une activité de transformation du minerai de fer, de la production d'acier, de la production de matériaux en acier et de l'exportation à l'échelle régionale (Asean et Chine).

Sur le front du métal, les annonces d'investissements chinois se sont multipliées au cours des trois dernières années. Outre les projets d'extension pharaoniques d'Eastern Steel, on doit mentionner les secteurs de l'aluminium, de l'acier et du fer.

¹³⁰ Puy-Kwan Tse, 2011, *The Mineral Industry of Malaysia*, US Geological Survey Minerals Yearbook.

¹³¹ Puy-Kwan Tse, 2014, *The Mineral Industry of Malaysia*, US Geological Survey Minerals Yearbook.

Dans l'aluminium : la Malaisie n'avait pas de fonderie jusqu'en 2012 et devait exporter sa bauxite vers d'autres pays d'Asie. Press Metal Sarawak (une filiale de Press Metal) a fini par choisir en 2012 Aluminium Corporation of China (Chalco) pour la construction de la fonderie de Mukah (Sarawak) en aval du méga-barrage hydroélectrique de Bakun (une réalisation malaisiano-chinoise dantesque) dont il utilisera la surcapacité. Grâce à des cellules produites par l'institut de recherches de Chalco, la fonderie de Mukah, à la capacité initiale de 120 000 tonnes par an devrait passer en 2013 à celle de 300 000 tonnes par an¹³². Un rapport d'ambassade évoque le montant de 1,6 milliard de MYR, une capacité de 370 000 tonnes an et un partenariat avec le *tycoon* malaisien Syed Mokhtar Bukhary. Cette manne, qui contribue à doter la Malaisie de capacités de production nouvelles (envisagées dès la fin de la décennie 2000 avec plusieurs partenaires successifs mais jusque-là sans succès), tranche brutalement sur les investissements précédents au Sarawak : le total cumulé des investissements chinois dans cet État entre 1987 et 2012 s'élevait à 660 millions de MYR.

Sarawak	2010	2011	2012	2013-2014
Montants d'investissements chinois approuvés par le MIDA	115 879 000	151 153 801	166 676 912	1 204 900 000

Tableau 5 – Investissements industriels chinois approuvés au Sarawak 2010-2014

Source : MIDA

Le projet d'une autre usine d'aluminium a été depuis porté par l'entreprise publique chinoise Guangxi Beibu International Port Group impliquée dans le développement de Kuantan. Conjugué à d'autres participations annoncées en février 2013 (port, usine d'acier, huile de palme), ce projet de 2,5 milliards de MYR dans l'aluminium viendrait concurrencer la fonderie du Sarawak en s'établissant dans le parc industriel jumelé avec Quinzou.

Dans l'acier : le même projet d'investissement chinois à Kuantan contient une usine d'acier dans le parc industriel malaisiano-chinois MCKIP (montant non précisé), signé en 2013. À noter que ce parc se situe à une soixantaine de

¹³² Puy-Kwan Tse, 2011, *The Mineral Industry of Malaysia*, US Geological Survey Minerals Yearbook.

kilomètres (le long de la côte est) du parc industriel de Kemaman dans le Terengganu, lui aussi disposant d'un port pour notamment transporter le pétrole et les produits pétrochimiques de l'État.

Dans le fer : à Gebeng (Kuantan, Pahang), a été implantée une usine de traitement du minerai de fer par la holding chinoise Prosperity Mineral (19,5 millions de \$ US en 2013).

À la lecture de la répartition spatiale de ces investissements, c'est, en effet, d'abord le Pahang qui est privilégié, percevant plus d'un tiers des montants projetés. L'État du Premier ministre est suivi par le Terengganu qui, sur la grosse décennie considérée, aurait reçu un cinquième des montants ; arrivent ensuite, dans la liste des bénéficiaires, le Selangor (dont le port de Klang) (14 %) et le Sarawak (12 %).

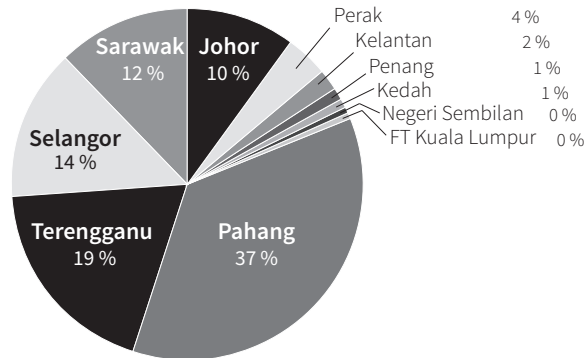


Figure 18 – Projets industriels autorisés à participation chinoise, par État, 2003-2014

Source : MIDA

Afin de mettre au jour les dynamiques très particulières de ces implications industrielles chinoises en Malaisie, l'État du Pahang va faire l'objet d'un focus dans le chapitre suivant, à côté de la présentation de la mine d'or de Sokor (Kelantan) qui complétera la description des spécificités de l'empreinte chinoise en Malaisie *via* ses investissements sur le territoire.

La répartition cumulée de 2003-2014 confère un grand poids au Pahang mais donne une idée faussée de l'histoire récente de l'implication chinoise : en

réalité, si l'on fait abstraction des deux années 2013 et 2014, et si l'on remonte à 25 ans, de 1987 à 2012, le Terengganu apparaît numéro un, avec 41 % des projets d'investissements chinois. Et si l'on s'en tient à 1987-2011 seulement, le Terengganu recevait la majorité (55 %) des projets chinois, dominant de très loin les autres États. Quatre autres États (Perak, Pahang, Sarawak et Selangor) recevaient chacun moins de 10 % des investissements chinois. Le Pahang n'était donc clairement pas prioritaire sur toute cette période.

Cette distorsion résulte de deux phénomènes conjugués : l'extrême accélération des investissements chinois en 2013 et 2014 (qui pourrait n'être qu'un feu de paille, mais peut aussi se lire comme le début d'un mouvement d'une ampleur inédite) et l'implication chinoise dans le projet politique de Kuantan, dans le Pahang.

Depuis 2013 : une forte accélération de l'implication chinoise

On a insisté sur le poids tout relatif de l'implication chinoise dans l'économie malaisienne en termes d'investissements productifs au cours de la décennie écoulée. Ce peu d'intérêt pour le tissu industriel malaisien, ses ressources productives et ses capacités technologiques s'expliquait par le différentiel de niveau de vie et de salaires (le coût du travail étant jusqu'à récemment plus élevé en Malaisie qu'en Chine).

En dynamique, on peut néanmoins lire un renouvellement d'intérêt de la Chine pour la Malaisie, du moins dans les intentions, qu'illustre une forte accentuation de son implication sur le territoire : en effet, les deux années 2013 et 2014 représentent en volume des investissements autorisés par le MIDA (7,8 milliards de MYR ou 54 %) plus de la moitié de l'ensemble des projets enregistrés (14,3 milliards de MYR). Au sein de ces projets récents, 90 % concernent les deux secteurs qui étaient déjà les plus investis, la métallurgie (pour deux tiers) et l'électronique et l'électrique (20 %, dans le Selangor). Restent 10 % qui sont des projets de 100 à 500 millions de MYR concernant 3 nouveaux champs : textile et chaussures, équipements de mesure, plastique et produits minéraux non métalliques.

Le fait que, parmi les investissements chinois depuis le début des années 2000, plus de la moitié soit le fait de décisions extrêmement récentes (en 2013 et 2014) constitue-t-il déjà une nouvelle tendance ? La poussée peut être stoppée net par un recul tout aussi brusque des investissements, comme cela a déjà été le cas historiquement. Mais cette accélération peut aussi s'inscrire dans une nouvelle dynamique de l'implication chinoise en Malaisie, inflexion directement dictée par les choix politiques de rapprochement stratégique des deux pays. Si cela était, on peut penser que le phénomène aura bien des prolongements durables, effets que le faible poids relatif des investissements industriels chinois en Malaisie jusque-là ne doit pas pour autant cacher.

En raison des nouveaux projets dans l'industrie métallique et métallurgique inscrits dans un projet politique de coopération industrielle bilatérale Malaisie-Chine, c'est désormais le Pahang est en tête des projets d'investissements chinois cumulés à l'horizon 2014. En effet, avec les 4,5 milliards de MYR d'investissements industriels annoncés par la Chine pour Kuantan et approuvés par le MIDA en 2013-2014, la part du Pahang y est devenue prééminente (concentrant 60 % des investissements de ces deux années).

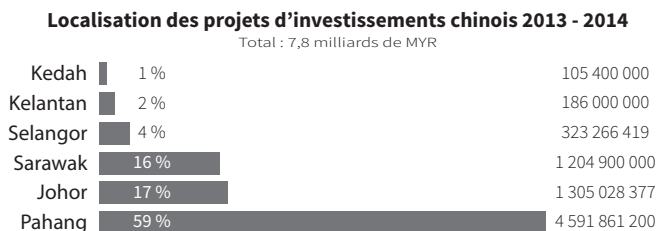
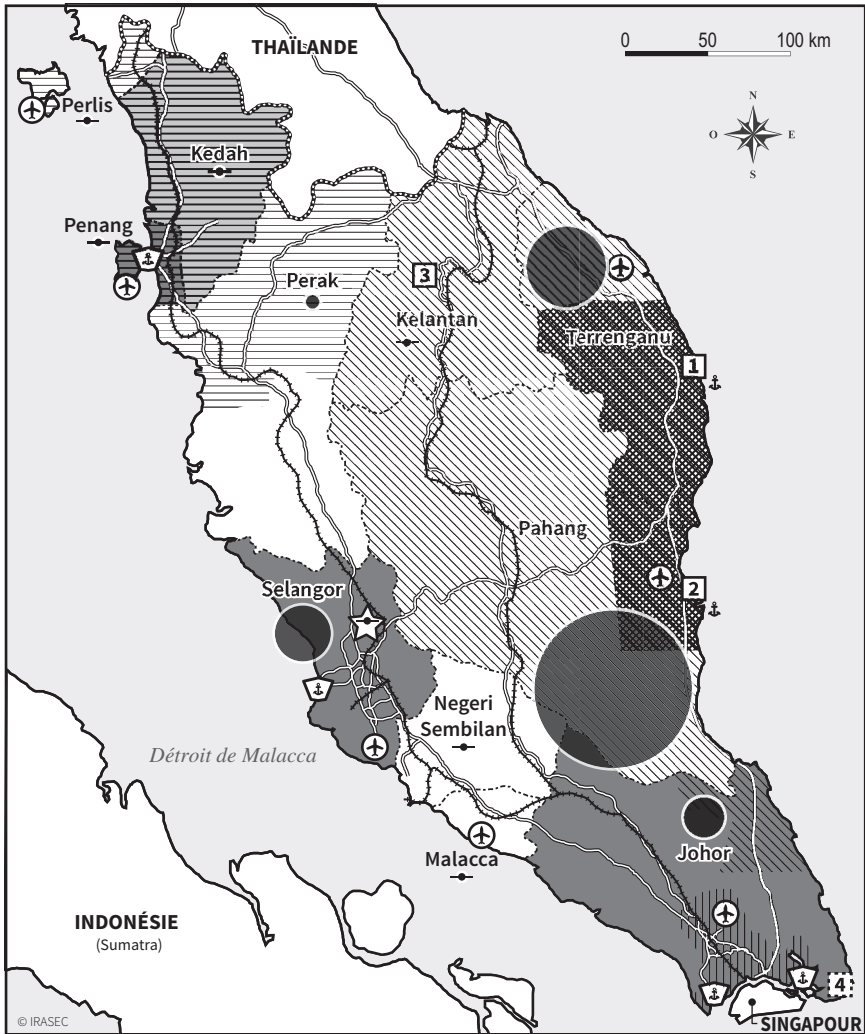


Figure 19 – Les États privilégiés par les investissements chinois en 2013 et 2014

Source : MIDA

L'investissement chinois dans une usine de métallurgie à Kuantan renforce d'ailleurs la spécialisation sectorielle déjà mentionnée. En revanche, elle donne un relief inédit dans son histoire au Pahang. Enfin, rappelons que les années 2013 et 2014 représentent à elles seules des montants d'investissements projetés équivalents aux 25 années précédentes cumulées, d'où le poids exceptionnel conféré tout récemment à cet État au sein des investissements reçus par la Chine.











Carte 3 - Les investissements industriels en Malaisie.


Source : Ministère des transports malaisiens, MIDA, Fau (2015) et enquêtes

Grâce à l'angle d'approche détaillé permis par les données complètes des projets industriels du MIDA concernant la Chine, la question des investis-

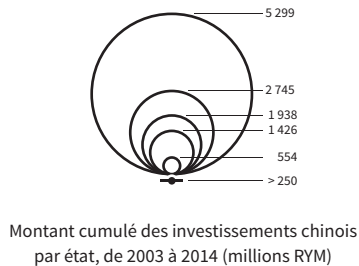
Infrastructures de transport

 Capitale fédérale	 Autoroutes	 Aéroport
 Frontières fédérales	 Chemins de fer	 Port
 Frontière internationale		 Port secondaire

Corridors de développement

 East Coast Economic Region (ECER)	 Zone économique spéciale du corridor Est
 North Corridor Economic Region (NCER)	 Zone principale d'accueil des IDE
 ISKANDAR Corridor	 Zone secondaire d'accueil des IDE

Les investissements chinois



Pahang	5 299 639 182
Terrenganu	2 745 662 000
Selangor	1 938 515 958
Sarawak	1 699 738 633
Johor	1 426 805 709
Perak	554 512 328
Kelantan	217 999 994
Penang	167 942 857
Kedah	141 168 962
Negeri Sembilan	34 665 138
Sabah	20 808 716
FT Kuala Lumpur	16 750 000
Melaka	5 687 812
Perlis	69 000

Principaux projets industriels structurants

- 1** Eastern Steel
- 2** Parc industriel de Kuantan (MCKIP)
- 3** Mine de Sokor

Projet en cours de discussion

- 4** Parc industriel de Pasir Gudang

Conception : Nathalie Fau Source : Ministère des transports malaisiens, Fau (2015) et enquête

sements apparaît beaucoup mieux renseignée qu'à partir des seules statistiques financières. À travers la délivrance des autorisations d'investissements dans le domaine industriel, l'influence chinoise en Malaisie, longtemps très modeste, paraît s'intensifier très fortement au cours des années 2013 et 2014. Le poids considérable représenté par l'implication au Pahang (parc et port de Kuantan)

bouscule l'équilibre et les tendances des années précédentes, donnant un nouvel élan aux investissements industriels chinois en Malaisie et conférant à cet État un rôle particulier au sein des relations Malaisie-Chine. Mais en termes quantitatifs, force est de constater qu'elle est restée encore en deçà de la plupart des grands partenaires économiques du pays (Japon, États-Unis, Europe, Singapour) jusqu'en 2014.

Après le temps stratégique d'une présence et d'un soutien renforcé à Najib Razak à la veille de sa réélection puis de son double mandat (présidence de l'Asean, Conseil de sécurité de l'ONU), on pouvait s'interroger sur la poursuite d'un tel *trend* à la hausse des projets chinois en Malaisie. Cependant, les données intermédiaires du MIDA montrent au contraire que des montants inédits sont atteints sur les deux premiers tiers de 2015 : pour la première fois, les projets d'investissements industriels à participation chinoise en Malaisie arrivent au premier rang de toutes les nations, offrant 5,6 milliards de MYR sur les 17 milliards de MYR, soit 32 % des investissements approuvés par le MIDA entre janvier et septembre 2015.

Mais les investissements industriels répertoriés dans les projets autorisés du MIDA mettent en œuvre des relations éminemment politiques, et, comme on va le montrer à partir de deux études de cas développées dans le chapitre 6 (Kuantan et Sokor), ils font intervenir des jeux d'autorisation et de pouvoir à des échelles plus fines que le niveau d'État à État qu'on a précédemment souligné. En effet, chaque État fédéré malaisien a développé des liens directs avec de grandes entreprises chinoises pour des projets locaux, ou parfois avec des provinces de la République populaire (visites de dirigeants, etc.). De même, plusieurs grandes villes ont noué des jumelages. Les réseaux étatiques des chambres de commerce chinoises organisent, par ailleurs, des séjours pour des délégations d'entrepreneurs, au-delà de la multitude des relations commerciales établies entre des sociétés des deux pays. À cela s'ajoutent, enfin, de nombreux liens de types associatifs, familiaux ou interpersonnels. Cependant, la nature très politique des rapports entre la Malaisie et la Chine a tendance à évincer beaucoup d'acteurs des principales retombées économiques de leur coopération. Du côté malaisien, cette situation décourage le développement des initiatives hors des circuits contrôlés par les partis politiques, de la majorité comme de l'opposition, ou impliquant des membres et des proches des oligarchies au

pouvoir. Ainsi, la qualité de la relation bilatérale entre la Malaisie et la Chine ne doit, en effet, pas être lue de manière uniforme : au-delà du cadre extrêmement favorable qui régit les relations au plus haut niveau, on observe que ce cadre se décline à plusieurs échelles distinctes et interdépendantes lorsqu'on étudie les investissements sur le territoire. À cet égard, en Asie du Sud-Est, la fédération de Malaisie est sans doute le pays avec lequel la RPC a une configuration d'échanges aussi pluriels.

Grands travaux d'infrastructures des Chinois en Malaisie

La diplomatie du rail : une semi-réussite chinoise en Malaisie

Comme dans le reste du monde, le gouvernement chinois œuvre en Asie du Sud-Est à la mise en place de « sa diplomatie du rail ». Les projets chinois se multiplient avec les pays limitrophes afin de bâtir depuis les provinces périphériques chinoises un réseau connecté avec le voisinage. Le développement de ces infrastructures s'intègre lui-même dans un projet de grande envergure lancé en 2006 par la Chine avec 26 partenaires dont l'objectif est de construire des axes de transports vers la Russie, vers l'Asie centrale puis l'Europe et enfin vers l'Asie du Sud-Est. Certains de ces projets reprennent ceux décidés par l'Asean dans le cadre du Master Plan on ASEAN Connectivity (MPAC) adopté en 2010 lors du XVII^e sommet de l'Asean. Le gouvernement chinois a ainsi décidé d'investir dans la construction de la voie ferrée Yunnan-Bangkok-Singapour tout en privilégiant trois axes principaux : l'un à l'ouest vers la Birmanie, l'autre à l'est vers le Vietnam et le dernier au centre vers le Laos, la Thaïlande et le Cambodge. Cette multiplication des investissements chinois dans le secteur du rail inquiète cependant de plus en plus car, d'après des chercheurs comme Geoff Wade, le développement des réseaux de transports terrestres contribue davantage à améliorer la connectivité entre l'Asie du Sud-Est continentale et la Chine que la connectivité intra-asiatique. Il risquerait même de conduire à terme à une division de l'Asie du Sud-Est entre sa partie maritime et continentale tant le tropisme exercé par les provinces méridionales

chinoises sur les pays de la région du Grand Mékong devient prégnant. Est-ce à dire que la Chine est totalement absente du secteur ferroviaire malaisien ? Loin de négliger ce secteur en Malaisie, la Chine tente de se faire une place. Néanmoins, à la différence des pays comme la Birmanie ou le Laos qui manquent de capitaux et de compétences, elle a davantage de difficultés à s'imposer car elle se heurte à une politique malaisienne soucieuse de développer non seulement des compétences propres, mais aussi des partenariats multiples (Fau, 2016a).

Le marché de l'électrification et du doublement des voies de la côte ouest, reliant Johor Bahru au sud et Padang Besar au nord, n'a ainsi été qu'une série de déconvenues pour les entreprises chinoises¹³³. Juste après la privatisation de la compagnie des chemins de fer malaisienne Keretapi Tanah Melayu Berhad (KTMB) en 1992, le gouvernement malaisien a décidé de lancer un vaste programme de modernisation de ses infrastructures ferroviaires. Les deux premiers tronçons concernés partent de Kuala Lumpur : l'un doit relier Rawang situé à 30 km au nord et l'autre Seremban à 70 km au sud. Ne disposant pas d'expertises et de compétences suffisantes dans la construction du chemin de fer, le gouvernement décide de faire appel à des entreprises étrangères : le tronçon nord est attribué à une entreprise chinoise (China Railway Engineering), celui vers le sud à une entreprise indienne (Indian Railway Construction). Le Premier ministre Mahathir Mohamad s'oppose cependant à cette décision car il souhaite que ce soit des entreprises malaisiennes qui remportent le marché afin qu'elles développent de nouvelles compétences. Il promet néanmoins aux entreprises chinoises et indiennes d'utiliser leurs services pour la suite du projet. Le marché est finalement confié à deux grands groupes malaisiens spécialisés jusqu'alors uniquement dans la construction immobilière : le tronçon nord est confié à YTL Corporation et le tronçon sud à IJM Corporation. En 2000, le programme d'électrification de la ligne de la côte ouest est étendu au tronçon Rawang-Ipoh (160 km) qui est confié dans un premier temps à une entreprise de construction automobile et d'industrie lourde, DRB Hicom, puis au constructeur UEM en juin 2005. Même si ni les Chinois, ni les Indiens n'ont été retenus pour

¹³³ Entretien de Nathalie Fau avec Milko Papazoff, responsable pour la zone Asean de l'Union internationale des chemins de fer (UIC).

ce projet, Mohamad Mahathir s'est engagé dans une lettre d'intention ratifiée en janvier 2002 à attribuer la ligne nord (339 km) à la compagnie indienne India Railway Construction et la ligne sud (297 km) à la compagnie chinoise China Railway Engineering¹³⁴. Le texte stipule même que le financement de ces lignes sera assuré par l'envoi d'huile de palme d'un montant compensatoire. Cependant, durant la période du gouvernement d'Abdullah Badawi, tous les gros projets d'infrastructures lancés par Mahathir Mohamad sont gelés et, dans ce contexte, l'électrification de la ligne de la côte ouest est arrêtée.

Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de Najib Razak que les travaux reprennent. Le 7 janvier 2008, le gouvernement annonce que le tronçon Seremban-Gemas, d'une centaine de kilomètres, est confié à l'entreprise indienne IRCON International, respectant en cela les accords ratifiés par Mahathir Mohamad. Les travaux ont été achevés en octobre 2013. Quant au tronçon nord Ipoh-Padang Besar (329 km), les investisseurs chinois ont été à nouveau les grands perdants. En dépit des accords signés, le marché est attribué en octobre 2003, soit peu de temps avant la fin du mandat de Mahathir Mohamad, à parts égales entre les compagnies Gamuda Berhad et Malaysian Mining Corporation (MMC). La raison alors invoquée est le coût inférieur de 30 % à celui proposé par le consortium chinois. Même si le projet est également gelé entre 2003 et 2007, il est officiellement réattribué à ces deux compagnies malaisiennes en juillet 2008. Il ne reste donc que le tronçon Gemas-Johor Bahru (197 km) pour permettre au gouvernement malaisien d'honorer les nombreuses promesses faites aux investisseurs chinois. Lors de sa visite en Chine en 2009, Najib Razak a promis au président chinois Hu Jintao que ce dernier tronçon serait bien attribué à la Chine¹³⁵. Et pourtant, depuis 2012, un réel agacement est de plus en plus manifeste du côté des investisseurs chinois face aux perpétuelles tergiversations du gouvernement malaisien : « Le projet malaisien a été retardé pendant plus de 10 ans. Il a été approuvé par un dirigeant malaisien, mais il suffit qu'un nouveau dirigeant remplace l'ancien, alors le projet n'est plus

¹³⁴ Leslie Lopez, « Malaysia will stop work on \$3.82 billion railway », *The Wall Street Journal*, 11 décembre 2003.

¹³⁵ Debra Chong, « China rail builders unhappy with Putrajaya for delaying Gemas-JB link », *The Malaysian Insider*, 17 janvier 2013.

approuvé »¹³⁶, tels sont, par exemple, les propos tenus par Li Jiansheng, directeur financier du groupe China Railway qui avait obtenu le marché en 2002. Par ailleurs, en 2012, dans une période préélectorale, aucun engagement n'est pris par le gouvernement qui, soumis à de nombreux lobbys, tarde à choisir entre les entreprises chinoises. Les investisseurs chinois ont même l'impression que l'UMNO tente d'imposer au gouvernement chinois le constructeur qui a sa préférence ; or ce choix est effectué uniquement en fonction du partenaire malaisien choisi par les différentes entreprises chinoises en concurrence¹³⁷. En 2015, le projet n'est toujours pas officiellement attribué et les entreprises chinoises n'ont pas encore construit un seul kilomètre de voie ferrée en Malaisie.

Dans le cadre du réchauffement de leurs relations diplomatiques, les gouvernements malaisien et singapourien ont relancé le projet de construction d'une ligne à grande vitesse entre Singapour et Kuala Lumpur. Cette annonce a été faite en février 2013 à l'issue d'une rencontre bilatérale entre les deux Premiers ministres. L'objectif est de relier les deux villes, distantes de 330 kilomètres, en à peine 90 minutes contre 7 heures actuellement. Déjà évoquée à la fin des années 2000, la construction de la ligne à grande vitesse avait finalement été abandonnée en raison du coût de sa réalisation estimé à près de 2,5 milliards d'euros. Pour réaliser ce projet, de nombreux investisseurs potentiels se sont déjà présentés et la Chine en fait partie. Forts de leurs expériences sur leur propre territoire – 15 000 km de voies réservées au TGV et 38 lignes ont été construites en Chine depuis l'ouverture de la première en 2007 – les constructeurs nationaux des chemins de fer chinois cherchent à internationaliser leurs activités. China Railways a présenté une offre en association avec l'entreprise locale Global Rail et le Premier ministre chinois Li Keqiang, surnommé le « vendeur de TGV », s'est entretenu sur ce sujet en mai 2015 avec le président de la Commission nationale des transports publics malaisienne (SPAD). La concurrence est cependant extrêmement dure : les groupes japonais

¹³⁶ Toh Han Smith, « Chinese railway builders hit by Malaysian politics », *South China Morning Post*, 16 janvier 2012.

¹³⁷ Pour une analyse détaillée du lobbying exercé par les entreprises malaisiennes toutes proches d'un des membres du pouvoir, voir l'article très éclairant de Jose Barrock, « Warlords battling for RM8 bil. Gemas-JB rail job », *Kinibiz*, 11 mars 2013.

Sumimota et Japan Railways ont ratifié un accord de partenariat (MoU) avec le groupe malaisien MMC, spécialisé en infrastructures et Siemens a fait de même avec le conglomérat malaisien YTL, déjà pressenti comme constructeur potentiel lors du précédent projet. S'il est difficile de pouvoir statuer à l'heure actuelle sur une réussite de la Chine, on peut néanmoins remarquer que la configuration de ce projet rappelle celle du dernier tronçon Gemas-Johor Baru de la ligne de la côte ouest : non seulement l'appel d'offres tarde à sortir, laissant présager une éventuelle suspension du projet même si les gouvernements malaisien et singapourien ont réaffirmé en mai 2015 son maintien, mais surtout la décision finale semble plus dépendre du partenaire local que de la qualité des entreprises étrangères. Quant au coût de la construction, les estimations varient du simple au double : entre 11 milliards de \$ US et 27 milliards de \$ US.

Les réussites de la Chine dans le secteur des transports sont, en fait, plutôt à chercher dans sa capacité à fournir du matériel roulant aux entreprises malaisiennes¹³⁸. Dans le secteur ferroviaire, la société CSR Zhuzhou, le plus important constructeur de matériels roulants chinois, est particulièrement bien implantée. En 2012, elle a signé un accord (MoA) avec le gouvernement malaisien afin de promouvoir la collaboration technique entre les deux pays. En 2014, elle a livré à la Malaisie un premier train à grande vitesse EMU (électrique à unités multiples) qui est utilisé sur la ligne de 200 km reliant Kuala Lumpur à Ipoh, puis devrait l'être à long terme sur la ligne allant de Padang Besar à Johor Bahru. Exportés pour la première fois à l'étranger, ces trains sont très compétitifs dans leur rapport qualité/prix. Toujours en 2014, la Chine a ouvert à Batu Gajah, dans l'État du Perak, une usine d'assemblage de matériels roulants qui doit fournir les nouveaux trains de banlieue du Grand Kuala Lumpur ainsi que les nouvelles rames du métro LRT¹³⁹. Par ailleurs, une autre entreprise chinoise, Dloco Locomotive & Rolling Stock, implantée à Dalian, avait déjà fourni en 2005 une vingtaine de locomotives diesel. Enfin, BYD Auto

¹³⁸ Entretien de Nathalie Fau avec François-Xavier Flamand, service économique de l'ambassade de France en Malaisie.

¹³⁹ Xinhuanet, « China's rail car giant starts building manufacturing center in Malaysia », 10 avril 2013.

a livré en 2015 à Prasarana, l'opérateur de transports publics de Kuala Lumpur, une quinzaine de bus électriques fonctionnant en site propre.

Le financement du deuxième pont de Penang et les réseaux impliqués

C'est le dernier des mégaprojets dans la tradition mahathirienne, après les tours Petronas et le Multimedia Super-Corridor d'où sont issues la nouvelle capitale administrative Putrajaya et la ville technologique Cyberjaya¹⁴⁰. Projet de l'État fédéral, avant que Penang ne passe à l'opposition en 2008, le deuxième pont de Penang est le plus long d'Asie (24 km) et représente un tour de force technique. Alors que le gouvernement va devoir couper dans les grands projets pour motifs de réductions budgétaires, le pont de Penang s'est terminé en avril 2014. Il a été financé (contre livraison malaisienne d'huile de palme) et conçu par la Chine. China Harbour Engineering, le maître d'ouvrage, est une puissante société chinoise spécialisée dans la réalisation de grandes infrastructures ; elle construit le second pont de Penang en partenariat avec une société malaisienne proche de l'UMNO (UEM Builders). Les dirigeants de China Harbour Engineering sont notoirement proches de Tan Kay Hock. Cet entrepreneur fortuné (cf. 1^{re} partie) est l'ami, l'homme de confiance et le partenaire de golf du Premier ministre, dont il fut un camarade de promotion. En septembre 2013, Najib Razak était, par exemple, l'invité d'honneur du mariage de sa fille, célébré en grande pompe à Kuala Lumpur. Héritier d'une famille de la haute bourgeoisie sino-malaisienne, Tan Kay Hock est notamment le *chairman* des sociétés Johan Holdings et George Kent. Il est membre du comité de direction de l'Iskandar Regional Development Authority, présidé par le Premier ministre. À la fois cause et conséquence de cette position, la qualité de ses liens avec les milieux d'affaires singapouriens est notoire. À cet égard, il serait l'un des artisans du réchauffement des relations entre les deux pays depuis l'arrivée au pouvoir de Najib Razak. Il avait été mandaté par le Premier ministre pour négocier au plus haut niveau avec la Chine la création d'une autre alliance pour la réalisation de l'immense projet ferroviaire Gemas-JB Double Tracking Rail, alors même qu'un premier consortium avait été établi entre les deux pays. Néanmoins, ce

¹⁴⁰ Ce passage est déjà présent dans Lafaye de Micheaux (2014).

dernier, qui avait la faveur du vice-Premier ministre et d'autres grands patrons chinois proches de la coalition au pouvoir, n'était pas favorable aux intérêts directs de Najib Razak. Source de tensions au sommet de l'État, cette affaire s'est finalement soldée, avec l'assentiment des autorités chinoises, par l'attribution du contrat au consortium initialement pressenti, mais cet épisode lui a valu de solides inimitiés dans les cercles du pouvoir. Il demeure cependant un relais non officiel important entre les proches de Najib Razak et la Chine dans le domaine des relations politico-économiques.

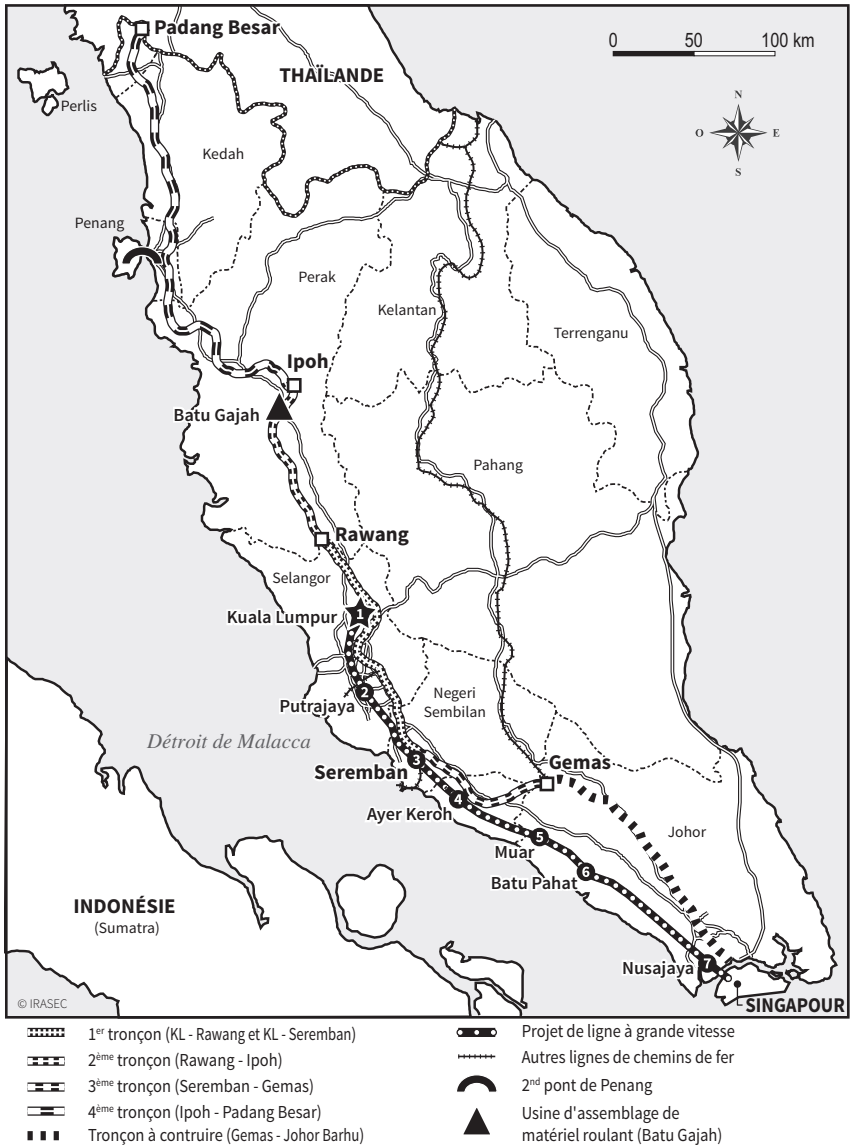
Le second pont de Penang est d'autant plus bienvenu que l'île a été fortement touchée par la crise de 1997 et ne s'en est jamais totalement relevée. Ian MacIntyre, journaliste d'origine malaisiano-irlandaise du *Star*, le grand quotidien national fondé par le parti de gouvernement chinois (MCA), est le seul à parler explicitement de démonstration de puissance (financière et technique) de la part de la Chine. L'entreprise Beijing Urban Construction Group a depuis 2013 annoncé sa contribution au tunnel sous la mer reliant Penang à la péninsule malaise. Le montant prévu de ce contrat est de 2,6 milliards de \$ US.

Avec la présence de la Chine comme investisseur industriel dans l'économie malaisienne, on touche ainsi à des investissements qui sont moins remarquables par leurs montants (encore qu'ils puissent être dans certains cas très importants comme pour l'aluminium du Terengganu) que par leur caractère fondateur ou déterminant pour un secteur dont ils vont mettre en forme le développement ou la modernisation. Comme on le montrera dans les deux études de cas qui vont suivre, ce caractère déterminant va l'être d'autant plus pour une région périphérique, à l'échelle de laquelle ils apportent des ressources financières, commerciales et technologiques, des emplois – y compris non qualifiés – et des liens politiques avec le partenaire chinois. De manière générale, les investissements chinois engendrent un effet de structuration par le poids des acteurs qui entrent soudainement en lice (aluminium, solaire, véhicules électriques). Mais ils peuvent aussi revêtir un aspect de menace (écologique notamment, comme avec Bakun ou Sokor) ou de déstabilisation d'un tissu existant comme peut le faire la métallurgie chinoise (Eastern Steel) au Terengganu accélérant la fin du champion national Perwaja sur le site de

Kemaman, et ce, malgré des signes de bonne volonté et d'aide à la reprise¹⁴¹. Peu importants en volume et en part relative des IDE dans le pays (du moins jusqu'en 2015), les investissements chinois sont néanmoins significatifs dans ce qu'ils redessinent ou participent à redessiner du paysage industriel, et plus généralement du paysage économique et écologique malaisien. Enfin, les investissements productifs chinois sont non seulement très concentrés sectoriellement, mais cette concentration est spécifique à la Chine. Les choix de projets chinois en Malaisie sont caractérisés par un agenda propre à la Chine, dans la mesure où les secteurs retenus sont fondamentalement différents des domaines privilégiés par les vagues d'investissements précédentes (européennes, américaines et japonaises) qui se sont succédé depuis les années 1970 (avec une accélération au cours de la première partie de la décennie 1990 dans le secteur de l'électronique).

Dans la mesure où les données de l'investissement industriel en Malaisie ne sont pas en capacité de rendre compte de manière complète et fine de l'implication chinoise sur le territoire, elles minorent la contribution chinoise à l'économie et à l'aménagement spatial du pays. À côté du niveau intergouvernemental, le niveau régional apparaît aussi très important pour évaluer l'intensité des rapports entre les deux partenaires. Les deux études de cas qui vont suivre permettent d'approfondir la lecture à cette échelle.

¹⁴¹ Le groupe chinois Zhiyuan administre actuellement le programme de « rejuvenisation » de la société Perwaja, ancien fleuron malaisien de l'industrie lourde, très endettée et ayant cessé son activité en 2013. Après son offre du 15 mai 2015, Zhiyuan en deviendrait dès lors l'actionnaire principal ; « China's Zhiyuan Group to inject RM300m into Perwaja », *The Sun Daily*, 11 mai 2015, (<http://www.thesundaily.my/news/1413808>).



Carte 4 - Les investissements chinois dans les infrastructures.

Source : Ministère des transports malaisiens, MIDA, Fau (2015) et enquêtes

Investissements stratégiques en des lieux périphériques : Kuantan et Sokor

Pour compléter l'analyse des investissements chinois en Malaisie, nous poursuivrons l'exploration des tendances générales développées dans le chapitre précédent par l'étude de mises en œuvre précises et concrètes des activités productives chinoises les plus importantes et représentatives sur le territoire malaisien. On montrera que ces projets apparaissent comme totalement structurants à l'échelle des territoires (Pahang, Kelantan) dans lesquels ils s'inscrivent. Mais certaines réserves peuvent être émises quant au contenu réel et effectif de certains de ces projets et s'interroger sur leurs effets politiques et sociaux.

L'implication politique de la Chine au Pahang : un port, un parc à Kuantan

La diplomatie avec la Chine et les efforts de rapprochement bilatéral portés par les deux pays a parfois des traductions économiques très directes, comme en témoigne la création en 2012-2013 de parcs industriels jumeaux binationaux, lancés à grand renfort d'annonces depuis le plus haut sommet de l'État. Leur existence est mentionnée depuis par tous les documents traitant de la relation Malaisie-Chine. Nous allons nous efforcer ici de donner la juste mesure de cette coopération industrielle et financière originale, tout en soulevant, côté malaisien, les zones d'ombre et d'incertitude de ce projet emblématique.

Ce jumelage institue et lie par des intérêts croisés le parc industriel de Kuantan (Malaysia-China Kuantan Industrial Park ou MCKIP, créé en 2013) dans l'État du Pahang, sur la côte est de la Malaisie, avec celui de Qinzhou (QIP, 2012) dans la Région économique autonome du golfe de Beibu, dans le Guangxi. Cette double institution, qui constitue une nouveauté pour la Malaisie, est une configuration très rare en Chine. Il n'y a, en effet, que deux précédents en la matière, engagés avec Singapour (Khor, 2013 : le parc sino-singapourien de Suzhou avait ainsi été créé en 1994 à la demande de la Chine cherchant à importer pour ses zones économiques spéciales certaines clés de l'efficacité de la Cité-État. Mais le parc a commencé par poser de tels problèmes de développement en raison des compétitions entre les agences administratives locales que le gouvernement singapourien s'en est partiellement détaché à la fin des années 1990 (Han, 2008)¹⁴². Rétrospectivement, on observe qu'il a finalement polarisé un très gros montant d'investissements internationaux – concernant 45 000 entreprises étrangères accompagnées par 16 000 PME chinoises – mais pas forcément singapouriens, la moitié provenant des États-Unis et d'Europe, et l'essentiel du reste, du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud avant même Singapour.

Dans le cas du partenariat Malaisie-Chine, les parcs jumeaux ont été conçus vingt ans après, avec l'objectif politique partagé de « dynamiser les investissements et le commerce bilatéral ». Nous verrons qu'il s'agit tout autant, sinon plus, de matérialiser par des réalisations symboliques une relation très valorisée politiquement que de créer un doublon de *clusters* véritablement innovants. En théorie, les deux parcs industriels devraient offrir des statuts commerciaux et fiscaux avantageux et bénéficier d'aides publiques massives : en Malaisie, c'est largement le cas.

¹⁴² Voir aussi : (<http://www.singapore-window.org/sw99/90915afp.htm>). Le consortium singapourien aurait diminué sa participation de 65 % à 35 % en 2000 suite au retrait du gouvernement du projet.

Des incitations publiques exceptionnelles

Situé au cœur du corridor de développement de la façade est du pays, déshéritée depuis la période coloniale, le parc de Kuantan appartient à la zone économique spéciale de l'East Coast Economic Region (ECER). Cette zone, couvrant une large portion des États du Terengganu et du Pahang, s'inscrit au sein d'un ensemble plus vaste (du Kelantan au district de Mersing à Johore) que l'État central cherche à revaloriser depuis le neuvième plan malaisien. À noter que la population mentionnée, de même que la surface couverte, comprend non pas la zone économique spéciale mais bien l'ensemble des États concernés. Dans les faits, la population active susceptible de travailler dans la zone économique spéciale reste limitée, et le niveau de vie assez bas, ce qui permet d'envisager des salaires peu élevés.

À l'échelle de la Malaisie, l'ECER est l'une des zones de développement les plus favorables aux investisseurs. On y bénéficie en effet de :

100 % d'exemptions fiscales sur 10 ans	Exemptions de taxes sur les importations et sur les ventes de matières premières, composants, usines, machines et équipements
100 % d'exemptions de taxes sur l'investissement pour les dépenses admissibles en capital sur 5 ans	Incitations sur mesure « basées sur le mérite de chaque cas » (<i>ce qui ouvre la porte à la possibilité d'échapper aux contraintes de la NEP</i>)
Exemption de droits de timbre sur le transfert de propriété ou de baux pour les terrains et bâtiments	Facilités pour l'embauche d'expatriés et autres besoins spécifiques en capital humain
Accès aux Fonds de facilitation (Teraju, Ekas)	Prix du terrain avantageux

Source : MIDA¹⁴³

¹⁴³ (<http://www.mida.gov.my/env3/uploads/IncentivesCompilation/ECERDC/2013/AppVIII.pdf>).

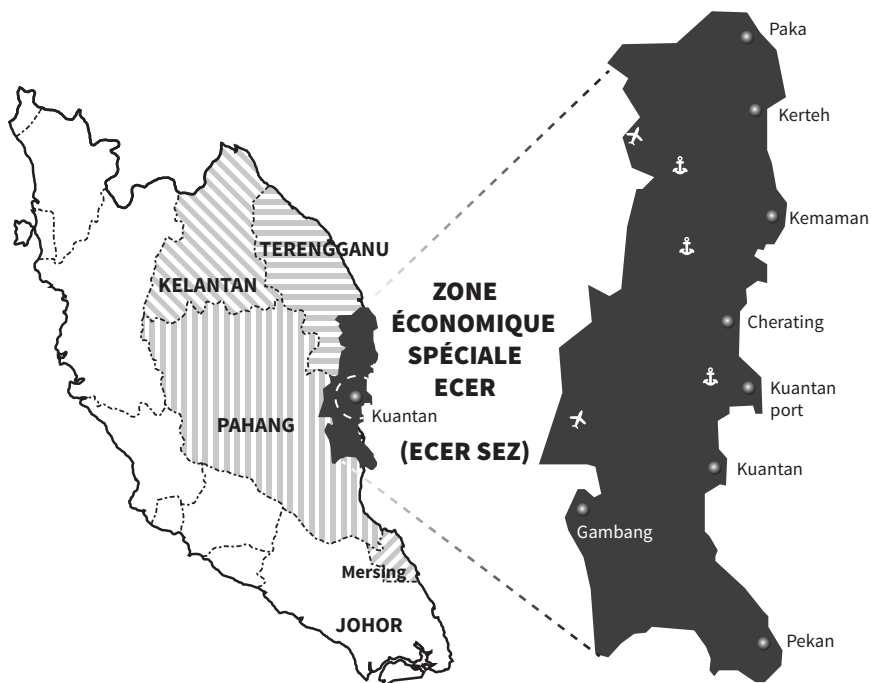
Mais le parc de Kuantan va plus loin encore, en offrant des incitations spéciales listées dans le tableau ci-dessous :

Toutes les incitations de la zone ECER	100 % d'exemption sur les revenus des sociétés sur 15 ans dans le cas de : - produits à haute valeur ajoutée - haut transfert de technologie - activités des R&D
Un taux d'imposition spécial de 15 % pour les travailleurs qualifiés du MCKIP 2014-2020 (<i>contre en moyenne 25 % pour les tranches supérieures de revenu</i>)	Soutien du fonds UKAS représentant jusqu'à 10 % du coût du projet, ou 200 millions RM (si en-deçà) pour le financement des infrastructure de base

Source : documentation officielle MCKIP, 2014

Ainsi, sur le plan fiscal et non fiscal, le dispositif incitatif du parc industriel de Kuantan est absolument exceptionnel. D'après le MIDA, sur la seule année 2014, la zone a attiré 16 milliards de MYR d'investissements, dont 80 % dans le Pahang (1,5 milliard pour le Terengganu ; 1,75 au Kelantan). Ce chiffre doit être rapproché de l'objectif stratégique que le corridor accueille 110 milliards de MYR d'investissements à l'horizon 2020 et crée des dizaines de milliers d'emplois : c'est bien en partie grâce à l'accélération conférée par Kuantan, qu'on en est déjà à 77 milliards de MYR en 2014 (dont plus de la moitié en investissements industriels) soit plus des deux tiers depuis la création du corridor en 2007¹⁴⁴. La dynamisation du corridor est permise ici grâce au partenariat de la Chine qui apparaît bien comme la réponse à un objectif politique majeur pour le gouvernement central, de même que pour l'État dont le Premier ministre est l'élu.

¹⁴⁴ Source : MIDA, *Malaysia Investment Report 2014*, p. 10.



Géographie		2012 (actuel)	2020 (estimation)
État de Kelantan	Population	4,3 millions	5 millions
État de Terengganu	Travailleurs	1,64 millions	2 millions
État de Pahang	Croiss. PIB	4,8 %	7,2 %
District de Mersing (dans l'état de Johor)			
66 736 km² (51 % de la péninsule malaisienne)			

Carte 5 – Le corridor et sa zone économique spéciale

Source : documentation officielle ECER Special Economic Zone, Economic Planning Unit, Malaisie.

MCKIP : le projet et les développements en cours depuis 2013

Selon les plans annoncés en 2013, le MCKIP à Kuantan comptera 600 ha. Cette superficie est dix fois plus petite que son jumeau chinois, le QIP, dont rien que la première phase de l'aménagement sur 780 ha accueillerait 470 000 habitants (selon les estimations chinoises de 2012).

Les investissements attendus sont de 24 milliards de \$ US d'ici 2020 (environ 86 milliards de MYR) dont 10 milliards de \$ US de la part de la Chine sur 5 ans (36 milliards de MYR). Ceci la placerait au rang de premier investisseur en Malaisie et « correspondrait mieux à son rang de premier partenaire commercial de la Malaisie » (Khor, 2013 : 2). D'après ses concepteurs, le parc malaisien devrait concentrer en particulier des usines d'acier, d'aluminium, de raffinage d'huile de palme et de composants automobiles. Il est censé engendrer 8 500 nouveaux emplois à Kuantan. Enfin, d'un point de vue logistique, la localisation du parc à Kuantan offrirait l'intérêt d'un accès à la mer de Chine méridionale : le port situé sur la côte est de la péninsule malaise est en lien maritime direct avec les ports chinois de la Région économique du golfe de Beibu. Ceci explique que le Guangxi Beibu International Port Group investisse 900 millions de \$ US dans l'agrandissement du port de Kuantan et 800 millions de \$ US dans le plan de développement du parc industriel attenant, projet mené en joint-venture avec un consortium malaisien majoritaire (51 %) (Khor, 2013 : 2).

Deux consortiums ont été créés suite au projet de Kuantan :

- l'un concerne le port de Kuantan (privatisé en 1996), Kuantan Port Consortium, qui était jusqu'à 2013 une possession de la très grosse compagnie malaisienne privée de construction IJM. Il est depuis à 40 % chinois (Beibu Gulf Holding, qui opère et contrôle le port de Qinzhou, mais aussi les ports de Fangchenggang, Tieshan et Beihai au sud de la Chine) et à 60 % malaisien (IJM *via* Road Builder Holding (56 %) et Essmarine Terminal (4 %)). Selon l'accord de partenariat qui le lie au port de Qinzhou, le port de Kuantan est censé devenir – et cela, en partie grâce à leur interrelation - un terminal régional et un hub logistique ;

- l'autre concerne le parc industriel, le Kuantan Pahang Holding, détenu à 51 % par un consortium malaisien (dont Sime Darby et IJM Land sont les actionnaires privés au côté de l'entité publique administrant le corridor, ECERDC) et un consortium chinois (49 %). Côté Qinzhou, le consortium est à 51 % chinois (Beibu Gulf) et à 49 % malaisien (dont 70 % sont des parties prenantes privées : SP Setia, grande compagnie immobilière dirigée par le frère du Premier ministre, et Rimbunan Hijau Group, également historiquement très

proche du gouvernement). Les premières réalisations à Qinzhou appartiennent aux secteurs de la transformation agroalimentaire, du biomédical, de cellules LED (production et test). Elles comprennent aussi un projet de parc industriel halal¹⁴⁵.

Compte tenu des objectifs annoncés et de la qualité de l'offre fiscale à Kuantan, on s'étonnera que si peu d'entreprises aient manifesté leur intérêt auprès du MIDA en 2014. En effet, si l'on s'appuie sur les données publiées par l'agence dans ses rapports sur l'investissement en 2013 et 2014, le parc de Kuantan, dont on distingue trois sites (Gebeng, Jengka et Kuantan Industrial Bio-Park), a déjà donné son accord aux demandes d'investissement industriel suivantes :

- 1,6 milliard de \$ US (5,8 milliards de MYR) : Beibu International Group (Chine) pour l'usine d'acier, l'usine d'aluminium et l'usine d'huile de palme (2013) ;

- 0,6 milliard de \$ US : Beijing Goldenway Biology Tech (Chine) pour une production d'acide bio-humide à partir des déchets d'huile de palme (2014) ;

- 0,8 milliard de \$ US (2,9 milliards de MYR) : BASF-Petronas Chemical (Malaisie) pour des produits pétrochimiques (2014) ;

- 120 millions de \$ US (420 millions de MYR) : Kaneka Group (Japon) pour une production de fibrées d'acrylique modifié (2014) ;

- 24 millions de \$ US (80 millions de MYR) : Felda Global Ventures Dntstream (Malaisie) pour une usine de production de vitamine E (2014).

Soit un total de moins de 3,2 milliards de \$ US (dont plus de la moitié venue de Chine), ce qui représente 13 % des fonds initialement attendus pour les deux premières années. La phase de lancement n'est donc pas tout à fait concluante si l'on reprend l'objectif de 24 milliards de \$ US, reçus de 2013 à 2020, qui correspond à un rythme moyen de 3,4 milliards de \$ US par an.

Enfin, le caractère hautement politique de ce parc se traduit par le fait que, pour le moment du moins, les investisseurs sont – que ce soit l'investisseur

¹⁴⁵ Dossier de la conférence de presse donnée à l'issue du 2nd Joint Cooperation Council (JCC) meeting on Malaysia-China Kuantan Industrial Park (MCKIP) and China-Malaysia Qinzhou Industrial Park (CMQIP), MIDA, Kuala Lumpur, 20 janvier 2015.

chinois institutionnel Beibu Group, membre du consortium et copropriétaire du port de Kuantan, ou les parties prenantes malaisiennes – des entreprises publiques et des joint-ventures liées aux gouvernements, à l'exception du groupe japonais Kaneka. Ce fait est caractéristique des investissements chinois en Malaisie au cours des dernières années : le choix prioritaire des entreprises publiques ou liées à l'État (GLCs) comme partenaires pour les investissements chinois réalisés en Malaisie a été démontré comme un trait général de la conduite des investissements par une recherche singapourienne publiée en 2015 (Lim, 2015). Ce résultat nous amène à formuler l'hypothèse selon laquelle, sous Najib Razak du moins, les liens politiques guident et dominent largement les décisions économiques entre la Malaisie et la Chine : loin d'être les résultats de calculs purement économiques, les investissements chinois conduits dans le cadre du rapprochement étroit que l'on observe actuellement répondent bien davantage à des rationalités et à des modalités de nature beaucoup plus politiques et, selon toute vraisemblance, aussi stratégiques et géopolitiques.

Problèmes et contradictions à Kuantan

Pour évoquer les problèmes et contradictions qui apparaissent au cours de cette phase initiale, nous distinguerons le port de Kuantan du Parc industriel malaisien-chinois :

Le port de Kuantan était jusqu'à présent de dimension réduite et n'accueillait qu'une très faible part du trafic maritime. Selon les statistiques du ministère du Commerce relatives aux ports malaisiens en janvier 2015, avec 4 % des exportations empruntant les infrastructures portuaires, Kuantan n'arrivait qu'en sixième place, loin derrière le premier d'entre tous Port Klang (28 %) suivi par Bintulu (21 %), Pasir Gudang et Butterworth (8-9 %) ou Tanjung Pelepas (7 %). D'autre part, Kuantan n'enregistrait que 1,9 % des importations en janvier 2015, en régression par rapport à janvier 2014 (2,7 %). Il bénéficie actuellement d'investissements lourds pour la mise en eaux profondes. Mais la présence du port en eaux profondes de Kemaman, déjà spécialisé dans le transport chimique, pétrochimique et industriel, situé immédiatement au nord de Kuantan, dans le Terengganu, ne va pas sans questionner l'intérêt et le potentiel réel de son futur développement. D'autre part, un troisième port de la côte est,

d'envergure plus importante et situé cette fois au sud de Kuantan, dans l'État de Johore à Pasir Gudang. On a de ce fait toutes les raisons de penser qu'il ne deviendra pas rapidement un port majeur sur la carte malaisienne : sa seule raison d'être est la création du parc industriel, mais celle-ci tiendra-t-elle ses promesses ?

Là encore, le choix de la localisation à Kuantan pose question. Pasir Gudang ne concurrence pas seulement l'activité du port de Kuantan, il vient tout juste de faire l'objet d'un projet binational directement concurrent du parc industriel. En effet, l'État de Johor, en collaboration avec la filiale malaisienne du géant immobilier chinois Greenland (à l'origine du prestigieux complexe immobilier de Danga Bay dans le corridor de développement d'Iskandar Malaysia), a commencé en février 2015 à poser les jalons de la création sur 3 000 acres (1 200 ha, soit une surface deux fois supérieure au parc de Kuantan) d'un nouveau parc industriel. Il est conçu pour couvrir à la fois la production exportatrice électronique, ainsi que les besoins d'extension de l'industrie singapourienne et du développement immobilier. Pasir Gudang, dont le port est déjà nettement plus utilisé, bénéficie aussi d'un emplacement plus stratégique que Kuantan, étant d'une part au sein du corridor de développement d'Iskandar Malaysia, bénéficiant de sa dynamique régionale propre, et de l'autre, se situant très directement à la porte de Singapour pour lequel il a déjà joué le rôle d'arrière-cour industrielle, depuis les premières vagues de délocalisations dans les années 1960. Enfin, que ce soit le sultan de Johore ou l'administration locale (État de Johore), tous ont désormais une solide habitude des relations économiques avec la Chine avec laquelle ils partagent le plus grand nombre de réalisations et de projets à l'échelle du pays, ainsi qu'on le verra plus loin avec les secteurs de l'aménagement et l'immobilier.

Enfin, outre la concurrence directe dans l'attraction des investissements industriels nationaux ou étrangers, le parc de Kuantan semble rencontrer actuellement des problèmes en propre : le sol du parc lui-même, tout récemment viabilisé suite au changement de statut opéré lors de la création du MCKIP (passé de terrain agricole à celui de terrain pour parc industriel), serait loin d'être stabilisé et donc constructible, selon certaines sources du MIDA. Les premiers projets de construction d'usine ne pourraient donc pas, semble-t-il, être pour le moment réalisés en raison de ces contraintes techniques.

Avec quels bénéfices ? Pour qui ?

Les dividendes de ces décisions d'investissement de grande envergure amenés par la Chine sont d'abord politiques pour le gouvernement malaisien, et, en particulier, pour l'UMNO, le parti dominant depuis plus de cinquante ans la coalition au pouvoir. En effet, cette annonce de parcs jumeaux en février 2013 est intervenue à un moment crucial pour le parti, à la veille de la campagne électorale pour les treizièmes élections générales. Le parc de Kuantan étant établi dans l'État du Pahang d'où est issu le Premier ministre, ce qui lui donne une signification politique très directe : l'effet d'annonce a d'ailleurs été extrêmement bien relayé à l'échelle nationale. En mettant en avant, parmi les effets attendus, de nouveaux emplois et des progrès socio-économiques pour le Pahang, la Chine vient soutenir l'activité d'un État qui a besoin de l'être ; cette initiative apparaît, en effet, cruciale pour le Pahang, situé dans une région plutôt reculée et sous-développée de la Fédération.

Compte tenu de la faible dynamique au démarrage et du peu d'attractivité que représente pour le moment Kuantan, on peut s'interroger sur l'existence de réels bénéfices économiques dans ce modèle unique de « Two Countries, Twin Parks » comme s'efforcent de le présenter les officiels extrêmement laconiques lors de la seconde réunion du Conseil de coopération conjointe MCKIP-CMQIP. La conférence de presse (10 minutes) qui a suivi ainsi que le document d'accompagnement (500 mots) semblait plutôt suggérer que le parc industriel de Kuantan n'était pour le moment qu'une coquille vide¹⁴⁶.

Mais si l'on se place du côté des grandes entreprises impliquées dans le consortium, les premières opérations immobilières et financières, notamment par les acquisitions chinoises et le changement de destination des sols, peuvent s'être avérées immédiatement (très) lucratives. C'est en tout cas ce qui apparaît à la lecture des résultats de IJM, le géant malaisien de la construction d'autoroutes – qui a également une branche huile de palme, bois tropical et chimie – possédant le port de Kuantan depuis 1998. Le groupe a fait en 2014, grâce à sa branche propriété, 30 % de mieux sur son chiffre d'affaires

¹⁴⁶ Dossier de la conférence de presse donnée à l'issue du 2nd Joint cooperation Council (JCC) Meeting on Malaysia-China Kuantan Industrial Park (MCKIP) and China-Malaysia Qin Zhou Industrial Park (CMQIP), Mida, Kuala Lumpur, 20 janvier 2015.

(6 milliards de MYR) par rapport à l'année précédente. Il enregistre aussi et surtout un bond de 70 % de ses bénéfices. Pour la première fois de son histoire, l'entreprise a dépassé le milliard de MYR de profit avant impôt (1,42), soit + 835 millions sur l'année. Fin 2013, la vente des parts du port de Kuantan (acquises en 2006 à un prix très inférieur) pour 334 millions de MYR à travers son unité Road Builder Holding (38 %) et Essmarine Terminal (2 %) à Gulf Beibu a généré pour IJM un profit de 260 millions de MYR, soit le tiers de ce gain exceptionnel. À l'époque, la direction de l'entreprise assurait aux autorités boursières que « cette transaction n'aurait pas d'impact sur les profits au niveau du groupe, que la collaboration avec le chinois Guanxi Beibu allait permettre d'importer les meilleures pratiques de gestion portuaires et ouvrirait [à Kuantan] son réseau de clientèle, ce qui augmenterait l'utilisation du port après l'augmentation de ses capacités suite au développement du futur terminal en eaux profondes [...] De plus, Guanxi Beibu jouera un rôle actif dans l'attraction d'investissements directs étrangers en particulier de Chine, pour investir dans l'investissement direct étranger »¹⁴⁷.

Ainsi, si l'on a pu chiffrer en partie les projets industriels chinois en Malaisie, ceux qui se concentrent actuellement dans le Pahang apparaissent déterminés par des décisions très politiques et/ou des intérêts économiques privés bien identifiés : la volonté d'afficher et de nourrir par des réalisations originales et marquantes la « précieuse » relation bilatérale a fait de cet État *a priori* peu attractif et de Kuantan, sa capitale, la première destination des projets industriels chinois en 2013 et 2014. Mais, compte tenu de la méthode et des incertitudes qui entourent ces réalisations, ces projets chinois sur le sol malaisien sont peut-être moins significatifs et amenés à durer que l'investissement dans la métallurgie ou dans les autres domaines touchant à l'approvisionnement en ressources naturelles, voire, ceux qui concernent les infrastructures – notamment de transport – et, depuis peu, l'immobilier.

¹⁴⁷ « IJM sells 40 % stake in Kuantan port to China Guangxi Beibu for RM 334 Mil. », *The Star*, 10 septembre 2013.

Un investissement stratégique pour le Kelantan : la mine d'or de Sokor

Le Kelantan, un État sous administration du Parti islamique de Malaisie (PAS)

Avec la mine d'or de Sokor, dans le Kelantan, nous allons développer ici un cas très différent, voire, en partie opposé au précédent, puisqu'il s'agit d'un État dirigé par l'opposition (Parti islamique de Malaisie ou PAS) : les investissements chinois, là encore récents, y sont cette fois déterminés par la stratégie chinoise de développement et de sécurisation de ses approvisionnements en or, qu'elle met en œuvre à l'échelle mondiale. On montrera que, bien que dans un contexte tout différent que la relation État à État qu'elle maîtrise, la Chine sait très méthodiquement y construire et y défendre ses intérêts. En revanche, les bénéfiques politiques en sont cette fois bien minces et surtout offerts par la Chine à bon compte au gouvernement local.

Le cas de la mine chinoise de Sokor illustre ainsi la complexité des relations politiques de la Chine avec la Malaisie (avec l'implication d'un État d'opposition dans la relation), et on est tenté de le lire en cohérence avec la stratégie chinoise de long terme d'accession globale aux minerais, y compris sur le territoire malaisien. Par ailleurs, il révèle un certain nombre de traits caractéristiques.

1. L'adaptation des partenaires chinois à la conduite des affaires en Malaisie :

- la coopération avec un État géré par le parti islamique selon des modalités initiales le satisfaisant pleinement (financement d'une école islamique, arrivée d'investissements, offres d'emploi et de salaires) ;

- la collusion des intérêts publics et privés avec notamment des parts du capital de la mine accordées à la famille du sultan et à l'État du Kelantan ;

- l'absence de susceptibilités ou de tension entre la démocratie et le développement des populations locales : pas de protestations relayées dans la presse ou ayant remonté au parlement local dans le contexte de dégâts écologiques inhérents à ce type d'exploitations minières.

2. Le médiocre bilan économique de la mine pour l'État et la Malaisie :

- le caractère opaque du fonctionnement technique, commercial et financier de la holding comme de la société minière, même si deux étapes ont contribué à la production et diffusion de chiffres et d'éléments plus précis : l'introduction en Bourse de la holding en 2011 et le rapport Optiro sur la mine en 2014 ;

- l'étonnante complaisance des autorités nationales de promotion des investissements dans un contexte de redressement budgétaire (l'activité a bénéficié en 2014 d'exemptions fiscales au titre de « pionnier » alors que l'entreprise opère depuis 2006 et fait des bénéfices très élevés) ;

- le caractère très relatif du gain pour l'État local aux abois, alors que la mine réalise une marge de 50 %.

3. Le maintien d'un lien organique à l'État chinois :

Ce lien est très discret en raison du caractère complexe de la holding, sans affichage institutionnel mais passant essentiellement par des liens personnels. Ce lien nous semble néanmoins être révélé par l'origine chinoise de la holding (avant son enregistrement à Singapour), par l'appartenance du professeur Lim, son dirigeant, aux cercles culturels les plus officiels du régime, et par les partenariats techniques et les consultances, notamment lors de l'expertise confiée à Sinomine comme à la compagnie nationale Gold China, donnant lieu à la visite sur place en 2013 d'un certain nombre d'experts du secteur hors de tout contrôle par l'État du Kelantan.

Nous proposons ici de suivre en détail l'enquête que nous avons menée sur cette mine chinoise en Malaisie, ignorée du grand public comme de la plupart des administrateurs de l'État central. Enquête qui, par-delà ce qui pouvait apparaître comme une opacité savamment instaurée, nous a permis d'arriver à ces résultats.

En Malaisie, il est possible de posséder à 100 % une entreprise dans le domaine minier ou de former des joint-ventures avec une compagnie locale. L'activité est régulée par la loi sur le développement minier (Mineral Development Act, 1994) et le décret minier de l'État local (State Mineral Enactment). Le premier définit les pouvoirs (limités) du gouvernement fédéral en matière de règles d'exploration, d'exploitation minière et d'inspections. Le

gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur les sociétés de ces compagnies minières, sauf en cas d'exemption au titre du statut de pionnier ou de zone économique spéciale. En revanche, le décret accorde à l'État (concerné au niveau de son sol) le pouvoir de délivrer les autorisations d'exploration et d'exploitation, les licences et les concessions minières. C'est lui qui percevra les royalties d'exploitation (sur la base du niveau de production, du type de minerais et de dispositions propres à chaque État). La mine d'or de Sokor, exploitée par une holding enregistrée à Singapour, représente la présence chinoise la plus significative pour l'État du Kelantan. On va montrer qu'en quelques années, cette mine délaissée s'est hissée aux premiers rangs des producteurs nationaux, sur la base de contrats apparemment peu favorables à l'État local malgré l'attention dont cette implantation a fait l'objet.

Situé sur la côte est de la péninsule malaise, tout au nord, frontalier de la partie musulmane pauvre du Sud de la Thaïlande, le Kelantan a longtemps été l'État le plus rural et le plus déshérité de la Malaisie péninsulaire. Il l'est toujours avec un niveau de vie moyen qui est le plus bas du pays (actuellement il n'atteint que 63 % de la moyenne nationale et un tiers de celui de Kuala Lumpur¹⁴⁸). Sa capitale, Kota Bharu s'est transformée rapidement au cours de la dernière décennie suite à la découverte de gisements de pétrole offshore, mais les royalties ne sont plus systématiquement reversées par le pouvoir fédéral. En effet, l'État à population très majoritairement malaise est caractérisé par le fait que le PAS, principal parti islamique malaisien, y est au pouvoir depuis 1990. La question de la mise en application du *hudud* (loi islamique traitant des crimes) y est en discussion depuis quelques années et polarise une grande partie de l'attention du gouvernement local. Étant gouverné par l'opposition, le Kelantan ne dispose pour ses revenus que des licences et accords de concessions sur son sol (seule prérogative réelle des États de la Fédération avec la religion et la culture pour ses revenus¹⁴⁹). L'accord avec une compagnie minière chinoise

¹⁴⁸ Département malaisien des statistiques, *Enquête sur le niveau de vie des ménages 2012*.

¹⁴⁹ C'est la raison pour laquelle l'État est en conflit avec Kuala Lumpur au sujet du montant des royalties du pétrole (normalement 5 %, mais désormais discrétionnaires alors que le Pahang en bénéficie) ; J. Sivalingam, « Kelantan losing out from ambiguities in Petroleum Act », *Malaysia Today*, 27 septembre 2014. Raison aussi pour laquelle ont pu être ainsi accordées au cours de la

s’inscrit dans ce contexte financier local extrêmement contraint : privé d’une grande partie des transferts publics dont bénéficient les autres États, le Kelantan a un besoin crucial de royalties liées à la concession minière pour se financer. Selon l’intellectuel malaisien Eddin Khoo, c’est une administration locale en faillite qui a conclu les accords qu’on va étudier ici.

Contexte et tenants du partenariat chinois

Le 16 mai 2007, l’État du Kelantan, gouverné par le PAS a signé avec la société chinoise CNMC Goldmine un accord d’exploitation d’une mine d’or (Sokor), exploitée à faible échelle depuis le début du xx^e siècle¹⁵⁰. Les droits d’exploration ont été acquis en 2006 puis renouvelés en 2013 ; les droits d’exploitation, acquis en 2008, font l’objet d’une licence de 10 ans. Cette licence a été assortie d’une promesse de renouvellement sur 21 ans, soit une garantie de 31 ans d’activité pour la compagnie en Malaisie.

La négociation aurait notamment été suivie, avec quelques autres dirigeants du Kelantan, par Kamarudin Jaffar (député du Kelantan, figure progressiste influente de la direction du PAS à l’époque, il est aujourd’hui membre du parti d’Anwar Ibrahim dont il était un pilier de la garde rapprochée lorsqu’il était vice-Premier ministre et numéro deux de l’UMNO)¹⁵¹.

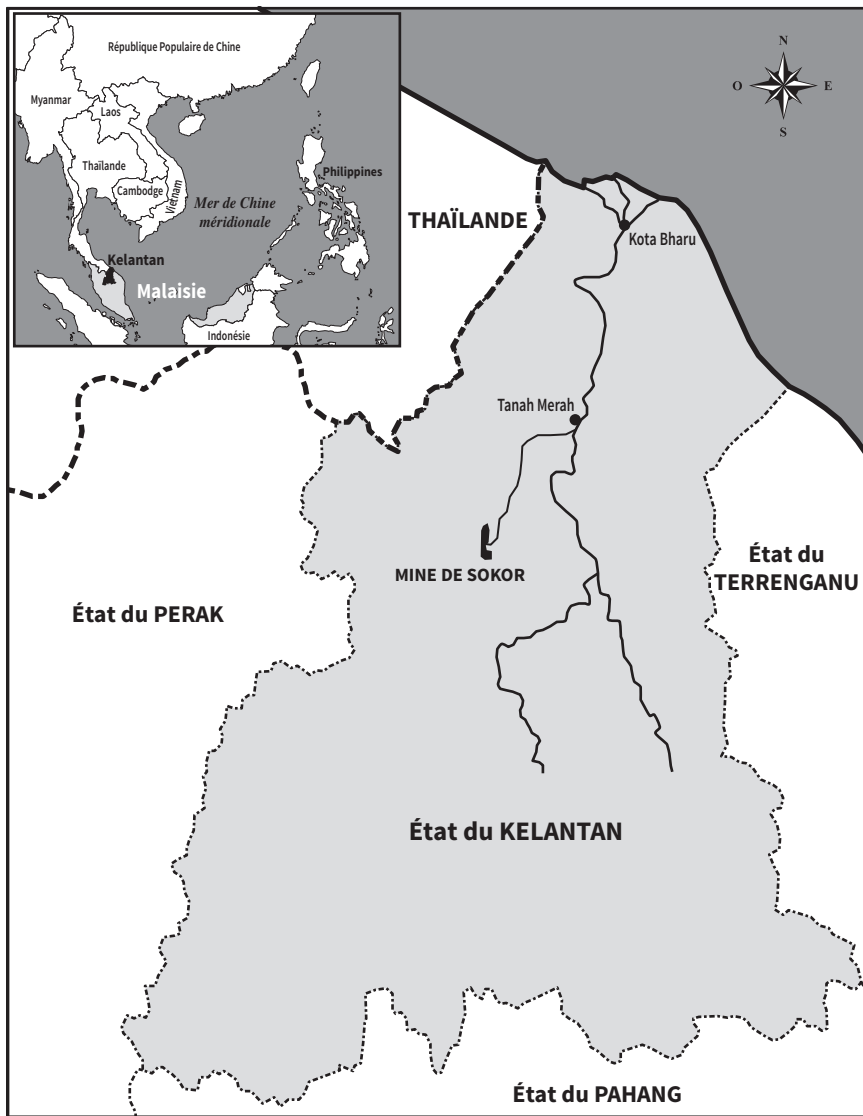
Considérée comme une entreprise chinoise¹⁵², la CNMC Goldmine a été effectivement créée à Hong Kong en 2006, mais elle est désormais une holding qui a son quartier général à Singapour où elle est cotée en Bourse depuis 2011.

dernière décennie les autorisations de déforestation massive ; celles-ci ont été à l’origine de l’ampleur exceptionnelle des inondations de l’hiver 2014.

¹⁵⁰ Rapport d’expertise d’Optiro, *Sokor Project : updated Mineral Resource and Ore Reserve estimates as at 31 December 2014*, avril 2015, p. 18, (http://cnmc.listedcompany.com/newsroom/20150402_172646_5TP_0C1J7S6BK5EBU6DD.3.pdf).

¹⁵¹ Source : entretien de David Delfolie, mai 2009, séjour de terrain dans le Kelantan. L’interlocuteur avait d’ailleurs indiqué se rendre le jour de l’entretien à une réunion de travail sur le sujet à Kota Bharu. Lors d’un entretien avec Elsa Lafaye de Micheaux le 6 avril 2015 (Parlement fédéral, Kuala Lumpur, 11h), il n’a pas confirmé l’information ; plus exactement, il a déclaré : « J’en ai entendu parler, mais je n’étais pas dans la négociation ».

¹⁵² (<http://www.cnmc.com.hk>).



Carte 6 – Carte de la zone d'exploitation de la mine de Sokor, Kelantan

Source : documentation d'entreprise CNMC Goldmine Holdings Limited
(CNMC Quaterly Report, 2014, p3)

Elle a commencé son existence légale avec comme raison sociale l'exploration et l'extraction de l'or, ainsi que le processus de transformation de résidus miniers (minerais d'or) en lingots d'or. Dès l'origine, la compagnie a concentré son développement sur la mine de Sokor (Sokor Gold Field Project) *via* l'entreprise minière enregistrée en Malaisie, CMNM Mining Group.

La question de savoir si la nationalité chinoise de l'entreprise a pu faire l'objet de débat au parlement du Kelantan est vite éliminée par nos interlocuteurs : « Nous avons tellement besoin d'investisseurs exploitant nos ressources naturelles que la question de la nationalité n'est pas du tout prise en compte. On a d'ailleurs plus souvent eu l'occasion de regretter les contrats signés avec des entreprises malaisiennes qui abusent de nous que ceux avec des compagnies étrangères »¹⁵³. À l'époque, un certain professeur Lim Xiang Xiong, un Singapourien selon un ministre du Kelantan, mais sans doute plutôt Hongkongais, « apparemment formé en arts plutôt qu'en géologie¹⁵⁴ », a joué le rôle d'intermédiaire vis-à-vis de l'État du Kelantan. Le mécénat de la Chine en faveur d'une école coranique importante pour les dirigeants de l'État était prévu dans les négociations. Nommé en 2006 par le gouvernement local Chief Advisor for China-Kelantan International Trade (conseiller au commerce international Chine-Kelantan), le Professeur Lim (appelé de manière inexacte Professeur Lin dans la documentation d'introduction en Bourse) a permis la réalisation du projet en œuvrant étroitement auprès de l'État, avant de devenir le président exécutif de la holding CNMC Goldmine qu'il crée à Hong Kong en 2006 et dont il détient d'abord 40 % des parts. Considéré comme le représentant du Kelantan pour le commerce avec la Chine, il a organisé à l'époque un voyage dans le Hainan pour une partie du gouvernement et du parlement du Kelantan, selon le souvenir du ministre de l'Agriculture d'alors. D'après son site Internet, la holding est bien établie à Singapour avec pour seule activité le site de Sokor et

¹⁵³ Dr Nik Mazlan, membre du Parlement fédéral, PAS, pour la circonscription de Pasir Putih, à l'époque ministre de l'Agriculture du Kelantan.

¹⁵⁴ De fait, le professeur Lim, investisseur avec sa femme à la tête d'Innovation (China) Limited opère en Asie dans le domaine de l'achat de matériaux et de minerais depuis 1980. Mais il est aussi très investi dans le domaine culturel en Chine : président de l'Association Global Chinese Arts & Culture et chercheur invité à l'Académie chinoise des arts, selon le rapport d'introduction en bourse (2011, p. 126).

sans mention d'une maison mère chinoise (la plupart des actionnaires sont eux-mêmes des holdings basées aux îles Caïmans et aux îles Vierges), mais les Malaisiens ont pourtant été accueillis en Chine au « siège de la compagnie et [ont] pu visiter l'entreprise et ses mines ». Cette visite « nous a permis de les connaître, de savoir qui ils étaient ». Elle leur a, aussi et surtout, donné à voir l'ampleur des mines chinoises et la qualité de leur expertise dans ce domaine. Au retour, la mine de Sokor leur est apparue « bien petite ». Cette image dépréciative qu'en conserve Nik Mazian contraste avec les déclarations du China Gold Guizhou Jinxing Gold Mining Industry, une filiale de l'entreprise publique China Gold chargée en 2013 d'établir le plan de développement de l'exploration et de l'exploitation de la mine de Sokor : « Le projet de CNMC de la mine de Sokor a un immense potentiel à la fois en termes de production d'or qu'en termes de ressources et de réserves »¹⁵⁵. On saisit ainsi que les élus locaux du Kelantan mesurent très approximativement les bénéfices que les Chinois vont pouvoir retirer de l'exploitation de la mine.

« Ce professeur Lim était très présent. Après la signature de l'accord entre l'État et la société chinoise, je ne l'ai plus jamais revu au Kelantan et je n'en ai plus entendu parler » nous a dit l'élu du parti islamique. En réalité, le professeur Lim est toujours le principal actionnaire de l'entreprise (*via* Innovation Ltd., possédé avec sa femme), ainsi que Choo Chee Keong et Ng Eng Tiong, les deux primo investisseurs dans la société CNMC Goldmine. Il a opéré en 2011 l'entrée en bourse à Singapour de la société en holding CNMC Goldmine Holding, possédant à 81 % l'entreprise minière malaisienne CMNM Mining Group dont les autres parts sont partagées entre l'État et l'administration en charge du développement économique du Kelantan (10 % et 5 %) et le jeune frère du nouveau sultan du Kelantan (Muhammad Fakhry Petra, 4 %). Le professeur Lim est président exécutif de la holding CNMC avec Choo Chee Keong, son vice-président. Détenant une minorité de contrôle (49,8), ils siègent aussi ensemble en tant que directeurs au conseil d'administration de la compagnie minière CMNM, autrement dit la société, ainsi que le détail de l'activité minière, est en leur pouvoir.

¹⁵⁵ Communiqué de presse de l'entreprise, novembre 2013.

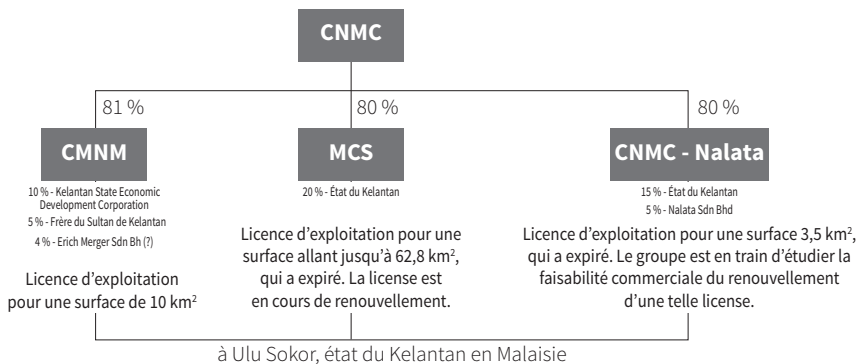


Figure 20 – La structure du groupe CNMC Goldmine Holding

Source : CNMC Offer Document, enregistré par la bourse de Singapour (SGX-ST), le 18 octobre 2011, p.75.

Le fils du professeur Lim, Lim Kuoh Yang (Chris Lim) est l'actuel PDG de l'entreprise minière CMNM en Malaisie et de la holding CNMC à Singapour. Âgé de 40 ans en 2014, il est présenté dans les communiqués de presse comme un ingénieur ayant eu plusieurs expériences en entreprises minières publiques chinoises (marbre) ; il a, en réalité, commencé sa carrière, après peu d'années d'études, au sein d'Innovation Ltd., l'entreprise de ses parents, chez qui il vit¹⁵⁶.

La phase d'exploration et les premiers forages (2006-2007) de la mine de Sokor ont été menés par des compétences chinoises : d'abord l'entreprise chinoise Sino Metal Resource, puis la compagnie Sinomine Resources Exploration, compagnie d'ingénierie géologique étroitement liée à l'État¹⁵⁷. L'accord de licence que l'État du Kelantan a concédé à l'entreprise chinoise pour 10 ans (2008-2018) lui aurait rapporté 1 million de MYR, et aurait été assorti d'une promesse d'une licence à suivre de 21 ans (selon l'entreprise). Les royalties et tributs versés à l'État et à l'administration en charge du développement local (KSDEC) sont en pourcentage (respectivement 5 % et

¹⁵⁶ Sources : *Rapport d'information financière pour l'introduction en bourse* (2011, p. 125) ; fiche d'information financière de CMNM Mining Group, auprès de l'autorité d'enregistrement des entreprises en Malaisie, SSM, Kuala Lumpur, avril 2015.

¹⁵⁷ Elle avait, par exemple, réalisé une partie des études géologiques pour les piliers du stade olympique des J. O. de Pékin.

3 %) d'une production qui n'a commencé réellement qu'en juillet 2010. La compagnie met en avant l'excellence de sa relation avec les autorités locales. De son côté, le MIDA, autorité nationale déconcentrée, leur a proposé de bénéficier de 100 % d'exemption d'impôt sur les sociétés (au lieu d'un taux d'imposition de 25 % du revenu) au titre du statut de pionnier (*Pioneer Status*) pour la production de lingots d'or, afin d'offrir les meilleures conditions financières à leur installation (statut valable pour 5 ans). Mais à cette époque, la proposition ne semble pas les intéresser. Il apparaît que l'activité de production comme les résultats enregistrés par l'entreprise sont d'abord restés négatifs, puis médiocres au fil des années, et ce malgré le niveau historiquement élevé du cours de l'or en 2011 : l'entreprise produit à peine, ne dégage que des pertes et aucun dividende n'est versé. Pourtant, la mine est réputée facile à exploiter (gisements à faible profondeur) et facile d'accès (quelques kilomètres de pistes en fin de route, après le village de Mukah) : une soixantaine de travailleurs malaisiens vivent sur place, les salaires, versés en ringgit, sont très faibles tandis que le management réside à Singapour et se déplace en avion, atterrissant à Kota Bharu à 75 km du site. À cette époque des débuts, l'entreprise fait appel à quatre expatriés, dont deux ingénieurs chinois. Pour le reste, les données sur le nombre d'employés travaillant sur la mine sont très fantaisistes, voire contradictoires et opaques : le PDG évoque 230-250 employés sur place en 2014, mais les statistiques indiquaient 8 à 11 personnes en 2008 et 2009 et 13 à 23 auxquelles s'ajoutent une dizaine d'ouvriers migrants, en 2011.

2011-2014 : l'essor industriel sur fond de flambée du cours de l'or

Un nouveau partenariat avec l'État local a été signé pour la poursuite de l'exploitation de la mine de Sokor en 2011, et l'entrée en bourse marque un nouveau tournant dans un contexte de flambée des prix de l'or (1 800 \$ US l'once en août 2011, contre 900 en 2008). Le document d'introduction en bourse mentionne les activités sociales en faveur des villageois de la compagnie chinoise : outre de nouveaux accès à l'emploi qualifié et non qualifié, des

bourses et des équipements scolaires sont prévus pour les enfants¹⁵⁸. L'école coranique, en revanche, n'apparaît pas dans le document. En novembre 2012, la société CMNM Mining Group a obtenu l'autorisation par le Département minier du Kelantan d'ouvrir une usine de lixivation (il s'agit de lessiver le minerai contenant de l'or *via* des traitements chimiques au cyanure de sodium) à Sokor. Pour remédier à la faiblesse de l'exploitation, une convention de partenariat technique a aussi été signée début 2013 avec une filiale de la China Gold (de son nom complet China National Gold Group Corporation), la plus grande compagnie nationale d'or chinoise. Le but officiel est d'accroître la production d'or. Elle s'est traduite par l'envoi d'au moins une dizaine d'experts¹⁵⁹ de China Gold pendant un an sur le site de Sokor. Selon Sun Fa Jun, directeur général du China Gold Guizhou Jinxing Gold Mining Industry : « Nous sommes confiants sur le fait qu'avec l'addition de nos apports techniques, nous serons capables d'amener la production totale au-dessus des prévisions actuelles de CNMC. De plus, nous espérons pouvoir travailler avec CNMC au-delà du projet actuel de Sokor ». En 2014, après la venue des experts chinois, la mine enregistre d'énormes bonds en matière de production et de résultats courants.

L'entreprise se montre optimiste pour les années à venir, dans un contexte de prix de l'or élevé, bien qu'en recul par rapport à 2011 : autour de 1 200 \$ US par once, pour un coût de production autour de 600 \$ US par once, ce qui est bas pour le secteur. Suite à un rapport complet d'exploration et d'examen financier réalisé par Optiro, une agence indépendante australienne, l'entreprise rend publics ses progrès, à la fois dans les réserves et dans la production¹⁶⁰. Mais le rapport australien critique entre les lignes une certaine opacité dans l'activité, mentionnant au fil des pages la sous-estimation de la teneur en or du minerai, l'absence de données de production systématiques et cohérentes avant 2011, le

¹⁵⁸ La devise de CNMC Holdings s'affiche en première page du document d'introduction en bourse : « To mine the earth to mind social needs » (Miner la terre pour se préoccuper des besoins sociaux). Ses frais dits « de marketing » se montent à 30 000 \$ US en 2011.

¹⁵⁹ Source : « CNMC Goldmine aims to expand gold production via tie-up with a subsidiary of China National Gold Group Corporation », communiqué de presse de l'entreprise, Singapour, 28 janvier 2013.

¹⁶⁰ Source : « CNMC grows its gold resources to 506 000 ounces on top a record FY2014 gold production of 26 122 ounces », communiqué de presse de CNMC, Singapour, 2 avril 2015.

manque de rigueur et l'incomplétude de celles fournies sur les quatre premières années d'activité. Néanmoins, les résultats financiers publiés sont en hausse et mettent en évidence, à partir de 2014, une très forte rentabilité de l'exploitation (taux de marge de près de 50 %). Les revenus en 2014 s'élèvent à 33 millions de \$ US générant 15 millions de \$ US de profits nets (après royalties)¹⁶¹ ; la capitalisation boursière de la holding en mars 2015 se monte à 97,8 millions de \$ Singapore (200 millions de MYR). En août et décembre 2014, les premiers dividendes (symboliques) ont été versés.

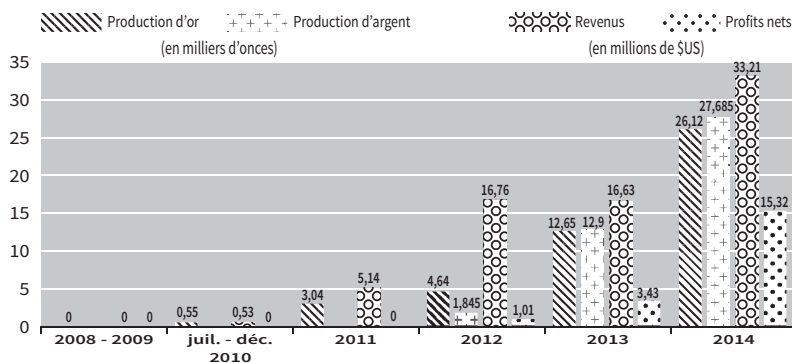


Figure 21 – Synthèse des résultats (productifs et financiers)
de la Mine de Sokor, 2008-2014
Source : rapport Optiro, 2015

En mai 2015, le rapport financier du premier trimestre est excellent : la production et les profits ont encore augmenté de plus de 60 % par rapport à l'année précédente et Chris Lim peut affirmer que les perspectives industrielles et financières sont au beau fixe¹⁶².

Sur le front des bénéfices pour l'État local, au-delà du premier million de MYR lors de l'achat de la licence d'exploitation, le bilan est beaucoup plus

¹⁶¹ Selon le rapport d'activité 2014 de CNMC, publié en avril 2015.

¹⁶² « CNMC continues growth momentum, 1Q 2015 net profit increased 63.4 % to \$ US2.54 million », communiqué de presse de CNMC, 12 mai 2015, (http://cnmc.listedcompany.com/newsroom/20150512_174221_5TP_3SQXEXZRAG0LF57F.1.pdf).

mitigé. Cela est dû d'abord à l'absence de dividendes reçus au titre d'actionnaire des entreprises de la holding. Ensuite, la nullité de la production durant les 5 premières années d'existence aura mécaniquement limité la manne des royalties. D'après les données disponibles, il est difficile de calculer les royalties perçues par l'État du Kelantan. Elles devraient se monter à 8 % (si l'on comptabilise le tribut perçu par l'administration en charge du développement économique local). Pour les années 2012 à 2014, ce serait 5 millions de \$ US d'après Chris Lim¹⁶³; pour le premier trimestre 2015, 600 000 de \$ US¹⁶⁴, soit un total d'environ 6 millions de \$ US depuis la signature du contrat en 2008. Les élus locaux du Kelantan interrogés semblaient n'avoir aucune idée de ces montants ni même du bilan économique, écologique et social de la présence de la mine pour leur État.

Années	2008-2009	juil.-déc. 2010	2011	2012	2013	2014
Prix de l'or (\$US/once) ³ (Prix indicatif)	900	1 200	1 800	1 600	1 400	1 250
Or (onces)^{1,2}	0	550	3 040	4 640	12 650	26 120
Equivalent en kg	0	17,1	94,5	144,3	393,4	812,4
Argent (onces) ^{1,2}	0	0	0	112 000	690	20 000
Equivalent en kg	0	0	0	3 483,6	21,4	622
Revenu (\$US)	0	530 000	5 140 000	16 760 000	16 630 000	33 210 000
Profits nets (\$US) ³	-	-	(-5 140 000)	1 011 000	3 430 000	15 320 000
Taux de marge net ³	-	-	-100 %	6 %	20,6 %	46,1 %
Royalties (\$US) ^{1,2}	0	44 000	●———1 200 000———●			?
Impôts sur les R (\$US) ¹	186	(non imposable)	(non imposable)	?	exempté	exempté

Tableau 8 – Résultats financiers et productifs de CNMC, 2008-2014

Source : rapport d'introduction en bourse CNMC, 2011
 rapport Optiro, 2015 ; rapport d'activité CNMC 2014 (2015).

¹⁶³ Selon son PDG, Chris Lim, et le vice-président Peter Choo, dans une interview publiée en ligne, (<http://nextinsight.net/index.php/story-archive-mainmenu-60/924-2014/8220-cnmc-in-2014-higher-economies-of-scale-higher-gold-production>).

¹⁶⁴ CNMC, 2015, *Rapport financier*, 1^{er} trimestre, p. 2.

Du côté de l'État fédéral, l'impôt sur les sociétés (25 % du revenu) n'a jamais été payé par la compagnie : en effet, la mine a finalement décidé d'accéder en 2014 au statut de pionnier qui lui avait été proposé dès 2010 par le MIDA pour une durée de 5 ans. Ce statut lui permet de se couvrir fiscalement de 2013, la première année des bénéfices importants, jusqu'à 2018, fin de sa licence d'exploitation, date à laquelle il se peut que la mine soit épuisée, ce qui serait sans conteste assez désastreux pour l'État local, et d'un point de vue plus global, pour la souveraineté économique malaisienne¹⁶⁵.

Les données minières internationales sur la Malaisie n'ont mentionné Sokor qu'en 2011, lors de l'introduction en Bourse de la holding. Ils indiquent qu'en 2012 les deux plus gros producteurs d'or du pays étaient les mines de Penjom (1 750 kg) et de Raub (1 487 kg) dans le Pahang¹⁶⁶. Ceci donne un ordre de grandeur pour situer Sokor : avec ses 731 kg produits en 2014, la mine chinoise se place donc environ à mi-hauteur de la deuxième mine du pays.

Enfin, on peut émettre l'hypothèse que l'or de Sokor a vocation à être exporté vers la Chine, mais peu de chose, dans les statistiques commerciales globales comme dans les rapports de l'entreprise, ne le confirme. Pour autant qu'on puisse chercher à le savoir du côté des exportations malaisiennes d'or vers la Chine, la progression de la production de Sokor et celle des exportations globales d'or vers la Chine ne sont pas corrélées. Ces dernières n'occupent qu'un faible pourcentage (2-4 % des exportations totales de l'or malaisien) en 2010 (8 millions de MYR), mais surtout s'effondrent en 2014 (2 millions de MYR) par rapport aux années 2007-2013 (variant entre 23 et 76 millions de MYR selon les années¹⁶⁷), alors même que la mine de Sokor connaît en 2013 et 2014 ses chiffres de production et d'affaires les plus élevés. Dans les rapports, très peu de chose, voire rien, n'est dit sur la destination de l'or produit à Sokor. En 2011, par exemple, l'année de la première quantité produite, c'est l'Hôtel des

¹⁶⁵ Compte tenu des réserves annoncées, le rapport Optiro estime qu'elles seront épuisées si l'entreprise atteint et maintient de 2015 à 2018 une extraction d'or de 1 300 kg (46 koz) par an, contre 731 (26 koz) réalisés en 2014, (p. 41).

¹⁶⁶ Puy-Kwan Tse, 2014, *The Mineral Industry of Malaysia, US Geological Survey Minerals Yearbook*.

¹⁶⁷ (<http://trade.stats.gov.my>), statistiques par secteurs, le code ici produit retenu étant le 9710 : or, non monétaire.

monnaies australien (dépositaire officiel des lingots) qui a acheté l'essentiel de la production. Mais la production était alors encore symbolique. En 2012, avant la création de sa propre usine de transformation, la compagnie aurait exporté à « une partie chinoise », sans autre précision, sa production de minerais d'or atteignant 1 304 kg, soit au total, 9 millions de \$ US, selon ses communiqués de presse d'août 2012 et de février 2013. Les rapports suivants ne font plus mention de destinataire des ventes du métal. Pour rappel, la Chine est de très loin le premier producteur d'or au monde (438 tonnes de métal en 2013 contre 266 pour l'Australie, le deuxième producteur) et aux coudes à coudes avec l'Inde pour la première place en tant que consommateur¹⁶⁸. Depuis la fin de la décennie 2000, sa production comme ses importations d'or seraient essentiellement destinées aux réserves de la Banque centrale et d'autres institutions financières nationales afin de soutenir l'ambition de faire du yuan une monnaie internationale, en particulier, en tant que monnaie de réserve. On sait qu'elle souhaite introduire le yuan auprès du FMI dans le panier des DTS à l'automne 2015, désir que l'institution financière internationale a bien accueilli¹⁶⁹.

Les deux études de cas présentées dans ce chapitre permettent de compléter l'image de la présence chinoise en Malaisie sous son angle industriel. Elles illustrent la manière dont les affaires ont été conduites, elles dégagent les intérêts en présence et, dans une certaine mesure, en éclairent les rapports de force. Kuantan et Sokor présentent des caractéristiques très contrastées, et ce sur presque tous les points : d'abord, par l'ampleur des investissements chinois, très élevés pour Kuantan et très modestes pour la mine de Sokor ; ils n'engagent pas, non plus, d'effets politiques et financiers comparables et s'inscrivent dans des logiques symboliques opposées. Ainsi, le projet des parcs jumeaux binationaux est un projet d'envergure et de signification nationale, valorisant le bilan politique du Premier ministre Najib à la veille d'échéances électorales. Associé à un développement portuaire conséquent et lucratif, l'investissement chinois à

¹⁶⁸ Jusqu'en 2014, les données sur les entrées d'or étaient celles fournies par Hong Kong suite aux restrictions portant sur l'importation d'or par la Chine continentale. En 2014, cette restriction est levée sans que la Chine ne diffuse pour autant les chiffres de ses importations ; on note seulement que celles de Hong Kong reculent d'un quart.

¹⁶⁹ Demande officielle du Premier ministre Li Keqiang auprès de Christine Lagarde, directrice du FMI, en visite en Chine fin mars 2015.

Kuantan s'ajoute aux investissements malaisiens publics. Il est destiné à jouer un rôle d'effet de levier et d'entraînement sur des investissements industriels futurs dans le corridor ECER. Le parc de Kuantan s'appuie sur la toute-puissance de l'UMNO et de ses réseaux d'affaire en Malaisie tout en la renforçant à son tour dans la mesure où le projet légitime le Premier ministre qui apparaît alors comme un leader moderne, un excellent homme d'affaires, capable de donner de l'attractivité à son pays et même à son État d'origine, le Pahang. Il se voit d'ailleurs reconnu comme un partenaire à quasi-égalité avec son homologue chinois dans la mesure où le MCKIP a un parc jumeau en Chine dont la construction financière est symétrique.

Tandis que l'exploitation de la mine d'or s'est faite en toute discrétion tout en permettant à l'État du Kelantan, dirigé par l'opposition, et à de rares acteurs locaux de se partager quelques royalties. Ce projet, amené par un homme d'affaires qui va à lui seul occuper toute la place et bénéficier d'un tapis rouge déroulé par les élus locaux, pallie la faiblesse de l'implication économique de l'administration locale du Kelantan dans un contexte de sous-développement et de marginalisation économique du territoire. Sachant que cette mine n'a aucun effet d'entraînement industriel, de retombées technologiques et très peu d'incidences en termes d'emploi et de revenus fiscaux, le projet a clairement pour fin l'exploitation des ressources humaines et géologiques du territoire par la Chine. Par contre, en l'absence de contraintes environnementales strictes et imposées rigoureusement par les autorités, les effets écologiques de l'exploitation et de la transformation aurifère sont généralement fortement négatifs (pour les rivières, en particulier). Quant au gisement d'or, il se peut qu'il soit épuisé à l'horizon 2018.

De manière parallèle dans les deux cas, les secteurs mis en valeur se trouvent fortement dynamisés par la présence chinoise qui joue localement un rôle de moteur industriel et de création d'opportunités. Enfin, dans l'un comme dans l'autre situation, la conduite des affaires est apparue très habile car très précise du côté chinois, mais aussi politiquement très favorable et très valorisante pour le pouvoir malaisien en charge de ces espaces : ainsi, à son échelle, chacun des États malaisiens a vu s'exprimer là un intérêt de la Chine pour son territoire et pour ses ressources et espère pouvoir capitaliser sur la relation à plus longue échéance.

Les promoteurs chinois dans la production urbaine de la Malaisie

Depuis 1999 et le lancement de la stratégie nationale chinoise, dite « *go global* », les entreprises chinoises ont multiplié les investissements à l'étranger. Cependant, dans un premier temps, ces investissements se concentraient presque exclusivement dans l'exploitation des ressources naturelles et dans la construction d'infrastructures dans les pays en voie de développement. Ce n'est qu'au milieu des années 2000 qu'ils s'orientent également dans les secteurs des biens et des services, dont la promotion immobilière. En effet, les promoteurs chinois ambitionnent désormais d'internationaliser leurs activités. Sur la période de 2008 à juin 2014, leurs investissements à l'étranger dans le secteur immobilier sont estimés à 33,7 milliards de dollars et leur croissance a été de plus de 200 %¹⁷⁰. Cette nouvelle orientation résulte en partie d'un refroidissement du marché immobilier chinois : après des années de surchauffe, les ventes de logements et les prix ont baissé en 2013 et 2014. Elle s'explique aussi par un contrôle très étroit de ce secteur par le gouvernement qui freine ainsi certains acheteurs potentiels : restrictions sur l'achat d'un logement secondaire ou encore règles strictes concernant les prêts immobiliers. Elle est enfin le reflet de la demande grandissante parmi les classes moyennes et aisées chinoises d'investir dans l'achat d'un logement à l'étranger. Une enquête menée par

¹⁷⁰ Cushman & Wakefield, 2014, *China's Outbound Boom – The Rise of chinese investment in global real estate, Report*, (<http://www.cushmanwakefield.com/en/research-and-insight/2014/chinas-outbound-boom-en/>).

Barclays en septembre 2014 auprès des Chinois les plus nantis montre qu'au moins la moitié des répondants a l'intention de déménager à l'étranger dans les 5 années à venir. Les raisons de ce choix sont très diverses : simple spéculation, recherche d'une destination agréable pour passer les vacances et même ses vieux jours, investissement sur son lieu d'expatriation, volonté de sécuriser un espace de repli en cas de troubles politiques en Chine, désir de changer de mode de vie, de fuir la pollution des villes chinoises ou encore, souhait d'envoyer ses enfants dans des écoles étrangères prestigieuses. L'appréciation de la monnaie chinoise depuis 2005 favorise, par ailleurs, le pouvoir d'achat des investisseurs chinois et rend ainsi particulièrement attractif l'achat de biens immobiliers à l'étranger.

La Malaisie, sixième pays des investissements immobiliers chinois

Or, la Malaisie semble répondre aux attentes de ces nouveaux investisseurs chinois, puisqu'elle est, en valeur cumulée, le sixième pays récepteur des investissements immobiliers chinois entre janvier 2008 et juin 2014 avec 2,07 milliards de \$ US d'investissements¹⁷¹ ; elle est le troisième d'Asie après Hong Kong (3,84 milliards de \$ US) et Singapour (3,23 milliards de \$ US), mais avant le Japon (1,62 milliard de \$ US)¹⁷². L'attrait de la Malaisie auprès des promoteurs chinois dépasse même depuis 2013 celui de Singapour et de Hong Kong : en 2013, ils ont ainsi investi 1,9 milliard de \$ US dans le secteur de l'immobilier contre 1,8 milliard de \$ US à Singapour et seulement 867 millions de \$ US à Hong Kong¹⁷³.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Les investissements chinois à l'étranger dans l'immobilier se dirigent principalement vers l'Asie (33,8 %), l'Amérique du Nord (29 %) et l'Europe (23,9 %), puis marginalement vers l'Amérique du Sud, l'Océanie et l'Afrique qui représentent respectivement 6,5 %, 6,6 % et 0,2 %.

¹⁷³ Clare Jim, « Chinese developers bet on Malaysia as investors turn cold on Hong Kong, Singapore », *Reuters.com*, 11 mars 2014, (<http://www.reuters.com/article/2014/03/11/us-china-property-malaysia-idUSBREA2A1UX20140311>).

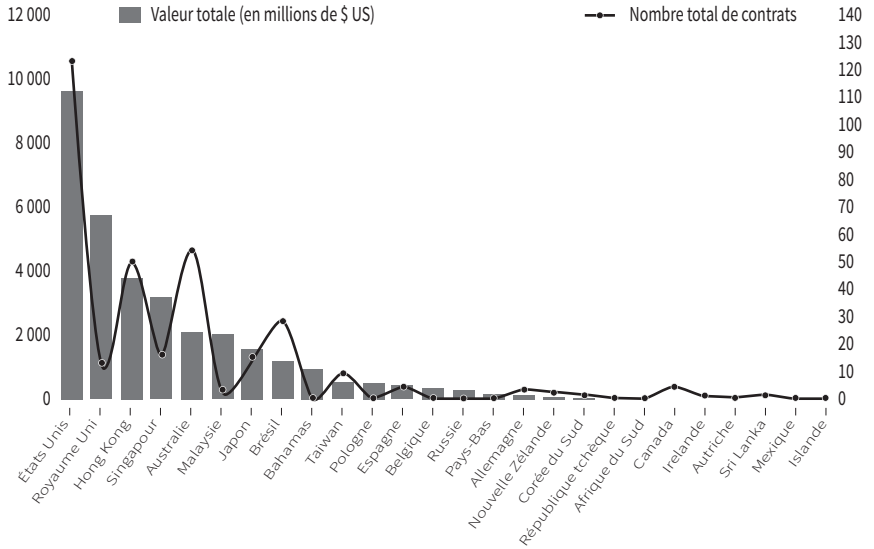


Figure 22 – Investissements immobiliers chinois à l'étranger entre janvier 2008 et juin 2014
 Source : Cushman & Wakefield, 2014.

La Malaisie se différencie cependant nettement des autres lieux investis à l'étranger par les promoteurs chinois sur au moins trois points. Premièrement, l'ampleur des investissements par projet : une comparaison entre les données des valeurs des investissements et celles du nombre d'accords montre clairement que si les accords passés entre la Malaisie et la Chine sont relativement peu nombreux, ils engagent cependant une valeur d'investissements nettement supérieure à la moyenne ; ainsi, si en valeur l'Australie et la Malaisie attirent autant, le nombre d'accords signés est au moins 10 fois plus important en Australie. La répartition des 10 premières transactions chinoises menées sur cette même période confirme le gigantisme des projets chinois réalisés en Malaisie : le projet de Guangzhou R&F Properties Corporation dans la ville de Johore Bahru est ainsi le deuxième plus important au monde en termes d'investissements.

DATE DE L'ANNONCE	INVESTISSEUR	LIEU	MONTANT APPROX. (MILLIONS \$ US)	TYPE	NOM DE LA PROPRIÉTÉ
1 2013.05	Zhang Xin (P), M. Safra & Co	Manhattan (États-unis d'Amérique)	3 400	Bureaux	General Motors Building
2 2013.12	Guangzhou R&F Properties Corporation (P)	Johor Baru (Malaisie)	1 396	Aménagement de terrain	Johor Bahru Land
3 2014.06	China Life Asset Management (P), Qatar Holding	Londres (Royaume Uni)	1 332	Bureaux	Canary Wharf Tower
4 2013.12	China Investment Corporation (S)	Londres (Royaume Uni)	1 277	Bureaux	Chiswick Park
5 2011.10	Zhang Xin (P)	Manhattan (États-unis d'Amérique)	1 181	Bureaux	Park Avenue Plaza
6 2010.04	China State Engineering (S)	Nassau (Bahamas)	990	Aménagement de terrain	Baha Mar
7 2013.12	Fosun International Ltd (P)	Manhattan (États-unis d'Amérique)	725	Bureaux	One Chase Manhattan Plaza
8 2013.03	Gingko Tree Investment (S), Hanwa Group Axa Real Estate	Londres (Royaume Uni)	716	Bureaux	Ropemaker Place
9 2012.04	Agricultural Bank of China (s)	Hong Kong	628	Bureaux	50 Connaught Road
10 2013.08	Bright Ruby Resources (s)	Singapour	590	Magasins	Knightsbridge

Tableau 9 – Les dix plus importantes transactions chinoises à l'étranger dans le secteur immobilier entre 2008 et 2014

Source : Cushman & Wakefield, 2014.

Deuxièmement, la nature des projets : si à l'échelle mondiale, les investisseurs chinois privilégient majoritairement le marché de l'immobilier de bureaux (48 %), leurs investissements en Malaisie s'orientent presque exclusivement (97 %) sur l'aménagement de zones en développement, un secteur qui concentre seulement un quart de leurs investissements à l'étranger.

Troisièmement, le lieu d'implantation des projets : que ce soit en Amérique du Nord ou en Europe, les investissements chinois se concentrent sur les marchés matures des villes mondiales où il existe une communauté chinoise importante qui conserve des liens forts avec la Chine. New York, Los Angeles, San Francisco, Londres et Sydney sont les villes qui les attirent le plus et elles dominent ce nouveau marché presque sans partage : Manhattan dans l'État de

New York attire ainsi 5,9 milliards de \$ US des 9,72 milliards de \$ US d'investissements chinois aux États-Unis ; quant à la ville de Londres, elle attire 62,7 % des investissements chinois en Europe. Or, non seulement la Malaisie ne dispose pas encore de villes insérées dans le réseau des villes mondiales, mais surtout les investissements chinois se focalisent non sur Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie, mais sur une ville secondaire, Johor Bahru. Les promoteurs chinois ne sont, en fait, pas tant intéressés par la Malaisie, même si les législations malaisiennes sont très attractives que par la localisation très spécifique de Johor Bahru : cette ville, située dans le sud de la péninsule malaise, est en position frontalière avec Singapour.

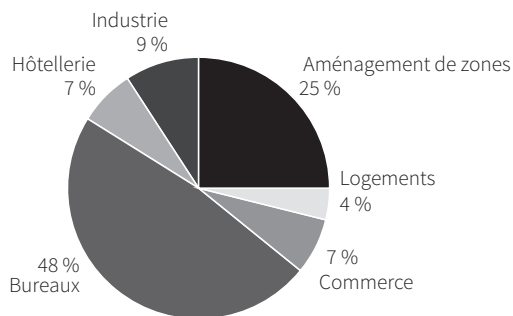


Figure 23 – Répartition des investissements chinois selon la nature du projet entre 2008 et 2014

Source : Cushman & Wakefield, 2014.

Iskandar Malaysia : pôle majeur

Séparée uniquement par le détroit de Terbrau (ou détroit de Johor pour les Singapouriens), Johor Bahru est reliée à la Cité-État par deux infrastructures terrestres : le Causeway, une route-digue gagnée sur la mer qui relie Johor Bahru à Woodlands et un pont (Second Link) entre Gelang Patah et Tuas. La ville de Johor Bahru est souvent perçue comme une extension spatiale, voire l'arrière-cour, de Singapour : depuis le milieu des années 1980, Singapour y

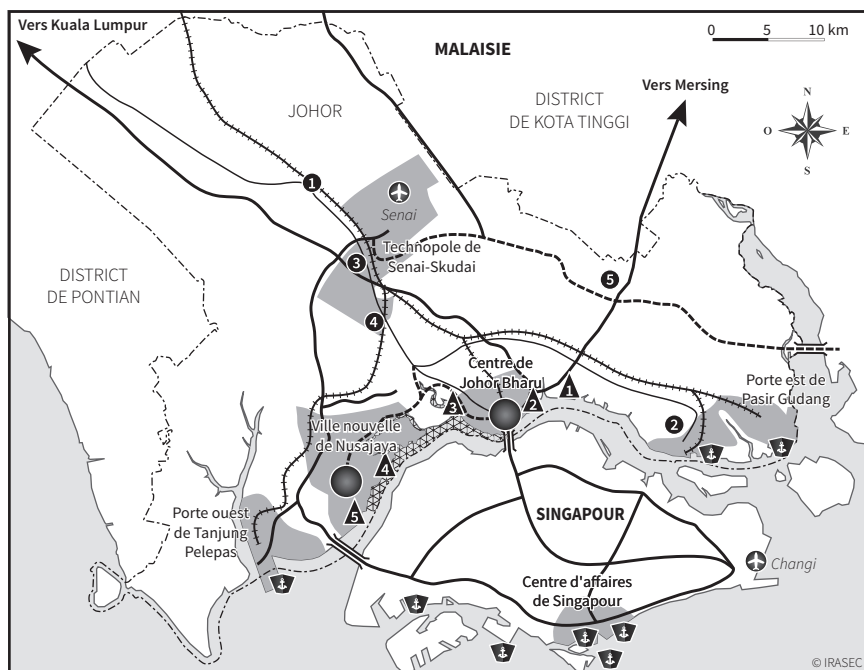
délocalise ses industries nécessitant une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, ainsi que des espaces fonciers bon marché. Depuis 2007, le gouvernement fédéral a décidé d'instrumentaliser cette proximité avec Singapour et les complémentarités existantes entre les deux territoires au profit de la région urbaine de Johor Bahru (Fau, 2015). La région frontalière de Johor est envisagée comme une zone expérimentale de développement économique. Le lancement en 2006 du projet Iskandar Development Region (IDR), rebaptisé en 2008 Iskandar Malaysia, apparaît, en effet, comme une offensive économique et volontariste de Kuala Lumpur vis-à-vis de Singapour¹⁷⁴. Il s'étend sur 1 217 km², soit trois fois la taille de Singapour, et sa population est de 1,5 million d'habitants, soit un tiers de celle de son voisin.

Iskandar Malaysia est la plus vaste zone économique spéciale de la Malaisie et le plus dynamique des cinq corridors de développement lancés par Abdullah Badawi en 2003. L'objectif de ces corridors est de favoriser une meilleure diffusion de la croissance économique à l'ensemble des États fédérés du pays et ainsi de freiner la polarisation des investissements sur la seule ville de Kuala Lumpur. Iskandar est divisé en 5 zones clés de développement¹⁷⁵ (carte 1) : le centre-ville de Johor Bahru (zone A), la ville nouvelle de Nusajaya, organisée à partir du nouveau centre administratif de l'État de Johor (zone B), la zone de développement occidentale (Western Gate Development), qui s'articule autour du port de Tanjung Pelapas (zone C), la zone de développement Est (Eastern Gate Development), intégrant le port de Pasir Gudang (zone D) et la zone Senai-Skudai, polarisée par l'aéroport international de Johor et orientée vers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (zone E)¹⁷⁶.

¹⁷⁴ Khazanah Nasional, 2006, *Comprehensive Development Plan for South Johor Economic Region 2006-2025 (SJER CDP 2025)*, Kuala Lumpur.

¹⁷⁵ Iskandar Regional Development Authority, 2011, *Integrated land use. Blueprint for Iskandar Malaysia*, Johor, IRDA Publication.

¹⁷⁶ Pour une description précise du projet, voir le site officiel d'Iskandar Malaysia, (<http://www.iskandarmalaysia.com.my/>).



Un système d'infrastructures multimodales :

- Autoroutes et voies rapides
- - - - Autoroute en construction
- Axe majeur
- ++++ Voies ferrées
- == Ponts et causeway
- ✈️ Aéroport
- ⚓ Port

Une agglomération polycentrique :

- Centre de l'agglomération :
 - Nusajaya
 - Centre-ville de Johor Bharu
- Centre de district :
 - 1 - Kulai
 - 2 - Pasir Gudang
 - 3 - Senai
 - 4 - Skudai
 - 5 - Ulu Tiram

- - - - Limites d'Iskandar

● Zones clefs de développement

⊞ Front de mer en construction

Conception : Nathalie Fau Source : IRDA, enquête

▲ Principales zones de concentration des projets immobiliers chinois :

- 1 - Tebrau
- 2 - Tanjung Puteri
- 3 - Danga Bay
- 4 - Puteri Harbor
- 5 - Medini

Carte 7 – Les zones d'Iskandar et les lieux d'investissements chinois

Conception : Nathalie Fau

Source : IRDA, enquête

Depuis le lancement du programme en 2006, jusqu'au 31 décembre 2014, Iskandar Malaysia a attiré en investissements cumulés 158,13 milliards de MYR¹⁷⁷. En dépit d'un afflux continu d'investissements étrangers, les investissements intérieurs pèsent encore pour près des deux tiers des investissements totaux cumulés (64 %). En fait, si en valeur absolue, les investissements étrangers ont fortement augmenté, passant de 22,83 milliards de MYR en 2008 à 56,99 milliards de MYR en 2014, en revanche, leurs poids en valeur relative n'ont cessé de diminuer : 55 % en 2008 contre 36 % en 2014. Cette évolution s'explique par les investissements très importants du gouvernement pour viabiliser ce projet et par l'attrait qu'il exerce sur de grandes compagnies malaisiennes ; ainsi, dans le domaine de l'immobilier, les promoteurs malaisiens n'ont pas attendu les investissements singapouriens ou chinois et tous les plus importants ont des projets déjà réalisés ou en cours¹⁷⁸. En 2014, les principaux investisseurs étrangers à Iskandar sont, dans l'ordre, Singapour (12 milliards de MYR), les États-Unis, l'Espagne, le Japon, les Pays-Bas et la Chine. Concernant la répartition sectorielle des investissements, le secteur industriel attire la plus grande partie des investissements (35 %) tandis que le secteur de l'immobilier résidentiel ne vient qu'en seconde position (25 %). Ce n'est ainsi que depuis 2012 que les flux d'investissements singapouriens s'orientent vers le secteur résidentiel alors qu'ils affluent depuis le milieu des années 1980 dans le secteur industriel.

En décembre 2014, avec un montant cumulé d'investissements de 3,2 milliards de MYR, la Chine était le sixième plus important investisseur d'Iskandar. Les premiers investissements sont récents, ils datent de 2011 avec le lancement du projet Paradiso Nuova à Medini par le groupe Zhuoda originaire de Pékin¹⁷⁹. En mars 2015, on dénombre une dizaine de promoteurs chinois dans la région d'Iskandar.

¹⁷⁷ Source : Iskandar Regional Development Authority, mars 2015.

¹⁷⁸ Entretien de Nathalie Fau avec Mohd. Azwali Ahmad, Research Executive de Ho Chin Soon Research.

¹⁷⁹ Elaine Tan, « Chinese eye Malaysia real estate », *Asia Weekly*, 9 mai 2014.

Promoteur	Date d'implantation	Zone et superficie	Nature du projet	Montant du projet et partenaire	Spécificité du promoteur
Zhuoda Real Estate Group Filiale du groupe immobilier Zhuoda Real Estate Group.	2011	11,3 ha dans la zone de Medini. Proximité de Legoland.	Projet mixte : résidentiel, condominiums de luxe et centres commerciaux. Projet de 10-15 ans en 3 phases. Première phase : Paradiso Nuova : condominium de 382 unités. Projet total : construction de 2 600 unités en condominium.	2,6 milliards \$US. Partenariat avec Iskandar Investment Bhd (IIB).	Basé à Péking. 1 ^{er} investissement étranger à Medini. Investissement en Russie et dans l'île Maurice.
Greenland Group	Avril 2014	60 ha à Danga Bay, front de mer.	Green Land Jade Palace : projet résidentiel, resort, hôtels de luxe, commerces. Front de mer de classe internationale.	3,3 milliards \$US.	Basé à Shanghai Projets à New York, Los Angeles, Londres, Sydney et Melbourne. Participe à la construction de près de 80 villes en Chine.
	Janvier 2015	51,5 ha à Terbrau Bay	Terbrau Bay Waterfront City : Ville de front de mer. Projet résidentiel de luxe comprenant un parc thématique sur la neige, un opéra, un hôpital de médecine chinoise traditionnelle, une école. Projet sur 15 ans.	663,90 millions \$US. Partenariat avec Iskandar Waterfront	Souhaite s'impliquer dans le projet de réhabilitation du front de rivière de Kuala Lumpur. Plus grand propriétaire foncier de Chine.
Guangzhou R&F Properties	Novembre 2013	49,6 ha près du Causeway et de Tanjung Puteri	Princess Cove : projet mixte. 15 blocs de 35 étages, 3 150 logements. Bureaux, hôtels et centres commerciaux.	1,4 milliards \$US. Terrain acquis par achat direct au sultan. Projet de remblaiement.	Basé à Guangzhou (Guangdong) 1 ^{er} investissement à l'étranger.
Country Garden Holding	Décembre 2012	28 ha à Danga Bay	Country Garden Danga Bay : 9 400 unités dans des condominiums de luxe. Front de mer de classe internationale : bungalows et centres commerciaux, plages artificielles, marina, club privé.	5,5 milliards \$US Partenariat avec Iskandar Waterfront Holding (IWH).	Basé à Guangzhou (Guangdong) 7 ^{ème} promoteur chinois
	2013	2 000 ha à Medini et 1 368 ha par remblaiement dans le détroit de Terbrau.	Forest City : villas de luxe réparties sur 4 îles artificielles au milieu de détroit de Terbrau. Projet de construction d'une eco-city de 700 000 habitants. Projet sur 30 ans.	Cout total évalué à 60 milliards \$US. Partenariat avec Kumpulan Prasarana Rakyat Johor.	1 ^{er} investissement à l'étranger. Projets à Kuala Lumpur, au Sabah et à Sarawak.
Greentown	2014	15 ha à Danga Bay	Projet de résidences de luxe. Projet en attente.	Partenariat avec Iskandar Waterfront Holding.	

Hao Yuan Investment	Fin 2013	15 ha à Danga Bay	Projet intégré mixte résidentiel et commercial.	2 milliards \$US. Partenariat avec Iskandar Waterfront Holding (IWH).	Fond contrôlé par le Parti Communiste Chinois Basé à Singapour mais fond chinois.
Macrolink Real Estate	Annonce en janvier 2014		Complexe touristique (resort).	49 millions \$US	Basé à Shanghai
Weiyee Holding	Fin 2013		Projet résidentiel de luxe.		Basé à Henan, construit à Henan et île de Hainan. 1 ^{er} investissement à l'étranger
Chinamall Holdings Pte Ltd	Décembre 2012	12,9 ha Gerbang, nusajaya	Mall dédié à l'exposition de produits chinois. Doit regrouper près de 3 000 commerçants chinois.	MOU avec UEM Land	Promoteur de Shenzhen Investissements réalisés à Hong Kong, New York et San Francisco.
China Vanke	Janvier 2015	60 ha en front de mer à dans le centre de Johor Bahru	Front de mer international de luxe. Projet intégré mixte résidentiel et commercial.	Projet 1,12 milliards \$US	2 ^{ème} plus gros promoteurs chinois Présent dans une soixantaine de grandes et moyennes villes de Chine. Investissement à Singapour et aux États-Unis
Tang Group		Medini	Projet intégré comprenant des condominiums, des appartements meublés (service appartements), un hôtel et des compartiments chinois	200 million \$US	Conglomérat basé à Hong Kong

Tableau 10 – Principaux investissements chinois dans la région d'Iskandar

Source : enquête et revue de presse de Nathalie Fau

Une localisation concentrée et une préférence pour des projets visibles depuis Singapour

La localisation et la nature des investissements immobiliers chinois permettent d'appréhender les logiques à l'œuvre dans les stratégies d'investissements des promoteurs chinois (figure 24). Leurs projets et leurs réalisations se focalisent exclusivement sur les zones A et B. Et même à l'intérieur de ces zones, leurs investissements sont extrêmement concentrés (carte 7). Dans la zone A, qui attire majoritairement les promoteurs chinois, ces derniers (Greenland Group,

Country Garden, Greentown, Hao Yuan Investment, Makrolink Real Estate) ont massivement investi à Danga Bay, un front de mer situé à l'ouest du centre-ville de Johor Bahru. Dans le discours des planificateurs malaisiens d'Iskandar, la zone de Danga Bay est présentée comme une icône de la modernité du pays : ce front de mer intégré de 240 ha associe des zones de commerces et de condominiums de luxe à des espaces de détente et des marinas. Danga Bay est l'un des maillons d'un nouveau *skyline* verticalisé qui émerge en continu le long du front de mer depuis le centre de la ville de Johor Bahru jusqu'au nouveau port de plaisance de Puteri Harbour. Cette zone, encore nommée au début des années 2000 sous le nom de Lido Beach, a connu, dans un premier temps, un développement chaotique ponctué par des abandons et des redéfinitions continues des projets. Ce n'est réellement que depuis 2012 et l'arrivée massive d'investissements malaisiens, singapouriens et chinois que Danga Bay est devenu un projet phare du projet Iskandar¹⁸⁰.

Dans la zone B, les investissements chinois privilégient la ville nouvelle de Nusajaya et plus particulièrement la zone de Medini. Nusajaya qui est directement reliée au second pont reliant la Malaisie à Singapour, et qui est à seulement 24 km du Central Business District (CBD) singapourien, est un projet urbain conçu presque exclusivement pour pallier les déficiences et les difficultés de la Cité-État¹⁸¹. Confrontés au manque de disponibilités foncières, à la cherté du coût de la vie et de la main-d'œuvre, ou encore au vieillissement de la population, les Singapouriens ont désormais Nusajaya pour se loger, se distraire, se soigner, implanter leurs entreprises et même se former à des prix inférieurs à ceux pratiqués à Singapour tout en bénéficiant de la même qualité internationale des infrastructures. La zone de Medini¹⁸², construite sur d'anciennes plantations de palmiers à huile, doit devenir le nouveau CBD de Nusajaya : dans sa partie nord, où se situe le projet du promoteur chinois Zhuoda, se trouvent déjà implantés des infrastructures de santé (Gleneagles Hospital), un parc d'attractions (Legoland) et un centre commercial (Mall of Medini). Les zones A et B investies par les promoteurs chinois ont ainsi en commun d'être entièrement

¹⁸⁰ Entretien de Nathalie Fau avec Jason Wong, responsable des ventes de Tropicana Danga Bay.

¹⁸¹ Voir le site de Nusajaya. (<http://www.nusajayacity.com/>).

¹⁸² Voir le site du projet Medini pour de plus amples détails, (<http://medini.com.my/>).

tournées vers Singapour. Cette configuration d'immenses espaces à aménager contigus, mais séparés par une frontière à un espace urbanisé de très forte densité, est familière aux investisseurs chinois qui effectuent continuellement le parallèle entre Iskandar/Singapour et Shenzen/Hong Kong (Fau, 2015).

Quant à la nature des projets chinois à Iskandar, quelle que soit leur taille, ils sont tous similaires : ce sont des projets urbains intégrés et mixtes englobant des complexes résidentiels de luxe (condominiums de plus de 20 étages mais aussi d'immenses villas), des zones commerciales (*malls* et hôtels), des espaces de loisirs (marina, plages artificielles, golfs, parcs d'attractions, etc.) et parfois des infrastructures médicales. Leurs programmes immobiliers sont de haute gamme et de style international ; ils s'adressent à une clientèle aisée recherchant un cadre de vie agréable, moderne et sécurisé, mais qui en général ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour investir à Singapour. Depuis 2008, les prix de l'immobilier à Singapour ont augmenté de 45 à 50 % et ont atteint un pic en 2012 : or, même si les prix immobiliers dans la région d'Iskandar ont doublé depuis 2008, ils demeurent de 5 à 10 fois inférieurs à ceux de Singapour (Khoo, 2013).

En investissant à Iskandar, les promoteurs chinois espèrent attirer une classe moyenne et aisée chinoise qui cherche des espaces migratoires alternatifs aux grandes villes occidentales et aux villes asiatiques de Singapour et Hong Kong, tout en étant rassurée par la présence de promoteurs chinois ayant pignon sur rue en Chine. Depuis 2013, Country Garden organise ainsi pour des acheteurs chinois potentiels des voyages dits de « découverte » de la Malaisie depuis les villes de Canton (Ghuangzhou), Hong Kong et Macau. Dans le cadre du programme « Malaysia My Second Home (MM2H) », près de 5 000 Chinois ont franchi le pas et se sont installés pour une longue durée en Malaisie. Le programme MM2H, lancé en 2002, permet aux étrangers de moins de 50 ans disposant d'un capital d'au moins 500 000 MYR et à ceux de plus de 50 ans disposant d'au moins 350 000 MYR, de disposer d'un visa à entrées multiples valable pour 5 ans (renouvelable indéfiniment) et d'investir et de posséder des entreprises et/ou des biens immobiliers en Malaisie, tout en conservant leur nationalité d'origine. À titre de comparaison, les barrières d'entrée aux États-Unis sont beaucoup plus élevées : il faut investir au moins 500 000 \$ US et créer 10 emplois pour des Américains. De même, depuis 2010, les lois sur l'immigra-

tion se sont durcies à Singapour et il est de plus en plus difficile d'obtenir le statut de résident permanent ou même un simple visa de travail. La Malaisie apparaît donc comme une bonne alternative. Enfin, la Malaisie est un des rares pays de la région à autoriser la propriété foncière à des étrangers ; la législation malaisienne s'est, par ailleurs, assouplie afin d'attirer des acquéreurs étrangers : Kuala Lumpur a levé les interdictions sur l'achat de propriétés de plus de 250 000 MYR et ne limite plus le nombre de biens immobiliers pouvant être détenus par un étranger. Un étranger peut ainsi posséder et habiter une propriété en Malaisie. Depuis 2010, le nombre de Chinois optant pour le programme MM2H est en augmentation et les Chinois constituent désormais le groupe le plus important de migrants disposant de ce statut.

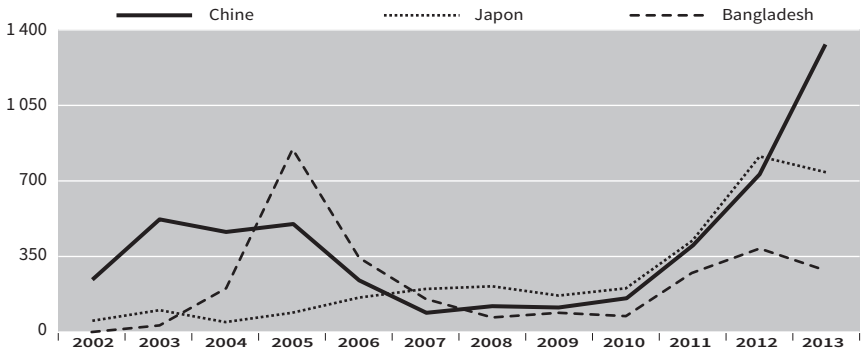


Figure 24 – Évolution du nombre d'étrangers optant pour le programme MM2H dans les trois principaux pays

Source : ministère malaisien du tourisme, 2014

Choisir Iskandar leur permet de bénéficier de la proximité de Singapour, et donc de bénéficier de la qualité de ses infrastructures et d'être éventuellement proches de membres de la famille qui avaient déjà opté antérieurement pour la Cité-État, tout en disposant de logements plus vastes et nettement moins onéreux. D'après le directeur des ventes de Country Garden, la classe moyenne chinoise, soucieuse de la qualité de l'éducation de ses enfants, est également

attirée à Iskandar par le pôle EduCity qui accueille déjà des institutions scolaires renommées comme le lycée britannique Marborough¹⁸³. D'autres citoyens chinois optent pour Iskandar comme lieu de résidence secondaire ou de retraite ; le groupe Zhuoda commercialise ainsi de façon très similaire ses projets immobiliers sur l'île de Hainan dans le sud de la Chine et ceux d'Iskandar : il vante la douceur du climat auprès des citoyens du nord de la Chine.

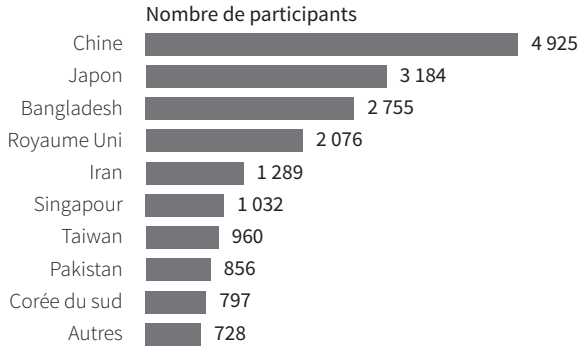


Figure 25 - Nombre total de participants au programme MM2H sur la période 2002-2013

Source : ministère malaisien du tourisme, 2014

Les promoteurs chinois visent également une clientèle singapourienne qu'ils n'hésitent pas à aller chercher directement en organisant et en finançant depuis la Cité-État des excursions découvertes de leurs infrastructures et de l'environnement d'Iskandar. Tous les promoteurs chinois justifient leurs investissements sur place par le renforcement des liens entre la Malaisie et Singapour et les conséquences que cela induit sur l'attractivité de ce territoire : ils perçoivent ainsi de façon très favorable l'ouverture d'une liaison ferry en mai 2013 entre Singapour et Puteri Harbour à Nusajaya, la construction d'une ligne de métro entre Tanjung Puteri (Johor Bahru) et Woodlands North (Singapour)

¹⁸³ Marissa Lee, « Iskandar developers : China buyers will mop up excess units », *The Straits Times*, 23 février 2015, (<http://business.asiaone.com/property/news/iskandar-developers-china-buyers-will-mop-excess-units>).

qui doit connecter en 2018 les systèmes de transport en commun des deux pays, ainsi que celle d'une ligne à grande vitesse entre Singapour et Kuala Lumpur, prévue pour 2020, qui devrait faire un arrêt à Nusajaya après avoir emprunté le Second Link. Par ailleurs, en février 2013, le gouvernement singapourien a annoncé dans son *Population White Paper* que son objectif est d'atteindre 6,9 millions d'habitants dans la Cité-État en 2030 contre 5,47 millions en 2014. Cette croissance de la population, essentiellement alimentée par des migrations, devrait directement profiter au marché de l'immobilier d'Iskandar. En effet, 80 % des acheteurs de Paradiso Nuova, dont 382 appartements ont été mis en vente en juillet 2013, sont des Singapouriens¹⁸⁴.

Deux types de promoteurs

Investir à Iskandar entre également dans une logique d'internationalisation des investisseurs chinois. À cet égard, il faut distinguer deux types de promoteurs chinois : ceux qui disposent déjà d'investissements dans le reste du monde et ceux pour qui Iskandar est le premier investissement à l'étranger.

Pour des groupes déjà auparavant internationalisés comme Greenland Holding Group ou China Vanke, implantés en Australie, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, investir à Iskandar est, certes, une nouvelle opportunité mais peut, aussi, être interprété comme une revanche envers des promoteurs immobiliers singapouriens qui avaient massivement investi en Chine au début des années 2000¹⁸⁵. En 2001, lors des vœux de la nouvelle année, le Premier ministre singapourien Goh Chok Tong avait incité ses compatriotes à se tourner vers la Chine et à la considérer comme un arrière-pays inexploité dont les entreprises de la Cité-État devaient se saisir pour développer leur activité. En 2015, les promoteurs chinois entrent donc en concurrence directe avec les promoteurs singapouriens dans un espace généralement perçu comme l'arrière-pays de la Cité-État : les lieux d'investissements et les projets sont, en effet, très

¹⁸⁴ Yasmine Yahya, « Singapore buyers flock to Johor Medini project », *The Straits Times*, 20 juillet 2013.

¹⁸⁵ Michael Cole, « China's real estate giants turn the tables on Singapore », *Forbes Asia*, 3 novembre 2014.

similaires. Le projet résidentiel de Greenland situé à Danga Bay est ainsi juste à côté du plus important investissement résidentiel singapourien à Iskandar, celui financé par Capital Land du groupe financier Temasek Holding : un projet résidentiel intégré de 28 ha situé sur une île complètement artificielle comprenant une marina, des condominiums et des maisons de luxe (900 logements au total), des centres commerciaux, des bureaux, etc. Le gouvernement malaisien perçoit également cette nouvelle présence chinoise comme un facteur d'émulation pour attirer les investissements singapouriens. Ces derniers sont, en effet, très récents dans le secteur de l'immobilier en Malaisie : les investissements de Capitaland à Iskandar sont ainsi les premiers en Malaisie alors que le groupe a déjà investi depuis longtemps en Chine ou au Vietnam.

Quant aux promoteurs chinois choisissant Iskandar comme premier lieu d'internationalisation de leur activité, ils considèrent cette zone frontalière jouxtant Singapour comme un tremplin idéal pour s'implanter en Asie du Sud-Est. La proximité de la Cité-État leur assure une clientèle de Singapouriens mais aussi d'expatriés du monde entier et donne à leurs projets une très forte visibilité. Telle est ainsi la logique du groupe Weyre Holding, un promoteur originaire du Henan, dont les investissements étaient concentrés jusqu'en 2014 uniquement dans cette province et plus particulièrement sur l'île de Hainan (13 projets construits et achevés en 2015) ; le président du groupe a ainsi affirmé lors d'un entretien donné au *Business Times* que le prochain lieu d'investissements serait Singapour mais surtout « que la prochaine étape devrait être les marchés émergents asiatiques où il existe une très forte croissance du secteur immobilier, comme la Birmanie¹⁸⁶ ». Le promoteur Weyre Holding souhaite en fait se spécialiser sur le marché immobilier des villes secondaires tant en Chine qu'en Asie du Sud-Est afin d'acquérir des terrains peu coûteux mais disposant d'une forte potentialité. Iskandar est ainsi une zone d'essai particulièrement séduisante. Le discours des responsables du groupe Zhuoda, une société basée à Pékin qui a été la première entreprise chinoise à investir à Iskandar, est assez

¹⁸⁶ Lynette Khoo, « One more Chinese developer wants a slice of Iskandar », *Business times*, 18 août 2014, (<http://www.businesstimes.com.sg/premium/top-stories/one-more-chinese-developer-wants-slice-iskandar-20140818>) [page d'accueil] (<http://www.businesstimes.com.sg/top-stories/one-more-chinese-developer-wants-a-slice-of-iskandar>).

similaire : pour eux, leur programme dans Iskandar « est une étape importante dans les investissements de Zhuoda à l'étranger et une première pierre pour transformer Zhuoda en une multinationale ».

Le gigantisme des investissements chinois

Iskandar offre une disponibilité foncière permettant l'implantation de mégaprojets. L'envergure des projets chinois dépasse largement celle des programmes malaisiens et même singapouriens¹⁸⁷. En septembre 2014, Country Garden a mis en vente 9 400 logements, un lancement de cette taille était inédit en Malaisie et représente un nombre supérieur aux transactions immobilières annuelles de l'État de Johor en 2012. Par ailleurs, les seuls programmes immobiliers de Zhuoda, Country Garden et Ghuangzhou R&F devrait mettre sur le marché près de 13 000 logements en 2017¹⁸⁸. Enfin, le programme Forest City de Country Garden prévoit de construire sur 30 ans 4 îles artificielles (la plus grande de 1 000 ha, la plus petite de 54 ha) nécessitant le remblaiement de 1 624 ha¹⁸⁹, qui s'ajoutent aux 355 ha développés le long du détroit de Terbrau, afin de construire 39 000 logements. À titre de comparaison, les plus gros projets immobiliers singapouriens, ceux de Ascendas, de Capitaland avec Avira Medini et de Albedo s'étendent respectivement sur 202 ha, 105 ha et 308 ha. Ce changement d'échelle dans la taille des projets urbains soulève au moins quatre interrogations.

¹⁸⁷ Entretien de Nathalie Fau avec une responsable de la section aménagement de l'Autorité du développement régional d'Iskandar (IRDA)

¹⁸⁸ Rennie Wang, « Iskandar Malaysia, China developers' new land of opportunity », *The Straits Times*, 08 juillet 2014.

¹⁸⁹ Voir le site de Forest City, (<https://cgpvforestcity.wordpress.com/category/forest-city-project-faq/>).

Déstabilisation du marché de l'immobilier

Avant le lancement du programme Iskandar, le marché immobilier de l'État de Johor était un de ceux qui donnaient le plus faible retour sur investissement. Depuis 2010, les prix ont doublé, notamment dans les zones de Medini, de plus de 109 % entre 2011 et 2013¹⁹⁰, et de Danga Bay. En dépit de ce rattrapage, les prix de l'immobilier restent cependant inférieurs à ceux de Kuala Lumpur et de Penang. Or, au deuxième trimestre 2014, alors que l'index des prix de l'immobilier a connu une hausse respective de 3,8 %, 3,5 % et 0,8 % à Kuala Lumpur, au Selangor et à Penang, celui de Johor s'est cependant contracté de 1,6 % ; selon des groupes de recherche de la Maybank, cette baisse, la première depuis le premier trimestre 2013, devait se poursuivre en raison de la mise simultanée sur le marché immobilier de plusieurs projets chinois et de la stratégie agressive des promoteurs chinois dite de « vite construit, vite vendu »¹⁹¹. Au premier trimestre 2014, 188 191 logements étaient en construction dans l'État de Johor et 168 371 autres étaient planifiés ; à titre de comparaison, à Singapour dont la population est 1,5 fois plus importante que celle de Johor, le nombre de logements construits sur cette même période était de 67 000 et ceux planifiés de 6 000. Cette baisse des prix liée à la surconstruction devait toucher plus spécifiquement les logements de haut standing. La mise en vente des 1 488 appartements de la première phase de Princess Cove, du promoteur chinois Ghuanzhou R&F, n'a reçu que 46 % de réservations (40 % émanant d'étrangers).

Plus que le nombre de logements construits, le problème posé par les projets chinois est de ne viser qu'une clientèle internationale et de négliger la clientèle locale. Or, d'après les enquêtes de l'Autorité du développement régional d'Iskandar (Iskandar Regional Development Authority ou IRDA), le taux de croissance annuelle démographique d'Iskandar devrait continuer à être supérieur à celui de la Malaisie (4,1 % contre 2 % sur la période 2005-2025) et la population d'Iskandar devrait doubler entre 2005 et 2025 (1,4 million d'habitants en 2005 contre 3 millions prévus en 2025). Cette croissance résulterait de

¹⁹⁰ Kooi-Ong Tong et Peeny Yaw, « Is Iskandar Malaysia overpriced ? », *The Edge Malaysia*, 18 novembre 2013.

¹⁹¹ (www.bursamarketplace.com/index.php?ch=48&pg=186&ac=6855&bb=research_article_pdf).

migrations internes à la Malaisie, attirées par les nouvelles perspectives d'emplois dans la région. Toujours d'après l'IRDA, 584 000 emplois ont été créés dans la région entre 2007 et 2014 et ce chiffre devrait être de 850 000 en 2025. Le risque est donc de voir vides des logements de haute gamme tandis que les logements pour les catégories sociales plus modestes ne seront pas suffisants. Les promoteurs immobiliers chinois ne sont, en revanche, pas inquiets et estiment que cette crainte de surconstruction ne tient pas compte du nombre croissant de particuliers de la classe moyenne chinoise qui désirent investir à l'étranger. Nicholas Hum, le directeur des ventes de Country Garden affirme ainsi « nous avons un million de propriétaires en Chine et c'est comme un fan-club. Là où nous allons, ils sont juste des acheteurs qui achètent sans se poser de questions¹⁹² ». Par ailleurs, ces investissements ne sont pas de la spéculation, ce qui risquerait de transformer les nouvelles zones résidentielles d'Iskandar en villes fantômes si nombreuses en Chine, mais ils s'inscrivent dans des projets individuels de déplacement à long terme.

Les analystes de Maybank soulignent également le retrait partiel des promoteurs immobiliers malaisiens du secteur des condominiums de haut standing et des espaces investis par les promoteurs chinois (Nusajaya-Medini et Danga Bay) au profit d'un rebasculé de leurs investissements vers la construction de bâtiments industriels et de centres d'affaires et vers les zones de Senai et de Kulai où la demande pour des logements de gamme moyenne est très forte. Il ne faut cependant pas en conclure trop rapidement à l'éviction des promoteurs malaisiens au profit des promoteurs chinois car, à la différence de la plupart des pays d'Asie du Sud-Est (hormis Singapour), le secteur immobilier malaisien est puissant, bien structuré et comprend une dizaine de transnationales immobilières qui investissent massivement dans la région et notamment au Vietnam, à Singapour, en Chine, ainsi qu'en Inde (Favreau, 2009). La restructuration de leurs investissements est donc avant tout liée à la recherche de niches plus rentables : le promoteur malaisien SP Setia a ainsi investi dans la construction d'une ville nouvelle à Bukit Indah, située à proximité de Nusajaya et de Medini, qui répond à la demande de la population locale et qui ne cherche

¹⁹² Marissa Lee, « Iskandar developers : China buyers will mop up excess units », *The Straits Times*, 23 février 2015.

pas à attirer des particuliers étrangers. Ce projet rencontre pour l'instant un réel succès. Plus qu'une concurrence, une complémentarité des investissements malaisiens et étrangers, notamment chinois, semble se dessiner.

Déséquilibre des pouvoirs entre les acteurs privés et publics

Le projet Iskandar est directement piloté par les autorités fédérales malaisiennes par l'intermédiaire de l'IRDA, que président conjointement le Premier ministre malaisien et le ministre en chef de l'État de Johor. L'IRDA associe, par ailleurs, à ses décisions les gouvernements locaux des juridictions de Johor Bahru, Johor Bahru Tengah, Kulai, Pasir Gundag et Pontian. L'idée qui prévaut dans la mise en place de cette structure de partenariat officielle est d'impliquer directement le gouvernement de l'État dans le développement du territoire de Johor et d'assurer une bonne coordination en matière d'urbanisme et de planification entre les différentes échelles administratives concernées. Les autorités locales ont cependant toujours eu le sentiment d'être un acteur de second plan et de devoir valider des décisions uniquement prises d'en haut (Fau, 2015).

Dans ce contexte, les négociations directes en cours entre les promoteurs chinois et les autorités locales peuvent être interprétées comme une tentative des pouvoirs locaux de réaffirmer leur autonomie de décision. Les autorités de Johor privilégient, en effet, systématiquement les promoteurs chinois sur les autres investisseurs et sur les décisions de Kuala Lumpur (Khor et Mavroeidi, 2014). Significatif, à cet égard, est le cas du projet Forest City, financé conjointement à 60 % par une entreprise chinoise (Country Garden) et à 40 % par Esplanade Danga 88, un promoteur local détenu à hauteur de 20 % par Kumpulan Prasarana Rakyat Johor (KPRJ), l'outil d'investissement du gouvernement de Johor, et surtout à hauteur de 64,4 % par le sultan du Johor et de 15,6 % par Daing A Malek A Rahaman, un conseiller de la famille royale. Le projet est ainsi directement soutenu par le sultan Ibrahim Ismail Sultan Iskandar lui-même, mais aussi par des politiciens puissants de l'État de Johor¹⁹³. Or, non seulement ce programme immobilier hors norme n'est absolument pas intégré

¹⁹³ Nigel Aw, « The case of Forest City and the Johor sultan », *Malaysiakini*, 14 juillet 2014, (<http://www.malaysiakini.com/news/268649>).

au plan d'aménagement d'Iskandar, le Iskandar Malaysia Comprehensive Development Plan, mais il risque même de compromettre d'autres projets nationaux du gouvernement fédéral dans la région et d'envenimer les relations bilatérales entre la Malaisie et Singapour¹⁹⁴. En effet, selon les opposants au projet, le développement de Forest City devrait directement compromettre celui du port de Tanjung Pelapas, dix-septième port mondial pour le trafic de conteneurs, en empiétant sur ses zones possibles d'extension : les aménagements prévus devraient diminuer de 50 % des terres mises en réserve pour une future expansion du port. Or, la compétitivité et le succès de Tanjung Pelepas reposent en grande partie sur une disponibilité foncière lui permettant d'accorder des quais dédiés aux compagnies maritimes et lui assurant de vastes zones de stockage. Les travaux de remblaiement pourraient également diminuer la profondeur des chenaux d'accès au port alors que Tanjung Pelapas accueille déjà les plus gros porte-conteneurs du monde. Par ailleurs, le gouvernement singapourien s'inquiète non seulement de l'impact de ces travaux sur la biodiversité maritime du détroit de Johor et sur l'environnement de zones côtières de la Cité-État, mais aussi de la proximité de Forest City avec la frontière maritime entre la Malaisie et Singapour. Il a fait part de ses inquiétudes au gouvernement fédéral malaisien et ses plaintes réitérées ont poussé Kuala Lumpur à demander en juin 2014 la suspension temporaire du projet afin de mener une étude d'impact environnemental et ainsi d'éviter que Singapour ne porte l'affaire devant le Tribunal international du droit de la mer. Cependant, cette décision va directement à l'encontre de celle prise par le Département chargé de l'environnement de l'État de Johor qui, en janvier 2014, avait donné un avis favorable à la poursuite des travaux de remblaiement. En dépit de cette interdiction temporaire de poursuivre des travaux, les remblaiements ont continué grâce au soutien direct du sultan de Johor qui affirme défendre les intérêts de la population locale : « Il y a des tiers irresponsables qui usent de leur prérogative sur les études d'impacts environnementaux comme une arme pour empêcher des développements qui ne servent pas leurs propres intérêts [...] Johor est de droit aux habitants de Johor et seuls les habitants de Johor

¹⁹⁴ Sim Bak Heng, « Will Forest City issue affect ties with Singapore? », *The New Strait Times*, 23 décembre 2014.

connaissent la situation et les besoins de Johor. Pourquoi est-ce que des intervenants extérieurs devraient tenter d'interférer et nous dire ce que nous devrions faire dans notre propre État¹⁹⁵ ? ». En janvier 2015, le ministère de l'Environnement a finalement rendu une décision positive, mais à condition de réduire de 20 % la taille du projet initial et de préserver les zones de mangrove. Le bras de fer entre les autorités locales, le sultan Ibrahim et le gouvernement fédéral n'en est pas pour autant terminé car un autre projet, également financé par un promoteur chinois (Guangzhou R&F) en coopération avec le sultan de Johor qui lui a vendu le terrain, nécessite un remblaiement de 45 ha à proximité du Causeway (chaussée surélevée traversant le détroit de Johor qui constitue un des deux points de passage « terrestre » entre la Malaisie et Singapour).

Déséquilibre dans l'aménagement de la région urbaine de Johor Bahru

La plupart des investissements chinois prennent la forme non de tours de condominiums isolées mais de projets intégrés relevant de l'échelle du quartier de ville comprenant aussi bien des espaces résidentiels que commerciaux, culturels et de loisirs. Ce remodelage complet des paysages est en soi un risque potentiel pour l'aménagement urbain de la ville car, en cas de retrait des promoteurs chinois pour des raisons de changement de conjonctures économiques, l'un des risques est de voir se transformer la région sud-ouest de l'État de Johor en un vaste chantier abandonné et en friche résidentielle. Le projet Iskandar a déjà connu cette situation avec le retrait massif des investisseurs du Moyen-Orient au moment de la crise de 2007-2008. Le paysage du centre de Johor Bahru est ainsi déjà marqué par des *malls* à l'abandon et des chantiers d'hôtels et de condominiums inachevés. Par ailleurs, ces projets immobiliers chinois contribuent, mais ils ne sont pas les seuls, aux déséquilibres de la région urbaine de Johor Bahru : les paysages urbains et les prix du foncier de la partie

¹⁹⁵ Nigel Aw, « The case of Forest City and the Johor sultan », *Malaysiakini*, 14 juillet 2014, (<http://www.malaysiakini.com/news/268649>). Voir aussi, « The sultan of Johor's business empire every Johorean should know », *Malaysia Chronicle*, 30 juillet 2014, (http://www.malaysia-chronicle.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=330711:the-sultan-of-johors-business-empire-every-johorean-should-know&Itemid=2#axzz3Uhn0342R).

orientale et de la partie occidentale sont en totale opposition¹⁹⁶. L'Est, ancré dans l'histoire urbaine de la Malaisie des années 1980, concentre les *taman*, ces lotissements pavillonnaires qui forment un alignement de bandes parallèles de maisons individuelles jointes et construites à l'identique, tandis que l'Ouest, qui met en scène la modernité, celle des formes architecturales mais aussi des modes de vie, est dominé par une verticalisation du bâti et présente un design, des formes (gratte-ciel, marina) et une organisation (front de mer suivant la ligne de côte, quartier d'affaires concentré et verticalisé) conforme aux attentes d'une ville internationale. L'Est accueille surtout des foyers à bas et moyens revenus et une clientèle locale tandis que l'Ouest est le lieu privilégié des classes moyennes supérieures et aisées et des étrangers fortunés. Le gigantisme des projets chinois risque ainsi de renforcer durablement ces déséquilibres. Notons cependant que le groupe chinois Greenland a annoncé en janvier 2015 le lancement d'un projet d'aménagement du front de mer de la baie de Tebrau situé à l'est du centre administratif de Johor Bahru.

Réaction d'hostilité des populations locales de Johor

La Chine n'est que le sixième investisseur dans la région d'Iskandar mais l'ampleur des programmes et l'arrivée importante de travailleurs chinois liée à ces projets, pas moins de 2 000 dans le cas de Country Garden (Khor et Mavroeidi, 2014), fait de plus en plus réagir la population locale qui n'est pas loin d'exprimer un sentiment d'invasion. Sur les forums, le sentiment qu'Iskandar devient une enclave chinoise est de plus en plus exprimé et partagé. Si certains s'en réjouissent, y voyant un gage de succès économique, d'autres, notamment les Malais et les populations autochtones (*Orang Asli*), s'en inquiètent (Nor *et al.*, 2009) et craignent d'être marginalisés dans un État qui a pourtant été le lieu de naissance du nationalisme malais et de l'UMNO en 1946. Ce sentiment est renforcé par la mise en place d'une politique d'incitation des investissements qui déroge aux privilèges accordés aux Malais : fin de l'obligation pour toute entreprise s'implantant sur le territoire d'Iskandar de

¹⁹⁶ Entretien de Nathalie Fau avec une responsable de la section aménagement de l'Autorité du développement régional d'Iskandar (IRDA)

justifier l'implication d'un partenaire malais à hauteur de 30 % dans sa structure, absence de limitation du nombre de travailleurs expatriés ou encore de l'obligation d'employer un nombre minimum de salariés malais. Dans la zone de Medini, il n'existe également aucun quota de logements réservés au Malais alors que dans le reste de la Malaisie, les promoteurs immobiliers doivent réserver entre 20 % et 40 % de leurs ventes à des Malais à des prix inférieurs au marché¹⁹⁷. Ce sentiment « d'invasion » n'est cependant pas encore politisé et des groupes d'extrémistes malais comme Perkasa demeurent étrangement silencieux. Les raisons de ce silence semblent être la forte implication du sultan de Johor dans les projets chinois mais aussi la crainte, davantage ancrée, d'être envahis par les Singapouriens : déjà en 2008, l'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad prédisait que « le territoire d'Iskandar Malaysia sera bientôt rempli de Singapouriens et peuplé de seulement 15 % de Malais » et d'ajouter : « Après la vente de leurs terres, les Malais seront repoussés jusqu'aux limites de la forêt, voire même, dans la forêt¹⁹⁸ ». L'impact des projets chinois sur les communautés de pêcheurs a, en revanche, suscité une plus grande mobilisation. Forest City cristallise les craintes et les partis de l'opposition, notamment le Parti de l'action démocratique (Democratic Action Party ou DAP)¹⁹⁹, ont dénoncé la dégradation des conditions de pêche depuis le début des travaux de remblaiement : en janvier 2014, des milliers de poissons ont été retrouvés morts dans le détroit de Johor à proximité de Gelang Patah et tout semble directement en imputer la responsabilité aux travaux de Forest City. Même si les pêcheurs ont obtenu des dédommagements financiers, leur avenir reste incertain tant les ressources halieutiques dans le détroit de Johor semblent se dégrader. Pour le DAP, les promoteurs chinois dupliquent simplement en Malaisie des projets déjà implantés en Chine sans tenir compte des contraintes de l'environnement local.

¹⁹⁷ Entretien de Nathalie Fau avec une responsable de la section développement social de l'Autorité du développement régional d'Iskandar (IRDA)

¹⁹⁸ Cité dans l'article « Iskandar, a project for Singapore to growth », *The Star*, 18 mai 2008, (<http://thestar.com.my/news/story.asp?file=/2008/5/18/nation/21291911&sec=nation>).

¹⁹⁹ Voir le site du DAP, (<http://dapmalaysia.org/statements/2014/09/22/19174/>).

Kuala Lumpur, Selangor et Sabah : pôles secondaires

Dans le reste de la Malaisie, il n'existe pas une convergence et une concentration des investissements immobiliers chinois comme à Iskandar et les stratégies des promoteurs sont plus différenciées.

Les investissements immobiliers à Kuala Lumpur et dans sa région (Selangor et Negeri Sembilan) sont surtout réalisés par les plus grands promoteurs chinois. Kuala Lumpur s'inscrit, mais en mineur, dans les réseaux des villes mondiales recherchées par les classes moyennes et aisées chinoises. Country Garden propose ainsi dans la région de Selangor deux projets de quartiers résidentiels, Diamond City et Rawang, qui visent une clientèle très aisée recherchant des ensembles résidentiels de faible densité, bien intégrés dans l'environnement et proposant des services « 5 étoiles »²⁰⁰. Pour se démarquer du style « moderne » des programmes des promoteurs malaisiens, Country Garden met en scène une ambiance et une architecture s'inspirant de l'Espagne et de l'Europe. Ces programmes immobiliers valorisant l'habitat individuel sont donc très différents de ceux de Danga Bay, construits uniquement autour de tours de condominiums de plus de 20 étages. L'objectif de Country Garden est de se démarquer de ses concurrents malaisiens déjà bien implantés dans la région de Kuala Lumpur²⁰¹. Agile Property Holding a, en revanche, une stratégie à l'opposé de celle de Country Garden ; le promoteur privilégie la construction de condominiums de forte densité mais situés dans des zones où le prix du foncier et des logements est très élevé : Bukit Bintang en plein centre-ville de Kuala Lumpur et Mont Kiara, une zone située à 15 minutes du centre-ville, qui concentre des condominiums de luxe conçus pour une clientèle d'expatriés.

²⁰⁰ Voir le site du promoteur en Malaisie, (<http://www.countrygarden.com.my/en/index.asp>).

²⁰¹ Entretien de Nathalie Fau avec un des responsables des ventes de Diamond City.

Promoteur	Date d'implantation	Zone et superficie	Nature du projet	Montant du projet et partenaire	Spécificité du promoteur
Country Garden Holding	2012	65,58 ha à Rawang (Selangor)	Country Garden Rawang : quartier résidentiel de villas luxueuses tournées vers la montagne.	250 millions \$US Partenariat avec Malaysia Land Properties	Basé à Guangzhou (Guangdong) 7ème promoteur chinois
		100 ha à Kajang (Selangor)	Diamond City : ensemble résidentiel de maisons jointes, de bungalow et de villas mettant en valeur l'architecture et la tradition espagnole et européenne.	500 millions \$US Partenariat avec Malaysia Land properties	Projets en cours à Iskandar
Investissement conjoint : Fugland Group, Debao Group et Suzhou Zhengyuan Landscape Group	2014	8,9 ha à Nilai (Negeri Sembilan) Lancement prévu en 2018	Green Beverly Hill II : 180 maisons jointes et 1000 appartements de services destinés surtout à des étudiants et des salariés de l'aéroport de Kuala Lumpur (KLIA).	37 millions \$US Partenariat avec GD Development	
Agile property	2015	Bukit Bintang (centre de Kuala Lumpur)	Trois tours de condominiums hôtel de luxe	Partenariat avec Tropicana corporation	1er investissement à l'étranger
	2014	4 ha à Mont Kiara	Agile Mont Kiara : projet résidentiel de 813 unités réparties en 11 tours entre des résidences de faible densité (7 étages) et des tours de 43 étages.	340 millions \$US Partenariat avec PJ Development	3ème promoteur en Chine Basé à Guangzhou (Guangdong)
GSH Corp LTD	2014	Sutra Harbour (Kota Kinabalu)	Rachat d'un complexe hôtelier en front de mer situé à 10mn du centre-ville de Kota Kinabalu		
Diving Best	Proposition faite en 2014	Semporna (est de Sabah)	Extension du complexe hôtelier de Sipadan Mangrove Resort : zone résidentielle, centre commercial, hôtels de luxe et centre de plongée.	Partenariat avec Sipadan Mangrove Resort (SMR)	

Tableau 11 – Principaux investissements chinois dans les régions de Kuala Lumpur, Sabah et Sarawak

Source : enquête et revue de presse de Nathalie Fau.

Quant aux investissements immobiliers chinois au Sabah, ils sont exclusivement orientés vers le financement ou la reprise de complexes hôteliers touristiques. Le mouvement est récent et il répond à la présence toujours plus importante de touristes chinois au Sabah : 300 000 en 2014, en dépit des

annulations liés aux incidents aériens²⁰². Cet afflux a, par ailleurs, justifié l'ouverture d'un consulat de la RPC à Kota Kinabalu. En janvier 2014, le groupe immobilier chinois GSH a ainsi acquis 77,5 % des parts du groupe Sutera Harbour, le propriétaire et le gestionnaire du complexe hôtelier de Sutera Harbour Resort²⁰³. Ce complexe construit en front de mer est à seulement 10 minutes du centre-ville de Kota Kinabalu. Il attire surtout des Chinois, des Hongkongais, des Japonais et des Sud-Coréens. Également en janvier 2014, la compagnie chinoise Diving Best a proposé de construire un complexe touristique de 2,5 milliards de MYR, comprenant une zone résidentielle, un centre commercial, des hôtels de luxe et un centre de plongée à Semporna, situé à 35 minutes du parc maritime protégé de Sipadan. Ce projet est en fait un agrandissement d'un complexe touristique déjà existant, le Sipadan Mangrove Ressor. La gratuité des visas pour les ressortissants chinois et la multiplication de liaisons aériennes directes entre Kota Kinabalu et des villes chinoises devraient attirer de nouveaux promoteurs chinois dans ce secteur.

Les investissements immobiliers chinois en Malaisie se caractérisent donc par leur aspect massif, très concentrés, tant à l'échelle régionale (État de Johor) que locale (Nusajaya-Medini et Danga Bay) et peu variés (quartiers intégrés de haut standing). Ils ont, de ce fait, des impacts majeurs sur la restructuration des territoires urbains. Pour les partisans du projet Iskandar, les projets immobiliers chinois devraient accélérer le processus de métropolisation de la région urbaine de Johor Bahru, qui pourrait alors devenir le nouveau symbole de la Malaisie moderne. Pour ses détracteurs, ils sont autant d'enclaves déconnectées des besoins de la population locale, donc des réalisations urbaines potentiellement vides faute de clients suffisants, et ils contribuent directement à accentuer la fragmentation de l'espace urbain. Partisans et détracteurs partagent néanmoins la même inquiétude : celle de la durabilité et de la qualité des projets chinois. Lors du lancement du projet Iskandar, les investissements étrangers provenaient presque exclusivement de promoteurs du Moyen-Orient (Abou Dabi et Dubai) ;

²⁰² « China consulate office by April », *Daily Express*, 17 janvier 2015, (<http://www.dailyexpress.com.my/news.cfm?NewsID=96325>).

²⁰³ Ruben Sario, « SGX-listed GSH Corp is new owner of Sutera Harbour Resort », *The Star online*, 03 janvier 2014, (<http://www.thestar.com.my/Business/Business-News/2014/01/03/China-firm-is-new-owner-of-Sutera-Harbour/?style=biz>).

ces derniers se sont cependant presque tous retirés lors de la crise de 2007-2008 (Favreau, 2010), laissant derrière eux des terrains en friche et des chantiers à l'abandon. Avec le ralentissement de l'économie chinoise, cette mésaventure pourrait à nouveau se reproduire.

Conclusion

La Malaisie et la Chine entretiennent un lien bilatéral complexe car il est nourri par de multiples dimensions – des vecteurs (politique, économique, socio-culturel) et des niveaux (intergouvernemental, interrégional, interpersonnels, etc.) variés – et qu’il connaît une forte évolution depuis moins d’une décennie.

Néanmoins, le mouvement actuel ici décrit rapproche la Malaisie de la Chine sans toutefois l’y soumettre. Il s’agit d’une relation économique bénéfique politiquement pour l’UMNO, dans le sens où elle conforte sa capacité à maintenir la croissance et le développement du pays qui demeure le socle de sa légitimité à gouverner malgré l’usure de son pouvoir. Cependant, pour l’instant, cette relation offre encore l’image d’un certain équilibre diplomatique.

Dans cette conclusion, nous revenons sur trois résultats essentiels de la présente recherche :

- L’importance prise par l’échelon intergouvernemental dans le développement de la relation bilatérale entre les deux pays confère une forte cohérence aux dimensions économiques et stratégiques de leurs politiques menées de manière mutuellement complémentaires ;

- Le bénéfice que la Malaisie retire des investissements chinois s’accompagne d’une forte concentration spatiale et sectorielle de ces projets, souvent massifs. En cela, ils ont des effets non seulement structurants, mais aussi potentiellement déstabilisants du territoire national. La question de leur durabilité doit se poser ;

- Concentrée sur les bénéfiques, en particulier économiques, qu'elle retire de sa relation à la Chine, la Malaisie n'en demeure pas moins pragmatique et s'inscrit plus que jamais dans une stratégie de couverture (*hedging*), c'est-à-dire de réassurance de ses liens étroits avec d'autres puissances, afin de ne pas s'enfermer dans une dépendance exclusive vis-à-vis de Pékin.

Un lien fort et désormais dominé par la relation intergouvernementale

Le rappel de l'histoire a permis de situer la relation contemporaine entre la Malaisie et la Chine dans l'histoire de la région et d'en poser le cadre en termes de structures longues. Il a permis de démontrer que, du point de vue malaisien, ces structures héritées sont démographiques, culturelles et capitalistes. En effet, le temps long éclaire le temps court et explique la réponse positive et rapide des hommes d'affaires malaisiens (en majorité des Sino-Malaisiens) aux opportunités de business en Chine et dans le développement des relations commerciales bilatérales. Il éclaire aussi l'accueil si favorable réservé récemment par la Malaisie à l'intérêt économique que la Chine a pu porter à son territoire. Mais il permet aussi et surtout de prendre la mesure de l'accélération du rapprochement en cours et d'analyser le déplacement du centre de gravité de la relation Malaisie-Chine. En dix ans, le centre des impulsions économiques est passé d'un niveau microéconomique, largement communautaire, voire individuel et venu d'en bas (ce que les Malaisiens appellent la relation « *people to people* »), à un niveau d'État à État. En effet, la dynamique des relations entre la Malaisie et la Chine, étudiées sous le registre de l'*ethnic business* il y a 15 ans, nous semble actuellement bien davantage dictée par les liens et les impulsions données au plus haut niveau de l'État par deux gouvernements et deux partis au pouvoir : l'UMNO et le PCC, deux partis ayant pour point commun en Asie leur exceptionnelle longévité politique. L'un des résultats principaux de ce Carnet est qu'aujourd'hui c'est plus encore au niveau des États que se joue la relation qui est le produit d'une construction politique progressivement établie et fondée sur la recherche de bénéfices mutuels : c'est à ce titre qu'elle n'est pas seulement opportuniste ni du côté malaisien, ni du côté chinois, et qu'elle peut être considérée comme fructueuse et déterminante pour les deux parties.

Stratégiquement et tactiquement, elle est basée sur une priorité partagée par les élites au pouvoir des deux pays – une communauté de valeurs – celle du développement économique. Mais pas n'importe quel type de modèle de développement, un développement « souverain » où l'État joue un rôle central (stratège, bailleur, oligarchique), plus que dans d'autres pays de la région. Au-delà des intérêts réciproques des deux gouvernements à coopérer, c'est cette convergence qui fait aussi le caractère « précieux » de cette relation, où les leviers politiques et l'action économique sont intrinsèquement liés. On assiste donc à une configuration sociopolitique facilitant et favorisant les rapprochements de part et d'autre.

La prédominance actuelle du niveau bilatéral signifie aussi que cette relation articule plus étroitement que par le passé les intérêts économiques, géopolitiques et stratégiques selon la perspective cohérente de chacun des pouvoirs en présence. Ainsi, côté malaisien, les partenaires économiques des investissements chinois engagés ces dernières années sont en majorité des entreprises liées au gouvernement (GLCs). De même, au niveau de la gestion des tensions en mer de Chine méridionale, le gouvernement malaisien manœuvre afin que les heurts soient traités de façon amicale dans des relations gouvernementales directes et en prenant soin que l'opinion publique soit mise à l'écart de ces tensions. Cette approche est guidée par un pragmatisme affiché, les tensions en mer de Chine méridionale ne devant pas remettre en cause les relations économiques.

Le poids désormais prédominant des États dans la relation ne signifie pas pour autant une rupture des relations interpersonnelles qui restent *de facto* l'un des ciments du lien entre la Malaisie et la Chine. Mais la forme et la dynamique de la relation, ainsi que la maîtrise de la plus grande partie des bénéfices qui en ressortent, sont donc désormais le fait des gouvernements (et des grandes entreprises qui leur sont liées). La référence à la proximité culturelle et linguistique héritée du passé, lorsqu'elle est le fait du pouvoir, des entreprises ou des administrations malaisiennes joue un rôle rhétorique de légitimation par la base d'une relation désormais en réalité orchestrée par les deux États, directement et au plus haut niveau.

Sous le nouveau régime des relations bilatérales, les investissements prennent un caractère politique et stratégique, et l'encadrement médiatique de la relation bilatérale semble devenu étroit. La profondeur des liens institutionnels établis (aspects consulaire, touristique, universitaire ou monétaire) est inédite ; les échelles atteintes par les investissements ou les flux commerciaux sont élargies.

Une relation précieuse : mais avec quelle durabilité ?

Cette « précieuse » relation étant une construction politique, elle nécessite des réassurances et des ajustements permanents pour continuer à se développer et à être bénéfique aux deux pays, sans creuser une asymétrie objective. Si les marques mutuelles d'intérêt, les visites et les initiatives de part et d'autre se multiplient au fil des mois, la question du bénéfice pour la Malaisie mérite d'être examinée scrupuleusement et dans une perspective de long terme.

Les projets chinois en Malaisie, industriels comme immobiliers, présentent, en effet, la double caractéristique d'être massifs, voire colossaux, et de se polariser sur des espaces restreints, souvent périphériques et dans des secteurs industriels jusqu'alors restés à l'écart des flux d'investissements étrangers. Pour les États sous-industrialisés que sont le Terengganu, le Pahang ou le Sarawak, l'industrie métallurgique chinoise reconfigure (ou va reconfigurer) le tissu industriel et marque de son empreinte l'économie locale en créant des capacités de production inédites.

Dans l'État de Johor, l'ampleur et la très forte concentration des projets immobiliers chinois sont indubitablement un facteur de déstabilisation : baisse des prix du marché immobilier, surproduction de logements haut de gamme (alors que demeure une très forte pénurie de logements sociaux, en particulier pour les travailleurs migrants malaisiens), sentiment de désappropriation par une population locale largement exclue de ces projets, renforcement des inégalités spatiales et fragmentation de la région urbaine de Johor Bahru. En fait, seules les plus hautes autorités locales (Najib Razak et ses affidés pour le Pahang, la famille royale de Johor), profitent directement de cette manne financière.

La question de la durabilité, au sein de la viabilité dans le temps en assurant un équilibre des intérêts collectifs économiques, sociaux et environnementaux, se pose à double titre. Tout d'abord, dans la période qui s'ouvre, marquée par un ralentissement de la croissance économique chinoise, on peut craindre un abandon de certains projets qui laisseront à leur place des friches industrielles et urbaines. Les exemples ne manquent pas d'entreprises chinoises qui, face à des difficultés financières, quittent purement et simplement les lieux en laissant derrière elles des chantiers laissés à l'abandon, des salariés non payés, des pollutions non traitées. Par ailleurs, et avant même que les problèmes ne se posent, les autorités semblent ne plus réellement maîtriser l'évolution des mégaprojets chinois. Tout se passe comme si, subjuguées par l'ampleur de la manne, l'État a abandonné toute prérogative en matière de régulation environnementale, urbanistique et sociale lorsqu'il s'agit d'investissements chinois. Il faut replacer, en effet, l'arrivée de ces projets dans le contexte budgétaire des années post-2008 où la Malaisie, bien loin de l'ère des mégaprojets de Mahathir Mohamad, n'a plus les moyens de financer une politique de prestige. Ces projets pharaoniques, comme Forest City en face de Singapour, Malacca Gateway dans la ville classée patrimoine mondial de l'Unesco ou le parc binational jumeau de Kuantan, sont donc reçus avec gratitude et approuvés sans réserve. Or, au regard de leur ampleur, les mégaprojets chinois contrairement à ce qu'annonce fièrement le MIDA, ne devraient pas être considérés comme « des projets comme les autres ».

La qualité des relations politiques au plus au haut sommet demeure pour l'instant très haute, comme l'illustre encore récemment – et mise en scène à dessein par Najib Razak – la visite à Kuala Lumpur du Premier ministre chinois Li Keqiang pour l'*East Asia Conference* (novembre 2015). Cependant, bien que stable, la relation bilatérale pourrait à moyen terme se trouver modifiée par un changement de gouvernement et/ou des réformes sociopolitiques profondes, notamment dans un contexte incertain (et tendu) quant à l'avenir politique de Najib Razak et de la majorité actuelle.

Suite à la multiplication des actes agressifs de la Chine en mer de Chine méridionale depuis 2008, le gouvernement malaisien change aussi progressivement de ligne. Entre 2008 et 2013, on assiste à une dissociation entre un discours d'apaisement, de bienveillance et de coopération toujours de rigueur,

mais aussi à des actes qui attestent d'une plus grande méfiance envers la Chine : renforcement de la présence militaire malaisienne sur les côtes de Sabah ou encore rapprochement indéniablement plus marqué de la Malaisie et des États-Unis. Le positionnement de la Malaisie concernant la mise en place de Zones communes de développement (ZCD) avec la Chine est à cet égard assez symptomatique de cette opposition si fréquente entre le discours du gouvernement et les réalisations sur le terrain : discours très enthousiastes vis-à-vis des propositions chinoises sur la constitution de ZCD au sein de l'Asean mais refus net d'en créer une entre la Malaisie et la Chine. Enfin, depuis 2014, le ton change et devient plus réactif car les intrusions de plus en plus fréquentes de la Chine ne menacent plus seulement les revendications territoriales de la Malaisie mais aussi son équilibre intérieur : risque de déstabilisation des relations économiques entre les parties péninsulaires et insulaires de la Malaisie, réactions de plus en plus vives des populations du Sabah face à la présence répétée des flottes chinoises qui nuit désormais à l'économie locale et critiques de plus en plus acerbes de la population malaisienne sur les capacités du gouvernement à protéger ses eaux territoriales. En cette période d'instabilité et de crise politique intérieure en Malaisie, le gouvernement de Najib Razak ne peut plus se contenter de faire profil bas face à la Chine. Même si la Malaisie ne verse pas encore dans la catégorie des « États plaignants revendicatifs » (Vietnam et Philippines), elle ne peut plus être considérée comme un « État plaignant passif » : non seulement le gouvernement malaisien se rapproche de ses partenaires de l'Asean pour dénoncer l'attitude de la Chine, mais les tensions en mer de Chine méridionale sont rendues publiques et de plus en plus débattues.

Le discours officiel malaisien dominant et inlassablement répété pendant des années a été que le conflit en mer de Chine méridionale n'est un conflit qu'aux yeux des Occidentaux et notamment des États-Unis qui cherchent à conserver leur hégémonie dans la région. Et de justifier cette approche modérée des tensions en mer de Chine méridionale en mettant en avant les valeurs asiatiques qui n'envisagent pas la gestion des tensions de la même façon que les puissances occidentales. Mais actuellement, le gouvernement commence à souligner la montée de l'agressivité chinoise et ce discours rassurant évolue depuis 2014 vers des prises de position plus inquiètes.

De manière générale, la politique extérieure chinoise reste duale, entre « intégration et volonté de puissance » selon la formule de Jean-Pierre Cabestan, ce qui peut rendre mouvante les relations avec des voisins et partenaires. La poursuite de son développement et son insertion croissante, à l'échelle régionale comme mondiale, soulèvent des incertitudes. À moyen terme, elles peuvent s'avérer des facteurs d'intégration ou au contraire d'instabilité, voire de tensions, d'autant que « le gouvernement chinois continue d'avancer en grande partie masqué » (Cabestan, 2015). À l'échelle malaisienne, cette ambivalence est parfaitement pesée et, comme l'admettent de nombreux interlocuteurs impliqués dans ce rapprochement : « On ne sait pas ce que les Chinois ont réellement derrière la tête ». De telle sorte que, aussi cordiales et valorisées que puissent être les relations économiques et diplomatiques, une certaine méfiance demeure, à la différence de la nature des relations qu'entretient la Malaisie avec les États-Unis ou avec la France.

Pragmatisme et stratégie de couverture dans les relations internationales suffiront-ils à tenir la Chine à distance ?

À bien des égards, la relation de la Chine reste « ambivalente » avec l'Asie du Sud-Est dans sa globalité (Côté et Martel, 2014). Par sa présence et son activité croissante à l'échelle régionale, elle offre une source d'opportunités économiques et diplomatiques inédites tout en présentant un potentiel de menace et de remise en cause de la sécurité régionale. Dans cette dialectique opportunités/menaces, la Malaisie, avec Singapour ou le Cambodge, se situent clairement parmi les pays qui retirent pour l'instant le plus d'avantages de leur relation avec la Chine. Néanmoins, tous continuent autant que possible à privilégier sur le plan diplomatique une stratégie de couverture (*hedging*).

Ainsi, sur le plan économique, alors que le commerce avec la Chine s'intensifie dans la perspective du RCEP, la Malaisie vient de ratifier le Trans-Pacific Partnership Agreement (TPPA) avec les États-Unis en novembre 2015. On peut illustrer cette attitude par un autre exemple, celui-là sectoriel : dans le domaine en forte expansion du business halal, la Malaisie renforce ses liens avec la Chine, tout en lançant parallèlement en 2015 une grande offensive économique et politique pour développer le même secteur d'activité avec le

Japon. Une visite de Najib Razak a eu lieu en mai 2015 à Tokyo sur ce thème. Un discours lors d'une table ronde du World Islamic Economic Forum (WIEF), organisé en partenariat avec l'Alliance Forum Foundation (AFF) a annoncé un accord entre les deux gouvernements pour accroître leurs liens en matière de finance islamique et de business halal.

En matière d'armement, la Malaisie se fournit en France pour ménager les susceptibilités américaines et chinoises, tout en développant à une nouvelle échelle ses relations militaires et stratégiques avec les États-Unis depuis 2014. Ceci se conjugue avec l'instauration de coopérations stratégiques, à la demande de la Chine et avec cette dernière, dans le domaine de la lutte contre les crimes transnationaux en Asie du Sud-Est. Concernant les conflits en mer de Chine méridionale, la Malaisie, de plus en plus sensible aux arguments des États plaignants revendicatifs (Philippines, Vietnam), l'a fait sentir durant son mandat de présidence de l'Asean. Cependant, elle n'est pas allée jusqu'à laisser publier une déclaration commune condamnant les activités maritimes de la Chine lors du Forum régional de défense d'Asie du Sud-Est²⁰⁴. Dans la stratégie de couverture malaisienne, les accords avec les États-Unis, sur le plan stratégique ou avec le TPPA, se doublent ainsi de concessions mesurées en mer de Chine méridionale.

La Malaisie sait, par ailleurs, que la Chine a également tout intérêt à limiter l'escalade et à conserver de bonnes relations avec elle, sa position n'est donc en aucun cas de « se vendre à la Chine ». Une dégradation de leurs relations diplomatiques pourrait peser dans la stratégie chinoise de rapprochement avec les pays riverains du détroit de Malacca visant à sécuriser le transit de ses flux d'exportations et d'importations, et ceci d'autant que les États-Unis, partenaires privilégiés de Singapour, sont de plus en plus présents dans la zone. Par ailleurs, du fait de sa localisation, la Malaisie pourrait indubitablement devenir un atout crédible dans le projet chinois de recréer la route maritime de la soie, même si pour l'instant les projets manquent de réalité concrète.

Étant donné les incertitudes qui pèsent à la fois sur le futur économique et la poursuite et la soutenabilité des investissements chinois sur son territoire, sur

²⁰⁴ « US-Japan push for mention of South China sea in defence forum statemen », *The Star*, 4 novembre 2015.

le destin politique national de Najib Razak et de l'UMNO après les élections de 2018, mais aussi et sans doute surtout sur l'avenir de la sécurité en Asie du Sud-Est, la Malaisie semble aujourd'hui condamnée à une stratégie de *hedging* et à la poursuite de relations extérieures placées sous le sceau du pragmatisme. Le gouvernement revendique, en effet, un pragmatisme économique, justifié par le fait que la survie du parti au pouvoir réside dans la poursuite de la croissance, un pragmatisme militaire contraint par une asymétrie des forces en présence peu favorables à la Malaisie (se lancer dans un conflit serait vain, d'autant qu'à la différence des Philippines elle ne compte pas sur les États-Unis pour intervenir) et un pragmatisme politique puisque la Malaisie, comme bon nombre de pays de l'Asean, refuse d'être contrainte de s'aligner sur l'une ou l'autre des grandes puissances.

Cette position de principe, largement maintenue dans les faits jusqu'alors, ne laisse pas d'interroger sur son avenir car la pression semble s'intensifier côté chinois. En effet, le boom des intentions d'investissements énoncées en 2013 et 2014 pouvait directement s'interpréter comme un prélude à la célébration de l'amitié Malaisie-Chine (2014), elle-même installant un environnement relationnel à son climax en 2015, l'année où la Malaisie accèderait à la présidence de l'Asean d'une part, au Conseil de sécurité de l'ONU, de l'autre. Mais une fois passée pour la Malaisie cette configuration d'exception sur la scène internationale, les questions de la réalisation concrète et de la pérennité des investissements chinois se posaient. Mais les chiffres exceptionnels des intentions d'investissements pour 2015 publiés par le MIDA y répondent déjà. Et ces données portent sur une période qui ne couvre même pas le rachat par l'entreprise publique China General Nuclear Power de l'usine électrique EDRA appartenant à IMDB²⁰⁵ et sauvant Najib Razak d'un scandale politique qui l'empoisonne depuis plus d'un an. Alors qu'il arrivait en Malaisie porteur de cette annonce de rachat parmi d'autres, la formule du Premier ministre chinois Li Keqiang selon lequel on se trouverait à « un nouveau point de départ pour le développement des relations Chine-Malaisie²⁰⁶ », prend dès lors un accent bien

²⁰⁵ « Malaysia's IMDB to sell energy assets to China nuclear firm », *Wall Street Journal*, 23 novembre 2015.

²⁰⁶ Selon l'agence de presse chinoise Xinhuanet, rubrique *English news*, 20 novembre 2015.

particulier. Elle laisse supposer que le gouvernement de la Chine n'a pas fini d'attendre de la Malaisie, sous une forme encore inconnue, qu'elle continue de son côté à investir dans la précieuse relation qui les lie de plus en plus étroitement.

Enfin, le sauvetage de 1MDB par la Chine (allié à une intervention des Emirats arabes unis durant l'été 2015) a aussi eu pour effet de révéler au grand public à quel point le pouvoir chinois non seulement entretenait une bonne relation avec la Malaisie, mais surtout soutenait Najib Razak. Ce soutien, dans une Malaisie très divisée sur le plan interne depuis les élections de 2013 (Fau, 2013, 2014a, 2016b ; Lafaye de Micheaux, 2015, 2016), ne peut plus faire consensus : la Chine, dont le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures est régulièrement affirmé, déploie ici des actions qui outrepassent le cadre du simple soutien légitimiste au pouvoir en place, en contribuant à le sauver et en minant, de ce fait, les efforts de l'opposition. L'opposition reçoit, en revanche, les soutiens appuyés de l'administration américaine et bénéficie de tribunes dans la presse influente outre-Atlantique (*Wall Street Journal*, *New York Times*). Au point qu'on est en mesure de penser que la rivalité géopolitique globale opposant la Chine et les États-Unis trouve depuis 2014 un terrain d'application directe au sein de l'échiquier politique malaisien, la Chine jouant la carte Najib-UMNO et les États-Unis, tout en restant l'allié majeur, soutenant l'opposition d'Anwar Ibrahim. Marque de fabrique de la politique malaisienne, les ressorts liés de la politique internationale et de la politique intérieure, semblent ici trouver une nouvelle illustration. Mais l'implication plus étroite du voisin chinois dans l'économie, et à travers elle, dans les affaires intérieures en Malaisie, présente un réel caractère d'inédit.

À l'aube des prochaines élections générales malaisiennes attendues au premier semestre 2017, plusieurs développements rendent davantage encore incertaine l'évolution à moyen-terme de la situation dépeinte. L'élection de Donald Trump, dont Najib Razak s'est félicité, pourrait rebattre quelques cartes du « jeu » diplomatique, alors que les rapports avec l'administration démocrate étaient devenus très tendus, notamment depuis la décision du gel par la justice américaine de certains avoirs malaisiens dans le cadre de l'enquête internationale sur le scandale de 1MDB. Selon tous les observateurs du dossier, cette décision aurait d'ailleurs précipité une nouvelle étape du rapprochement

entre les gouvernements malaisien et chinois, incarnée par la dernière visite officielle d'une semaine de Najib Razak en Chine à l'automne 2016. Outre le montant historique des accords signés, et la multiplication des gestes politiques mettant en scène la qualité de la relation bilatérale entre les dirigeants des deux pays, c'est la nature des investissements actés qui interpellent. Dans le contexte de tensions élevées en mer de Chine méridionale, en particulier depuis l'arbitrage international défavorable à Pékin de l'été 2016, la Malaisie a par exemple décidé l'achat de quatre navires patrouilleurs chinois pour sa marine, envoyant un signal alarmant quant à un possible changement de sa position à l'égard des revendications chinoises. De plus, la médiatisation de la construction d'une future ligne de train par la Chine entre les côtes occidentale et orientale de la péninsule malaise n'est pas sans susciter des craintes sur le plan géopolitique, au-delà des suspicions de détournement massif de fonds qu'elle soulève au regard de son coût artificiellement élevé. Elle est prévue pour relier entre autres les ports de Klang, dont plusieurs entreprises chinoises viennent de se partager une partie importante des espaces de stockage, et de Kuantan (avec un arrêt direct dans le Malaysia-China Kuantan Industrial Park). Elle pourrait être aussi aisément reliée, par la route ou par un embranchement de la ligne ferroviaire déjà existante à l'ouest, au port en eaux profondes de Malacca, autre projet chinois en Malaisie annoncé. Ainsi, cette architecture de transport pourrait offrir à la Chine une voie de contournement de Singapour et un débouché sous contrôle dans le détroit de Malacca, éléments clés de son immense projet stratégique de développement et de connectivité interrégionale OBOR (One Belt, One Road). Dans ce schéma, s'il devait se confirmer, la Fédération occuperait dès lors une place centrale dans le dispositif d'expansion économique et d'influence chinois, avec des conséquences évidentes en termes de perte de souveraineté. L'éventualité de cette perspective, avec ses multiples effets possibles, a suscité de vives critiques et des réserves dans le pays, y compris à l'intérieur de la majorité. La fragilité politique de Najib Razak peut largement expliquer cette configuration dans laquelle l'allié chinois, qui sait en tirer le meilleur bénéfice, est devenu à plus d'un titre conjoncturellement essentiel à la stratégie de conservation du pouvoir du Premier ministre. Jusqu'à quand ? Dans quelles limites ? Et avec quelles implications structurelles pour les relations

entre la Chine et la Malaisie ? Voilà aujourd’hui autant de questions prospectives, parmi d’autres, qui restent ouvertes quant à leurs réponses.

Annexes

Annexe 1 : échanges commerciaux Malaisie - Chine

Annexe 2 : investissements directs étrangers entrant, stocks (en millions de RYM) 2005 – 2014, principaux pays partenaires

Annexe 3 : données du MIDA

- Investissements industriels approuvés :
Chine et total, Malaisie 1987 - 2014
- Investissements industriels à participation étrangère approuvés
par le MIDA, 1987 - 2014
- Investissements étrangers par pays, janvier - septembre 2015

Annexe 4 :

- Investissements chinois significatifs dans les infrastructures et transports
- Investissements industriels stratégiques : états, entreprises, agence
publique responsable, par état de la Fédération

Annexe 1 : échanges commerciaux Malaisie – Chine

Année	Importations	Exportations	Solde commercial	Co bilatéral	Tx croissance
1990	1 521,2	1 675,2	154	3 196,3	-
1991	2 212,9	1 760,7	- 452,2	3 973,6	24 %
1992	2 481,7	1 960,9	- 520,8	4 442,6	12 %
1993	2 821,1	3 094,7	273,6	5 915,8	33 %
1994	3 577,4	5 062,8	1 485,4	8 640,2	46 %
1995	4 298,3	4 904,4	606,1	9 202,7	7 %
1996	4 720,4	4 801,8	81,4	9 522,2	3 %
1997	6 274,1	5 256,7	- 1 017,4	11 530,9	21 %
1998	7 262,1	7 767,1	505	15 029,2	30 %
1999	8 150,9	8 804,2	653,3	16 955	13 %
2000	12 320,5	11 507,3	- 813,2	23 827,8	41 %
2001	14 472,7	14 682,9	210,2	29 155,6	22 %
2002	23 329,1	20 008	- 3 321,1	43 337,1	49 %
2003	27 630,4	25 791,3	- 1 839,1	53 421,7	23 %
2004	39 273,7	32 286	- 6 987,7	71 559,7	34 %
2005	49 879,9	35 153,1	- 14 726,8	85 032,9	19 %
2006	58 225,7	42 660,4	- 15 563,3	100 886,1	19 %
2007	64 712,7	53 037,9	- 11 674,8	117 750,6	17 %
2008	66 881,7	63 210,1	- 3 671,6	130 091,8	10 %
2009	60 660,2	67 359	6 333	127 901,3	- 2 %
2010	66 430	80 105	13 675	146 535	15 %
2011	75 706	91 551	15 844	189 042	- 11 %
2012	91 864	88 793	- 3 071	203 307	8 %
2013	106 265	97 043	- 9 222	207 850	2 %
2014	115 503	92 348	- 23 156	207 851	0 %

Source : CNUCED

Annexe 2 : investissements directs étrangers entrants, stocks (en millions de RYM) 2005 – 2014, principaux pays partenaires

Année	États-Unis	Singapour	Japon	Union européenne	Chine + HK	TOTAL
2005	41 647	25 898	31 522	46 095	2 986	168 057
2006	43 528	29 890	29 183	47 990	3 492	189 676
2007	47 070	60 009	33 073	49 943	1 494	250 509
2008	36 153	45 287	31 513	56 406	7 392	254 955
2009	31 124	47 869	32 412	65 551	9 593	270 517
2010	34 140	52 810	37 501	71 449	12 692	313 346
2011	37 964	66 687	47 271	77 342	12 619	365 558
2012	36 041	72 537	56 369	83 940	15 492	405 696
2013	38 218	80 724	65 357	89 939	20 388	445 096
2014	35 827	87 629	66 447	100 029	25 305	467 516

Source : Bank Negara

Annexe 3 : données du MIDA

Année	Montant en \$US	Montant en MYR
1987	3 480 000	8 700 000
1988	na	na
1989	4 531 360	11 328 400
1990	3 884 000	9 710 000
1991	159 813 876	399 534 690
1992	3 828 736	9 571 840
1993	45 961 640	114 904 100
1994	7 682 000	19 205 000
1995	7 665 540	19 163 850
1996	10 673 776	26 684 440
1997	556 599	2 165 171
1998	94 976 500	360 910 700
1999	3 038 158	11 545 000
2000	8 877 542	33 734 658
2001	9 042 167	34 360 235
2002	14 542 735	55 262 393
2003	65 060 824	247 231 130
2004	49 238 257	187 105 378
2005	10 472 193	39 584 890
2006	37 975 335	134 052 932
2007	568 940 167	1 883 191 954
2008	10 304 967	35 655 186
2009	47 433 200	162 221 544
2010	207 640 938	639 534 090
2011	376 727 074	1 194 224 823
2012	646 340 543	1 977 802 063
2013 - 2014	2 044 569 026	7 769 362 299

Annexe 3a - Investissements industriels approuvés :
Chine et total, Malaisie 1987 - 2014

Année	Nombre	Emploi	Investissement étranger (MYR)
1987	228	44 531	2 059 971 251
1988	470	103 401	4 878 010 988
1989	608	150 821	8 652 698 850
1990	709	144 196	17 629 136 294
1991	764	157 964	17 055 347 831
1992	642	83 595	17 772 135 236
1993	507	72 417	6 287 180 218
1994	644	108 576	11 339 088 083
1995	655	89 382	9 143 585 379
1996	571	68 951	17 056 464 731
1997	478	51 012	11 472 918 596
1998	560	57 362	13 063 479 319
1999	473	48 393	12 273 843 202
2000	572	67 672	19 848 478 739
2001	648	68 328	16 018 868 612
2002	496	44 907	11 572 891 269
2003	587	46 905	15 640 364 825
2004	583	53 452	13 150 541 425
2005	563	75 147	17 882 931 086
2006	571	51 806	20 227 884 034
2007	469	65 126	33 425 889 044
2008	480	66 379	46 098 774 531
2009	390	40 879	22 144 676 914
2010	428	62 634	29 056 604 800
2011	412	67 847	34 148 867 409
2012	418	45 200	20 919 008 511
2013	382	56 734	30 536 352 302
2014	371	51 190	39 592 711 453
TOTAL	14 679	2 044 807	518 948 704 933

Annexe 3b - Investissements industriels à participation étrangère
approuvés par le MIDA, 1987 - 2014

Pays	Nb	Emplois potentiels	Investissement étranger MYR	Investissement étranger US\$
Hong Kong	9	4 177	4 374 100 066	982 943 835
Japon	52	4 033	2 705 209 344	607 912 212
États-Unis	12	8 995	2 205 076 315	495 522 767
Singapour	78	5 470	1 597 595 463	359 010 216
Chine	12	4 154	1 196 822 229	268 948 816
Allemagne	18	1 120	1 148 952 820	258 191 645
Corée du Sud	16	1 033	677 629 094	152 276 201
Suède	1	30	613 519 399	137 869 528
Pays Bas	6	324	585 050 133	131 471 940
Taiwan	16	1 913	473 331 518	106 366 633
Émirats arabes unis	3	197	320 567 535	72 037 648
Australie	4	515	254 032 446	57 085 943
Îles Vierges britanniques	4	192	211 305 850	47 484 461
Suisse	4	185	167 012 000	37 530 787
Mexique	1	14	135 753 000	30 506 292
Royaume Uni	8	687	129 654 042	29 135 740
Norvège	1	445	69 893 010	15 706 294
Iran	1	61	27 284 000	6 131 236
Inde	3	54	22 668 100	5 093 955
Île Maurice	1	98	15 300 000	3 438 202
France	3	14	13 385 722	3 008 027
Danemark	1	0	12 350 000	2 775 281
Bermudes	1	69	11 489 604	2 581 933
Îles Caïman	1	43	9 320 954	2 094 596
Pakistan	2	124	6 959 497	1 563 932
Canada	2	46	5 309 288	1 193 098
Népal	1	20	2 824 001	634 607
Italie	1	21	1 560 000	350 562
Bangladesh	1	17	1 401 120	314 858
Indonésie	1	15	1 034 450	232 461
Hongrie	1	13	690 000	155 056
Autres	22	2 036	229 719 454	51 622 349
TOTAL	-	-	17 226 800 453	3 871 191 113

Annexe 3c - Investissements étrangers par pays, janvier - septembre 2015

Annexe 4 : échanges commerciaux Malaisie - Chine

SARAWAK

- Barrage de Bakun (2003-2010)/Sime Engineering JV Sinohydro + Sime Darby ; - 2 milliards MYR au départ.
- Nouveaux méga-barrages (prévus dans SCORE)

- Lignes électriques Bakun-Similajau (Bintulu) 139 km

Sinohydro Malaysia

JOHOR

- Île artificielle et complexe touristique Mersing Laguna Reclamation, 22 milliards de MYR/ 7,2 milliards de \$ US)

Sinohydro

PERAK

Première usine de production d'une automobile électrique (industrie automobile à haute technologie)

Great Wall China (GW) (joint-venture sino-malaisienne)
(Administration : MIGHT)

- Ligne de train à grande vitesse Ipoh-frontière Thaïlande.

PENANG

- Second Pont (24 km) China Harbour Engineering (2012-2014)
- Tunnel (2,6 milliards de \$ US) Beijing Urban Construction Group (en projet, 2013)

PAHANG / Corridor Est

- **MKCIP** : Parc industriel malaisien - chinois jumelé avec le parc de QIP en Chine (49 % consortium, 2013)

- **Port de Kuantan** (40 % du consortium, 2013)

Transformation du port (partie en eaux profondes) ; Création ligne maritime avec la région du Golfe de Beibu

- **Beibu Gulf**, (rachat partiel à IJM en 2013)

NEGERI SEMBILAN

- Ligne de train provinciale KL-Seremban-Malacca

Annexe 4a - Investissements chinois significatifs dans les infrastructures et transports

Source : compilation des auteurs

SABAH

État du Sabah

Sipadan / Diving Best

complexe touristique sur l'un des plus beaux sites de plongée au monde. projet d'investissement a été présenté à la presse le 8 janvier 2014 après 6 mois de négociations.

(projet de 2.5 milliards de MYR / 4 000 emplois)

<http://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2014/01/08/china-comes-to-sabah-bearing-gifts/>

2014

PERAK

MIGHT (État central)

China Great Wall, joint venture avec entreprise malaisienne ; proche du site de Proton (Tanjung Malim.

2014

TERENGGANU

Complexe intégré de métallurgie **Eastern Steel**, JV (Shuguan, Chine). Créée dans les 1980s puis laissée là. Récemment réinvestie (2007) ; a obtenu droits d'extraction minière en 2011.

2008 + 2011

SARAWAK

État du Sarawak

Usine d'aluminium : Mukah Smelting : **Press Metal Group**

2013

LABUAN

Territoire fédéral du Labuan

Site de stockage concédé à la Chine et raffinerie de pétrole approvisionné depuis l'Afrique.

2015

PENANG

État central

(mars 2015) Le groupe chinois JinkoSolar a annoncé la construction d'une nouvelle usine photovoltaïque à Penang, d'une capacité de 500 MW, qui devrait être opérationnelle en mai.

Cet investissement est estimé à 100 M USD. Les autorités prévoient de produire 24% de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2050 (5% en 2015).

PAHANG / KUANTAN

État central

MCKIP, Usines de métallurgie

- Aluminium; - Acier ; d'huile de palme

Beibu Gulf**KELANTAN**

État du Kelantan

Mine d'or de Sokor

CNMC Holding**NEGERI SEMBILAN**

État du Negeri Sembilan

Usine d'électronique

Annexe 4b - Investissements industriels stratégiques : états, entreprises, agence publique responsable, par état de la Fédération

Source : compilation des auteurs

Bibliographie

- ABDUL RAZAK Mohamad Najib, 1998, *Asia-Pacific Outlook. The Shifting of paradigms*, Kuala Lumpur, Pelanduk Publishing.
- ALARY Pierre et LAFAYE DE MICHEAUX Elsa, 2015, *Capitalisme asiatique et puissance chinoise, Diversité et recomposition des trajectoires nationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ALLÈS Elisabeth, 2000, *Musulmans de Chine. Une anthropologie des Hui du Henan*, Paris, EHESS.
- AMELOT Laurent, 2010, « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre* (Revue européenne de géopolitique), « Les seigneurs de la mer », n° 25-26, p. 247-268.
- ANDAYA Barbara W. et Andaya Leonard Y., 1982, *A History of Malaysia*, Londres, Macmillan.
- BA Alice, 2014, « Managing the South China sea disputes: what can ASEAN do ? », in Murray Hiebert, Gregory B. Poling et Phuong Nguyen (dir.), *Perspectives on the South China sea. Diplomatic, legal, and security dimensions of the dispute*, CSIS Reports, p. 1-13.
- BAGINDA Abdul Razak, 2002, « Malaysian perceptions of China: from hostility to cordiality », in Hebert Yee et Ian Storey (dir.), *The China threat. Perceptions, myths and reality*, Londres, RoutledgeCurzon, p. 227-247.
- BAGINDA Abdul Razak, 2015, *China-Malaysia relations and foreign policy*, Londres, Routledge.
- BECKMAN Robert, SCHOFIELD Clive, TOWNSEND-GAULT Ian, DAVENPORT Tara et BERNARD Leonardo, 2013, « Introduction : why joint development in the South China sea ? », in Robert Beckman *et al.* (dir.), *Beyond territorial disputes in*

- South China sea*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, coll. « NUS Centre for International Law Series », p. 1-8.
- BOISSEAU DU ROCHER Sophie, 2014, « Chine/Asean : une diplomatie tous azimuts rondement menée », *Asie.Visions*, IFRI (Institut français des relations internationales), n° 67, février.
- BOISSEAU DU ROCHER Sophie, 2006, « Réorganisations régionales en Asie orientale : le facteur chinois », *Revue internationale et stratégique*, n° 63.
- CABESTAN Jean-Pierre, 2015 [2010], *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël, 2014, « L’Asean entre le Japon et la Chine », in Jérémie Jammes et François Robinne (dir.), *L’Asie du Sud-Est 2014*, Bangkok-Paris, Irasec-Les Indes savantes, p. 17-37.
- CÔTÉ Denis et MARTEL Stéphanie, 2014, « La Chine et l’Asie du Sud-Est : une relation ambivalente », *Monde chinois*, n° 38-39, p. 48-65.
- DELFOLE David, 2015, « Le développement de la finance islamique en Malaisie. Un exemple de dynamique sociopolitique endogène du capitalisme », in Pierre Alary et Elsa Lafaye de Micheaux (dir.), *Capitalismes asiatiques et puissance chinoise*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 223-261.
- DELFOLE David, 2007, « Dato’ Seri Mohamad Najib bin Tun Abdul Razak. Un portrait du ministre de la Défense de la Malaisie », *Les Champs de Mars*, Numéro thématique « Ministres de la Défense : l’expérience des autres », Paris, La Documentation Française, vol. 18, p. 155-170.
- DEVADASON Evelyn S., 2015, « Framing China-Malaysia trade relations beyond ASEAN : factoring the Regional Comprehensive Economic Partnership », *The Journal of Developing Areas*, vol. 49, n° 2, printemps.
- FAU Nathalie, 2016a, « Investment in infrastructure and regional integration : will connectivity reduce inequalities? », in Bruno Jetin et Mia Miki (dir.), *ASEAN economic community. A model for Asia-wide regional integration ?*, Bangkok, Irasec-Palgrave Macmillan, p. 292-311.
- FAU Nathalie, 2016b, « Malaisie, crise politique intérieure et prestige de la politique extérieure : un équilibre possible ? », in Jean-Luc Racine (dir.), *Asie 2015-2016*, Paris, La Documentation Française, coll. « Mondes émergents ».
- FAU Nathalie, 2016c, « Les zones communes de développement, une solution au conflit en mer de Chine méridionale ? », in Abigaël Pesses et François Robinne (dir.), *L’Asie du Sud-Est 2016*, Bangkok-Paris, Irasec-Les Indes savantes.

- FAU Nathalie, 2015, « Johor Bahru, arrière-pays ou pôle émergent de la métropole transfrontalière singapourienne ? » in Manuelle Franck et Thierry Sanjuan, *Territoires de l'urbain en Asie : une nouvelle modernité ?*, Paris, CNRS Éditions Alpha, p. 347-369.
- FAU Nathalie, 2014a, « Malaisie, continuité politique dans un pays en mutation », in Jérémy Jammes et François Robinne (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2013*, Bangkok-Paris, Irasec-Les Indes savantes, p. 245-268.
- FAU Nathalie, 2014b, « Compétition portuaire en Asie du Sud-Est : les ports du détroit de Malacca sont-ils menacés par la multiplication des projets dans la région ? », in Eric Frécon et Louis Borer (dir.), *Économie, droit et diplomatie : la mer au cœur des enjeux sud-est asiatiques*, Asia Centre, p. 11-20, (http://www.centreasia.eu/sites/default/files/publications_pdf/etude_etude_quadrimestrielle_n_2_juil2014_2_0.pdf).
- FAU Nathalie, 2013, « Malaisie, l'année des "promesses tenues" ? », in Jérémy Jammes et François Robinne (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2012*, Bangkok-Paris, Irasec-Les Indes savantes. p. 219-242.
- FAU Nathalie, 2013, « Les enjeux économiques et géostratégiques du détroit de Malacca », *Géoéconomie*, n° 67, novembre-décembre, p. 123-141.
- FAU Nathalie, 2012, « Les détroits en Asie du Sud-Est depuis 1945 », in Pierre Journoud (dir.), *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, Étude de l'IRSEM, n° 14, p. 249-289, (<http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/etudes/etude-de-l-irsem-n-14-2012-l-evolution-du-debat-strategique-en-asie-depuis-1945>).
- FAVREAU Elsa, 2009, *L'intervention des promoteurs immobiliers du Moyen-Orient dans la production urbaine en Malaisie*, mémoire de recherche en géographie (master 2), Université Paris 7.
- FAVREAU Elsa, 2010, « Transnational real estate corporations from the Middle East and urban development in Malaysia : what place for cultural aspects ? », *Global Crossroads : the Port Clusters of Southeast Asia and the Middle East (Conference)*, Singapour, ISEAS, 28-29 juillet.
- FOLK Brian et JOMO Kwame Sundaram (dir.), 2005, *Ethnic business. Chinese capitalism in Southeast Asia*, Abington, Routledge.
- GOMEZ Edmund Terence, 1999, *Chinese business in Malaysia. Accumulation, ascendance, accomodation*, Abington, Routledge.

- GOMEZ Edmund Terence et JOMO Kwame Sundaram, 1999, *Malaysia's political economy. Politics, patronage and profits*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GRILLOT Laetitia et TAN Danielle, 2014, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois » (Cambodge, Laos et Viêt Nam)*, Carnet de l'Irasec, Série Observatoire, n°6, Bangkok, Irasec.
- HAMZAH B. A., 2010, « China and the freedom of navigation in the South China sea », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 22, n° 2, p. 235-247.
- HAN Min-Li, 2008, *The China-Singapore Suzhou Industrial Park. Can the Singapore model of development be exported ?*, master dissertation, National University of Singapore.
- HIRSCHMAN, 1972, *Ethnic Stratification in West Malaysia*, PhD Thesis, University Wisconsin.
- HO Joshua, 2007, « The International Maritime Organization-Littoral State meeting on enhancing the safety, security and environmental protection of the Straits of Malacca and Singapore », *Maritimes Studies*, janvier-février, p. 16-21.
- HOOKER M. B., 1983, « Introduction : the translation of islam into Southeast Asia », in M. B. Hooker (dir.), *Islam in Southeast Asia*, Leiden, E. J. Brill, p. 1-22.
- JAKOBSEN Michael, 2015, *Ethnic Chinese entrepreneurship in Malaysia. On contextualisation international business studies*, New York, Routledge.
- JOYAUX François, 1965, « L'association des États asiatiques », *Politique Étrangère*, vol. 30, n° 1, p. 98-107.
- KAUR Sarjit, SIRAT Morshidi et AZMAN Norzaini (dir.), 2008, *Globalisation and internationalisation of higher education in Malaysia*, Penang, Penerbit Universiti Sains Malaysia.
- KHALID Nazery, 2009, « Gearing Malaysia's maritime sector towards making the country a global halal hub », *Working Paper*, MIMA, Kuala Lumpur, 16 juillet.
- KHOO Rhyan, 2013, *What's the big deal with Iskandar Malaysia*, Singapour, Alphamarketing.
- KHOR Yu Leng, 2013, « The significance of China-Malaysia industrial parks », *ISEAS Perspective*, p. 37.
- KHOR Yu Leng et MAVROEIDI Vasiliki, 2014, « Iskandar Malaysia labours to develop », *ISEAS Perspective*, p. 58.

- KUIK Cheng-Chwee, 2008, « The essence of Hedging : Malaysia and Singapore's response to a rising China », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 30, n° 2, p. 159-185.
- KUIK Cheng-Chwee, 2012, « Malaysia's U.S. policy under Najib : ambivalence no more ? », *RSIS Working Paper*, p. 250.
- KUIK Cheng-Chwee, 2013, « Making sense of Malaysia's China policy : asymmetry, proximity and elite's domestic authority », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 6, n° 4, p. 1-39.
- LAFAYE de MICHEAUX Elsa, 2012, *Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, Lyon, ENS Éditions.
- LAFAYE de MICHEAUX Elsa, 2014, « Chine-Malaisie (vue de Malaisie), menace ou relation consensuelle inscrite dans la continuité ? », rubrique Opinions-débats, *La Revue de la régulation*, n° 15, printemps, (<http://regulation.revues.org>).
- LAFAYE de MICHEAUX Elsa, 2015, « Drame aériens, désarroi et reprise en main politicienne. La Malaisie sous le choc malgré de bonnes nouvelles économiques », in Abigaël Pesses et François Robinne (dir.), *Asie du Sud-Est 2015. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok-Paris, Irasec-Indes Savantes, p. 207-224
- LAFAYE de MICHEAUX Elsa, 2016 « Malaisie 2016 : Le fil du rasoir », in Abigaël Pesses et François Robinne (dir.), *Asie du Sud-Est 2016, Bilan, enjeux et perspectives*, , Bangkok-Paris, Irasec-Indes Savantes, p. 249-265.
- LEE Hock Guan et SURYADINATA Leo (dir.), 2012, *Malaysian Chinese*, Singapour, ISEAS Publishing.
- LEE John, 2014a, *China's economic engagement with Southeast Asia: Malaysia*, Trends in Southeast Asia 2014 Monographs, n° 1, ISEAS (Institute of Southeast Asian Studies), Singapour.
- LEE John, 2014b, « Sino-Malaysia trade ties remain strong but complex », *ISEAS Perspective*, n° 13, mars.
- LEE John, 2006, « Malaysia's two-step Hedging strategy : bilateral and regional activism », *Strategic Insights*, n° 24, ASPI (The Australian Strategic Policy Institute), (https://www.aspi.org.au/publications/strategic-insights-24-malaysias-two-step-hedging-strategy-bilateral-and-regional-activism/SI_Malaysia1.pdf).
- LEE Kham Hing, 2012, « Quo Vadis : the Chinese in Malaysia », in Lee Hock Guan et K. Suryadinata (dir.), *Malaysian Chinese*, Singapour, ISEAS Publishing, p. 45-69.
- LEE Kham Hing et TAN Chee-Beng (dir.), 2000, *The Chinese in Malaysia*, New York, Oxford University Press.

- LEFEBVRE Maxime, 2000 [1997], *Le Jeu du droit et de la puissance. Précis de relations internationales*, Paris, PUF.
- LEIFERT Michael, 1978, *International straits of the world : Malacca, Singapore and Indonesia*, The Netherlands, Alphen aan den Rijn, Sijthoff and Noordhohh.
- LEMOINE Françoise, 2007, « La montée en puissance chinoise et l'intégration économique en Asie », *Hérodote*, vol. 125, n° 2, p. 62 -76.
- LIM Guanle, 2015, « China's investments in Malaysia : choosing the " right " partners », *International Journal of China Studies*, vol. 6, n° 1, avril, p. 1-30.
- LOMBARD Denys, 1990, *Le Carrefour javanais, Les réseaux asiatiques*, t. II, Paris, Éditions de l'EHESS.
- LUQUIAU Clotilde, 2011, « Tourisme, environnement et développement, la basse Kinabatangan à Sabah », *La Lettre de L'AFRASE*, printemps, p. 22-23.
- MA Rosey Wang, 2002, « Chinese muslims in Malaysia through different periods of history », *International Colloquium on Chinese Scholarship and the Malay World*, Universiti Kebangsaan Malaysia, ATMA, septembre.
- MAUZY Diane K., 1997, « The human rights and " Asian Values " debate in Southeast Asia : trying to clarify the key issues », *Pacific Review*, vol. 10, n° 2, p. 215-219.
- NGEON Chow Bing, 2015, « Comprehensive strategic partners but prosaic military ties : the development of Malaysia-China defense relations 1991-2015 », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 37, n° 2, p. 269-304.
- NOR Hasan Mat, NOR Abdul Rahim Mhd., ROSTAM Katiman, MOHAMED Aishah Eshah et SAKAWI Zaini (dir.), 2009, « Konflik Masyarakat Orang Seletar dan Pembangunan Iskandar, Johor Bahru, Malaysia [Conflit entre la population Seletar et le développement d'Iskandar, Johor Barhu, Malaisie] », *Geografia : Malaysian Journal of Society and Space*, vol. 5, n° 2, p. 16-26, (<http://journalarticle.ukm.my/925>).
- ORTOLLAND Didier et LEVY Jean-Pierre, 2010, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, Paris, Éditions Technip.
- PARAMESWARAN Prashanth, 2014, « Malaysia walks tightrope on China and the South China sea », *China Brief*, vol. 14, n° 6.
- PARAMESWARAN Prashanth, 2015, *Playing it safe : Malaysia's approach to the South China sea and implications for the United States*, Center for a New American Security, (http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS%20Maritime%206_Parameswaran_Final.pdf).

- PATHMANANATHAN Murugesu et LAZARUS David, 1984, *Wind of Change. The Mahathir impact on Malaysia's foreign policy*, Kuala Lumpur, Eastern University Press.
- SARAVANAMUTTU Johan, 1983, *The Dilemma of independance. Two decades of Malaysia's foreign policy (1957-1977)*, Penang, Universiti Sains Malaysia.
- SAW Swee-Hock (dir.) (2007), *ASEAN-China Economic Relations*, Singapour, ISEAS Publishing.
- SAW Swee-Hock et WONG John (dir.), 2014, *Advancing Singapore-China economic relations*, Singapour, ISEAS-Ishak Institute.
- SHAOFENG Chen, 2010, « China's self-extrication from the "Malacca dilemma" and implications », *International Journal of China Studies*, vol. 1, n° 1, janvier, p. 1-24.
- STOREY Ian, 2013, *Southeast Asia and the rise of China. The Search for security*, Londres, Routledge.
- STOREY Ian, 2006, « China's Malacca dilemma », *China Brief*, vol. 6.
- SURYADINATA Leo (dir.), 1997, *Southeast Asian Chinese and China. The Politico-economic dimension*, Singapour, Times Academic Press.
- TAI William Yuen, 2013, *Chinese capitalism in colonial Malaya (1900-1941)*, Bangi, University Kebangsaan Malaysia.
- TREGLODÉ Benoît (de), 2014, « Le grand accommodement. L'Asie du Sud-Est et la Chine de Xi Jinping », in Jean-luc Racine (dir.), *Asie 2014-2015*, La Documentation Française, coll. « Mondes émergents », p. 69-87.
- WANG Gungwu, 1997, « Southeast Asian Chinese and the development of China », in Leo Suryadinata (dir.), *Southeast Asian Chinese and China. The Politico-economic dimension*, Singapour, Times Academic Press, p. 12-30.
- YEE Hebert et STOREY Ian (dir.), 2002, *The China threat. Perceptions : myths and reality*, Londres, RoutledgeCurzon.
- YONG Chen-Chen, YEW Siew-Yong, CHEONG Kee-Cheok et CHIN Mui-Yin, 2015, « Does intra-industry trade matter during economic crisis ? An assessment of Malaysia-China trade », *International Journal of China Studies*, vol. 6, n° 1, avril, p. 31-44.
- ZHAO Suisheng, 2008, « China's global search for energy security : cooperation and competition in Asia-Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n° 55, p. 207-227.

Sources et documents

Rapports et documents institutionnels

Cabinet Deloitte, 2014, *Greater KL : ASEAN's rising hub for talent and innovation*.

CNMC, 2015, *Rapport financier*, 1^{er} trimestre.

CNMC, 2015, *Rapport d'activité 2014*, avril.

CNMM Mining Group, 2015, Fiche d'information financière auprès de l'autorité d'enregistrement des entreprises en Malaisie, SSM, Kuala Lumpur, avril.

CNMM Mining Group, 2011, *Rapport d'information financière pour l'introduction en bourse*.

Cushman & Wakefield, 2014, *China's Outbound Boom – The Rise of Chinese investment in global real estate, Report*, (<http://www.cushmanwakefield.com/en/research-and-insight/2014/chinas-outbound-boom-en/>).

International Crisis Group, 2012, *Stirring up the South China sea (II) : regional responses, Asia Report*, n° 229, 24 août, (<http://www.crisisgroup.org/~media/files/asia/north-east-asia/229-stirring-up-the-south-china-sea-ii-regional-responses.pdf>).

InvestKL, 2013, *Greater KL : the regional headquarters for multinational companies in Asia, Performance Report*.

Iskandar Regional Development Authority, 2011, *Integrated land use. Blueprint for Iskandar Malaysia*, Johor, IRDA Publication.

JIECHI Yang, 2015, *Jointly build the 21st century maritime Silk Road by deepening mutual trust and enhancing connectivity*, 28 mars, (http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1249761.shtml).

Khazanah Nasional, 2006, *Comprehensive development plan for South Johor Economic Region 2006-2025 (SJER CDP 2025)*, Kuala Lumpur.

MA Jarrat, 2014, *Malaysia to be a RMB hub, CIMB Economic Update*, Malaysia, 19 novembre.

Optiro, 2015, *Sokor Project : updated mineral resource and ore reserve estimates as at 31 December 2014*, Rapport d'expertise, avril, (http://cnmc.listedcompany.com/newsroom/20150402_172646_5TP_0C1J7S6BK5EBU6DD.3.pdf).

PERMAL Sumathy, 2013, *The Rising Turbulence in South China sea*, MIMA, mai, ([http://www.mima.gov.my/v2/data/pdf/sea_view/73.Turbulence % 20in % 20SCS\(5-2013\).pdf](http://www.mima.gov.my/v2/data/pdf/sea_view/73.Turbulence%20in%20SCS(5-2013).pdf)).

- SSM, 2013, *Annual Report*, ([http://www.ssm.com.my/sites/default/files/annual_report/SSM % 20ANNUAL % 20REPORT % 202013.pdf](http://www.ssm.com.my/sites/default/files/annual_report/SSM%20ANNUAL%20REPORT%202013.pdf)).
- SUM Wong Wei, 2014, *MY property sector*, *MayBank Kim Eng Research*, 03 octobre, (http://www.bursamarketplace.com/index.php?ch=48&pg=186&ac=6855&bb=research_article_pdf).
- TESTARD H., 2014, *Investissements chinois en Asean : une vague récente qui prend de l'ampleur*, Note, Service économique régional, Ambassade de France à Singapour, 16 mai.
- TSE Puy-Kwan, 2011, 2012 et 2014, *The Mineral Industry of Malaysia, US Geological Survey Minerals Yearbook*.

Sources statistiques

- Asian Bank of Development, 2012, *Asian Development Outlook 2011, Update*.
- Bank Negara, *Statistics*, (<http://www.bnm.gov.my/?ch=statistic>).
- Department of Statistics Malaysia, (<https://www.statistics.gov.my/>).
- Department of Statistics Malaysia, *The Household Income Survey 2012*, (https://www.statistics.gov.my/index.php?r=column/ctwoByCat&parent_id=119&menu_id=amVoWU54UT10a21NWmdhMjFMMWcyZz09).
- MATRADE, 2015, *Malaysia External Trade Statistics 2014*.
- Department of Statistics Malaysia, 2014, *Malaysia National Rubber Statistics*.
- MATRADE, 2015, *Malaysia Trade Performance 2014*.
- Maritime Department Malaysia, Données du système d'Information du Trafic des Navires (VTIS) de Kuala Lumpur.
- MIDA, *Statistics*, (<http://www.mida.gov.my>).
- MIDA, 2014, *Annual Report*.
- MIDA, 2014, *Malaysia Investment Report*.
- Ministry of Higher Education Malaysia, 2002-2011, Rapports statistiques annuels.
- Ministry of Tourism Malaysia, 2014, *Statistiques*.
- Organisation mondiale du tourisme, *Statistiques générales annuelles (nombre de touristes par pays)*.

Communiqués officiels et discours

Communiqué de presse, CNMC, 12 mai 2015, (http://cnmc.listedcompany.com/newsroom/20150512_174221_5TP_3SQXEXZRAG0LF57F.1.pdf).

Communiqué de presse, CNMC (Singapour), 02 avril 2015.

Communiqué de presse, CNMC, novembre 2013.

Communiqué de presse, CNMC (Singapour), 28 janvier 2013.

Communiqué de presse, Department of Statistics Malaysia, *ASEAN Community in figures, Special edition 2014*, octobre 2014.

Communiqué, DAP, 22 septembre 2014, (<http://dapmalaysia.org/statements/2014/09/22/19174/>).

Communiqué officiel conjoint, Zhou Enlai et Abdul Razak, 31 mai 1974.

Discours, Mahathir Mohamad, « Malaysia and China in the 21st century : prosperity through cooperation », *International Trade and Investment Conference*, Kuala Lumpur, 23 janvier 1995.

Discours, Mohamed Najib Abdul Razak, « Keynote address », *Shangri-La Dialogue*, 03 juin 2011, (<http://www.iiss.org/-/media/Silos/ShangriLa/2011/The-Shangri-La-Dialogue-2011/SLD11-04-Keynote-address/SLD11-04-Keynote-address.pdf>).

Dossier de la conférence de presse, 2nd Joint Cooperation Council (JCC) meeting on Malaysia-China Kuantan Industrial Park (MCKIP) and China-Malaysia Qinzhou Industrial Park (CMQIP), MIDA, Kuala Lumpur, 20 janvier 2015.

Liens Internet

Forest City Project :

(<https://cgpvforestcity.wordpress.com/category/forest-city-project-faq/>).

Medini :

(<http://medini.com.my/>).

CNMC (Sokor Gold Mine) :

(<http://www.cnmc.com.hk>) ;

(<http://www.webb-site.com/dbpub/orgdata.asp?p=1956008>) ;

(<http://nextinsight.net/index.php/story-archive-mainmenu-60/924-2014/8220-cnmc-in-2014-higher-economies-of-scale-higher-gold-production>) ;

(<http://nextinsight.net/index.php/story-archive-mainmenu-60/912-2011/4493-cnmc-goldmine-ceo-shares-what-to-look-at-in-mine-investments>) ;

(<http://nextinsight.net/index.php/story-archive-mainmenu-60/924-2014/8220-cnmc-in-2014-higher-economies-of-scale-higher-gold-production>).

ATKEANEY Consultant :

(<http://www.atkearney.com/web/gsli-2014>) ;

(http://ww.basis.org.bd/resource/A_Wealth_of_Choices.pdf) ;

(<http://www.bis.org/review/r131122i.htm>).

Nusajaya (Johor) :

(<http://www.nusajayacity.com/>).

Country Garden (Iskandar) :

(<http://www.countrygarden.com.my/en/index.asp>).

Iskandar :

(<http://www.iskandarmalaysia.com.my/>).

Malaysia-China Business Council :

(<http://www.mcbc.com.my/en/council-update/2314>).

Malaysia-China Friendship Association (PPMC) :

(http://ppmc.com.my/en/?page_id=94).

Ambassade de Taiwan en Malaisie :

(<http://www.taiwanembassy.org/MY/mp.asp?mp=297>).

Eastern Steel (Terengganu) :

(<http://www.easternsteel.com.my/>).



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

www.irasec.com



Irasedc (Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine)



@irasecbangkok